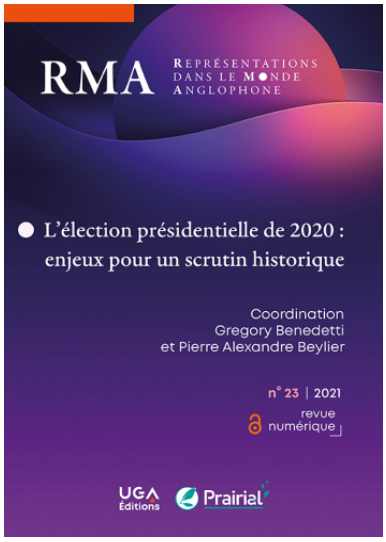


Représentations dans le monde anglophone
ISSN : 2552-1160
Publisher : UGA éditions

23 | 2021
L'élection présidentielle de 2020 : enjeux pour un scrutin historique

Edited by Gregory Benedetti and Pierre Alexandre Beylier

https://publications-prairial.fr/representations/index.php?id=637

Electronic reference
« L'élection présidentielle de 2020 : enjeux pour un scrutin historique », *Représentations dans le monde anglophone* [Online], Online since 15 décembre 2021, connection on 28 février 2026. URL : https://publications-prairial.fr/representations/index.php?id=637

Copyright
CC BY-SA 4.0

DOI : 10.35562/rma.637

Prairial
Pôle éditorial
Lyon Saint-Étienne

INTRODUCTION

Au sortir d'une présidence exceptionnelle, marquée par la dimension atypique de Donald Trump, dont les quatre années à la Maison Blanche auront été marquées par une rupture avec les normes établies par ses prédécesseurs, l'élection présidentielle 2020 fut tout aussi historique à bien des égards. Le contexte sanitaire, associé à un contexte social sous tension, a rebattu les cartes du paysage politique américain, replaçant le candidat Joe Biden au centre du jeu du Parti démocrate, et fragilisant un président sortant traditionnellement favori des sondages pour briguer un second mandat. Partant de ce constat, le présent numéro s'intéresse aux différentes étapes de la campagne de 2020, en analysant le rôle des primaires au sein du Parti démocrate et les tensions idéologiques qui ont animé ce dernier. Il propose également un bilan de la présidence Trump sous l'angle institutionnel et met en avant certaines des thématiques importantes abordées dans des États-clés, pour mieux illustrer les enjeux qui ont permis de déterminer, en partie, le résultat de l'élection. Enfin, ce numéro dresse un bilan des premiers mois de Joe Biden à la Maison Blanche, en posant la question d'une possible présidence historique, notamment de par l'ampleur des projets législatifs lancés par l'ancien vice-président de Barack Obama, et débattus au Congrès.

ISSUE CONTENTS

Gregory Benedetti and Pierre-Alexandre Beylier
Introduction

I. Bilan de la présidence Trump sous l'angle institutionnel et culturel

Olivier Burtin
Donald Trump ou la fausse présidence impériale

Loic Laroche
L'affaire Cotton au *New York Times* et ses répercussions dans la presse *mainstream* américaine

II. Le rôle des primaires : stratégie territoriale et refonte des idéologies à gauche

Raphael Ricaud
Les caucus du Parti démocrate de l'Iowa (2020) : faux départ ou fin de partie ?

Thomas Jeangirard
De la contestation par primaire au sein du Parti démocrate : la gauche états-unienne face au défi du bipartisme

III. L'élection présidentielle à l'échelle locale : zoom sur certains États-clés

Martine Azuelos and Cynthia Ghorra-Gobin
Le Minnesota et la présidentielle de 2020 : une victoire en trompe-l'œil pour les démocrates

Cléa Fortuné
L'Arizona ou les raisons du tournant d'un bastion traditionnellement républicain devenu « violet »

Conclusion

François Vergnolle de Chantal
Joe Biden et le 117^{e} Congrès : le pari réformateur

Introduction

Gregory Benedetti and Pierre-Alexandre Beylier

DOI : 10.35562/rma.643

Copyright
CC BY-SA 4.0

OUTLINE

Une élection décisive compliquée par la pandémie de COVID-19
À contexte historique, élection historique
Bilan de la présidence Trump sous l'angle institutionnel et culturel
Le rôle des primaires : stratégie territoriale et refonte des idéologies à gauche
L'élection présidentielle à l'échelle locale : zoom sur certains États-clés
Conclusion

TEXT

1 En 2016, l'élection de Donald Trump, présentée comme celle d'un candidat populiste, antisystème et anticonformiste, avait surpris un grand nombre d'observateurs, aussi bien aux États-Unis qu'à travers le monde. Cette élection fut d'autant plus étonnante que peu de sondages avaient prédit la victoire de celui qui, dès les primaires républicaines, n'avait pas été pris au sérieux par ses adversaires — on pense à ses différentes passes d'armes lors des débats avec Jeb Bush ou Ted Cruz. Sa victoire avait, du reste, relancé le débat sur le système électoral puisque Donald Trump perdit le vote populaire face à Hillary Clinton de près de 3 millions de voix, ce qui ne l'empêcha pas de remporter un nombre conséquent de grands électeurs [1], et ce même dans des États considérés comme des bastions du Parti démocrate.

2 Après quatre ans d'une présidence houleuse, marquée par une utilisation frénétique de Twitter — signe d'une « politique d'avilissement » (Ott) façonnée par les *fake news* —, de relations diplomatiques tendues avec les alliés traditionnels des États-Unis (Yarhi-Milo) et de scandales qui se sont succédés, pour finalement

mener à une mise en accusation (*impeachment*), en 2019, dont il a été acquitté par un Sénat à majorité républicaine (Fandos), les élections présidentielles de 2020 se sont inscrites dans un contexte de polarisation (Pew Research Center) politique exacerbée par la personnalité clivante du président républicain. Si les plus fidèles supporters de Donald Trump rêvaient d'une Amérique encore plus grande, ses détracteurs, notamment dans le camp démocrate, n'avaient qu'une idée en tête : faire du président sortant, un « *one-term president* ». Les élections sont finalement arrivées comme une lueur d'espoir pour certains, ou comme une menace pour d'autres.

Une élection décisive compliquée par la pandémie de COVID-19

3 En décembre 2019, moins d'un an avant l'élection, les indicateurs économiques étaient au beau fixe — l'économie américaine ne s'était jamais aussi bien portée depuis 2001 (Sparks) — laissant présager la possible réélection du président républicain, aussi controversé fût-il. En effet, les sondages le donnaient au coude à coude, dans certains États clés, avec les deux favoris des primaires démocrates qui allaient s'ouvrir quelques mois plus tard (Sparks), Bernie Sanders et Joe Biden.

4 C'était sans compter sur la pandémie de COVID-19 qui est venue compliquer non seulement la fin de mandat du président sortant, mais également l'organisation de l'élection elle-même. Si la résilience de l'économie américaine était mise à l'épreuve par l'ampleur inattendue de la crise sanitaire qui frappa durement les États-Unis — premier pays en nombre de victimes, lors de la première vague de COVID, au printemps 2020 (Andrew) — la posture du président, réfutant les arguments scientifiques pour proposer des solutions farfelues comme s'injecter de l'eau de Javel ou s'exposer au soleil (Dale *et al.*), ainsi que sa gestion hasardeuse de la crise (Huberfeld *et al.*) allaient également fortement l'ébranler.

5 Après des primaires elles aussi compliquées par la crise sanitaire et précocement interrompues, le camp démocrate a finalement choisi un candidat « qui réconcilie les différents courants du parti » (Célia Belin in Haset et Gydén). Joe Biden, à la traîne lors des premiers scrutins — qui virent émerger des candidats plus jeunes mais aussi

moins expérimentés à l'instar du maire de South Bend, dans l'État de l'Indiana, Pete Buttigieg — s'imposa finalement face à Bernie Sanders (Krieg) et Elizabeth Warren, représentants de l'aile plus progressiste du Parti démocrate. Soutenue par un mouvement populaire de grande ampleur, cette « *Next Left* » qui mit en avant des propositions chocs telles que l'effacement de la dette étudiante ou encore la création d'une assurance maladie universelle, allait infléchir les propositions du candidat Biden (Dorrien), connu pour ses positions de centriste modéré, fort de son expérience de vice-président sous Barack Obama.

6 De manière symbolique, à l'été 2020, Joe Biden marqua l'histoire en choisissant comme colistière la Sénatrice californienne africaine-américaine et d'origine indienne, Kamala Harris. Au-delà d'une volonté d'inscrire sa candidature dans une nouvelle ère, ce choix stratégique permit à Joe Biden non seulement de rajeunir son image, mais également de fédérer deux électorats cruciaux pour les démocrates — les femmes et les Africains Américains — qu'il tentait jusque-là de reconquérir, pour les premières, et de mobiliser fortement pour les seconds (Haquet et Gydén), afin de ne pas reproduire le scénario de 2016 avec Hillary Clinton.

7 Aussi antithétiques qu'ils puissent paraître — Biden représentant l'homme américain blanc issu de l'*establishment*, et Harris l'Amérique jeune, issue du *melting pot* —, ce « tandem de centristes » (Boulet-Gercourt) incarnait la modération, face à un Donald Trump qui n'avait jamais caché ses positions extrêm(ist)es — voire qui en avait fait son fonds de commerce —, que ce soit en matière d'immigration, de sécurité aux frontières ou de politique étrangère.

8 L'élection présidentielle de 2020 eut donc lieu dans un contexte plus qu'exceptionnel, alors que le pays connaissait une crise sanitaire couplée d'une crise économique hors du commun, qui monopolisa une grande partie de la campagne, Biden promettant de tout mettre en œuvre pour endiguer la propagation du virus, en prenant appui sur les conseils scientifiques, contrairement à son opposant [2].

9 Elle eut également lieu à un moment où la société américaine n'avait peut-être jamais été autant polarisée, divisée, fracturée, notamment sur les questions raciales, tout du moins depuis la fin du mouvement des droits civiques. Si les violences policières contre les Africains

Américains avaient connu une médiatisation nouvelle sous la présidence Obama, marquée par l'émergence, en 2013, du mouvement *Black Lives Matter*, la dernière année du mandat de Donald Trump ne peut être déconnectée d'un contexte racial des plus tendus. En effet, le meurtre de George Floyd, un Africain Américain de 46 ans, par un policier blanc à Minneapolis, dans l'État du Minnesota, le 25 mai 2020, provoqua une série d'émeutes et de manifestations qui démontrèrent une fois de plus combien la question des relations raciales reste centrale aux États-Unis. Dès lors, entre Donald Trump, qui fit le choix de se positionner comme le garant de l'ordre et de la loi, et Joe Biden, dont la cote de popularité au sein de la communauté africaine-américaine contribua à relancer sa campagne lors des primaires [3], les États-Unis semblaient divisés à la veille des élections. À cela, on rajoutera que les minorités ethno-raciales — majoritairement démocrates — avaient, dans l'ensemble, plus souffert de la pandémie, en raison notamment d'une plus grande précarité socio-économique (Center for Disease Control).

10 Ainsi, à l'aube du scrutin, plusieurs enjeux se dessinaient : « *Sleepy Joe* » saurait-il mobiliser les électeurs et regagner la confiance des classes moyennes blanches qui, se sentant délaissées, avaient voté Trump en 2016 (Benedetti et Beylier) ? Parviendrait-t-il à reconstruire le « mur bleu » (*blue wall*) — les États industriels du *Midwest* et des Grands Lacs qui votent traditionnellement démocrate mais avaient basculé pour Trump quatre ans plus tôt —, un enjeu d'autant plus crucial que certains — la Pennsylvanie, l'Ohio, le Michigan et le Wisconsin — constituent des *swing states* ou États-pivots pouvant pencher d'un côté ou de l'autre et ainsi déterminer l'issue de l'élection ? À l'inverse, le président sortant pourrait-il remobiliser et élargir sa base électorale en capitalisant sur la plateforme qu'offre la tête de l'exécutif à grand renfort de *fake news* aux tonalités populistes, alors qu'il se trouvait dans une posture délicate, l'année écoulée ayant galvanisé l'opposition ?

11 Enfin, l'un des enjeux principaux de l'élection résidait dans le sort de la démocratie américaine, mise à mal par l'élection de 2016 et les ingérences de la Russie dans celle-ci, mais également par le président lui-même et ses abus de pouvoirs divers et variés — du limogeage du directeur du FBI en charge de l'enquête sur d'éventuelles collusions

avec la Russie, en passant par le scandale avec l'Ukraine qui lui a valu sa première mise en accusation, sans oublier ses relations tendues avec le Congrès qui ont plongé les États-Unis dans le plus long *shutdown* de leur histoire en raison d'un désaccord entre le président et la Chambre des Représentants concernant le financement du mur frontalier avec le Mexique (Restuccia).

À contexte historique, élection historique

12 Lorsque le vote eut finalement lieu, le 3 novembre, tous les regards se tournèrent vers les États-Unis. Toutefois, alors qu'un résultat était attendu le soir même ou le lendemain matin, le scrutin était si serré dans certains États qu'il fallut attendre plusieurs jours avant d'avoir un résultat définitif. Alors qu'au matin du 4 novembre le président sortant engrangeait 213 grands électeurs, le candidat Biden en comptait, quant à lui, 220 (CNN). Un à un, ces États pivots basculèrent du côté démocrate — le Wisconsin, puis le Michigan, la Géorgie [4] et, finalement la Pennsylvanie — et Joe Biden fut finalement déclaré vainqueur le samedi 7 novembre, à l'issue d'un suspense haletant. Dans le contexte particulier de la pandémie de COVID-19 qui a vu un nombre important d'électeurs voter soit par courrier, soit par anticipation, les allégations de fraudes électorales avancées par Donald Trump, et dans une moindre mesure, par le camp républicain, jetèrent le trouble sur le scrutin, le président sortant refusant même de reconnaître sa défaite (Liasson). Cette situation quasi-historique prit une tournure d'autant plus exceptionnelle au cours de la transition présidentielle entre Donald Trump et Joe Biden, lorsque le 6 janvier 2021, des manifestants pro-Trump envahirent le Capitole, provoquant une instabilité démocratique rare dans l'histoire récente des États-Unis.

13 Ce numéro se propose donc d'examiner les principaux enjeux qui ont marqué la campagne et l'élection de 2020, à la fois en amont du 4 novembre 2020, puis dans les premiers mois qui ont suivi l'entrée en fonction de Joe Biden, en couvrant diverses thématiques.

Bilan de la présidence Trump sous l'angle institutionnel et culturel

14 Pour commencer, Olivier Burtin dresse un bilan de la présidence Trump qu'il interprète par le prisme du concept de « présidence impériale », mis au point dans les années 1970 par l'historien Arthur Schlesinger. Il replace Donald Trump dans le temps long pour montrer que sa présidence ne constitue en aucun cas une rupture mais qu'elle s'insère dans le contexte des transformations qu'a subies le paysage institutionnel américain depuis le XIX^{e} siècle.

15 Loïc Laroche, ensuite, revient sur l'éditorial publié par le sénateur républicain de l'Arkansas, Tom Cotton, dans lequel il défendit l'idée d'apporter un soutien militaire à la police dans le contexte des manifestations suite à la mort de George Floyd. Cette publication ébranla le *New York Times* et eut des répercussions dans la presse mainstream américaine. Démontrant que les guerres culturelles au sein de la presse ne sont que le reflet d'une polarisation plus large de la société américaine, cette analyse permet d'étudier la situation dans l'État du Minnesota à travers le prisme médiatique. Cette approche illustre également les tensions intergénérationnelles entre divers courant idéologiques qui circulent au sein de la société américaine. C'est également l'occasion de revenir sur le rôle de la presse en particulier, alors que s'est achevée une présidence marquée par la grande défiance de Donald Trump envers les médias traditionnels.

Le rôle des primaires : stratégie territoriale et refonte des idéologies à gauche

16 Dans une deuxième partie, ce numéro reviendra sur les primaires démocrates et les débats idéologiques qui ont agité le parti à l'heure où celui-ci s'est vu tiraillé entre une aile progressiste de plus en plus influente, notamment au sein de la base, et un *establishment* tentant de garder la main par une approche plus modérée. Si l'élection de Joe

Biden a, semble-t-il, acté, tout du moins temporairement, la victoire de l'aile centriste, il n'en demeure pas moins que le nouveau président devra s'évertuer à réaliser une synthèse idéologique s'il veut satisfaire les électeurs démocrates de plus en plus attirés par des propositions progressistes. Un retour sur les primaires s'avère donc judicieux pour comprendre les enjeux stratégiques et idéologiques au sein du Parti démocrate.

17 Si les élections américaines ont toujours lieu le premier mardi après le premier lundi du mois de novembre, le processus électoral commence bien en amont, notamment avec la désignation des candidats officiels des deux grands partis au cours des élections primaires, qui commencent en début d'année et peuvent durer plusieurs mois. C'est ce sujet que Raphaël Ricaud examine, en s'intéressant aux caucus de l'Iowa, qui ouvrent la « course à l'investiture ». Il revient sur leur histoire et leur fonctionnement pour montrer comment ce petit État du Midwest se retrouve, tous les quatre ans, sous le feu des projecteurs, alors même qu'il est loin de représenter la diversité de la société américaine. Pour illustrer son propos, il présente notamment les stratégies mises en place par deux des candidats centristes — Joe Biden et Pete Buttigieg — dans la campagne de 2020.

18 C'est également le rôle des primaires qu'analyse Thomas Jeangirard à l'aune du mouvement socialiste. Il revient d'abord, plus largement, sur la difficulté des partis tiers à émerger dans le paysage politique états-unien, dominé par un bipartisme quasi-inébranlable. Il souligne par la suite comment, pour surmonter cet obstacle, les forces contestataires — notamment socialistes — doivent utiliser l'appareil électoral, et notamment les primaires, pour se constituer une base et ainsi soit infléchir de l'intérieur l'orientation idéologique du parti, soit, sur le moyen terme, constituer leur propre parti. Ces forces contestataires cherchent notamment à « symétriser » la radicalisation que le Parti républicain a connue ces dernières années, en optant pour des positions de plus en plus conservatrices.

L'élection présidentielle à l'échelle locale : zoom sur certains États-clés

19 Comme pour toutes élections présidentielles, il est tentant de regarder l'événement à travers le prisme national. Néanmoins, la particularité du système électoral pousse les observateurs à s'intéresser de manière plus précise aux enjeux locaux également, notamment lorsqu'il s'agit d'État susceptibles d'influencer le sort de l'élection. En posant un regard sur le Minnesota, Martine Azuelos et Cynthia Ghorra-Gobin reviennent sur la victoire des démocrates dans un État qui aura été, sans doute malgré lui, au cœur des débats en 2020. Elles analysent les tenants et les aboutissants du succès de Joe Biden dans le Minnesota, en proposant une approche qui décortique une réalité plus complexe pour le Parti démocrate en raison d'enjeux locaux et de restructurations territoriales qui illustrent la polarisation politique et qui invitent à considérer la portée de l'élection de l'ancien vice-président de Barack Obama avec prudence, allant jusqu'à évoquer une potentielle victoire en trompe-l'œil pour les démocrates.

20 Cléa Fortuné, de son côté, s'intéresse à un autre État qui, dans les jours qui ont suivi le vote de novembre 2020, a attiré tous les regards. L'Arizona, « bastion républicain » depuis la fin des années 1990, a été l'un des États qui a basculé dans le camp démocrate et a ainsi donné la victoire à Joe Biden. L'article revient sur les changements démographiques qu'a connus l'État ces dernières années et qui expliquent ce basculement. Elle analyse également les enjeux en matière de sécurité frontalière et d'immigration qui ont structuré le débat politique sous la présidence Trump et pendant la campagne pour expliquer le réalignement idéologique dont l'État a fait l'objet.

Conclusion

21 Enfin, François Vergniolle de Chantal, nous invite à nous projeter dans l'après-4 novembre 2020 en analysant les premiers mois de la présidence Biden à travers la relation de la nouvelle administration

avec le 117e Congrès. Revenant sur les cent premiers jours de Joe Biden à la Maison-Blanche et sur une prise de fonction qui, pour un président démocrate, fait écho à celle de certains de ses prédécesseurs au vu du contexte — on pense notamment à Franklin Delano Roosevelt et Barack Obama — François Vergniolle de Chantal souligne les efforts du nouveau chef de l'exécutif pour satisfaire une base démocrate très progressiste. Il souligne combien le contexte particulier de l'élection de Joe Biden peut être l'occasion d'une approche transformatrice à partir d'un pari réformateur qui ferait alors date dans l'histoire législative et institutionnelle des États-Unis, alors même que le pays sort de quatre années d'une présidence elle aussi exceptionnelle à bien des égards.

BIBLIOGRAPHY

Ouvrages et articles scientifiques

Beylier, Pierre-Alexandre et Benedetti, Gregory. « Un 'Trumpement' de terre électoral ». *The Conversation*, 10 novembre 2016. <http://theconversation.com/un-trumpement-de-terre-electoral-68575>.

Courser, Zachary *et al. Parchment Barriers: Political Polarization and the Limits of Constitutional Order*. Lawrence : University of Kansas Press, 2018.

Dorrien, Gary. *American Democratic Socialism*. New Haven : Yale University Press, 2021. p. 542-594, <https://doi.org/10.2307/j.ctv1vbd123>.

Huberfeld, Nicole, Gordon, Sarah et Jones, David. « American Public Health Federalism and the Response to the COVID-19 Pandemic », dans Pierre-Alexandre Beylier et Véronique Molinari (éds), *COVID-19 and Regional Governance*. Berlin : De Gruyter, 2022 (à paraître).

Ott, Brian L. « The Age of Twitter: Donald J. Trump and the Politics of Debasement ». *Critical Studies in Media Communication*, vol. 34, n° 1, janvier 2017, p. 59-68. <https://doi.org/10.1080/15295036.2016.1266686>.

Tesler, Michael, *Post-Racial or Most-Racial America? Race and Politics in the Obama Era*. Chicago : The University of Chicago Press, 2016.

Van Green, Ted. « Republicans and Democrats Alike Say It's Stressful to Talk Politics with People Who Disagree ». Pew Research Center, 23 novembre 2021. <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2021/11/23/republicans-and-democrats-alike-say-it-

s-stressful-to-talk-politics-with-people-who-disagree/> (consulté le 25 novembre 2021).

Yarhi-Milo, Keren. « After Credibility: American Foreign Policy in the Trump Era ». *Foreign Affairs*, nº 98, 2017, p. 68-76.

Articles de presse

Andrew, Scottie. « The US Has 4% of the World's Population but 25% of Its Coronavirus Cases ». *CNN*, 30 juin 2020. <https://www.cnn.com/2020/06/30/health/us-coronavirus-toll-in-numbers-june-trnd/index.html> (consulté le 29 octobre 2021).

Boulet-Gercourt, Philippe. « Biden-Harris, dernière chance pour la démocratie ». *L'Obs*, nº 2920, 15 octobre 2020.

Dale, Daniel *et al.* « Fact Check: Trump Dangerously Suggests Sunlight and Ingesting Disinfectants Could Help Cure Coronavirus ». *CNN*, 23 avril 2020. <https://edition.cnn.com/2020/04/23/politics/fact-check-coronavirus-briefing-april-23/index.html> (consulté le 29 octobre 2021).

Fandos, Nicholas. « Trump Acquitted of Two Impeachment Charges in Near Party-Line Vote ». *New York Times*, 5 février 2020. <https://www.nytimes.com/2020/02/05/us/politics/trump-acquitted-impeachment.html> (consulté le 27 octobre 2021)

Haquet, Charles et Gydén, Axel. « Cet Homme va vous surprendre ». *L'Express*, n° 30, 15 octobre 2020.

Krieg, Gregory *et al.* « Bernie Sanders Drops Out of the 2020 Race, Clearing Joe Biden's Path to the Democratic Nomination ». *CNN*, 8 avril 2020. <https://edition.cnn.com/2020/04/08/politics/bernie-sanders-drops-out/index.html> (consulté le 29 octobre 2021).

Liasson, Mara. « Why President Trump Refuses to Concede and What It Might Mean for the Country ». *NPR*, 18 novembre 2020. <https://www.npr.org/2020/11/18/936342902/why-president-trump-refuses-to-concede-and-what-it-might-mean-for-the-country> (consulté le 27 octobre 2021).

Restuccia, Andrew *et al.* « Longest Shutdown in History Ends after Trump Relents on Wall ». *Politico*, 25 janvier 2019. <https://www.politico.com/story/2019/01/25/trump-shutdown-announcement-1125529> (consulté le 31 octobre 2021).

Sparks, Grace. « CNN Poll: US Economy Receives Its Best Ranking in Nearly 20 Years ». *CNN*, 20 décembre 2019. <https://edition.cnn.com/2019/12/20/politics/cnn-poll-economy-2020-matchups/index.html> (consulté le 27 octobre 2021).

Sitographie

« 2016 Presidential Election ». *270towin*. <https://www.270towin.com/2016_Election/> (consulté le 27 octobre 2021).

« Health Equity Considerations and Racial and Ethnic Minority Groups », <https://www.cdc.gov/coronavirus/2019-ncov/community/health-equity/race-ethnicity.html> (consulté le 10 mai 2021).

« Joe Biden's Plan to Beat COVID-19 ». <https://joebiden.com/beat-covid19/> (consulté le 28 octobre 2021).

« Voters' Attitudes about Race and Gender Are Even More Divided than in 2016 ». *Pew Research Center*, 10 septembre 2020. <https://www.pewresearch.org/politics/2020/09/10/voters-attitudes-about-race-and-gender-are-even-more-divided-than-in-2016/> (consulté le 23 octobre 2021).

« Presidential Election Results 2020 ». *CNN*, 4 novembre 2020. <https://edition.cnn.com/politics/live-news/election-results-and-news-11-03-20/h_239b2729e200e7f4962d5bca314af6bf> (consulté le 28 octobre 2021).

NOTES

1 Donald Trump remporta 304 grands électeurs contre 227 à Hillary Clinton, alors que le vote populaire donna un avantage à la candidate démocrate, 65 millions contre 62 millions pour le candidat républicain (cf. « 2016 Presidential Election », *270towin*, <https://www.270towin.com/2016_Election/> (consulté le 27 octobre 2021).

2 Pour plus d'informations, consultez le programme électoral du candidat Biden : « Joe Biden's Plan to Beat COVID-19 », <https://joebiden.com/beat-covid19/> (consulté le 28 octobre 2021).

3 Après des défaites initiales dans l'Iowa, le New Hampshire et le Nevada, Joe Biden relança sa campagne en Caroline du Sud grâce, en partie, au soutien de l'influent représentant démocrate africain-américain James Clyburn.

4 Une première depuis 1992 et la victoire de Bill Clinton.

AUTHORS

Gregory Benedetti
Gregory Benedetti est actuellement maître de conférences en civilisation américaine à l'Université Grenoble Alpes. Agrégé d'anglais, il s'intéresse à l'histoire de la communauté africaine-américaine, et plus particulièrement aux enjeux des mobilisations politiques et des représentations culturelles dans la société contemporaine.
IDREF : https://www.idref.fr/254423248

Pierre-Alexandre Beylier
Pierre-Alexandre Beylier est actuellement maître de conférences en études nord-américaines à l'Université Grenoble Alpes. Ancien élève de l'École Normale Supérieure de Cachan et Agrégé d'anglais, il a effectué une thèse à l'Université Paris 3-Sorbonne Nouvelle, portant sur les mutations qu'a connues la frontière Canada/États-Unis depuis le 11 septembre 2001. Il a publié aux Presses Universitaires de Rennes un ouvrage sur ce sujet : *Canada/États-Unis : les enjeux d'une frontière*. Il s'intéresse désormais aux questions relatives aux communautés frontalières et aux villes-frontières.
IDREF : https://www.idref.fr/178624934
ISNI : http://www.isni.org/0000000459743001
BNF : https://data.bnf.fr/fr/17077738

I. Bilan de la présidence Trump sous l’angle institutionnel et culturel

Donald Trump ou la fausse présidence impériale

Trump and the Not-So-Imperial Presidency

Olivier Burtin

DOI : 10.35562/rma.645

Copyright
CC BY-SA 4.0

OUTLINE

Le pouvoir exécutif aux États-Unis avant Trump
Les limites de la présidence Trump
Conclusion

TEXT

1 Tous les présidents américains ont fait l'objet de critiques, mais rares sont ceux à en avoir suscité autant que Donald J. Trump. Ses opposants considérèrent non seulement que nombre de ses décisions étaient illégales et contraires à la Constitution, mais aussi qu'il avait enfreint de nombreuses normes non écrites de la vie politique américaine. La liste de ces dernières établie par le *Washington Post* finit par inclure plus de 34 000 entrées (Siskind). Tout au long des quatre années d'exercice du 45e président, les démocrates ainsi qu'une minorité de républicains lui reprochèrent ses multiples entorses à l'équilibre des pouvoirs, ses conflits d'intérêt répétés avec son entreprise familiale, et ses attaques incessantes contre la liberté de la presse et l'intégrité même de la démocratie américaine. Ces accusations amenèrent la Chambre des représentants à lancer deux procédures de destitution contre lui, établissant par là même un nouveau record historique. Bien que ces procédures n'aient pas abouti, elles représentèrent le point d'orgue d'une longue série de critiques à l'encontre des tendances dictatoriales de Trump. Selon certains observateurs, son administration témoignait de la montée en puissance au niveau mondial de la démocratie dite « illibérale » (au sens d'un système politique s'appuyant sur l'élection populaire mais

ne respectant pas des droits fondamentaux tels que la liberté de la presse ou l'indépendance de la justice) au même titre que le Brésil de Jair Bolsonaro, la Hongrie de Viktor Orbán, ou l'Inde de Narendra Modi (Ziblatt et Levitsky).

2 Cette critique était amplifiée par la place occupée par Trump dans le paysage audiovisuel. Alors même qu'il se plaignait souvent que les médias cherchaient à lui nuire en diffusant de fausses informations ou *fake news*, l'ironie est que peu d'autres présidents surent aussi bien que lui se servir de cet outil. Non seulement sa candidature à la Maison-Blanche n'aurait sans doute pas été possible sans le succès de l'émission de télé-réalité *The Apprentice* (2004-2015), qui contribua à redorer son image de riche homme d'affaires et à renflouer ses comptes après les nombreuses faillites qui avaient ébranlé son entreprise au début des années 1990 (McIntire, Buettner et Craig 2020), mais elle profita aussi de l'équivalent de plusieurs milliards de dollars en publicité gratuite engrangés par la fascination des journalistes pour une figure dont le discours décomplexé et iconoclaste tranchait avec la langue de bois si souvent pratiquée par les autres candidats (Saba 2016). Une fois au pouvoir, Trump mit sa présidence en scène comme il l'aurait fait pour une émission télévisée, se préoccupant avant tout de son audimat et se servant des réseaux sociaux comme Facebook et Twitter pour communiquer directement avec ses dizaines de millions de fans et dominer l'actualité. Les mêmes médias qu'il n'avait de cesse de railler en public jouèrent donc un rôle clé dans son ascension, aidant à construire l'image d'un président omniprésent et à susciter la polémique autour de ses moindres prises de paroles.

3 Son ubiquité médiatique ainsi que sa conception autoritaire du pouvoir contribuèrent à faire resurgir le débat autour de la « présidence impériale ». Formulé pour la première fois en 1973 par l'historien Arthur Schlesinger Jr. dans un livre éponyme, ce concept se voulait à l'origine une critique des actions de Lyndon B. Johnson et de son successeur Richard Nixon, que l'auteur jugeait coupables d'avoir violé les *checks and balances* qui garantissaient l'équilibre des pouvoirs, notamment avec leur gestion de la guerre du Vietnam. Schlesinger retraça dans ce livre la façon dont la présidence s'était affranchie des limites initialement fixées par la Constitution, au fil des nombreuses crises internes et externes qui jalonnèrent l'histoire

américaine et qui lui permirent de s'arroger toujours plus de pouvoir. Ainsi l'institution devint-elle peu à peu « impériale », au sens qu'elle cessa d'être sur un pied d'égalité vis-à-vis du législatif et du judiciaire comme l'avaient voulu les auteurs de la Constitution, et risquait selon l'historien de devenir bientôt une « présidence plébiscitaire » qui concentrerait tous les pouvoirs (Schlesinger).

4 Bien que la formule de Schlesinger fît à l'origine référence au contexte historique spécifique des années 1960 et du début des années 1970, son succès fut tel qu'elle devint vite un lieu commun du débat sur l'équilibre des pouvoirs aux États-Unis. Quelques années plus tard, le président Gerald Ford se plaignit des restrictions que lui imposa le Congrès en notant que la présidence n'était plus impériale mais *imperiled*, en danger (Hunter 1978). L'expression refit régulièrement surface au cours des décennies suivantes, par exemple durant l'affaire Iran-Contra vers la fin des années 1980 (Oakes), mais elle ne revint véritablement au cœur du débat politique qu'après les attaques du 11 septembre 2001. La gestion de cette crise par l'administration de George W. Bush suscita en effet de nombreuses accusations d'abus de pouvoir, que ce soit par rapport à l'utilisation de la torture ou à la détention sans procédure judiciaire de plusieurs centaines de prisonniers sur la base de Guantanamo à Cuba (Rudalevige, U.S. Congress, House Committee on the Judiciary), parmi d'autres exemples. Alors que les voix qui accusaient Bush d'être un « président impérial » provenaient principalement de la gauche de l'échiquier politique, c'est plutôt de la droite que vinrent ensuite les critiques à l'encontre de son successeur Barack Obama, notamment en raison de sa fréquente utilisation de décrets (de Rugy). La situation s'inversa à nouveau sous Trump (Heer). Au fil du temps, le concept créé par Schlesinger il y a presqu'un demi-siècle s'est donc affranchi de ses origines pour faire partie du vocabulaire commun de la vie politique américaine. Républicains comme démocrates l'utilisent désormais fréquemment pour couvrir d'opprobre un président du camp opposé, sans nécessairement connaître le sens originel qu'y avait attaché l'historien.

5 Le fait que ce concept soit souvent utilisé de façon purement partisane n'en diminue pas pour autant l'utilité pour l'étude de la fonction présidentielle. Sa relative ancienneté est un atout, dans le sens où elle permet d'éviter l'approche présentiste souvent adoptée

dans les médias. L'idée d'une « présidence impériale » nous replace en effet dans la longue durée en rappelant que le 45e président ne fut pas le premier à être accusé d'abus de pouvoir, de mensonges, et de violations des normes de la vie politique américaine. Ce concept nous invite aussi à étudier le mandat de Trump en nous focalisant non pas seulement sur sa personne même (ce qui est là encore une approche souvent privilégiée par les journalistes, tant sa personnalité est haute en couleur) mais en resituant plutôt ses actions dans le cadre de la division tripartite des pouvoirs aux États-Unis. Le but est de dépasser une perspective strictement narrative, afin de chercher à comprendre si la présidence de Trump participe d'une trajectoire d'expansion ou de repli du pouvoir exécutif sur le long terme, et si elle se situe en continuité ou en rupture par rapport à ses prédécesseurs. Il ne s'agit bien sûr ici que d'esquisser une première ébauche de réponse, étant donné le relatif manque de recul ainsi que l'accès encore très limité aux archives.

6 Il n'est toutefois pas trop tôt pour effectuer certains recadrages. Nous nous attacherons dans un premier temps à situer les quatre années du mandat de Trump dans la trajectoire historique à plus long terme du pouvoir exécutif aux États-Unis, afin de démontrer qu'il fut sujet aux mêmes tendances de fond qui influencèrent ses prédécesseurs. Dans un second temps, nous étudierons plus en profondeur sa présidence elle-même, et en particulier les différents épisodes qui laissent à penser que, malgré l'omniprésence de Trump dans les médias et son approche autoritaire du pouvoir, son bilan témoigne plus d'un exécutif en position de faiblesse que de force. Son mandat n'a pas fait exception à la règle selon laquelle l'influence du président est limitée par les contre-pouvoirs institutionnels ainsi que par le contexte politique, social, et culturel.

Le pouvoir exécutif aux États-Unis avant Trump

7 Les travaux scientifiques portant sur la présidence des États-Unis ont longtemps établi une distinction entre une conception passive ou « traditionnelle » du rôle de cette institution, qui aurait dominé jusqu'à la fin du XIXe siècle, et une autre plus activiste ou « moderne », qui se serait peu à peu imposée, selon les auteurs, à partir soit de

l'administration de Theodore Roosevelt (1901-1909) soit de celle de son lointain cousin Franklin Delano (1933-1945) (Neustadt, Greenstein, Leuchtenburg). Ces termes n'étaient eux-mêmes pas neutres, puisqu'ils furent inventés par le mouvement Progressiste qui émergea à l'aube du XX^e^ siècle. La plupart de ses membres considéraient en effet que, étant donné l'attentisme du Congrès et le conservatisme de la Cour suprême, la seule façon pour le pays de répondre aux nouveaux défis posés par l'industrialisation, l'urbanisation, et l'immigration de masse était de renforcer les pouvoirs de la présidence. Cette distinction entre une conception active de l'exécutif, vue comme intrinsèquement bonne, et une autre plus en retrait, considérée comme désormais inadaptée, finit par s'imposer dans le discours politique.

8 C'est justement parce que Schlesinger faisait partie de ce mouvement Progressiste et qu'il avait lui-même longtemps défendu l'idée d'un exécutif fort que son livre de 1973 fit date, dans la mesure où il allait à l'encontre de la position souvent défendue par sa propre famille politique. En critiquant les excès de la « présidence impériale », Schlesinger appelait à un retour à une conception plus traditionnelle. Dans son sillage, plusieurs chercheurs ont cherché à remettre en cause cette typologie, en montrant qu'une conception activiste du pouvoir exécutif existait déjà dès le XIX^e^ siècle, même si l'appareil administratif au service du président ne commença vraiment à se développer qu'à partir du siècle suivant (Skowronek).

9 Plutôt que d'adopter une vision binaire, il est donc plus productif d'interpréter l'évolution de la fonction présidentielle de façon dialectique ou cyclique, comme le résultat d'un rapport de force entre la présidence et d'autres centres d'influence. Cette dialectique existe, d'une part, au sein même de l'exécutif, entre le président et l'appareil administratif, dont les fonctionnaires de carrière obéissent depuis la fin du XIX^e^ siècle à des règles de professionnalisme, d'indépendance, et d'expertise qui peuvent parfois faire obstacle aux motivations plus strictement politiques de l'occupant de la Maison-Blanche et de son cabinet. À ce rapport de force interne s'ajoute, d'autre part, celui externe entre l'exécutif et les deux autres pouvoirs, à savoir le législatif et le judiciaire, ainsi qu'avec d'autres non définis dans la Constitution comme l'opinion publique ou la presse. Nous nous

attarderons ici surtout sur le rôle du Congrès, qui n'a jamais cessé de défendre ses propres prérogatives (Vergniolle de Chantal).

10 La dialectique interne entre président et administration remonte à l'adoption en 1883 du *Pendleton Civil Service Reform Act*, qui posa les jalons d'une fonction publique indépendante et recrutée sur le principe du mérite plutôt que du clientélisme. Ce n'est néanmoins que sous le *New Deal*, un demi-siècle plus tard, que la bureaucratie placée sous la responsabilité du président entra véritablement dans une phase d'expansion : en 1949, le nombre de fonctionnaires fédéraux dépassait les 2 millions, un chiffre quatre fois supérieur à celui de 1929 (S. B. Carter *et al.* 894-903). La croissance rapide de ce qu'on commençait à appeler *the fourth branch of government*, ou le quatrième pouvoir, suscita des interrogations : comment s'assurer que le président puisse véritablement contrôler un appareil administratif si important (Grisinger, Kornhauser) ? Chaque nouvel occupant de la Maison-Blanche tenta d'imposer son propre train de réformes pour améliorer l'efficacité de la machine gouvernementale (Moe), mais les années 1980 marquèrent une rupture avec le mandat de Ronald Reagan (1981-1989). Celui-ci fut en effet le premier à envisager sa relation avec l'administration sous un angle ouvertement antagoniste, déclarant lors de son discours inaugural que « le gouvernement n'est pas la solution à notre problème » mais bien « le problème » (Reagan). L'ancien gouverneur de Californie tenta de saper l'action du service public en nommant à la tête de certaines agences administratives des personnalités ouvertement opposées à leur mission et en diminuant les impôts, ce qui eut pour effet de réduire leur budget (une stratégie que les conservateurs appelèrent *starving the beast*, ou « affamer la bête ») (Bartlett). Bien que tous ses successeurs ne partageassent pas son idéologie néolibérale, ils durent eux aussi se confronter à un appareil administratif qui ne se pliait pas toujours à leurs ordres : ainsi George W. Bush renvoya-t-il en décembre 2006 plusieurs procureurs fédéraux qui refusaient d'agir à des fins strictement politiques, tandis qu'Obama poursuivit en justice un plus grand nombre de lanceurs d'alerte que tous ses prédécesseurs réunis (Dearborn, King et Skowronek). Ces exemples montrent bien que l'appareil d'État n'a pas toujours agi de concert avec le pouvoir exécutif, même s'il est en théorie sous ses ordres.

11 L'un des rapports de force externe les plus importants concerne celui entre l'exécutif et le législatif, qui s'est développé beaucoup plus tôt. Durant la guerre de Sécession (1861-1865), Abraham Lincoln se servit de l'état d'urgence militaire pour prendre plusieurs initiatives sans l'accord explicite du Congrès, comme la suspension de l'*Habeas Corpus* pour les individus soupçonnés d'espionner pour le compte du Sud. À la suite de son assassinat en avril 1865, les législateurs cherchèrent à réaffirmer leur propre primauté en lançant une procédure de destitution contre son successeur Andrew Johnson, qui n'échoua qu'à un vote près. Pour l'essentiel des trois décennies qui suivirent, le Congrès redevint le centre de gravité incontesté de la vie politique nationale. Cela dura jusqu'à l'arrivée à la Maison-Blanche de Theodore Roosevelt en 1901, qui fut le premier à se servir du prestige associé à son poste pour dominer l'espace médiatique créé par le développement récent de la presse. Le même effet de balancier eut lieu en réaction à la présidence de Woodrow Wilson (1913-1921), qui se servit lui aussi de l'état d'urgence créé par la Grande Guerre pour accroître ses propres pouvoirs et restreindre les droits civiques. En retour, les républicains menèrent campagne en 1920 en appelant au « retour à la normale », par lequel ils entendaient notamment « mettre fin à l'autocratie de l'exécutif et rendre au peuple leur gouvernement constitutionnel » (Republican Party Platform of 1920). Les trois présidents de leur parti qui se succédèrent au 1600 Pennsylvania Avenue entre 1921 et 1933 tinrent cette promesse, dans la mesure où ils partageaient la même vision limitée du rôle de la fonction présidentielle. Le centre de gravité des institutions fédérales oscilla donc entre le Congrès et la Maison-Blanche de façon cyclique.

12 La présidence de Trump peut être vue comme le résultat d'un mouvement de balancier similaire, qui s'enclencha en 1974 à la suite de la démission forcée de Richard Nixon pour éviter une destitution humiliante. Le scandale du Watergate et les nombreuses révélations sur les excès commis par le pouvoir exécutif conduisirent à l'adoption de plusieurs lois cherchant à réaffirmer la primauté du législatif sur l'exécutif : pour ne citer que deux exemples, le *War Powers Act* de 1973 rendit nécessaire l'accord du Congrès pour toute opération militaire de plus de 60 jours, tandis que l'*Ethics in Government Act* de 1978 créa l'*Office of the Independent Counsel* qui avait pour mission

d'enquêter sur les affaires de corruption au sein de la Maison-Blanche. Ces restrictions nourrirent le ressentiment du mouvement conservateur, dont les figures de proue au sein du Parti républicain réagirent en développant une nouvelle théorie dite de « l'exécutif unitaire », selon laquelle l'article II de la Constitution (qui définit la nature du pouvoir exécutif) donnerait au président le contrôle total des différentes entités administratives placées sous sa responsabilité. C'est au sein de l'*Office of Legal Counsel* de Ronald Reagan dans les années 1980 que ce concept fut pour la première fois déployé de façon systématique par des juristes conservateurs comme Samuel Alito, qui s'en servirent pour défendre les prérogatives de l'exécutif face à ce qu'ils considéraient comme les empiétements du judiciaire et du législatif (Barilleaux et Kelley 1-14). En l'espace de quelques années, la défense d'une présidence forte devint ainsi une cause associée non plus au camp libéral mais à celui conservateur.

13 Ce renversement idéologique s'accompagna dans le dernier tiers du XX^e^ siècle d'un autre mouvement de fond, à savoir la polarisation croissante de la vie politique, qui contribua à réduire la marge de manœuvre du président. Au milieu de ce siècle, il était encore relativement facile pour les deux principaux partis de trouver des points d'entente, dans la mesure où ils étaient chacun divisés entre une aile conservatrice et une aile libérale, ce qui permettait à ceux qui partageaient les mêmes idées de trouver des compromis en surmontant les étiquettes partisanes. Cette situation changea à partir des années 1960, lorsque ces deux partis (ainsi que, dans une moindre mesure, la population américaine dans son ensemble) commencèrent à se réorganiser lentement autour de deux pôles idéologiques opposés — les républicains devenant de plus en plus uniformément conservateurs et les démocrates de plus en plus uniformément libéraux, au sens américain du terme (Klein). Plusieurs facteurs contribuèrent à ce processus, mais l'un des plus importants fut sans doute la montée en puissance du mouvement conservateur, qui se traduisit par la création de nombreuses organisations très influentes, comme la *Federalist Society* dans le domaine juridique ou la chaîne d'information télévisée en continu *Fox News* dans le paysage médiatique (Zelizer et Kruse). Chacune à leur manière, ces différentes institutions aidèrent à recréer la forte polarisation qui caractérisait déjà le paysage politique américain à la fin du XIX^e^ siècle.

14 Alors que les deux principaux partis devenaient de plus en plus homogènes idéologiquement, ils virent aussi leur contrôle sur la vie politique s'affaiblir sous l'effet de la personnalisation croissante de celle-ci durant cette même période. Trois facteurs y contribuèrent. En premier lieu, les primaires occupèrent une place de plus en plus importante dans le processus de sélection des candidats aux élections présidentielles à partir de la fin des années 1960, ce qui affaiblit le rôle des notables du parti (Shapiro et Rosenbluth 95-127). Plus récemment, les réformes sur le financement des campagnes politiques sont aussi allées dans le même sens : le *Bipartisan Campaign Finance Reform Act* de 2002 a strictement limité le montant des fonds que les partis politiques pouvaient lever eux-mêmes afin d'influencer le résultat d'une élection (*soft money*), tandis qu'une série de décisions de la Cour suprême, dont la plus connue est *Citizens United v. F.E.C.* (2010), amena au contraire à la dérégulation presque totale des autres sources de financement disponibles aux candidats en leur nom propre, en particulier en provenance d'entreprises ou de riches donateurs privés, ces derniers étant de plus en plus en mesure d'exercer leur influence indépendamment des partis (Schaffner et La Raja). Enfin, la diffusion de nouveaux moyens de communication comme l'internet, les chaînes d'information en continu, et les réseaux sociaux rendit plus facile le contact direct entre candidats et électeurs, diminuant ainsi d'autant plus l'importance des partis politiques, dont l'une des fonctions principales avait toujours été de servir de courroie de transmission entre le niveau national et celui local. En personnalisant fortement la vie politique et en réduisant le contrôle exercé sur celle-ci par les partis, ces trois facteurs rendirent plus facile le succès de candidats non adoubés par l'*establishment*.

15 En toile de fond de ces différents développements, la confiance de la population américaine vis-à-vis de son gouvernement connut aussi un déclin marqué à partir de la fin du XX^{e} siècle. En 1972, seulement 29 % des participants à un sondage organisé par la firme *Gallup* affirmaient n'avoir peu ou aucune confiance en leur gouvernement pour gérer les problèmes de politique intérieure ; ils étaient 46 % en 2005 et un peu plus de la moitié en 2016. Cette baisse est d'autant plus remarquable qu'elle n'affecta pas les trois branches du gouvernement américain de façon égale : alors que deux tiers des

répondants maintinrent leur confiance envers le pouvoir judiciaire au cours de ces cinq décennies, la situation de l'exécutif et du législatif se détériora très fortement. Le pourcentage de réponses négatives concernant ce dernier passa de seulement un quart en 1972 à près des deux tiers en 2016, tandis que la part de ceux qui ne faisaient pas confiance à l'exécutif augmenta du quart à près de la moitié de la population durant la même période (« Trust in Government » n.d.). Le fait que cette baisse de confiance se soit vérifiée pendant près d'un demi-siècle, quelle que soit l'affiliation politique de l'occupant de la Maison-Blanche, montre bien que c'est la fonction elle-même qui a perdu de son prestige.

16 L'influence de ces différentes tendances de fond se fit sentir au début du nouveau millénaire. Sous George W. Bush (2001-2009), les conservateurs continuèrent à défendre la vision d'une présidence forte à laquelle ils s'étaient ralliés plusieurs décennies plus tôt. En tant que directeur de cabinet de Gerald Ford au milieu des années 1970, son vice-président Richard Cheney avait lui-même fait l'expérience d'un exécutif faible, et il nomma aux postes à responsabilité au début des années 2000 des personnes qui étaient comme lui déterminées à empêcher le retour d'une telle situation. Durant cette période, l'administration Bush utilisa le terme d'« exécutif unitaire » 145 fois en public, se servant de cette théorie pour défendre sa vision unilatéraliste et refuser toute coopération avec le législatif (Barilleaux et Kelley 5). L'élection de Barack Obama en 2008 confirma le déclin de l'influence des appareils de parti, en montrant qu'il était possible pour un *outsider* de s'imposer face à la candidate désignée de l'*establishment* démocrate, Hillary Clinton. Cet exploit était le résultat à la fois du charisme d'Obama et de l'utilisation systématique par sa campagne des réseaux sociaux pour mobiliser sa base et solliciter le plus de donations possibles (Johnson). Même s'il ne partageait pas la vision d'un exécutif tout-puissant défendue par le mouvement conservateur, une fois en poste Obama chercha néanmoins comme tous ses prédécesseurs à défendre les prérogatives de l'exécutif, n'hésitant pas par exemple à se servir des décrets présidentiels pour agir unilatéralement sur des sujets importants lorsque le Congrès s'y refusait, comme ce fut le cas en 2012 lorsqu'il institua un programme de protection pour les

enfants arrivés sur le sol américain sans papiers (*Deferred Action for Childhood Arrivals*, ou DACA).

17 Avant même que Trump n'accède au pouvoir en janvier 2017, la fonction qu'il allait occuper avait donc déjà subi une profonde transformation sous l'influence de plusieurs facteurs, tant sur le long terme qu'à plus courte échéance. En lieu et place de la poignée d'employés chargés du courrier sous William McKinley (1897-1901), près de 1 800 personnes travaillaient maintenant sous l'autorité directe du président avec un budget de plus de 700 millions de dollars (*Executive Office of the President*). Cette croissance prononcée de la capacité administrative de la fonction présidentielle s'est accompagnée d'une réduction tout aussi marquée de son autorité symbolique après le scandale du Watergate, qui marqua le début du déclin de la confiance accordée à l'exécutif par la population. Deux autres tendances de fonds de la vie politique américaine à la fin du XX^{e} siècle jouèrent aussi leur rôle : d'une part le fait que celle-ci se soit repolarisée, réduisant ainsi de façon significative la marge de manœuvre accordée au président en le forçant à s'identifier plus fermement avec l'un ou l'autre des deux pôles idéologiques, et d'autre part le fait qu'elle se soit fortement personnalisée, ce qui donna au président une plus grande liberté d'action vis-à-vis des appareils de partis et autres corps intermédiaires, comme par exemple la presse. Enfin, Trump fut élu dans le sillage d'un renversement historique qui vit le camp conservateur s'approprier la défense d'un pouvoir exécutif fort. Ce processus allait connaître son apogée durant son administration.

Les limites de la présidence Trump

18 Si la fonction présidentielle fut façonnée par plusieurs tendances de fond historiques qui dépassaient Trump, il est important de souligner que lui-même ne représentait pas non plus une offre politique entièrement neuve. Bien au contraire, ses idées et son parcours représentaient plutôt la convergence de plusieurs archétypes profondément inscrits dans la tradition politique américaine depuis plus d'un siècle. Il était par exemple loin d'être le premier homme d'affaires à se servir de sa fortune personnelle pour construire sa

carrière politique. En 1918, le magnat de l'automobile Henry Ford fut candidat au Sénat dans le Michigan (il perdit de justesse) et il utilisa plus tard son propre journal afin de diffuser les théories antisémites inventées par *Les Protocoles des Sages de Sion*. En 1992 et en 1996, l'homme d'affaires milliardaire Ross Perot fit campagne pour l'élection présidentielle en tant que populiste, s'opposant au libre-échange et appelant à durcir la politique migratoire. Son message connut un succès certain, puisqu'il obtint près de 19 % des voix lors de sa première tentative et 8 % lors de sa seconde (Federal Election Commission). Nombreux furent aussi ceux qui, à travers l'histoire américaine, cherchèrent à exploiter la peur et la haine envers certains groupes sociaux : après Ford vint par exemple dans les années 1930 le prêtre catholique Charles Coughlin, qui se servit de ses talents d'orateurs pour attaquer les Juifs dans une émission radiophonique à succès. Le fameux slogan de Trump, « *America First* », avait par ailleurs une longue histoire : il fut utilisé d'abord par le Parti républicain à la fin du XIX^e^ siècle avant d'être repris par le second Ku Klux Klan dans l'entre-deux-guerres pour appeler la population WASP à se mobiliser contre les nouveaux immigrants d'Europe du Sud et de l'Est, puis enfin d'être récupéré par l'*America First Committee*, un groupe de militants isolationnistes formé à la fin des années 1930 pour maintenir les États-Unis en-dehors de la Seconde Guerre mondiale (Churchwell).

19 Le soutien affiché de Trump pour la mouvance suprémaciste blanche ne constituait pas non plus une rupture mais bien un retour au registre ouvertement raciste qu'avaient employé de nombreux hommes politiques pour s'opposer aux avancées du mouvement des droits civiques au milieu du XX^e^ siècle. Parmi ceux-ci, le plus connu fut sans aucun doute George Wallace, le gouverneur démocrate de l'Alabama qui fit candidature trois fois à l'élection présidentielle dans les années 1960 et 1970 ; comme Trump, son message raciste décomplexé s'adressait principalement à la classe ouvrière blanche (D. T. Carter). Le natif de New York ne fut de surcroît pas le premier à utiliser sa maîtrise de la communication et des médias à des fins politiques : dans les années 1930, Huey Long se servit de ces mêmes talents pour transformer l'État de Louisiane en son fief personnel, mettant en place un régime clientéliste où la loyauté passait avant la compétence et où les médias qui le critiquaient étaient censurés

(White). À l'aube de la guerre froide, le républicain du Wisconsin Joseph McCarthy sut lui aussi jouer sur l'appétit des médias pour le sensationnel afin de nourrir sa propre croisade anti-communiste sans se préoccuper outre mesure de la véracité de ses accusations. Enfin, c'est en mettant à profit son talent d'orateur que l'ancien acteur Hollywoodien Ronald Reagan se fit un nom au sein du mouvement conservateur, ce qui lui ouvrit la voie vers la Maison-Blanche — c'est d'ailleurs de sa campagne présidentielle de 1980 qu'est né le slogan « *Make America Great Again* ». Que Trump en soit conscient ou non, le chemin qu'il suivit pour accéder à la Maison-Blanche avait été balisé par ces nombreux prédécesseurs.

20 Une fois élu, il dut néanmoins faire face à de nombreuses difficultés, au premier rang desquelles se trouvait un système politique conçu pour favoriser le compromis mais dont le fonctionnement était rendu de plus en plus difficile par la polarisation. Alors même qu'il fit campagne sur un programme populiste promettant de ne pas diminuer les aides sociales et dénonçant la façon dont l'économie profitait surtout aux plus riches, toute coalition avec le Parti démocrate (dont beaucoup des membres partageaient ces idées) fut rendue presque impossible par ses nombreuses prises de position racistes et xénophobes ainsi que par son désintérêt marqué pour toute tentative de négociation sérieuse. Il fut donc forcé de se plier aux préférences du camp républicain, ce qui le conduisit à défendre un projet de réforme fiscale, le *Tax Cuts and Jobs Act* de 2017, qui se rapprochait de l'orthodoxie conservatrice en bénéficiant surtout aux plus riches et en creusant de façon significative le déficit. Cette loi s'avéra être la seule réussite législative majeure de son mandat, dans la mesure où sa tentative d'abroger la réforme de l'assurance santé passée par son prédécesseur se solda par un échec cuisant. Face à la difficulté de faire adopter ses projets de loi par le Congrès, Trump eut de plus en plus fréquemment recours aux décrets présidentiels (*executive orders*), tout comme Obama avant lui. Dès les premiers jours de son mandat, il interdit ainsi aux ressortissants de plusieurs pays à majorité musulmane d'entrer sur le territoire américain. En l'espace de trois ans et demi au pouvoir, il fit recours à ces décrets presque 50 fois par an en moyenne (Rudalevige 24), une pratique que ses opposants voyaient comme la preuve de son penchant autoritaire mais qui constituait en réalité surtout un aveu

de faiblesse. Bien que ces décrets lui permissent d'agir de façon unilatérale, ils n'avaient en effet pas force de loi et pouvaient donc plus facilement être remis en cause ultérieurement — comme ce fut le cas par exemple lorsque les tentatives de Trump d'annuler le programme DACA par décret furent plusieurs fois reboutées par des juges (Shear et Dickerson).

21 Si la polarisation exacerbée diminua ses marges de manœuvre, Trump dut aussi gérer le conflit avec l'administration. Il fut le premier président à se poser si ouvertement en adversaire de la bureaucratie, se servant de l'image du *deep state* ou « État profond » dans sa stratégie de communication afin de dénoncer les fonctionnaires qui se servaient selon lui de leur position protégée dans l'appareil d'État pour saboter la mise en œuvre de ses politiques et divulguer des informations confidentielles aux médias. L'hostilité de Trump se manifesta d'abord dans sa décision de ne pas pourvoir un nombre record de postes clés dans sa propre administration, tout en nommant à la tête de certaines agences des personnalités ouvertement opposées à leur mission, comme Scott Pruitt à l'*Environment Protection Agency* (EPA), Rick Perry au *Department of Energy*, et Eugene Scalia au *Department of Labor* (Osnos 2018), faisant ainsi écho à la stratégie mise en place avant lui par Reagan. Cette guerre ouverte entre fonctionnaires de carrière et responsables politiques se traduisit soit par une vague de démissions, comme au *Department of State* (Farrow 2018), soit par des tentatives plus ou moins ouvertes de sabotage parmi les administrateurs qui choisirent de rester (Davenport 2020). Le fait que plusieurs hauts fonctionnaires décidèrent de témoigner contre Trump lors de la première procédure de destitution intentée contre lui en 2019-2020 montre bien qu'ils étaient nombreux à considérer sa présidence comme une atteinte aux valeurs de professionnalisme, d'indépendance, et d'expertise dont ils se voulaient les garants.

22 Trump eut beau se servir de l'image du *deep state* pour alimenter son message populiste, son conflit ouvert avec l'administration finit par se retourner contre lui lorsqu'il fallut répondre à la pandémie de COVID-19 qui fit surface début 2020. Deux ans plus tôt, son administration avait réformé le *National Security Council* en éliminant la structure spécifiquement dédiée à la surveillance des menaces biologiques créée par Obama, ce qui rendit la coordination de la

réponse gouvernementale plus difficile. Trump contribua à brouiller encore plus les cartes en changeant constamment de message lors de ses interventions publiques : de janvier à la mi-mars, il n'eut de cesse de minimiser le danger posé par le virus, et ce alors même qu'il recevait depuis plusieurs mois déjà des rapports de ses services de renseignement l'avertissant de sa dangerosité. Alors même que les principaux experts en santé publique appelaient la population à prendre cette menace au sérieux, Trump envoya ensuite le message inverse en promettant que la crise serait finie avant Pâques, en refusant de porter un masque en public, et en critiquant ouvertement les experts qui le contredisaient (Rutledge). Bien que l'opération *Warp Speed*, qu'il lança au printemps 2020, ait beaucoup aidé à accélérer le développement de nouveaux vaccins, Trump handicapa la réponse à l'épidémie en refusant d'utiliser la pleine mesure de ses pouvoirs pour faciliter la production de produits de première nécessité et de coordonner l'action des gouverneurs d'États. Le résultat est que, alors même que les États-Unis étaient considérés en 2019 comme le pays le mieux préparé au monde face aux risques sanitaires, plus d'un an après le déclenchement de la pandémie ils étaient aussi celui qui comptait le plus grand nombre de morts du virus en termes absolus (plus de 600 000 à la fin mai 2021) (Cameron *et al.*). Dans la mesure où la dégradation de la situation sanitaire à l'automne 2020 contribua à la défaite de la campagne de Trump pour un second mandat (Baccini *et al.*), on peut en conclure que son combat contre l'administration finit par se retourner contre lui.

23 Pour justifier son approche autoritaire du pouvoir, Trump se reposa sur la même théorie de l'exécutif unitaire déployée par ses prédécesseurs républicains. Durant la première phase de l'épidémie au printemps 2020, alors qu'il était en conflit avec les gouverneurs des États fédérés par rapport à la gestion de crise, il déclara ainsi que « [l]orsque quelqu'un est le président des États-Unis, l'autorité est totale » (Baker et Haberman). Cette attitude était manifeste dès les premiers jours de sa présidence : sa décision de lancer par décret en janvier 2017 la construction d'un mur à la frontière avec le Mexique, sans l'accord préalable du Congrès, suscita des inquiétudes même parmi les rangs de ceux qui avaient défendu l'idée d'une présidence forte sous George W. Bush (Yoo). Trump ne dévia néanmoins pas de

sa ligne, n'hésitant pas à aller défendre jusque devant la Cour suprême l'idée que la fonction présidentielle ne devrait être sujette à aucun contrôle externe (un argument que cette même Cour rejeta néanmoins par une majorité de 7 voix contre 2) (Liptak). Son dernier ministre de la Justice, William Barr, fut choisi en grande partie parce qu'il le rejoignait sur ce point : lui-même avait défendu de telles idées depuis les années 1980, et en particulier sous la présidence de George H. W. Bush, dont il fut déjà le ministre de la Justice. Durant la première procédure de destitution intentée contre Trump, Barr appuya l'argument des avocats du président selon lequel rien ne les obligeait à collaborer avec le Congrès en fournissant les documents nécessaires à l'instruction du dossier (Rohde 2020).

24 Ces différentes prises de position eurent un effet paradoxal. Elles contribuèrent à renforcer l'idée, très répandue parmi ses opposants, selon laquelle Trump constituerait un danger mortel pour la démocratie américaine. Avec un peu de recul, on constate néanmoins que sa présidence eut aussi l'effet inverse, amenant à une revigoration de certaines des institutions les plus importantes de cette même démocratie, comme par exemple la presse. Malgré ses attaques répétées contre les *fake news* et ses menaces — jamais mises à exécution — d'affaiblir les protections légales dont bénéficiaient les médias, son arrivée au pouvoir s'avéra être une véritable bénédiction pour les organes de presse nationaux les plus en vue tels que le *Washington Post*, le *New York Times*, ou le *New Yorker*, qui virent le nombre de leurs abonnés augmenter considérablement, au point que l'on parla d'un « *Trump Bump* » (Doctor). Non seulement les attaques du 45^{e} président incitèrent-elles un grand nombre d'Américains à soutenir plus activement leurs institutions médiatiques, mais ses nombreuses allégations mensongères conduisirent aussi à un changement subtil dans l'éthique d'objectivité à laquelle souscrivaient la plupart des journalistes du pays, selon laquelle ils devaient laisser de côté leur propre opinion pour fournir l'information la plus factuelle et neutre possible (Kaplan). Au début de sa campagne présidentielle en 2015, la plupart des organes de presse les plus importants ne dénoncèrent pas ouvertement le caractère fallacieux de ses propos, qui viraient souvent à la théorie du complot : ce ne fut par exemple qu'en septembre 2016, longtemps après que Trump commença à répandre des fausses rumeurs sur le lieu de naissance

de Barack Obama, que le *Times* publia une manchette reconnaissant ces allégations pour ce qu'elles étaient, à savoir un mensonge délibéré (*lie*) (Barbaro). Vers la fin de son mandat, le même journal ne se privait plus de pointer ouvertement et régulièrement les écarts du président avec la réalité : dans une manchette à propos des efforts de Trump pour s'assurer le soutien d'un état pivot pour sa réélection en 2020, on pouvait par exemple lire que « *Trump Encourages People in North Carolina to Vote Twice, Which Is Illegal* » (Haberman et Saul). La dernière partie de ce titre montre bien comment l'utilisation constante de contre-vérités par le 45e président a amené la presse à abandonner, ou du moins à nuancer, la stricte séparation qui régnait jusqu'alors entre faits et opinions pour adopter une attitude plus engagée, contribuant donc à affaiblir le prestige et l'autorité dont jouissait jusqu'alors le *bully pulpit* de l'occupant de la Maison-Blanche.

25 Ce qui est vrai pour la presse l'est aussi pour d'autres pans de la société. Tout au long des années 2010, les plus grandes entreprises américaines prirent des positions de plus en plus libérales sur de nombreux sujets en dehors de la sphère strictement économique, comme la défense des droits accordés aux personnes LGBTQ, l'avortement, ou la brutalité policière (Sorkin). De façon plus générale, le fossé entre le degré de soutien de la population pour le Parti démocrate par rapport à celui pour le Parti républicain se creusa sous l'administration Trump, comme l'a illustré par exemple le plus grand nombre de contributions que recueillit la campagne de Biden par rapport à celle de Trump en 2020 (Schaul *et al.*). Le même fossé se retrouve lorsque l'on observe le nombre de personnes ayant participé à des manifestations politiques majeures au cours des dix dernières années : alors que le mouvement conservateur du *Tea Party* n'avait mobilisé à son pic que plus d'une dizaine de milliers de personnes lors de la *Taxpayer March* on Washington en 2009, la *Women's March* en janvier 2017, la *March for Our Lives* en 2018, et les manifestations du mouvement *Black Lives Matter* en réaction au meurtre de George Floyd à l'été 2020 rassemblèrent chacune plusieurs millions de personnes, voire des dizaines de millions pour ces dernières (Hanania). Trump n'est certes pas entièrement à l'origine de cette vague de mobilisation sociale (les sondages montrent qu'une part grandissante de l'opinion publique soutenait déjà des positions plus libérales sur des questions de société avant même le début de son

mandat), mais il semble néanmoins avoir fait l'effet d'un catalyseur en servant de repoussoir à une grande partie de la gauche (Yglesias). Si l'on peut juger le succès d'une présidence par sa capacité à créer le consensus derrière ses idées, il semble donc que celle de Trump ait été là aussi contre-productive, puisqu'elle conduisit plutôt à renforcer la mobilisation de ses adversaires (même si celle de ses supporteurs n'a pas non plus faibli, dans la mesure où il remporta 10 millions de voix supplémentaires en 2016 par rapport à 2020) (Fessenden *et al.*).

26 Certains aspects de la politique étrangère de Trump eurent le même effet contre-productif. Son mépris affiché pour le multilatéralisme ne réussit par exemple qu'à affaiblir la position à la fois symbolique et stratégique de son propre pays. Là encore, cette préférence pour l'unilatéralisme n'était pas entièrement neuve : à la suite des attaques du 11 Septembre, George W. Bush n'avait pas non plus hésité à passer outre l'opposition de pays comme la France ou l'Allemagne pour envahir l'Irak. Trump alla toutefois encore plus loin en retirant les États-Unis de plusieurs accords et institutions internationales dans lesquels ils avaient pourtant joué un rôle clé (tels que l'Organisation mondiale de la Santé, les Accords de Paris sur le climat, ceux de Vienne sur le nucléaire iranien, ou encore le Partenariat transpacifique), laissant ainsi le champ libre à d'autres puissances montantes comme la Chine. Il ne se priva pas non plus de critiquer ouvertement les alliés historiques de son pays tels l'Union européenne, le Japon, ou la Corée du Sud, qu'il voyait moins comme des partenaires essentiels d'un ordre mondial créé par les États-Unis et plus comme des rivaux commerciaux déloyaux. Même dans le domaine de la politique étrangère, où le président jouissait traditionnellement d'une plus grande autonomie, Trump ne put toutefois pas se désolidariser complètement du Congrès, qui bloqua par exemple sa décision prise à l'été 2020 de diminuer de plus de 10 000 le nombre de soldats américains présents en Allemagne en réponse au refus du gouvernement Merkel de contribuer plus à sa propre défense (Cooper). L'attitude erratique et arrogante du 45^{e} président conduisit aussi à une perte considérable de prestige pour son pays sur la scène internationale, comme on put le voir par exemple lors de son discours devant l'assemblée générale de l'ONU en septembre 2018, où sa déclaration d'avoir accompli « plus que

n'importe quelle autre administration dans l'histoire » de son pays provoqua l'hilarité générale du public (Schwirtz).

Conclusion

27 Tant sur le plan de la politique étrangère que de celle intérieure, le mandat de Trump n'eut donc d'impérial que le nom. Son omniprésence dans les médias et son mépris affiché pour les normes de la vie politique américaine amenèrent nombre de commentateurs à s'alarmer de la montée en puissance d'un exécutif autoritaire. Avec le bénéfice du recul, il est aujourd'hui clair que le 45e président se montra néanmoins tout aussi incapable que ses prédécesseurs de renverser les tendances de fond qui avaient contribué à affaiblir sa fonction depuis déjà plusieurs décennies. La polarisation du système politique réduisit ses marges de manœuvre et le força à traiter en priorité avec les élites conservatrices qui dominaient le Parti républicain mais ne partageaient pas nécessairement ses idées populistes. La situation était paradoxale : d'une part, l'affaiblissement des appareils de parti dû à la montée en puissance des primaires et des réseaux sociaux permit à Trump d'abord d'être élu alors qu'il était loin d'être le candidat favori de l'*establishment* de son parti, puis ensuite de s'assurer la loyauté presque inconditionnelle d'une grande partie de sa base électorale, qui ne le considérait pourtant pas comme le candidat idéal au départ. D'autre part, les élites républicaines en poste au Congrès ainsi que leurs alliés au sein de la Cour suprême continuèrent à jouer leur rôle de contre-pouvoirs, en refusant par exemple de soutenir sa tentative de rapprochement avec la Russie ou en rejetant l'argument selon lequel le président serait au-dessus des lois. Les attaques incessantes de Trump contre les *fake news* ne firent qu'encourager un plus grand nombre d'Américains à s'abonner à des organes de presse, tandis que ses positions outrancières sur plusieurs sujets de société mobilisèrent contre lui une partie grandissante de la société. Enfin, le conflit larvé entre la Maison-Blanche et l'administration fédérale, qui couvait déjà depuis les années 1980, prit cette fois une place centrale dans le discours politique. Là encore, il n'est toutefois pas sûr que Trump en soit sorti vainqueur, dans la mesure où ses efforts pour politiser la gestion de la crise sanitaire furent en grande partie responsables de l'aggravation

de celle-ci et donc indirectement de sa défaite aux urnes en novembre 2020.

28 À l'heure où la confiance accordée par le public américain à l'exécutif continue d'être à un niveau historiquement bas, nous sommes donc loin de l'aura d'autorité dont jouissait le président dans les années 1960 et contre laquelle réagit Schlesinger avec *The Imperial Presidency* en 1973. Les limites au pouvoir du président demeurent aujourd'hui bien réelles, même si elles sont obscurcies par la fascination que celui-ci exerce dans les médias. Au lieu d'un empereur en puissance, la présidence Trump semble plutôt témoigner d'un exécutif en position de faiblesse ou du moins défensive, non seulement vis-à-vis des deux autres pouvoirs définis par la Constitution mais aussi d'autres acteurs clés du jeux politique comme l'opinion publique, la bureaucratie, et la presse. Le fait que Trump se soit senti obligé d'insister si fréquemment en public sur l'étendue de ses pouvoirs en dit sans doute beaucoup, en creux, sur les limites auxquelles il se savait confronté.

29 Dans la mesure où les différentes tendances de fond que nous avons évoquées continuent d'être à l'œuvre aujourd'hui, il est difficile d'imaginer que la situation de l'exécutif puisse changer profondément dans un futur proche. Il n'est toutefois pas impossible qu'un nouveau président plus consensuel et compétent que Trump soit en mesure de remplir à nouveau le capital de confiance épuisé par ce dernier, ou qu'une nouvelle crise du même type que celles décrites par Schlesinger ne lui accorde encore plus de pouvoir. Il ne faut pas non plus exagérer l'étendue du déclin de l'exécutif aux États-Unis, car les pouvoirs à sa disposition — notamment dans les domaines de l'immigration, de la défense, et du renseignement — demeurent encore de loin supérieurs à ceux dont jouissent bien d'autres chefs d'État à travers le monde. La déchéance de la « présidence impériale » est donc très relative.

30 Gardons-nous aussi de conclure que le système politique américain serait hors de danger, simplement parce que l'influence de Trump aurait été exagérée. Son administration n'a fait qu'accélérer un processus déjà enclenché depuis plusieurs décennies et qui continuera très vraisemblablement après elle, à savoir la réorganisation du Parti républicain autour de la défense des intérêts

d'une majorité de la population blanche face aux minorités raciales. Au nom de ce combat, de plus en plus de membres de ce parti se sont montrés prêts à s'affranchir des règles élémentaires du jeu politique, comme on put le voir avec l'assaut sur le Capitole du 6 janvier 2021. Le fait que les leaders du Parti républicain aient refusé de soutenir le projet d'une commission bipartisane pour mener l'enquête sur les origines de cette insurrection montre bien qu'ils restent encore attachés aux idées défendues par Trump, même si lui-même n'est plus en poste. Le principal facteur d'instabilité menaçant actuellement les États-Unis est donc moins l'accroissement des pouvoirs du président que la radicalisation du système politique dans son ensemble, qui semble encore loin d'être arrivée à son terme.

BIBLIOGRAPHY

Baccini, Leonardo, Brodeur, Abel et Weymouth, Stephen. « The COVID-19 Pandemic and the 2020 U.S. Presidential Election ». *Discussion Paper Series*. Institute of Labor Economics, 2020.

Baker, Peter et Haberman, Maggie. « Trump Leaps to Call Shots on Reopening Nation, Setting Up Standoff with Governors ». *The New York Times*, 14 avril 2020.

Barbaro, Michael. « Donald Trump Clung to 'Birther' Lie for Years, and Still Isn't Apologetic ». *The New York Times*, 16 septembre 2016.

Barilleaux, Ryan J. et Kelley, Christopher S. (éds). *The Unitary Executive and the Modern Presidency*. College Station : Texas A&M University Press, 2010.

Bartlett, Bruce. « 'Starve the Beast': Origins and Development of a Budgetary Metaphor ». *The Independent Review: A Journal of Political Economy*, vol. 12, n° 1, 2007, p. 5-26.

Cameron, Elizabeth E., Nuzzo, Jennifer B. et Bell, Jessica A. « Global Health Security Index », 2019, <www.ghsindex.org/wp-content/uploads/2019/10/2019-Global-Health-Security-Index.pdf>.

Carter, Dan T. *The Politics of Rage: George Wallace, the Origins of the New Conservatism, and the Transformation of American Politics*. Baton Rouge : Louisiana State University Press, 2000.

Carter, Susan B., Gartner, Scott Sigmund, Haines, Michael R., Olmstead, Alan L., Sutch, Richard et Wright, Gavin (éds). *Historical Statistics of the United States: Earliest Times to the Present*. Millennial ed., New York : Cambridge University Press, 2006.

Churchwell, Sarah. *Behold, America: The Entangled History of 'America First' and 'the American Dream'*. New York : Basic Books, 2018.

Cooper, Helene. « Biden Freezes Trump's Withdrawal of 12,000 Troops from Germany ». *The New York Times*, 4 février 2021.

Davenport, Coral. « Trump's Environmental Rollbacks Find Opposition Within: Staff Scientists ». *The New York Times*, 27 mars 2020.

Dearborn, John A., King, Desmond S. et Skowronek, Stephen. *Phantoms of a Beleaguered Republic: The Deep State and the Unitary Executive*. New York : Oxford University Press, 2021.

Doctor, Ken. « Trump Bump Grows into Subscription Surge—and Not Just for the *New York Times* », 3 mars 2017, <www.thestreet.com/opinion/trump-bump-grows-into-subscription-surge-14024114>.

Executive Office of the President. *Congressional Budget Submission Fiscal Year 2016*, 2016. <https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/docs/eop_fiscal_year_2016_congressional_justification_0.pdf>.

Federal Election Commission, « Election and Voting Information », <www.fec.gov/introduction-campaign-finance/election-and-voting-information/>.

Farrow, Ronan. *War on Peace: The End of Diplomacy and the Decline of American Influence*. New York : W. W. Norton & Company, 2018.

Fessenden, Ford, Gamio, Lazaro et Harris, Rich. « Trump Found More than 10 Million New Voters. They Were Not Enough ». *The New York Times*, 17 novembre 2020.

Greenstein, Fred I. *Evolution of the Modern Presidency: A Bibliographical Survey*. Washington : American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1977.

Grisinger, Joanna. *The Unwieldy American State: Administrative Politics since the New Deal*. New York : Cambridge University Press, 2012.

Haberman, Maggie et Saul, Stephanie. « Trump Encourages People in North Carolina to Vote Twice, Which Is Illegal ». *The New York Times*, 2 septembre 2020.

Hanania, Richard. « Why Is Everything Liberal? », 21 avril 2021, <https://richardhanania.substack.com/p/why-is-everything-liberal>.

Heer, Jeet. « Don't Just Impeach Trump. End the Imperial Presidency ». *The New Republic*, 12 août 2017.

Hunter, Marjorie. « Ford Says That Congress Hobbles President by Foreign Policy Action ». *The New York Times*, 12 décembre 1978.

Johnson, Dennis W. (éd.). *Campaigning for President 2008: Strategy and Tactics, New Voices and New Techniques*. New York : Routledge, 2009.

Kaplan, Richard. « The Origins of Objectivity in American Journalism », dans Stuart Allan (éd.), *The Routledge Companion to News and Journalism*. New York : Routledge, 2010.

Klein, Ezra. *Why We're Polarized*. New York : Avid Reader Press, 2020.

Kornhauser, Anne M. *Debating the American State: Liberal Anxieties and the New Leviathan, 1930–1970*. Philadelphie : University of Pennsylvania Press, 2015.

Leuchtenburg, William E. *The American President: From Teddy Roosevelt to Bill Clinton*. New York : Oxford University Press, 2015.

Liptak, Adam. « Supreme Court Rules Trump Cannot Block Release of Financial Records ». *The New York Times*, 9 juillet 2020.

McIntire, Mike, Buettner, Russ et Craig, Susanne. « Tax Records Reveal How Fame Gave Trump a $427 Million Lifeline ». *The New York Times*, 28 septembre 2020.

Moe, Ronald C. *Administrative Renewal: Reorganization Commissions in the 20th Century*. Lanham, MD : University Press of America, 2003.

Neustadt, Richard E. *Presidential Power: The Politics of Leadership*. New York : New American Library, 1960.

Oakes, John B. « Why Is the Iran Deal a Surprise? Reagan Has Long Been Deceptive ». *The New York Times*, 17 décembre 1986.

Osnos, Evan. « Trump vs. the 'Deep State' ». *The New Yorker*, 21 mai 2018. <www.newyorker.com/magazine/2018/05/21/trump-vs-the-deep-state>.

« Republican Party Platform of 1920 ». *The American Presidency Project*, 8 juin 1920. <www.presidency.ucsb.edu/documents/republican-party-platform-1920>.

Reagan, Ronald. « Inaugural Address ». *The American Presidency Project*, 20 janvier 1981. <www.presidency.ucsb.edu/documents/inaugural-address-11>.

Rohde, David. « Sword and Shield ». *The New Yorker*, 20 janvier 2020.

Rudalevige, Andrew. *The New Imperial Presidency: Renewing Presidential Power after Watergate*. Ann Arbor : University of Michigan Press, 2006.

Rudalevige, Andrew. *By Executive Order: Bureaucratic Management and the Limits of Presidential Power*. Princeton : Princeton University Press, 2021.

Rugy, Veronique de. « Obama's Imperial Presidency ». *National Review* (blog). 12 janvier 2017. <www.nationalreview.com/corner/obama-imperial-presidency/>.

Rutledge, Paul E. « Trump, COVID-19, and the War on Expertise ». *American Review of Public Administration*, vol. 50, nº 6-7, 2020, p. 505-511.

Saba, Jennifer. « Trump's $4.6 Billion in Free Media ». *CNBC*, 30 septembre 2016. <www.cnbc.com/2016/09/30/breakingviews-trump-cold-shoulder-for-tv-ads-may-set-the-trend.html>.

Schaffner, Brian F. et La Raja, Raymond J. *Campaign Finance and Political Polarization: When Purists Prevail*. Ann Arbor : University of Michigan Press, 2015.

Schaul, Kevin, Narayanswamy, Anu, Tierney, Lauren et Ye Hee Lee, Michelle. « Biden Has Surged Ahead of Trump in Donors—Including in the States That Matter Most ».

Washington Post, 23 octobre 2020.

Schlesinger, Arthur M. *The Imperial Presidency*. Boston : Houghton Mifflin, 1973.

Schwirtz, Michael. « Deliberate or Not, Trump's Speech Draws Laughter at the U.N. ». *The New York Times*, 26 septembre 2018.

Shapiro, Ian et McCall Rosenbluth, Frances. *Responsible Parties: Saving Democracy from Itself*. New Haven : Yale University Press, 2018.

Shear, Michael D. et Dickerson, Caitlin. « Trump Delays Effort to End Protections for Immigrant 'Dreamers' ». *The New York Times*, 28 juillet 2020.

Siskind, Amy. « This Is Not Normal ». *Washington Post*, 16 octobre 2020.

Skowronek, Stephen. « The Unsettled State of Presidential History », dans Brian Balogh et Bruce J. Schulman (éds), *Recapturing the Oval Office: New Historical Approaches to the American Presidency*. Ithaca : Cornell University Press, 2015.

Sorkin, Andrew Ross. « Is Big Business the Democrats' New Best Friend? ». *The New York Times*, 6 avril 2021.

« Trust in Government ». n.d. *Gallup.Com*, <https://news.gallup.com/poll/5392/Trust-Government.aspx> (consulté le 21 mai 2021).

U.S. Congress, House Committee on the Judiciary. *Reining in the Imperial Presidence: Lessons and Recommendations Relating to the Presidency of George W. Bush*. Washington : U.S. G.P.O., 2009.

Vergniolle de Chantal, François. *L'impossible présidence impériale : le contrôle législatif aux États-Unis*. Paris : CNRS Éditions, 2016.

White, Richard D. *Kingfish: The Reign of Huey P. Long*. New York : Random House, 2006.

Yglesias, Matthew. « The Great Awokening ». *Vox*, 22 mars 2019. <www.vox.com/2019/3/22/18259865/great-awokening-white-liberals-race-polling-trump-2020>.

Yoo, John. « Executive Power Run Amok ». *New York Times*, 6 février 2017.

Zelizer, Julian E. et Kruse, Kevin Michael. *Fault Lines: A History of the United States since 1974*. New York : W. W. Norton & Company, 2019.

Ziblatt, Daniel et Levitsky, Steven. *How Democracies Die*. New York : Crown Publishing, 2018.

ABSTRACTS

Français

Depuis la publication du livre éponyme d'Arthur Schlesinger Jr. En 1973, le concept de « présidence impériale » a souvent été utilisé pour critiquer les excès de l'exécutif aux États-Unis. Ce fut tout particulièrement le cas pour

la présidence de Donald Trump, qui a souvent été décrite comme marquant une rupture historique de par son mépris des normes institutionnelles, ses multiples conflits d'intérêts, ou sa tendance autoritaire marquée. Avec un peu de recul, le bilan de son administration semble toutefois témoigner d'un président plus en position de faiblesse que de force. En replaçant le mandat de Trump dans une perspective historique, cet article démontre en effet que, loin de s'être démarqué par sa puissance, le 45e président dût en réalité faire face aux mêmes tendances de fond qui avaient contribué depuis plusieurs décennies déjà à affaiblir sa fonction. L'omniprésence de Trump dans les médias cachait donc un président qui était loin d'être omnipotent.

English

Ever since the publication in 1973 of the eponymous work by Arthur Schlesinger Jr., the concept of the "imperial presidency" has often been used to criticize abuses by the executive branch in the United States. This was particularly the case for Donald Trump' presidency, which has often been described as marking a break with the past in terms of its disregard for institutional norms, of its many conflicts of interest, and of its pronounced authoritarian tendency. In hindsight, however, the record of his administration seems to testify to a president who was more in a position of weakness than of strength. By approaching Trump's term from a historical perspective, this article demonstrates that, far from being uniquely powerful, the 45th president faced the same fundamental trends that had already contributed to weakening his office over the previous decades. Despite Trump's omnipresence in the media, he was far from omnipotent.

INDEX

Mots-clés

présidence impériale, histoire politique, Trump (Donald), élection présidentielle de 2016, président des États-Unis

Keywords

imperial presidency, political history, Trump (Donald), 2016 presidential election, U.S. president

AUTHOR

Olivier Burtin

Olivier Burtin est le trésorier de l'Association française d'études américaines (AFEA). Il était précédemment *Incoming Research Fellow* à l'université Louis-et-Maximilien de Munich en Allemagne ainsi que *Visiting Research Fellow* au Rothermere American Institute de l'université d'Oxford au Royaume-Uni. Son projet de livre, *A Nation of Veterans: War, Citizenship, and the Welfare State in*

Modern America, paraîtra en 2022 aux Presses de l'université de Pennsylvanie dans la série « Politics and Culture in Modern America ». Ses travaux ont été publiés dans diverses revues telles que *Social Science History*, *Historical Social Research*, *War & Society*, *Reviews in American History* et le *Journal of Policy History*.
IDREF : https://www.idref.fr/158176111
ORCID : http://orcid.org/0000-0002-1820-1850
ISNI : http://www.isni.org/0000000390307593

L'affaire Cotton au *New York Times* et ses répercussions dans la presse *mainstream* américaine

Illustration des guerres culturelles et de la polarisation de la presse américaine à l'heure du meurtre de George Floyd

The Cotton Affair in the New York Times *and Its Repercussions on the American Mainstream Press: An Example of the Culture Wars and the Polarization of the American Press at the Time of George Floyd's Murder*

Loic Laroche

DOI : 10.35562/rma.655

Copyright
CC BY-SA 4.0

TEXT

1 Dans les États-Unis divisés, polarisés, où l'émotion tend à l'emporter sur la raison comme jamais depuis la guerre civile, l'information est un enjeu politique majeur notamment pour les élections présidentielles. À la différence des médias d'opinion, la grande presse traditionnelle américaine (*mainstream media*) se veut non partisane, tandis que le président Donald Trump la qualifie de *fake news media* et l'accuse de déformer la vérité.

2 La presse *mainstream* s'est développée depuis un peu plus d'un siècle avec un souci de neutralité, ce qui ne l'empêche pas d'avoir une ligne éditoriale orientée, en général libérale au sens propre. On considère cependant que le *Wall Street Journal* fait aussi partie de la presse *mainstream* alors que sa ligne éditoriale est clairement conservatrice. Ces médias sont souvent critiques vis-à-vis de Donald Trump, avec des variations selon leur ligne mais ne se veulent pas anti-Trump. Ils posent comme principe la recherche d'une information complète et objective autant que faire se peut. Cette approche critique, voire sceptique du pouvoir, vaut à la grande presse traditionnelle américaine de dures attaques qui ne se limitent pas à celles du président. C'est le cas en particulier du plus grand quotidien américain, le *New York Times*.

3 Paradoxalement, les médias *mainstream* attaqués par les conservateurs le sont aussi de l'autre côté de l'échiquier politique. Ils sont accusés de donner au nom de cette quête d'objectivité ou de neutralité, une place trop grande aux idées de Donald Trump ou aux idées conservatrices voire réactionnaires, comme dans le cas de la lutte contre le racisme et les violences policières. Cette dernière critique, d'abord externe à la presse, entre petit à petit à l'intérieur des rédactions. C'est le cas notamment à partir des émeutes de Ferguson en 2014, suite à l'acquittement d'un policier blanc qui avait abattu Michael Brown, un homme noir non armé. Les journalistes, souvent noirs, qui avaient été envoyés couvrir l'événement étaient revenus avec des reportages ne mettant pas dos à dos police et manifestants mais prenant la défense de ces derniers et montrant les excès des forces de l'ordre. Ces reportages avaient alors détonné dans une atmosphère conformiste de neutralité journalistique où les médias d'information avaient l'habitude de tenir à égale distance policiers et manifestants.

4 Le meurtre de George Floyd poursuit et amplifie le phénomène. En effet, le 25 mai 2020, à Minneapolis dans l'État du Minnesota, cet homme noir meurt lors d'une interpellation violente, plaqué sur le sol et étouffé sciemment par un policier. Dans les jours et les semaines qui suivent, des manifestations massives ont lieu dans le pays, pour la plupart pacifiques et multi-ethniques, parfois aussi violentes, se transformant en émeutes et entrainant des dégradations voire des pillages. Les autorités locales gèrent le plus souvent les événements avec retenue, limitant le recours à la Garde nationale, tandis que se produisent de nombreuses scènes de fraternisation entre la police et les manifestants. Au contraire, le gouvernement fédéral dénonce vivement la violence et appelle à la force pour rétablir l'ordre, à l'instar du président barricadé à la Maison-Blanche.

5 Le 3 juin 2020, le *New York Times* publie une tribune du sénateur républicain Tom Cotton intitulée : « Envoyez l'armée ». Cotton est une figure montante du Parti républicain, issu de l'aile la plus conservatrice, proche de Donald Trump. Il écrit :

> Cette semaine, des émeutiers ont plongé de nombreuses villes américaines dans l'anarchie, rappelant la violence généralisée des années 1960 […]. Certaines élites ont excusé cette orgie de violence

> […] en la qualifiant de réponse compréhensible à la mort injustifiée de George Floyd […]. Une majorité qui cherche à protester pacifiquement ne doit pas être confondue avec des bandes de mécréants […]. Des éléments radicaux issus de la gauche comme les Antifas s'infiltrent dans les marches de protestation pour exploiter la mort de Floyd à leurs propres fins anarchiques […]. La loi sur l'insurrection autorise le président à employer l'armée [1].

6 Si le journal s'est clairement positionné en pages informations contre le recours à l'armée, la tribune en elle-même est publiée en pages opinions, telle quelle, sans être accompagnée d'éléments de contextualisation ou de contre-argumentation. Elle a certes fait l'objet de quelques corrections à la demande du quotidien, et apparaît uniquement sur la version en ligne.

7 La publication de cette tribune de Tom Cotton entraîne dans les heures qui suivent une vive réaction notamment sur Twitter, de la part de nombreux lecteurs ainsi que de nombreux collaborateurs du journal, ce qui est rare et donc significatif. Ces derniers sont souvent issus de la nouvelle génération réputée plus progressiste et aussi plus diverse, c'est-à-dire notamment moins blanche. Plus de 800 rédacteurs signent une pétition contre la tribune tandis que le principal syndicat de médias new-yorkais publie un communiqué du même ton.

8 Le directeur éditorial des pages opinions, James Bennet, essaie dans un premier temps de se justifier (Bennet), soutenu par le directeur de la publication, A. G. Sulzberger. Mais le mouvement est d'une telle ampleur, favorisé par les réseaux sociaux, que ce dernier revoit sa position après un débat général au sein du quotidien, reconnaît une erreur et annonce la révision des critères de publication (Tracy *et al.*). James Bennet finit par démissionner (Tracy).

9 Les rédacteurs signataires de la pétition appellent au rejet des articles d'opinion défendant une lecture considérée comme réactionnaire ou non morale des événements. Ainsi, ils introduisent au sein de la presse les guerres culturelles, telles que les définit James Davison Hunter (1991). Ces signataires ne représentent cependant pas l'ensemble de la rédaction du journal dont une partie, sans doute moins jeune et plus libérale au sens américain, critique ce qu'elle considère comme une restriction de l'espace de débat, voire de

l'intolérance. Cette dernière partie de la rédaction est relayée par un collectif de 150 intellectuels, écrivains, artistes et journalistes qui publie une lettre ouverte dans le magazine *Harper's* en défense du débat ouvert (Multiples).

10 Par son caractère exemplaire et ses répercussions dans l'ensemble des grands médias américains, cette affaire remet en question les fondements du dogme de l'objectivité ou de la neutralité journalistique aux États-Unis et s'invite dans la campagne présidentielle. Elle oppose deux camps qui se partagent la presse *mainstream*, l'un traditionnel, libéral (au sens américain) ayant le souci de l'ouverture et de la liberté de l'information, et l'autre jeune et plus progressiste, notamment les « woke » (les éveillés), défendant le respect voire la primauté des valeurs morales et sociales dans l'information. Bari Weiss, journaliste et éditorialiste au *New York Times* résume ainsi : « La devise du *New York Times* est : Toutes les informations sont dignes d'être imprimées. Un groupe insiste sur le mot : toutes. L'autre sur le mot : dignes. » (Alpert et Trachtenberg)

11 Que s'est-il donc passé au sein de la rédaction du *New York Times* suite à la publication de la tribune de Tom Cotton ? Le journal réputé pour son ouverture malgré sa ligne libérale, s'abandonne-t-il aux guerres culturelles en devenant ouvertement partisan, c'est-à-dire en se fermant aux idées opposées aux siennes et au débat dans un contexte tendu par le discours de Donald Trump ? Est-ce une affaire interne et isolée ou un changement général qui concerne l'ensemble des médias *mainstream* américains ? Doit-on craindre les conséquences de ce qu'il convient d'appeler la *cancel culture* sur la liberté de la presse ou au contraire est-ce le signe d'un mouvement général de progrès dans les médias malgré quelques débordements regrettables et condamnables ?

12 Pour le comprendre, nous avons suivi les réactions au sein du *New York Times*, affectueusement surnommé la Vieille dame grise (*the Old Grey Lady*), et d'une quinzaine de grands journaux et magazines d'information américains pendant les deux mois qui ont suivi la publication de la tribune de Tom Cotton.

13 Nous nous intéresserons d'abord aux défenseurs de la publication de la tribune de Cotton dont nous verrons qu'ils sont nombreux malgré

tout et que leurs arguments sont solides. Puis nous considérerons la contestation de la tribune et nous montrerons qu'il s'agit d'un mouvement de fond qui correspond à une évolution positive de la société et du journalisme vers une plus grande inclusion au rythme parfois non maîtrisé qui est celui des réseaux sociaux.

14 La publication de la tribune de Tom Cotton s'est faite sous la responsabilité d'un journaliste réputé, dans un journal et une profession accordant traditionnellement une large autonomie à cette rubrique, le tout dans un contexte difficile de polarisation et de guerres culturelles.

15 Face au vent de contestation, le premier à défendre la tribune de Cotton dans les colonnes du journal est naturellement James Bennet, le responsable éditorial des pages opinions de la Vieille dame grise, dès le lendemain de la publication. Il reconnait d'emblée que la tribune a irrité de nombreux lecteurs ainsi que nombre de ses collègues du *Times* et se déclare lui-même opposé à l'utilisation de l'armée fédérale pour rétablir l'ordre. Il cherche à expliquer les raisons pour lesquelles la décision de publier la tribune a été prise : elle correspond écrit-il à « l'engagement du journal d'ouvrir le débat sur les questions importantes telles que celle-ci ». De même, écrit-il encore, ce serait « égarer les lecteurs que de conclure qu'en ignorant les arguments de Cotton, on les diminuerait ». Ce dernier, sénateur du Minnesota, est une personnalité politique significative, susceptible de gouverner un jour. Son opinion compte. Nombre de collègues de James Bennet de toutes tendances prennent sa défense dans les colonnes du journal ou simplement lui expriment leur respect et leur amitié. Ainsi Roger Cohen, journaliste dans la même rubrique, écrit que Bennet a été pour lui « depuis vingt ans un collègue attentionné, progressiste, nuancé, ouvert, l'intégrité journalistique personnifiée ». Un autre de ses collègues, Marc Tracy, ajoute que « pendant ses 4 années à la tête des pages opinions, Bennet a cherché à les ouvrir davantage, embauchant des éditorialistes progressistes et conservateurs ». Tous reconnaissent que Bennet a donné de l'ampleur à la rubrique opinions, livrant des éditoriaux remarqués, malgré quelques inévitables erreurs. D'ailleurs, comme le rappellent plusieurs confrères du *New York Times*, James Bennet était considéré comme un possible successeur de Dean Baquet, le directeur de la rédaction (Wemple). Travis Andrews et Elahe Izadi du

Washington Post, écrivent que « la démission de Bennet est une fin étonnante à un mandat pendant lequel il a développé les pages éditoriales et vu l'un de ses éditorialistes gagner un Pulitzer ». Le moins que l'on puisse dire est que James Bennet a assuré sa mission. Il a courageusement assumé sa responsabilité, couvert son équipe et protégé une direction nettement moins téméraire. Il quitte le *New York Times* le 7 juin 2020.

16 Au-delà de James Bennet et de la gestion des pages opinions, c'est toute la tradition d'ouverture du *New York Times* et de la grande presse américaine qui se trouve remise en question. Adolphe Ochs, le fondateur du journal dans sa version moderne, avait expliqué dans son premier éditorial du 14 juin 1896, sa « déclaration de mission » :

> Mon but sera de faire en sorte que le *New York Times* donne les nouvelles, toutes les nouvelles, [...] de manière impartiale, sans crainte ni faveur, indépendamment du parti, de la secte ou des intérêts impliqués ; de faire des colonnes du *New York Times* un forum pour l'examen de toutes les questions d'importance publique, et à cette fin d'inviter des discussions intelligentes de toutes les nuances d'opinion. (Dunlap)

17 Son arrière-arrière-petit-fils, actuel directeur du journal, Arthur Gregg Sultzberger, va dans le même sens, dans son premier mail au personnel le 4 juin matin : « Je crois au principe de l'ouverture à un éventail d'opinions, même celles avec lesquelles nous pouvons être en désaccord » (Tracy *et al.*). Cette tradition d'ouverture est de notoriété publique. Dans son éditorial du 8 juin 2020, le *Wall Street Journal* — le grand journal conservateur new-yorkais — qualifie la rubrique opinions de James Bennet d'« ostensiblement indépendante » (Editorial Board, *Wall Street Journal*). Plus largement, la grande presse américaine, dite *mainstream* porte un idéal de liberté de pensée et de débat, jusqu'à la controverse, que certains appellent le marché des idées (*market place of ideas*). Paul Starobin du *City Journal* explique que « le marché des idées est certainement bruyant. Quoi qu'il en soit, il n'y a pas de meilleure alternative. [...]. Ochs, dans sa déclaration de mission pour le *Times* en 1896, n'inventait rien mais réaffirmait un principe intemporel [du journalisme] ». Erik Wemple, journaliste critique des médias, ajoute qu'« il y a un dicton à Washington qui dit que si vous mettez en colère les deux parties,

vous devez faire quelque chose de bien ». La lettre ouverte du collectif d'intellectuels en faveur de la justice et du débat ouvert publiée dans le *Harper's Magazine* du 7 juillet 2020 va plus loin encore en affirmant que « l'échange libre d'informations et d'idées est le cœur de toute société démocratique » (Multiples).

18 L'atmosphère qui règne dans la société américaine, en politique ou dans les médias, est tendue en cette fin de mandat de D. Trump. Le débat auquel la presse *mainstream* américaine est très attachée, comme on vient de le voir, est rendu particulièrement difficile par la division de plus en plus profonde de l'opinion en deux camps irréconciliables, à mesure que s'approfondissent les *Culture Wars* comme l'écrit James D. Hunter : « L'Amérique est au cœur de guerres culturelles qui ont eu et continueront d'avoir des répercussions non seulement sur les politiques publiques, mais aussi sur la vie des Américains ordinaires » (34). D'autant que ces dernières s'accélèrent et s'amplifient, favorisées par les réseaux sociaux, leurs algorithmes et l'effet de suivisme qu'ils induisent. Les journaux comme le *New York Times* se posent pourtant en lieu de controverse pacifique refusant l'intolérance envers les idées contraires à leur ligne. Comme le présente la lettre sur la justice et le débat ouvert :

> La restriction du débat, qu'elle soit le fait d'un gouvernement répressif ou d'une société intolérante, porte invariablement préjudice à ceux qui manquent de pouvoir et rend tout le monde moins à même de participer à la vie démocratique. Nous refusons le faux choix entre la justice et la liberté, qui ne peuvent exister l'une sans l'autre. (Multiples, *Harper's Magazine*)

19 Il s'agit de défendre la société libérale au sens premier, c'est-à-dire démocratique, contre l'idéologie du successeur (*successor ideology* comme la nomme Wesley Yang), forme d'intolérance qui conduit à l'affaiblissement de la presse libérale (Douthat). Bret Stephens écrit qu'un « esprit d'intolérance intellectuelle féroce règne dans le pays et dans une grande partie de l'establishment journalistique. Les opinions contraires ne sont pas seulement erronées, elles sont aussi indignes d'être discutées. L'éventail des opinions politiques jugées moralement inaptes à la publication semble s'élargir de plus en plus ». Il s'agit aussi de soutenir l'approche critique systématique aussi appelée journalisme des deux côtés, et de défendre l'objectivité contre l'idée

de clarté morale que promeut le journaliste afro-américain Wesley Lowery. Paul Baumann écrit dans *Commonweal* : « En règle générale, il convient de se méfier de toute personne qui prétend avoir accaparé la clarté morale […]. Les journalistes doivent poser des questions sceptiques à la fois à la police et aux manifestants. » L'opposition est aussi générationnelle entre les plus de quarante ans, conquis au principe du libre examen, du pour et du contre, de la recherche d'objectivité, et les « millenials ». Ces jeunes sont intéressés davantage par la morale, c'est-à-dire la recherche de la vérité. Ils incluent notamment les « woke », progressistes « éveillés », en quête d'une plus grande justice raciale, sociale ou entre les genres. Comme l'explique Ross Douhat :

> La force qui transforme le libéralisme occidental a de nombreuses descriptions. L'une d'entre elles appartient au critique culturel Wesley Yang : l'idéologie du successeur, c'est-à-dire qu'elle représente un successeur possible au libéralisme, comme le marxisme au siècle dernier. La montée du militantisme féministe et de #MeToo au cours de la dernière décennie, par exemple, a fait progresser un objectif libéral admirable et de longue date […]. Mais en même temps, elle a généré de nouvelles structures disciplinaires, principalement sur les campus universitaires, qui nous orientent vers un système post-libéral. L'influence de l'idéologie du successeur est également palpable dans les médias, où les anciens préjugés des médias libéraux ont fait place à un esprit de croisade.

20 Pour certains médias, le *New York Times* n'est plus le journal libéral qu'il voulait être. Ainsi, le *New York Post* affirme :

> Les journaux sont bien sûr autorisés à décider des opinions qu'ils publient. Il y a des rédactions libérales, il y a des rédactions conservatrices. Mais le *New York Times* ne peut plus prétendre être la place publique de la vie américaine, pour représenter fidèlement la diversité des opinions d'une nation. Ce n'est plus un journal impartial. (Marcus)

Et le *Wall Street Journal* ajoute dans son éditorial du 8 juin 2020 : « la purge des rédacteurs en chef des journaux progressistes est un autre jalon dans la marche de la politique identitaire et de l'annulation de la culture par nos institutions libérales, et le journalisme américain et la

démocratie en souffriront » (Editorial Board, *Wall Street Journal*). Est-ce qu'un nouveau Maccarthysme a pris racine dans le quotidien de référence (voire dans la presse américaine) comme l'écrit Bari Weiss dans sa lettre de démission du *New York Times* le 14 juillet 2020 ?

21 L'explication à la réaction vive et massive des lecteurs et des rédacteurs contre la publication de certaines idées considérées comme outrageuses dans la presse ne peut cependant se résumer à une montée de l'illibéralisme dans les médias. Il s'agit aussi d'une demande populaire permise et renforcée par les réseaux sociaux, d'une plus grande justice concernant les petits et les plus faibles, et qui inquiète l'élite traditionnelle. C'est d'ailleurs une demande qu'exprime fortement Wesley Lowery, figure marquante du journalisme afro-américain et qui correspond à une évolution des normes journalistiques (Lowery).

22 La réaction populaire aux États-Unis suite au meurtre de George Floyd s'accompagne d'une prise de conscience générale des excès de la police, notamment vis-à-vis des Noirs. Les collaborateurs du *New York Times* diffusent ainsi massivement sur twitter le slogan « publier cela [la tribune de Cotton] met nos collègues noirs en danger » (Tracy *et al.*). Les rédacteurs du *Times* ne sont pas opposés au débat d'idées, mais considèrent que la tribune n'aurait pas dû être publiée telle quelle, sans contrôle de la vérité qu'elle affirme, sans contre-argumentation face au caractère potentiellement violent de ce qu'elle propose. Ainsi, dans leur pétition du 3 juin 2020, les quelque 800 collaborateurs du journal signataires indiquent :

> Nous pensons que le message [de Cotton] sape le travail que nous faisons et constitue un affront à nos normes de rigueur et d'éthique de reportage […]. Nous comprenons l'engagement de la rubrique opinions à publier une diversité de points de vue. Si l'appel aux armes de Cotton doit être transmis à nos lecteurs, il doit être soumis à un interrogatoire rigoureux et à la réfutation de ses arguments douteux et de ses présomptions grossières. (Multiples, « Letter », *The New York Times*)

23 Le même jour, un communiqué de la *Newsguild of New York*, le syndicat des journalistes et communicants new-yorkais reprend les

mêmes éléments et ajoute que la tribune de Cotton encourage la haine, à un moment particulièrement sensible de l'histoire américaine avec le meurtre de George Floyd et le discours clivant du président Trump : « Les médias ont la responsabilité de demander des comptes au pouvoir, et non d'amplifier sa parole sans contextualisation ni précaution » (Board, *Newsguild of New York*). Les rédacteurs du *Times* reprochent ainsi aux responsables éditoriaux de n'avoir pas assez contrôlé la tribune et d'avoir laissé passer des affirmations manifestement fausses ou non attestées. Ils critiquent le propos de Cotton selon lequel des militants d'extrême gauche, notamment des Antifas, ont infiltré les manifestations et sont les instigateurs des débordements. On notera que la réaction est vive et que la critique est argumentée. La réaction des collaborateurs du *New York Times* vis-à-vis de la publication de la tribune de Tom Cotton n'est pas isolée. Comme le remarquent Elahe Izadi, Paul Farhi et Sarah Ellison dans le *Washington Post*, « le *Times* n'est pas le seul grand journal américain à avoir subi une révolte de ses équipes. Les journalistes du *Philadelphia Inquirer* ont protesté contre la décision de publier un éditorial titré *Buildings matter too* (les bâtiments comptent aussi) en référence à *Black Lives Matter* », contraignant son responsable à la démission. On assiste à une prise de conscience générale et nouvelle de la responsabilité des rédactions et également du contexte menaçant. Ainsi, Andrew Marrantz écrit dans le *New Yorker* : « Dans une république où la plus haute fonction est occupée par un aspirant autoritaire, la violence d'État n'est pas une abstraction académique mais une menace permanente. »

24 Face à cette levée de bouclier interne et à la force des arguments soulevés, notamment la menace pour les collaborateurs noirs, la direction du *New York Times* reconnaît rapidement que la tribune n'aurait pas dû être diffusée et cesse de défendre son directeur éditorial. Trois jours après la publication, une note est insérée au début de la tribune : « Cet essai a fait l'objet de vives critiques, ce qui a incité la direction à revoir son contenu et le processus d'édition. Sur la base de cet examen, nous avons conclu que l'essai ne répondait pas à nos critères et qu'il n'aurait pas dû être publié » (Cotton).
A. G. Sulzberger, le directeur du journal, reconnaît que la tribune est une contribution au débat, mais qu'elle aurait dû être traitée avec une extrême vigilance, eu égard à sa teneur et à la gravité des

circonstances. Il regrette le processus de vérification éditorial bâclé, la vérification des faits insuffisante, l'absence de contextualisation. Il critique le titre choisi par le *Times* : « Envoyez l'armée » qu'il juge inapproprié notamment à cause de son caractère « incendiaire ». Il demande une réorganisation des procédures de contrôle dans la rubrique opinions ainsi que dans son équipe, abandonnant par conséquent James Bennet. Celui-ci a reconnu qu'il n'avait pas relu la tribune avant sa publication, ce qui le met dans une situation intenable. Pourtant, comme nous l'avons vu, Bennet n'a pas démérité et a assumé courageusement ses responsabilités. La puissance de la vague qui s'est levée l'a emporté, démultipliée par les réseaux sociaux, comme le rapporte Caleb Ecarma dans *Vanity Fair* : « Les lecteurs et un grand nombre de journalistes du *Times* ont passé les deux derniers jours sur Twitter à dénoncer publiquement la décision du journal de publier [la tribune de Cotton]. » Ce retournement et ce départ précipité ainsi que celui de quelques autres dont Bari Weiss (Parker), est incompris d'une partie de la rédaction du *Times* et d'autres titres *mainstream*. Il inquiète évidemment une large part de l'intelligentsia, notamment américaine, qui a peur d'être à son tour victime de cette nouvelle guerre culturelle dont la célérité, pour ne pas dire la brutalité, due au numérique, a entraîné l'émergence d'une nouvelle appellation, la *cancel culture*. C'est bien cette incompréhension et cette peur qui s'expriment dans la lettre ouverte publiée par le magazine *Harper's* (Multiples). La *cancel culture* est apparue courant 2018 comme l'explique longuement Jonah E. Bromwich dans le grand podcast « *Daily* » de Michael Barbaro du *New York Times* le 10 août 2020. L'expression a plusieurs sens, l'un péjoratif qui correspond à la culture du boycott ou du bannissement avec une image d'arbitraire et de brutalité, exprimée par la tribune d'*Harper's*. Elle a aussi un autre sens plus positif de lutte populaire pour les valeurs progressistes à l'aide des réseaux sociaux. Le problème de la tribune d'*Harper's* est qu'en dénonçant à mots couverts la *cancel culture*, elle exacerbe l'incompréhension au lieu d'y remédier. Ses arguments sont certes tout à fait légitimes : ils évoquent la montée de l'intolérance et de l'ostracisme face à la liberté d'expression. Mais la forme de la tribune est celle d'une leçon d'une élite inatteignable (les signataires, intellectuels renommés) donnée aux gens ordinaires (les lecteurs). Autrefois, cette forme n'aurait pas eu de conséquence. La nouveauté réside dans les réactions des gens

ordinaires jusqu'alors inaudibles. Elles trouvent grâce aux réseaux sociaux une immense résonnance que nul ne peut ignorer, même le directeur du plus grand quotidien américain. Bari Weiss écrit dans sa lettre de démission que « Twitter est devenu le directeur ultime de la publication ». Or ces gens ordinaires ont une demande nouvelle, que l'on pourrait résumer à celle d'une plus grande égalité.

25 Les temps ont donc changé. Il semble maintenant impérieux d'ouvrir davantage les médias à des journalistes noirs, ce que reconnaissent la plupart des grands médias américains, progressistes ou conservateurs. Comme le dit Roger Cohen du *Times*, « l'assassinat de Floyd a montré que le racisme aux États-Unis est systémique et que les salles de rédaction américaines dominées par les Blancs sont mal équipées pour faire face à cette réalité, car seule une plus grande diversité peut permettre de saisir de multiples perspectives ». Un brillant journaliste afro-américain, Wesley Lowery, lauréat d'un prix Pulitzer, tient une place à part dans cette revendication. Comme l'explique Ben Smith, toujours dans le *Times* :

> Il s'est fait un nom à Ferguson comme un journaliste audacieux et de premier plan, façonnant un nouveau regard sur l'injustice raciale en Amérique. Six ans plus tard, peu de gens dans le monde de l'information mettent en doute l'affirmation de M. Lowery que la police américaine est plus brutale et malhonnête que ce que la plupart des médias rapportaient avant Ferguson.

26 Au-delà de sa demande depuis 2014 de changer le regard médiatique sur les violences policières faites aux Noirs, Lowery demande l'abandon du neutralisme comme méthode journalistique, refusant de renvoyer dos à dos manifestants et policiers. Ce faisant, il conteste la traditionnelle quête d'objectivité au nom de la morale. Il explique ainsi que :

> L'objectivité neutre trébuche sur elle-même pour trouver des moyens d'éviter de dire la vérité. L'objectivité neutre insiste sur le fait que nous utilisons des euphémismes maladroits comme : officier impliqué dans une fusillade. La clarté morale […] exigerait que nous utilisions des mots qui signifient avant tout le fait que nous essayons de communiquer : la police a tiré sur quelqu'un.

Ses propos, sortis de leur contexte sont retournés contre lui. Pourtant, il précise qu'il demeure un ardent défenseur de l'enquête journalistique et de la liberté d'opinion. Il cite ainsi Alex S. Jones, ancien directeur du centre de recherche sur les médias de Harvard (le Shorenstein Center) et journaliste de renom : « Je définis l'objectivité journalistique comme un véritable effort pour être un courtier honnête lorsqu'il s'agit d'informations », et il ajoute que Jones « critiquait le reportage parole contre parole, qui ne fait qu'opposer une voix à une autre, comme étant le visage discrédité de l'objectivité ».

27 Le changement qu'annonce et demande Wesley Lowery correspond simplement à une nouvelle étape dans l'évolution des normes du discours journalistique. En dehors de la loi, il a toujours existé des limites convenues à la liberté de la presse, posant une frontière entre ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas. Ezra Klein s'appuyant sur l'historien des médias Daniel Hallin, explique que les journalistes classent les idées selon 3 sphères : il y a « la sphère du consensus » qui regroupe les idées couramment admises ; il y a à l'opposé la « sphère de la déviance » qui regroupe les idées considérées couramment comme inadmissibles et qui ne sont donc en aucun cas diffusées par les médias ; il y a enfin entre « la sphère de la controverse légitime », celle du débat donc, dans laquelle il est important de présenter ou de donner à s'exprimer les différents points de vue, exposés par des journalistes ou des tribunes libres. Les frontières entre ces trois sphères ne sont pas figées, elles évoluent dans le temps parallèlement à la société. Ainsi, explique Klein dans *Vox.com* :

> Il y a deux décennies, un article comme celui de Cotton pouvait facilement être publié, un essai plaidant pour l'abolition des prisons ou de la police se languirait dans la pile des soumissions, et un slogan comme *Black Lives Matter* serait controversé. Aujourd'hui, *Black Lives Matter* est dans la sphère du consensus, l'abolition des prisons est légitimement controversée, et il y a un combat pour faire évoluer la proposition de Cotton de déployer des troupes contre les citoyens américains vers la déviance.

Ce sont ces frontières, c'est-à-dire les normes du discours journalistique, qui ont évolué dans le temps, notamment dans ces

deux dernières décennies avec ce formidable accélérateur que sont les réseaux sociaux. Comme l'écrit encore Ezra Klein, « les médias changent parce que le monde change ».

28 Par conséquent, la publication de la tribune de Tom Cotton par le *New York Times* n'est pas un incident de parcours ou une légèreté d'un responsable éditorial incompétent, peu scrupuleux. Elle est le fruit d'une politique éditoriale traditionnelle, libérale, suivant un principe d'ouverture au débat d'idées, voire à la controverse. Le tout intervient dans un contexte de forte polarisation de l'opinion à l'heure du meurtre de George Floyd et de la présidence Trump. Comme le remarque James D. Hunter, « la lutte pour le pouvoir (qui est l'essence même de la politique) est en grande partie une lutte entre des vérités affirmées concurrentes » (58).

29 La réprobation vive et massive qui suit cette publication n'est pas une dérive illibérale ou anti-démocratique. Marquée par la *cancel culture* et malgré des dérives dommageables, cette réaction correspond à une avancée vers une plus grande inclusion sociale dans les rédactions et à une modification en conséquence des normes du discours journalistique. Au même moment émerge une nouvelle génération plus diverse et notamment une nouvelle figure du journalisme progressiste.

30 Cette évolution se produit assez brutalement, au rythme du numérique et des réseaux sociaux. Elle tend à déstabiliser une industrie aux valeurs centenaires. Dans un contexte de guerres culturelles, ce changement présente le risque d'une triple cassure, générationnelle, entre jeunes « millenials », « woke » et leurs ainés libéraux, identitaire, entre conservateurs et progressistes et enfin sociale, entre l'élite et le peuple. C'est sans doute cette dernière qui est la plus dangereuse, car elle fait le lit du populisme et traduit l'explosion des inégalités aux États-Unis.

31 Nous sommes dans une période transitoire, prometteuse mais aussi périlleuse comme toute période de changement. Le danger est d'abord la limitation du débat par la montée de l'intolérance, liée à une certaine forme de puritanisme ou d'hyper moralisation, de jugement de valeur (*judgemental*) comme l'a dit Barack Obama le 29 octobre 2019 (Rueb et Taylor). Le péril est ensuite l'intolérance liée à la polarisation attisée par Donald Trump. Ce dernier a vivement

dénoncé la *cancel culture* comme étant une arme politique démocrate dans son discours du 4 juillet 2020 face au mont Rushmore.

32 Certains regrettent que cette confrontation renforce Tom Cotton et ses alliés, comme Kathleen Parker du *Washington Post* : « Il est tristement ironique que le *Times* ait ultimement aidé et encouragé les objectifs plus larges de Cotton : les ambitions présidentielles du sénateur. » On peut cependant aisément retourner l'argument puisque la tribune a mobilisé massivement l'opposition envers le sénateur.

33 Enfin, tandis que les frontières de l'espace de débat et de controverse bougent, un autre danger apparaît : l'abandon de la controverse par le *New York Times* et la presse libérale de peur qu'une erreur ou un simple faux pas ne soient brutalement sanctionnés par un boycott massif aux conséquences dévastatrices. Les pages opinions — ce marché des idées si précieux pour la démocratie — survivront-elles, à l'image des caricatures politiques ? Celles-ci ont été supprimées par la Vieille dame grise le 1er juillet 2019, comme l'avait annoncé en son temps James Bennet le responsable éditorial des pages opinions, comprenant les caricatures (Lohr).

34 Pourtant, l'espoir demeure que cette évolution soit positive. Cette évolution repose sur une nouvelle génération de journalistes, diverse et talentueuse. À l'image de Wesley Lowery, cette génération demande un changement de normes journalistiques, plus inclusives, sans renoncer à la quête de la vérité, fondement du quatrième pouvoir.

BIBLIOGRAPHY

Alpert, Lukas I. et Trachtenberg, Jeffrey A. « Bari Weiss Quits New York Times Opinion, Alleging Hostile Work Environment ». *Wall Street Journal*, 14 juillet 2020.

Andrews, Travis M. et Izadi, Elahe. « New York Times Editorial Page Editor Resigns after Uproar over Cotton Op-Ed ». *Washington Post*, 8 juin 2020.

Barbaro, Michael. « Cancel Culture, Part 1: Where It Came From ». *The New York Times*, 10 août 2020. <www.nytimes.com/2020/08/10/podcasts/the-daily/cancel-culture.html> (consulté le 19 janvier 2021).

Baumann, Paul. « Journalism, Race, and Moral Clarity ». *Commonweal Magazine*, juin 2020.

Bennet, James. « Why We Published the Tom Cotton Op-Ed ». *The New York Times*, 4 juin 2020.

Board. « Our Statement on *The New York Times*' Op-Ed "Send in the Troops" ». *Newsguild of New York*, 3 juin 2020. <www.nyguild.org/post/our-statement-on-the-new-york-times-op-ed-send-in-the-troops> (consulté le 1er décembre 2020).

Cohen, Roger. « The Outcry over 'Both Sides' Journalism ». *The New York Times*, 13 juin 2020.

Cotton, Tom. « Opinion | Tom Cotton: Send in the Troops ». *The New York Times*, 3 juin 2020.

De Hoop Scheffer, Alexandra et Vergniolle de Chantal, François. « Éditorial ». *Politique américaine*, nº 33, 2019/2, p. 5-8.

Douthat, Ross. « Opinion | Ross Douthat: The Tom Cotton Op-Ed and the Cultural Revolution ». *The New York Times*, 12 juin 2020.

Dunlap, David W. « 1896 | 'Without Fear or Favor' (Published 2015) ». *The New York Times*, 14 août 2015.

Ecarma, Caleb. « The New York Times Is Very Sorry for Publishing Tom Cotton's Op-Ed ». *Vanity Fair*, juin 2020.

Editorial Board. « Cancel Culture Journalism ». *Wall Street Journal*, 8 juin 2020.

Hunter, James Davison. *Culture Wars: The Struggle to Define America*. New York : BasicBooks, 1991.

Izadi, Elahe, Farhi, Paul et Ellison, Sarah. « After Staff Uproar, New York Times Says Sen. Tom Cotton Op-Ed Urging Military Incursion into U.S. Cities 'Did Not Meet Our Standards' ». *Washington Post*, 5 juin 2020.

Kempf, Jean. *Une histoire culturelle des États-Unis*. Paris : Armand Colin, 2015.

Klein, Ezra. « America Is Changing, and So Is the Media ». *Vox*, 10 juin 2020.

Lohr, Steve. « *New York Times*'s Global Edition Is Ending Daily Political Cartoons ». *The New York Times*, 11 juin 2019.

Lowery, Wesley. « Opinion | A Reckoning over Objectivity, Led by Black Journalists ». *The New York Times*, 23 juin 2020.

Massip, Nathalie (éd.). « Les guerres culturelles aux États-Unis ». *Cycnos*, vol. 32, nº 2, 2016.

Marantz, Andrew. « The Tom Cotton Op-Ed and the Tired Old "Snowflake" Defense ». *The New Yorker*, juin 2020.

Marcus, David. « Tom Cotton Hysteria Shows Cowardice from *The New York Times* ». *New York Post*, 6 juin 2020.

Multiples. « A Letter on Justice and Open Debate ». *Harper's Magazine*,7 juillet 2020.

Multiples. « Letter in Response to the NYT Opinion Article—Tom Cotton: "Send in the Troops" ». *The New York Times*, 3 juin 2020. <https://int.nyt.com/data/documenthelper/7004-times-letter/efc475797987966bdaab/optimized/full.pdf> (consulté le 1er décembre 2020).

Paris, Gilles et Cartillier, Jérôme. *Amérique années Trump*. Paris : Gallimard, 2020.

Parker, Kathleen. « Opinion | *The New York Times*'s Self-Inflicted Fiasco ». *Washington Post*, 10 juin 2020.

Rueb, Emily S. et Taylor, Derrick Bryson. « Obama on Call-Out Culture: 'That's Not Activism' (Published 2019) ». *The New York Times*, 31 octobre 2019.

Smith, Ben. « Inside the Revolts Erupting in America's Big Newsrooms ». *The New York Times*, 7 juin 2020.

Starobin, Paul. « The Marketplace Principle Remains the Bedrock of Journalism ». *City Journal*, 16 juin 2020.

Stephens, Bret. « Opinion | Bret Stephens: What The Times Got Wrong ». *The New York Times*, 12 juin 2020.

Tracy, Marc. « James Bennet Resigns as *New York Times* Opinion Editor ». *The New York Times*, 7 juin 2020.

Tracy, Marc, Abrams, Rachel et Lee, Edmund. « *New York Times* Says Senator's Op-Ed Did Not Meet Standards ». *The New York Times*, 4 juin 2020.

Usher, Nikki. *Making News at* The New York Times. Ann Arbor. University of Michigan Press, 2014.

Weiss, Bari. « Resignation Letter ». *Bari Weiss*, 14 juillet 2020, <www.bariweiss.com/resignation-letter>.

Wemple, Erik. « Opinion | A Crisis of Conviction at *The New York Times* ». *Washington Post*, 8 juin 2020.

NOTES

1 Toutes les traductions dans cet article sont de l'auteur.

ABSTRACTS

Français

Peu après le meurtre de George Floyd, la publication d'une tribune appelant à l'armée dans les pages opinions du *New York Times* entraîne une vive réaction d'une partie de la rédaction du journal qui s'étend à l'ensemble de

la presse *mainstream* américaine. Elle provoqua la démission du directeur éditorial et de plusieurs de ses collègues ainsi que la remise en question par son directeur général de la politique éditoriale traditionnelle du journal, marquée jusque-là par l'ouverture au débat et à la controverse. Elle appelle à une évolution des normes journalistiques dans un paysage de guerres culturelles à l'heure de la *cancel culture*.

English
Shortly after the murder of George Floyd, the publication of an Op-Ed titled « Send in the troops » in *The New York Times* provoked a strong reaction from many newspaper's employees that spread to the American mainstream press. It led to the resignation of the Opinion Editor and several of his colleagues, as well as the questioning by its publisher of the newspaper's traditional editorial policy of openness to debate and controversy. It calls for an evolution of journalistic standards in a context of cultural wars and cancel culture.

INDEX

Mots-clés
presse, médias, guerres culturelles, cancel culture, New York Times, États-Unis, Trump (Donald), journalisme

Keywords
press, media, culture wars, cancel culture, New York Times, United States of America, Trump (Donald), journalism

AUTHOR

Loic Laroche
Docteur en histoire de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Loïc Laroche est maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université catholique de Lille, responsable du master Journalisme et Histoire et membre rattaché au laboratoire IDHES-Institutions et dynamiques historiques de l'économie et de la société (UMR 8533, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne). Ses travaux de recherche portent sur les médias et sur les États-Unis, notamment sur *Le Monde*, le *New York Times*, les guerres culturelles dans les médias américains et l'évolution du cadre du discours journalistique aux États-Unis.
Ouvrage : *Le journal* Le Monde *et les États-Unis : de Roosevelt à Obama*, Bayonne, IFJD/Lextenso, 2020, 786 p.
IDREF : https://www.idref.fr/233316817

II. Le rôle des primaires : stratégie territoriale et refonte des idéologies à gauche

Les caucus du Parti démocrate de l'Iowa (2020) : faux départ ou fin de partie ?

False Start or Endgame? The 2020 Iowa Democratic Party Caucuses

Raphael Ricaud

DOI : 10.35562/rma.673

Copyright
CC BY-SA 4.0

OUTLINE

Les caucus du Parti démocrate de l'Iowa
  Aux origines des caucus
  L'État de l'Iowa : entre banalité et singularité
  Praxis
Stratégies de communication des candidats démocrates
  Signalétique
  Rallyes de campagne
  La presse
Une course locale à ambition nationale
  La campagne de Pete Buttigieg
  La campagne de Biden
  Les résultats des caucus de l'Iowa
Conclusion

TEXT

1 Qui n'a jamais entendu parler des primaires (*primaries*), en amont des élections présidentielles aux États-Unis ? Le terme est toutefois trompeur, car il recouvre une réalité double. Lors de chaque cycle électoral, coexistent en fait deux systèmes de sélection des candidats : primaires et caucus. Les primaires, où le vote s'effectue à bulletin secret, sont organisés par les États, à la différence des caucus, qui sont des réunions de nature privée, gérées par les partis politiques (<https://th.usembassy.gov/primaries-caucuses-differences/>). Lors des caucus, on affiche ouvertement sa préférence pour un candidat. Les deux systèmes permettent, par voie d'un *modus operandi* différent (Redlawsk 6-8), de sélectionner qui, des

nombreux candidats en lice, représentera son parti lors de l'élection présidentielle.

2 En 2020, au sein du camp républicain, bien qu'on dénombrât une dizaine d'aspirants, un seul nom frappa les esprits : celui de Donald J. Trump. Le 45e président des États-Unis comptait naturellement se succéder à lui-même. Saturant constamment l'espace médiatique, il ne laissa aucune chance aux autres candidats du *Grand Old Party*. Chez les démocrates en revanche, la concurrence s'annonçait plus rude. De fait, une petite trentaine de candidats s'affrontèrent. Parmi les centristes, se sont distingués Joseph Robinette Biden Jr. (vice-président lors des deux mandats d'Obama, de 2009 à 2013 puis de 2013 à 2017) et Peter Buttigieg (maire de la ville de South Bend, dans l'Indiana, de 2012 à 2020). L'aile gauche du Parti démocrate était représentée par Bernard Sanders (sénateur indépendant de l'État du Vermont depuis 2007), mais également par Elizabeth Warren (sénatrice du Massachusetts depuis 2013). Les candidatures des démocrates les plus conservateurs (John Hickenlooper — gouverneur du Colorado de 2011 à 2019 — et Steve Bullock — gouverneur du Montana de 2013 à 2021) passèrent relativement inaperçues.

3 Lors de cette course, démocrates et républicains opèrent donc séparément. Il convient également de rappeler que la course à l'investiture a beau se terminer par une convention nationale, elle n'en reste pas moins séquentielle. Les « primaires » (appellation impropre, puisque les caucus en font partie) sont donc d'abord l'affaire de chaque État fédéré, et des partis. À quelques exceptions près (*Super Tuesday*) les électeurs des 50 États s'expriment tour à tour et non simultanément.

4 Le territoire américain étant vaste, et les candidats n'ayant pas le don d'ubiquité, les « primaires » présidentielles s'étalent sur une période longue. Depuis 1972 pour les démocrates (et depuis 1976 pour les républicains), il est coutume que le point de départ de la campagne se situe en début d'année dans l'Iowa, où se tiennent des caucus. C'est à cette phase précise de la course à l'investiture que l'on s'intéressera. Après les premiers caucus viennent les premières primaires, *stricto sensu*, dans l'État du New Hampshire. Les États suivants apparaissent dans un ordre qui peut varier selon les années. La course à l'investiture se termine en été, lors d'une grand'messe,

appelée convention nationale, clôturant le processus des primaires. Lors de celle-ci, le candidat ayant reçu le plus de représentants est investi par son parti. En 2020, le choix du Parti démocrate s'est porté sur Joe Biden. Une fois investi, l'impétrant entame ensuite une seconde série d'épreuves (de la fin de l'été jusqu'à début novembre) avec cette fois-ci pour adversaire la personne ayant été choisie par le camp opposé (en 2020, le Parti républicain misa sans surprise sur Trump). Tous deux concourent avec la Maison-Blanche en ligne de mire.

5 Dans le cadre de cet article, on se concentrera donc sur les caucus du Parti démocrate de l'Iowa, afin de s'intéresser tout particulièrement au paradoxe suivant : d'une part, les caucus permettent une expression toute singulière du fonctionnement démocratique local, et forment l'alternative aux primaires *stricto sensu*. Dans le même temps, ces caucus représentent la première étape des primaires (*lato sensu*) précédant l'élection présidentielle aux États-Unis. Par conséquent, constituent-ils une épreuve dont la spécificité en ferait, dans la course à l'investiture, une espèce à part ? Ou font-ils à l'inverse intégralement partie des primaires ?

6 Pour tenter de répondre à cette question, on effectuera dans un premier temps un bref rappel historique afin de mettre en contexte le fonctionnement des caucus et leur système de scrutin complexe. Dans un deuxième temps, on analysera les stratégies de communication d'une sélection de candidats démocrates lors du mois de janvier 2020. En dernier lieu, on se penchera tout particulièrement sur les approches divergentes de deux candidats centristes, ainsi que sur les résultats des caucus. Pete Buttigieg, candidat jusqu'alors peu connu sur le plan national, tenta de se servir de l'Iowa comme rampe de lancement (comme l'avaient fait Carter et Obama avant lui). Joe Biden, à l'inverse, était déjà considéré comme le grand favori avant même d'entrer dans la course. Pour lui, l'Iowa n'était qu'une étape parmi tant d'autres. Cette étude en trois temps montrera que malgré leur caractère prioritaire, les caucus constituent un moment singulier dans le processus pré-électoral sans pour autant être déterminants.

Les caucus du Parti démocrate de l'Iowa

Aux origines des caucus

7 « Caucus » est un terme dont l'origine est incertaine. Les dictionnaires (*Oxford English Dictionary*, *Webster*) rappellent qu'il existait dans tous les ports des colonies britanniques en Amérique des calfats (*caulkers*), qui se réunissaient en petits comités lorsqu'ils avaient à effectuer des choix ayant trait à leur corporation. L'orthographe corrompue de l'appellation de cette profession aurait donné « caucus ». Il existe des hypothèses étymologiques plus exotiques ou caustiques, mais bien moins certaines (Simpson et Weiner 226, Trumbull 29).

8 Malgré les incertitudes sur l'origine du terme, la notion qu'il désigne peut néanmoins être définie de manière empirique. Dès le XVIII^e^ siècle (Butterfield 238-240), et plus encore dans les États-Unis d'Amérique du XIX^e^ siècle, le caucus est un comité électoral composé de permanents d'un parti politique. Ces derniers passent en revue les candidats à l'investiture du parti, puis négocient entre eux (ou parfois l'inverse). Lorsque le comité se réunit, c'est nécessairement à huis clos. Les témoignages écrits (Gordon 365, Adams 144) et documents iconographiques de l'époque indiquent clairement que les rassemblements sont autant de soirées arrosées (Sismondo 51) et les lieux excessivement enfumés (Safire 672). Le caucus d'antan a donc tout d'un club exclusif, où un *old boys' network* choisit les candidats selon un processus de nature pour le moins opaque. Pour le lecteur contemporain, les caucus qui caractérisaient la jeune Amérique évoquent un fonctionnement fort peu démocratique.

9 Au début du XX^e^ siècle, les pratiques vont changer. L'ère progressiste introduit l'idée selon laquelle il faut en finir avec le clientélisme politique. Lors d'élections, la voix du peuple importe. Un système d'élections primaires, perçu comme plus en prise avec l'époque, va petit à petit remplacer le système des caucus (Kamarck 8). Suite à la convention démocrate de Chicago de 1968 le fonctionnement de type caucus à l'ancienne (opaque, compliqué et résolument archaïque),

n'est plus considéré comme acceptable. Les primaires dominent désormais le paysage politique américain. Seul un nombre restreint d'États choisit de préserver des caucus. Parmi ceux-ci se trouve l'Iowa (Winebrenner et Goldford 35-56).

L'État de l'Iowa : entre banalité et singularité

10 L'Iowa est un État rural du *Midwest* des États-Unis, qui en temps normal ne fait guère parler de lui. Son économie repose depuis fort longtemps sur l'agriculture (maïs, soja, élevage porcin et ovin, produits laitiers) et par extension sur le secteur agro-alimentaire. Sa superficie ne le classe qu'en 26e position, et sa démographie en 30e place : on y dénombrait un peu plus de 3 millions d'habitants en 2019 (United States Census Bureau). Les habitants du *Hawkeye state* ne sont pas à l'image du reste de la population américaine, dans ce sens qu'on y dénombre moins de 10 % de minorités visibles, et moins d'1 % de non-chrétiens (athées exclus). À titre de comparaison, cette même année, parmi les 39 millions d'habitants résidant en Californie, 63,5 % déclaraient appartenir à une minorité (United States Census Bureau). Au Texas (29 millions d'habitants), ce chiffre était de 58,8 % en 2019. En Floride (21,5 millions d'habitants), 46,8 % des habitants se disaient « non caucasiens » (United States Census Bureau). Quant à l'État de New York (20 millions d'habitants), 44,7 % des personnes y résidant ne se reconnaissaient pas comme étant « blanches » (United States Census Bureau). Par ailleurs, la ville de New York comptait 16 % de non-chrétiens en 2014, ainsi qu'un quart d'athées (Pew Research Center).

11 Bien qu'il ne ressemble pas à ces quatre États, dont la démographie est nettement plus importante, l'Iowa jouit depuis bientôt un demi-siècle de la primeur lors de la course à l'investiture pour chaque parti. En amont de chaque élection présidentielle, dès le mois de janvier (ou début février selon les années), les citoyens américains qui résident dans l'État de l'Iowa sont amenés à se prononcer sur la viabilité des candidats de leur parti. Ils jouent, en quelque sorte, un rôle d'éclaireurs : l'Iowa sert de rampe de lancement pour bon nombre de candidats qui ne bénéficieraient pas (ou pas encore) d'une

véritable exposition nationale. Ce fut le cas de Jimmy Carter (en 1976) et plus récemment de Barack Obama (en 2008). L'Iowa peut donc révéler un candidat (Redlawsk 5). Mais il peut tout aussi bien en mettre en péril un autre (Roller) : le *Hawkeye state* a également pour vocation d'effectuer un tri parmi les candidatures (et on sait qu'au sein du Parti démocrate, elles furent nombreuses en 2020). Au beau milieu de l'hiver, lors de chaque année bissextile, l'Iowa est donc tout à la fois videur (*bouncer*) et éclaireur politique (*scout*). Ses habitants décident de qui brille et mérite donc de rester dans le club restreint de ceux qui concourent à la phase préliminaire de la course à la Maison-Blanche, et qui doit le quitter. En bref, il est attribué un rôle remarquable à un État qui, au vu des statistiques et chiffres présentés ci-dessus, ne l'est pas.

12 Un bref retour sur l'histoire récente du Parti démocrate permettra au lecteur d'appréhender la logique qui donne à l'Iowa sa primauté. Suite à la débâcle de la convention nationale du Parti démocrate de 1968 à Chicago, une réforme du fonctionnement des caucus était de mise. L'époque où les caciques du Parti démocrate pouvaient désigner un candidat sans que celui-ci se soit frotté aux électeurs était révolue. La réforme devait donc permettre au peuple de mieux s'exprimer, et à celui-ci d'être mieux entendu des candidats. De nouvelles règles furent instaurées. Dorénavant, les électeurs démocrates éliraient d'abord des représentants au niveau des comtés, puis ces derniers enverraient des représentants dans les circonscriptions, qui choisiraient à leur tour leurs représentants pour la convention de l'État (Redlawsk 275). Pour un État comme l'Iowa, dont les moyens étaient restreints, un tel fonctionnement séquentiel signifiait qu'il faudrait désormais consacrer davantage de temps au processus de sélection. La convention nationale ayant généralement lieu en été, cela impliquait que l'Iowa mette à l'œuvre son processus de sélection dès le mois de janvier, c'est-à-dire avant tous les autres États (Seagrave). Ce statut de *first in the nation* étant un accident de l'histoire, il est paradoxal que l'Iowa façonne le paysage électoral aux États-Unis tous les quatre ans.

13 Suite à la convention de Chicago en 1968, d'autres changements furent opérés. Lors du cycle électoral présidentiel suivant (1972), des questions épineuses (notamment le droit à l'avortement, la guerre du Vietnam, etc.) divisaient profondément les électeurs du Parti

démocrate, et par extension, les candidats. Afin de ne pas éparpiller les voix en multipliant à l'infini les candidatures, de nouvelles règles furent instaurées. Il fut décidé que l'Iowa n'enverrait que 7 délégués à la convention nationale du Parti démocrate. Par conséquent, tout candidat recevant moins d'un septième des votes (c'est-à-dire approximativement 15 %) serait éliminé des caucus (Iowa PBS). Ce sont donc des considérations essentiellement pratiques qui dictèrent de nouvelles règles au sein du Parti démocrate local.

14 Ces nouvelles règles changèrent la donne. Certes, elles compliquaient la tâche des candidats, mais elles allaient également donner à tout électeur l'occasion de s'exprimer. Depuis 1972, tout membre du Parti démocrate peut émettre un avis sur les nombreux candidats à l'investiture en choisissant celui qui lui semble être le plus méritant. Si les caucus évoqués en début d'article recouvraient une réalité peu démocratique, la réforme qui suivit la convention de Chicago donnait voix au chapitre à la base (*grassroots democracy*).

Praxis

15 De manière prosaïque, cela signifie que lors de chaque nouveau cycle électoral, en début d'année, les électeurs sont invités à se rendre en personne dans le gymnase, le lycée, ou toute autre salle de réunion indiquée par leur parti (on ne se rend pas dans les caucus du parti adverse). Lors de ces rassemblements de petite taille, les fervents partisans d'un candidat tentent de rallier les indécis à leur cause par la simple force d'arguments bien choisis (Kinzel et Wertlieb).

16 Les citoyens exposent leurs arguments, débattent, tentent de convaincre, autant qu'ils se laissent parfois convaincre. Une fois le temps du débat terminé, chaque personne indique le candidat qui a sa préférence en se rangeant dans l'un des quatre coins de la salle. Plusieurs assesseurs effectuent ensuite un compte manuel (*headcount*). Un deuxième tour est organisé dans la foulée pour ventiler les voix des candidats qui n'auraient pas atteint le seuil fatidique des 15 % (Redlawsk 276). Ce deuxième tour, qui implique un second choix de la part de l'électeur, revêt un rôle plus important qu'il n'y parait, comme nous le verrons dans la troisième partie de l'article. Au bout de quelques heures, tout citoyen résidant dans l'Iowa a donc pu s'exprimer sur le candidat qu'il pense être la meilleure (ou seconde

meilleure) incarnation de son parti. Ce système semble on ne peut plus démocratique (Epstein, Ember, Gabriel et Baker).

17 Pourtant, d'aucuns expliquent *a contrario* que les caucus de l'Iowa sont anti-démocratiques, arguments sociologiques et pratiques à l'appui (Ember et Epstein). Se libérer à 19 heures un soir de semaine dans cet État où les routes sont très enneigées exclut *de facto* nombre de démocrates (personnes à mobilité réduite, jeunes parents ne pouvant faire garder leurs enfants, ceux dont les horaires professionnels sont décalés, etc.). Par ailleurs, les caucus attirent les citoyens les plus militants (Milligan et Cline). Par définition, ceux-ci émettent opinions et points de vue des plus affirmés. De tels militants ne sont pas représentatifs d'une plus vaste opinion publique, au sein d'un État non représentatif de la démographie états-unienne.

18 D'autres s'opposent à la primauté de l'Iowa pour des raisons bien différentes : ce n'est pas tant le processus des caucus qu'ils remettent en cause mais la couverture médiatique démesurée qu'ils génèrent. Pendant presqu'un mois, tous les quatre ans, l'impression est donnée que le centre politique ne serait plus à Washington DC mais qu'il aurait été transplanté dans le Midwest. Les chaines de télévisions locales mais également nationales et internationales sont présentes, comme en attestent les énormes caméras, systèmes de grues et d'éclairage et vans parqués devant les gymnases. Les grands quotidiens du monde entier envoient leurs meilleurs correspondants. Ceux-ci, habitués aux missions à effectuer dans les capitales et les grandes villes, sont quelque peu désorientés de devoir couvrir une course depuis des lieux aussi reculés, puis de devoir affronter des températures polaires, la neige et le verglas avant de pouvoir rejoindre une chambre d'hôtel dans une des villes de l'État.

19 Autrement dit, les détracteurs des caucus de l'Iowa (ou plus exactement de la période qui précède ceux-ci) remettent en cause leur mise en scène. Il est injuste, estiment-ils, de s'emparer du fonctionnement politique spécifique à un État et de le détourner de sa fonction première. Tenter de suggérer que la course à la Maison-Blanche est authentiquement démocratique en utilisant la rudesse hivernale du Midwest et ses paysages agricoles pour preuve est au mieux, une ruse médiatique, au pire, un mensonge. Les détracteurs (Editorial Board) précisent toutefois que ce n'est pas tant

aux habitants de l'Iowa (dont la gentillesse est légendaire) que le reproche est fait, mais aux médias nationaux et internationaux, coupables de forger une construction artificielle là où se trouvait il n'y a pas si longtemps un processus démocratique authentique.

Stratégies de communication des candidats démocrates

20 Nous avons évoqué la spécificité et la temporalité des caucus de l'Iowa. Celles-ci requièrent de la part des candidats à l'investiture du Parti démocrate de mener une campagne intrinsèquement différente de celle qu'ils mèneront par la suite. Pour quiconque accepte de jouer le jeu, la première étape qu'est l'Iowa sous-entend de nombreux déplacements locaux, et des interventions ancrées dans la réalité du terroir. Les candidats peuvent également faire le choix, en amont des caucus, de passer un temps considérable sur le terrain. Mais ces dernières années, lors de cette étape dans la course à l'investiture qu'est l'Iowa, la couverture médiatique nationale n'a cessé de s'intensifier. Très tôt dans leur campagne, ce phénomène oblige les candidats à opérer de manière programmatique : quelle image veulent-ils donner d'eux-mêmes au reste de la nation ? Celle-ci est-elle compatible avec la campagne menée dans le *Hawkeye state* ? Cette double contrainte (locale et nationale) engendre diverses stratégies de communication.

Signalétique

21 Pour commencer, chaque candidat va opter pour un code couleur lui-même porteur d'une valeur symbolique, mais également conçu pour le différencier des candidats rivaux. Ainsi, lors de la campagne 2019, l'équipe de communication d'Amy Klobuchar (la sénatrice du Minnesota) choisit une teinte de vert qui se situe entre l'émeraude et le gazon. Celle-ci explique que son choix est un hommage à son mentor politique (Paul Wellstone), mais également un clin d'œil à sa base et au fonctionnement *grassroots* de sa campagne (Lerer, 12 janvier 2020). Pete Buttigieg, pour sa part, préfère l'aurore (une nuance d'orange) sur fond bleu. Cette combinaison n'est pas sans évoquer l'aube, et ce n'est pas par hasard. Pour lui, un nouveau jour se

lève sur l'Iowa mais également sur le champ politique américain : il veut incarner ce renouveau (Epstein, 12 janvier 2020). Par ailleurs, son choix de couleurs est très éloigné de celui d'Amy Klobuchar. Si leur positionnement sur l'échiquier politique est relativement proche (tous deux sont centristes), alors il est important qu'ils marquent leur différence autrement. Il existe toutefois d'autres candidats visant à capter les voix d'un même groupe d'électeurs. Le plus en vue des centristes est évidemment Joe Biden. Au vu de son parcours politique (ancien vice-président) mais également de son ambition affichée (être le président de tous les Américains, y compris les républicains dégoûtés de Trump), son choix de couleurs (bleu, blanc et une touche de rouge) n'est pas surprenant. Biden se veut être à la fois l'incarnation du Parti démocrate (dominante bleue), mais également le rassembleur (le rouge républicain). Sa chevelure (toison blanche mais non dégarnie) témoigne de sa grande expérience politique (44 années passées à Washington, d'abord en tant que sénateur du Delaware puis en tant que vice-président). En définitive, son choix de couleurs de campagne évoque déjà la bannière étoilée.

22 Une fois que leur identité visuelle est clairement déterminée, les candidats à l'investiture du Parti démocrate vont solliciter le relai des électeurs. Ainsi, en janvier, les jardins enneigés de l'Iowa arborent tous une pancarte (*yardsign*) marquant le soutien exprimé à tel ou tel candidat. Il ne s'agit pas là de zèle politique : une telle opération est la norme, vécue par les intéressés comme un rituel bissextile. Il se peut que les adultes d'une même maisonnée aient des avis politiques différents, auquel cas plusieurs *yardsigns* sont présents. Ces pancartes ne sont pas seulement l'expression du soutien à un candidat. Ils servent également d'indicateurs aux bénévoles qui font du porte-à-porte : selon les consignes données par le chef de campagne local, il est inutile d'aller prêcher un convaincu, ou à l'inverse il est fort urgent de s'assurer que celui-ci se rendra bien dans son caucus le 3 février. Ils sont aussi une jauge quant au vote : d'un coup d'œil, il est facile d'estimer si un quartier est en faveur inconditionnelle d'un candidat ou s'il est au contraire très disputé.

23 Iowa City a beau n'être que la sixième ville du *Hawkeye state*, elle héberge néanmoins l'université d'État. Étudiants et enseignants y sont donc légions. Au cours de la campagne 2019-2020, en amont des caucus, sans même faire de sondage, il était frappant de voir à quel

point les pancartes postées devant les résidences étudiantes plébiscitaient Bernie Sanders. Celles affichées dans les jardins des vastes demeures qu'occupent les enseignants, indiquaient également une préférence pour l'aile gauche du Parti démocrate, avec toutefois un soutien plus appuyé à Elizabeth Warren (la sénatrice du Massachusetts). Ces intuitions visuelles, nourries des codes couleur évoqués en amont, furent confirmées lors de la proclamation des résultats (voir troisième partie de l'article).

24 Les pancartes peuvent être doublées d'un autocollant, bien en vue sur le parechoc arrière des véhicules : la préférence politique va donc accompagner tout un chacun dans ses trajets quotidiens et s'exprimer au-delà de l'espace domestique. Les parkings attenant aux espaces professionnels (bureaux, usines) et récréatifs (centres commerciaux, salles de sport, salles de cinéma) donnent un indice du degré de politisation ou de l'appartenance politique. Au-delà d'une simple topographie domestique du politique, divers indicateurs peuvent être relevés, consignés, triés puis croisés afin d'être plus tard exploités par les responsables de campagne. Ils constituent un véritable trésor de guerre qui permet, grâce aux outils technologiques sans cesse plus performants, d'identifier les intentions de vote avec une précision chirurgicale (Shmueli 531).

Rallyes de campagne

25 Parmi toutes les figures imposées en amont des caucus, les rallyes de campagne constituent l'exercice phare. Quel que soit le candidat, ceux-ci suivent invariablement un ensemble de codes. Dans un premier temps, la presse locale invite tout un chacun à assister à ces rallyes. C'est l'occasion pour les passionnés de politique comme pour les curieux d'aller à la rencontre des candidats. Pour certains, la motivation est d'ordre citoyen. Pour d'autres, elle est plus frivole : qui ne rêve d'une photo souvenir avec l'éventuel futur président des États-Unis ? Une fois rendus sur les lieux du rallye, les habitants de l'Iowa vont faire la queue, parfois une heure durant. Ceci n'est pas dû à une organisation défaillante, bien au contraire. Un escadron de bénévoles, dont les vêtements obéissent au code couleur du candidat, vont faire leur apparition. En apparence, ces derniers sont là pour assurer une bonne gestion des flux et ordonner la file d'attente.

En réalité, leur mission est tout autre. Armés de leurs téléphones portables, ces bénévoles relèvent les noms, prénoms, dates de naissance, numéros de téléphone et adresses mél de ceux venus assister au rallye, leur flanquent un autocollant (aux couleurs et au nom du candidat) avant d'enchaîner avec les suivants. Ces données personnelles constituent pour les candidats une véritable mine, que leur *staff* ne manquera pas d'exploiter par la suite.

26 La foule pénètre ensuite dans la salle, où des bénévoles distribuent de grandes pancartes de couleur au nom du candidat. Très rapidement, l'enceinte se remplit. Seul l'espace situé derrière le candidat (qui sera dans le champ visuel des caméras et des appareils photos des journalistes) reste vide jusqu'à la dernière minute. Celui-ci sera comblé par des visiteurs triés sur le volet, en fonction de l'image que l'équipe de communication veut donner du candidat à l'instant t. Ainsi, début février, Biden choisira d'y mettre des pompiers, Sanders des gens de couleur et Buttigieg un échantillon de personnes plus jeunes que les *seniors* présents dans la salle.

27 Le meeting consiste ensuite en une succession de témoignages, organisée selon une hiérarchie stricte. La parole est en général donnée à un très jeune militant, qui énonce les raisons pour lesquelles il croit en son candidat. Vient ensuite le tour d'un gestionnaire de campagne plus expérimenté, qui vante les mérites de celle-ci. Quel que soit le candidat, et quel que soit l'état réel de la campagne, celle-ci est toujours présentée comme une « réussite historique ». Dans un troisième temps arrive un intervenant de renommée régionale, occupant des fonctions politiques ou médiatiques. Lors de la dernière phase de la campagne de Joe Biden, ce fut Abby Finkenauer (élue à la Chambre des représentants pour le 1er district congressionnel de l'Iowa). Dans un quatrième temps, un compagnon de voyage d'envergure nationale se présente. Pour Bernie Sanders, ce furent Michael Moore et Alexandria Ocasio-Cortez. En dernier lieu vient le tour du candidat (ou d'un remplaçant, si ce dernier ne peut être là).

28 Ces présentations en cascade ont plusieurs fonctions. Tout d'abord, elles mettent en avant la nature pyramidale du processus. Un élu national en puissance (le candidat) se doit d'avoir l'appui d'élus régionaux ou locaux. Une campagne ne peut certes fonctionner sans

fonds, mais elle le peut encore moins sans directeur de campagne, qui serait lui-même impuissant sans l'armée de bénévoles qu'il commande. Ensuite, elle donne à voir une diversité que le candidat ne peut incarner à lui seul. En faisant appel à Alexandria Ocasio-Cortez, c'est en réalité toute l'Amérique hispanophone que Sanders sollicite, mais également les femmes. Lorsque Pete Buttigieg fait appel au maire noir de Waterloo, c'est en réalité un appel du pied à la communauté afro-américaine. Enfin, ces rallyes politiques sont construits comme des shows : il est important que le clou du spectacle (le candidat) n'arrive qu'à la fin, les précédents intervenants ayant participé à la construction d'une mise en valeur et d'une attente forte. Tout se passe comme si ceux-ci étaient autant de bandes annonces, donnant à voir des extraits du film à venir sans toutefois en révéler la totalité. Ou pour utiliser une analogie commerciale, comme s'ils étaient des publicités, vantant les mérites d'un produit, avant que le produit ne fasse lui-même son apparition.

29 À bien y regarder, le contenu politique d'un rallye est relativement faible. En réalité, celui-ci est tour à tour un rassemblement d'électeurs en puissance ayant sensiblement la même fibre (et la collecte de données personnelles de ceux-ci), un spectacle (fait d'animations et de narrations) et une opération commerciale (collecte de fonds, vente d'objets souvenirs). Seul le discours du candidat (en général, relativement court) évoque des propositions politiques.

30 Lorsque Bernie Sanders prend la parole lors de ces meetings, il martèle le même message que depuis qu'il est entré en politique. Celui-ci peut être résumé en quelques points : un salaire minimum digne, plus de justice (sociale, raciale, et entre les sexes). Il promet un système de santé et un système éducatif régis par l'État et accessibles à tous. Il appelle de ses vœux une politique étrangère plus diplomate. S'il y a en 2020 deux nouveautés dans son discours, ce sont le *Green Deal* et la légalisation de la marijuana. Lors des meetings sur les campus, la foule étudiante, sensible à ces arguments, acquiesce bruyamment. Sanders termine toujours en rappelant que cette campagne n'est pas la sienne, mais celle de ses partisans.

31 Lorsque les gens quittent la salle, l'armée de bénévoles est toujours là. Avant qu'ils ne retournent chez eux, les spectateurs sont sollicités de plusieurs manières. Tout d'abord, on leur demande ce qu'ils ont pensé

du meeting. Cette question, en apparence anodine, est une manière détournée de jauger le degré d'intérêt, et de solliciter un relai. Un spectateur qui se déclare avoir été intéressé, sans plus, repartira *a minima* avec une pancarte. À un spectateur très intéressé, on demandera non seulement s'il s'engage à se prononcer en faveur du candidat lors des caucus, mais également s'il veut bien promettre de rallier les indécis ce jour-là (ainsi que les désœuvrés au second tour). À un spectateur extrêmement intéressé, on demandera de rejoindre l'armée de bénévoles pour faire du porte-à-porte (*door-to-door*) ou passer des appels téléphoniques (*cold calls*). Des dons sont aussi acceptés, même si une manière plus habile pour collecter des fonds repose en fait sur l'exploitation des données personnelles collectées en amont.

La presse

32 Certains candidats tentent d'obtenir le soutien officiel de tel ou tel organe de presse. Idéalement, le candidat est d'abord adoubé par un organe de presse régional, afin de lui assurer un ancrage local, et l'attention du lectorat correspondant. Ce fut le cas, par exemple, d'Elizabeth Warren, soutenue dans un premier temps par le *Storm Lake Times* (bi-hebdomadaire local au tirage confidentiel [3 000]), puis par le *Des Moines Register* (quotidien régional de référence, dont le tirage atteint actuellement 33 000 exemplaires par jour, et dont les locaux se trouvent depuis 1903 dans la capitale administrative de l'État de l'Iowa). L'annonce du soutien fut faite le 25 janvier 2020, soit dix jours avant les caucus de l'Iowa. Dans ses tracts de campagne, on remarquera que Warren ne mentionnait pas le soutien du *New York Times*.

33 Amy Klobuchar tint à l'inverse à faire savoir qu'elle avait obtenu à la fois l'appui du *Quad-City Times* (un journal régional dont le tirage quotidien est de 54 000 exemplaires, lu dans la partie occidentale de l'Illinois et dans l'État de l'Iowa) mais également celui du *New York Times* (le tirage papier de ce quotidien de référence dépasse les 5 millions d'exemplaires). Quinze jours avant les caucus, la sénatrice du Minnesota ne manqua pas de faire valoir dans ses tracts ce double appui.

34 On remarquera que la dualité de l'approche (régionale ou nationale) correspond à l'exposition médiatique dont jouit déjà le candidat, ainsi qu'à l'image qu'il veut se donner. En 2020, Warren est déjà connue du public américain ; mais est en manque d'un réel ancrage local. Elle estime que l'appui d'un journal d'envergure nationale, très suivi par l'élite de la côte est des États-Unis, ne lui apporterait pas de voix qu'elle n'aurait déjà dans l'Iowa. C'est la raison pour laquelle elle choisit de gommer le soutien du *New York Times*, et de mettre en avant celui de la presse régionale. À l'inverse, Klobuchar est une femme politique issue du Midwest (et qui par conséquent jouit d'une certaine reconnaissance de cet électorat), mais dont la résonnance nationale est à ce stade toute relative (d'où l'importance de l'appui du *New York Times* [Lerer], information mise en avant dans ses tracts).

35 Les stratégies de campagne médiatique de l'équipe de Joe Biden et de celle de Pete Buttigieg, divergentes, méritent également d'être mentionnées. Lors de la course à l'investiture, l'ancien vice-président est un vétéran de la politique, et sa renommée nationale est déjà assurée. Toutefois, en amont des caucus, il ne juge pas utile de mettre en avant son expertise de vice-président. Biden va plutôt chercher à renforcer l'image *middle-class Joe* qu'il souhaite donner de lui-même. Pour ce faire, il va estomper les références les plus évidentes aux élites de la côte est. Dans les tracts distribués dans les boîtes aux lettres des habitants de l'Iowa, les références au *New York Times* sont masquées (elles apparaissent uniquement en note de bas de page, pour justifier des statistiques, ou de manière indirecte, en mentionnant l'institut de sondage qui renseigne le *New York Times* et non le quotidien lui-même). Les tracts feront plutôt référence à la presse régionale, telle le *Morning Post*. Ce quotidien (dont le tirage est de 80 000 exemplaires en semaine), est publié à Allentown, en Pennsylvanie, mais son lectorat s'étend aux nombreuses bourgades de la ceinture de la rouille, y compris dans le New Jersey (Wildstein). En s'appuyant sur ce type de presse, Biden cherche à s'assurer le soutien des électeurs habituels du camp démocrate, mais également de ceux ayant voté pour Trump en 2016. Il est à ce titre frappant de constater que ses tracts de campagne évoquent également le *Pittsburgh Post-Gazette*, dont le tirage quotidien est de 74 000 exemplaires. Pendant de nombreuses années, la ligne éditoriale de ce journal d'envergure régionale et le point de vue du Parti démocrate

convergeaient. Toutefois, lors du second mandat d'Obama, l'identité politique du journal, faisant écho à celle de son lectorat, s'est droitisée. Les éditos prirent un tournant populiste au point d'en appeler à voter Trump en 2016. C'est donc également ce type d'électorat que Biden et son équipe cherchent à récupérer. Les quotidiens cités dans les tracts de Biden en amont des caucus sont certes sans rapport avec l'Iowa, mais ils disent quelque chose de sa stratégie.

36 Au moment où il se lance dans la course, Pete Buttigieg n'est que le maire d'une ville mineure de l'Indiana. La directrice de communication de sa campagne fait donc le pari qu'il faudra répondre à toutes les sollicitations de la presse (locale, régionale et nationale, sans exception), voire anticiper celles-ci, afin de gagner en visibilité (Freedlander). Cette tactique semble fonctionner, puisque si l'on se réfère aux sondages sur les intentions de vote des démocrates, en l'espace d'un semestre, le candidat parvint à se faire une place parmi le quatuor de tête (CBS News). Cette omniprésence médiatique fit de lui un candidat avec qui il fallait désormais nécessairement compter à la fin de l'année 2019.

37 Ayant établi un seuil de reconnaissance national viable, à l'approche des caucus, Buttigieg fit le choix de privilégier l'Iowa. On recense dans cet État une population plus âgée que dans le reste des États-Unis. Par ailleurs, dans les parties les plus agricoles de l'État, la couverture réseau est faible, ce qui rend l'accès à l'Internet au mieux difficile, au pire impossible. Pour toutes ces raisons, Pete Buttigieg se concentra sur les journaux locaux de l'Iowa (voir par exemple son entretien dans *The Carroll Times Herald*, lu essentiellement dans la ville de Carroll, 10 000 habitants [Burns]), Toutefois, il ne se limita pas à répondre aux sollicitations des journalistes locaux. Sa présence dans les journaux se manifesta également au travers d'encarts publicitaires annonçant sa venue lors de quelque événement local (Halle), ou de témoignages attestant de sa forte présence sur le terrain, et relatant son interaction auprès des habitants de l'Iowa. À nouveau, cette approche sembla lui réussir puisqu'en novembre 2020, un sondage indicatif le plaçait en tête des intentions de vote des locaux.

38 À la différence de Biden, Buttigieg tenta, lors de sa campagne, de profiter d'une couverture médiatique nationale et locale à la fois. Les tracts distribués dans l'Iowa par son armée de bénévoles ne mentionnent aucun journal en particulier, l'idée n'étant pas de faire valoir un type d'ancrage plutôt qu'un autre, mais plutôt de donner à chaque publication (et donc à son lectorat) l'impression d'un entretien exclusif (Stelter).

Une course locale à ambition nationale

39 Cette dualité locale / nationale est donc au cœur des choix stratégiques qu'opèrent en permanence les candidats en amont de leur campagne et pendant celle-ci. Faut-il creuser son sillon localement (*grassroots democracy / retail politics*), ou bien est-il au contraire préférable de considérer l'Iowa comme une étape parmi tant d'autres ? Afin de débattre des mérites de chaque stratégie, on observera dans un premier temps la campagne de Pete Buttigieg dans l'Iowa avant de se référer à celle de Joe Biden.

40 Si nous avons choisi de nous concentrer sur ces deux candidats en particulier, c'est parce que leurs programmes politiques sont comparables, mais leurs parcours divergent (et comme nous le verront, leurs stratégies également). Non seulement tous deux sont centristes, mais de nombreux graphiques les placent exactement au même endroit sur l'échiquier du Parti démocrate (Policy 2020, Reuning, Relman et Hickey). Au sein de l'électorat démocrate, tous deux courtisent les mêmes groupes. Les centristes, bien entendu, mais également les indépendants, la frange conservatrice du parti, les personnes âgées, et les Afro-Américains (Van Wagtendonk).

41 Un autre point commun repose sur un paradoxe : tous deux sont crédités d'une filiation (réelle ou imaginaire) avec Obama. Biden fut son vice-président huit années durant, argument qu'il n'hésita pas à mettre en avant lorsqu'il s'agissait de chercher à obtenir les voix de la communauté afro-américaine. Lorsque des critiques furent adressées à Buttigieg quant à son peu d'expérience politique et à sa différence, celui cita en exemple le parcours d'Obama en 2008, qu'il cherchait à imiter. Il courtisa d'ailleurs des Afro-Américains de l'équipe d'Obama

afin d'obtenir leur soutien et de rendre sa candidature plus crédible (Rubin).

42 Si les différences ne sont pas politiques, elles sont plutôt à chercher dans les parcours respectifs des candidats. Un écart générationnel sépare les deux hommes (en 2020, Biden avait 77 ans alors que Buttigieg en avait 38), qui se situent à deux moments différents de leurs carrières : Buttigieg aspire à étoffer son envergure politique et tente pour cela de profiter des caucus de l'Iowa, alors que Biden a déjà un long parcours politique derrière lui. Par certains aspects, on retrouve un des éléments de la rivalité Obama / Clinton de 2008, où la nouvelle garde l'avait emporté contre l'*establishment*. Cette différence d'âge et ces parcours non comparables induisent des stratégies nécessairement différentes. Comme on le verra, Buttigieg, bénéficiant d'une exposition médiatique grandissante, fit le pari d'une campagne locale. Il comptait donc faire de l'Iowa un tremplin politique. L'équipe de Joe Biden fit le pari inverse, en menant une campagne nationale dont l'Iowa ne fut qu'une étape quelque peu négligée.

La campagne de Pete Buttigieg

43 En 2019, Pete Buttigieg n'était pas encore bien connu du grand public américain. Ce jeune homme politique (il n'avait alors que 37 ans) n'avait à son actif qu'une seule fonction élective (maire d'une ville de 100 000 habitants dans l'Indiana). Ceci ne l'empêcha pas de rêver d'une ambition présidentielle : certains médias n'hésitèrent d'ailleurs pas à comparer sa campagne à celle d'Obama en 2008.

44 D'aucuns prédisaient que la couleur de peau d'Obama serait un formidable obstacle à sa candidature, tout particulièrement dans un État du Midwest où rares sont les minorités visibles. Conseillé par son équipe (Obama 116) Obama fit donc le choix de ne pas faire de l'appartenance ethnique un cheval de bataille. Ou plutôt, il se mit à jouer de son métissage afin de mettre en valeur sa double appartenance. En étant à la fois noir et blanc, Obama put faire appel à la fois aux minorités et à l'électorat traditionnel du Midwest. Buttigieg employa en 2019 et en 2020 une tactique similaire, afin de faire de sa préférence sexuelle un atout et non un handicap. En faisant valoir ouvertement qu'il était gay, Buttigieg capta le vote d'une partie de la

communauté LGBTQ +. Dans le même temps, il aimait à préciser que sa candidature ne se résumait pas à son homosexualité. Les jeunes retraités de l'Iowa ne voyaient d'ailleurs pas le *gay* en lui, mais leur petit-fils préféré : poli, intelligent, tourné vers l'avenir, habité d'une foi fervente, respectueux des valeurs traditionnelles et des institutions.

45 Obama et Buttigieg ont également en partage une grande maîtrise de l'art du *storytelling* et un sens aiguisé de la communication politique. De son nom de famille imprononçable, Buttigieg fit un atout en le transformant en *Boot Edge Edge*, faisant ainsi preuve à la fois de pédagogie (c'est bien ainsi que ce patronyme d'origine malte se prononce) et d'humour. Son nom devient slogan politique. Avec cette transcription phonétique, il indiquait qu'il était doublement à la pointe (*edge edge*). La botte (*boot*) quant à elle rappelait que Buttigieg avait servi dans la marine américaine (US N*avy*), et qu'il avait été déployé plusieurs mois durant sur le théâtre d'opérations en Afghanistan (Blasko), ce que l'électorat du Midwest, profondément patriote, appréciait. Tout comme Obama, Buttigieg parvint à lever une somme impressionnante de fonds très tôt dans sa campagne (7 millions de dollars au premier semestre, 25 millions de dollars au second semestre [Rodriguez, 2 septembre]). L'argent étant le nerf de la guerre (politique), la somme amassée lui permit de penser sa campagne avant de s'y plonger de manière plus prononcée.

46 Dès février 2019, Buttigieg se rendit dans l'Iowa le temps d'une journée pour jauger si le lancement d'une campagne présidentielle était envisageable. Il réitéra en mars. Puis, ayant décidé qu'il était réaliste pour lui de se lancer dans la course, en avril, mai et juin, le rythme s'accéléra et les déplacements dans le *Hawkeye state* se firent plus nombreux et plus longs (Rodriguez, 2 septembre). Si en mai 2019, il n'avait à ses côtés que 4 salariés pour l'aider à mener sa campagne (Rodriguez, 6 mai), au mois de juin, sa venue attira plus de mille personnes lors d'un *town hall meeting* à Des Moines, la capitale de l'État. Un sondage ce même mois le plaçait en quatrième position, juste derrière Elizabeth Warren (Pfannenstiel, 9 juin). Les intentions de vote firent de lui un candidat avec qui ses rivaux démocrates d'envergure nationale devraient compter.

47 Lors de l'été 2019, Pete Buttigieg multiplia les apparitions dans l'Iowa. Lors de Labor Day, il se trouvait à Cedar Rapids pour discuter des inondations (problème récurrent dans l'Iowa, État bordé du fleuve Mississippi). En août 2019, Pete Buttigieg n'avait toujours qu'un local dans tout l'Iowa (basé à Des Moines, la capitale), mais désormais 62 employés (Rodriguez, 2 septembre), ainsi que de nombreux bénévoles. Parmi eux se trouvaient des étudiants d'Iowa City. Pour l'aider dans sa campagne, ceux-ci avaient pour consigne d'envoyer des textos ou de téléphoner à leur cercle de proches (familles, amis, collègues étudiants), afin de les convaincre que Pete Buttigieg était le meilleur choix pour les caucus du 3 février 2020. Cette approche (*relational phone banking*) jouait sur la fibre émotionnelle, mais n'excluait pas d'autres techniques plus traditionnelles (les appels en aveugle [*cold calls*], l'envoi de tracts, le porte-à-porte, etc.)

48 Le 2 septembre 2019, sa campagne dans l'Iowa prit de l'envergure. Celle-ci comprenait désormais 98 employés et des centaines de bénévoles. Même si le siège du candidat demeurait à Des Moines, 20 villes de l'Iowa avaient désormais un bureau où se rassemblaient salariés et bénévoles de campagne (Rodriguez, 2 septembre).

49 Comme d'autres candidats, Buttigieg allait apparaitre dans des émissions diffusées par les télévisions locales. À la différence de ceux-ci, il allait toutefois consacrer une partie significative de ses fonds aux publicités diffusées entre ces émissions. Son raisonnement était le suivant : la démographie spécifique de l'Iowa faisait des personnes âgées une classe d'âge à privilégier. Cet électorat était par ailleurs sensible à son positionnement sur l'échiquier politique (centriste), à certaines de ses thématiques de campagne (réforme de la sécurité sociale) et à son charme. Les *seniors* ayant grandi avec la télévision (et non avec internet), le petit écran restait pour eux le *medium* de choix. Les habitudes qu'ils avaient développées demeuraient également. Contrairement aux jeunes, les *boomers* regardent non seulement les émissions diffusées par les télévisions régionales, mais également les publicités qui les entrecoupent. C'est la raison pour laquelle l'ancien maire de South Bend misa sur la publicité à la télévision bien plus que sur celle des réseaux sociaux. Buttigieg devint alors, dans les domiciles de nombreuses têtes grises de l'Iowa, véritablement omniprésent. Ses rallyes politiques et autres *town hall meetings*, où il promit aux retraités un « *Gray New Deal* »

(Ember) furent retransmis à la télévision. Il envoya aussi des tracts par la poste, et donna des interviews dans les radios locales. Les médias nationaux constatant le nombre de résidents de l'Iowa qui prêtaient oreille à ce candidat, prirent alors le relai. En novembre 2019, les sondages sur les intentions de vote des démocrates de l'Iowa plaçaient Buttigieg en tête (Pfannenstiel, 17 novembre) : un quart des sondés envisageait alors de voter pour lui.

50 Le relai médiatique de la candidature de Buttigieg ne serait toutefois rien sans le message dont il fut porteur. Les électeurs de l'Iowa retinrent du candidat Buttigieg que sa foi nourrissait son progressisme. Cette thématique, dont les hommes politiques de droite et de gauche usent et abusent aux États-Unis, s'inscrit néanmoins dans l'histoire du Midwest (Mislin). La foi, selon Buttigieg, n'a pas vocation à être idéologiquement radicalisée. Pour lui, elle s'exprime le mieux lorsqu'elle est pragmatique. Il évoqua par ailleurs les groupes d'intérêts (*special interests*) dont l'Amérique est de plus en plus victime (autre thématique populaire dans le Midwest) comme une défaillance du politique qu'il était urgent de corriger. C'est un message qui lui permit de rallier quelques républicains modérés (Epstein et Gabriel). On notera toutefois que Buttigieg peina à rassembler un électorat de couleur (particulièrement les Afro-Américains). Ceci ne fut pas en soi un handicap dans l'Iowa, mais le devint plus tard dans la course à l'investiture. Par ailleurs, les bénévoles de couleur au sein de sa propre campagne se sentirent marginalisés et n'hésitèrent pas à le faire savoir (Epstein, 28 janvier).

La campagne de Biden

51 Buttigieg, après avoir atteint le seuil de reconnaissance médiatique requis, fit le choix d'une campagne locale en vue de bénéficier ensuite d'un élan national. Biden prit le parti inverse. Avant même que la course ne commence, il était donné comme le grand favori par l'ensemble des médias nationaux. Au premier semestre 2019, les intentions de vote le plaçaient bien en amont des autres candidats. Biden fit le pari d'une course qui serait nécessairement nationale, où il devrait ménager sa monture et où l'Iowa jouerait donc un rôle mineur.

52 Pour toutes ces raisons, Biden fit peu campagne dans l'Iowa (tout du moins en comparaison avec des candidats tels Buttigieg et Sanders). À plusieurs reprises, ce ne fut pas lui qui se rendit à la rencontre de ses partisans, mais un remplaçant (*high profile surrogate*). Le lundi 29 janvier 2020, par exemple, les bénévoles et salariés de sa campagne furent conviés afin de le rencontrer en personne. Ce jour-là, ce fut John Kerry (lui-même candidat à l'élection en 2004) qui le remplaça.

53 Ce qu'il ne put faire en témoignant d'une présence physique, il tenta de le compenser en faisant usage de différents médias. Tout au long de sa campagne en amont de son investiture, Biden inonda ses partisans d'e-mails et de textos (Funt), au point que certains des bénévoles qui travaillaient pour son équipe choisirent volontairement de se désabonner de sa *mailing list*. Tous ces messages, signés Joe, avaient un caractère urgent. Ils sollicitaient l'aide financière des électeurs (fût-elle modeste), sans lesquels rien n'était possible. Cette même stratégie avait été utilisée préalablement par Obama avec succès (Obama 90). Notons toutefois que celle-ci avait alors un caractère novateur. Joe Biden plus que tout autre candidat, incarnait en 2020 le Parti démocrate (Graham), alors qu'en 2008, Obama était un *new player* (Karmack 16).

54 Joe Biden fit également parvenir des tracts aux habitants de l'Iowa par voie postale. Dans ceux-ci, se dégageait une double constante : la priorité était de « battre Trump » (« *beat Trump* ») et « réparer la casse occasionnée par Trump » (« *repair the damage done by Trump / fix what Trump has broken* »). Ce message est toutefois très général et n'a rien de spécifique à l'Iowa.

55 Au fil des envois en amont des caucus, la campagne de Biden s'affina. Si le *recto* des tracts fut pratiquement inchangé, le *verso* était un collage de photos de campagne où Biden exerçait son point fort : la politique de proximité. Une fois son discours de campagne terminé, Biden prenait toujours un bain de foule, allant ainsi à la rencontre de l'échantillon varié d'électeurs présents à ses rallyes. Invariablement, Biden les prenait par la main et écoutait ce que ses concitoyens avaient à lui dire. À en croire les témoignages dont nous disposons, Biden manifeste toujours une authentique empathie envers eux.

56 Les photos au verso des tracts sont donc à la fois souvenir de campagne et indicateurs du portrait-robot de l'électorat sollicité. L'électorat national et celui de l'Iowa n'offrent toutefois pas le même visage. Lors de l'envoi des premiers tracts, on dénombrait 5 Afro-Américains sur 8 images (pas moins), et également 5 personnes âgées sur 8. D'autres photos s'attachaient à viser la classe moyenne (tout particulièrement les métiers de l'industrie). On trouvait également une référence explicite à l'armée et une allusion discrète était faite à l'église catholique. Un second envoi quelques jours plus tard s'éloignait de l'électorat national présupposé de Biden et tenait davantage compte de la spécificité de l'Iowa. Parmi les photos, on comptait moins d'Afro-Américains (2 images sur 8), mais une autre minorité avait été ajoutée (1 image sur 8), davantage de femmes (6 images sur 8), un vétéran (1 image sur 8), des jeunes (2 images sur 8), mais autant de personnes âgées (5 images sur 8). Un troisième envoi faisait apparaitre en exergue deux corps de métiers : les pompiers (dont le syndicat appuyait officiellement la campagne de Biden [Reilly]), et un militaire, même si le département de la défense s'abstient toujours d'exprimer toute préférence pour un candidat. Ces catégories n'avaient pas été choisies au hasard. Au-delà de l'électorat qu'elles représentaient, il y avait aussi des symboles. Les pompiers pour faire face au président pyromane qui mettait l'Amérique à feu et à sang, et les militaires pour préserver la sécurité de la nation états-unienne (Trump était alors sous le coup d'une procédure de mise en accusation (*impeachment*) pour tentative de collusion avec un gouvernement étranger [*quid pro quo*]).

57 Dans tous les tracts, Biden était présenté comme le candidat démocrate le plus susceptible de battre Trump, sondages à l'appui. C'est un message qui allait être répété à l'envi lors des discours de campagne. Lors de ceux-ci, Biden fut longtemps secondé par John Kerry, l'ancien ministre des affaires étrangères (Marshall), et ponctuellement par Abby Finkenauer (Barrow). Notons que Kerry exprima son soutien bien en amont de la campagne, alors que Finkenauer ne fut rattachée au camp Biden que bien plus tard. Pour cette équipe, la dimension locale n'était pas pensée comme une assise sur laquelle le candidat allait bâtir sa campagne, mais à l'inverse comme un gage de crédibilité qu'il convenait de mettre en exergue le moment voulu. Flanqué d'élus d'envergure variée, Biden souhaitait

imposer une certaine image de lui-même : il était à la fois l'homme d'expérience capable de diriger la nation mais il restait profondément *middle-classJoe*, qui ne perdait pas contact avec l'Amérique moyenne, industrielle ou agricole.

58 Un dernier envoi quelques jours avant les caucus permit de mettre en exergue trois points majeurs de la profession de foi de Biden : s'appuyer sur l'*Obamacare* (seule mention explicite d'Obama dans les tracts) pour que l'accès aux soins soit élargi et ne soit pas hors d'atteinte. Deuxièmement, Biden promit de reconstruire la classe moyenne des États-Unis en éliminant les exemptions fiscales pour les plus riches, en finançant l'enseignement public et la sécurité sociale. Et enfin, il confirma vouloir investir dans des énergies propres, avec un objectif à atteindre en l'espace d'une génération. La mise en exergue de ces trois points ne devait rien au hasard : c'étaient précisément ceux que les résidents de l'État de l'Iowa avaient soulignés dans un sondage du *Des Moines Register*, dans cet ordre (Akin et Pfannenstein). Si la campagne de Biden ne fut pas bâtie sur l'Iowa et ses spécificités, elle tenta de s'y adapter, de manière plus ou moins heureuse.

Les résultats des caucus de l'Iowa

59 Le 4 février 2020 (lendemain des caucus), suite à un dysfonctionnement dans l'application choisie par le chapitre local du Parti démocrate, la presse n'était pas en mesure de fournir des résultats définitifs. Il apparaissait toutefois globalement que Pete Buttigieg et Bernie Sanders avaient tous deux remporté cette première étape de la course à l'investiture. Un décompte officiel apparut bien plus tard et indiquait effectivement que Buttigieg bénéficiait de 26,2 % du vote des démocrates s'étant rendus aux caucus dans cet État. Bernie Sanders obtint, pour sa part, le soutien de 26,1 % des démocrates de l'État s'étant exprimés.

60 Comme l'indique le *New York Times* (« Iowa Caucus Results 2020 »), les pôles urbains de l'Iowa ont émis une nette préférence pour des candidats progressistes : Bernie Sanders l'emporta à Cedar Rapids, Des Moines, Waterloo, Davenport et Council Bluffs. Le Sénateur du Vermont, appuyé lors de ses meetings de campagne par le cinéaste Michael Moore et la représentante Alexandria Ocasio-Cortez, n'a

cessé d'électriser les foules avec ses promesses d'effacer la dette étudiante, de faire payer des impôts aux plus riches, de relancer l'économie par le biais de l'écologie, de garantir un salaire minimum aux travailleurs, et de promettre une couverture sociale digne de ce nom. Les populations urbaines et les jeunes (notamment les étudiants), ont été sensibles à ce message. Remarquons au passage qu'Elizabeth Warren l'emporta de peu dans le comté de Johnson car Iowa City est une ville universitaire, peuplée d'étudiants mais également de professeurs (voir remarques en seconde partie).

61 Pete Buttigieg fit la différence dans les autres parties de l'État (notamment les plus rurales). Outre l'intérêt qu'il sut susciter auprès des *seniors* de l'Iowa, notons qu'il bénéficia, lors du second tour, des voix de quasiment tous les autres centristes n'ayant pas atteint le seuil de viabilité (Klobuchar, Yang mais également Biden dont la candidature n'atteint pas les fatidiques 15 % dans de très nombreux comtés). Sans cette règle des 15 % et de la ventilation lors du second tour, Buttigieg n'aurait eu que 21,3 % des voix et Sanders 24,7 %.

62 Joe Biden n'arriva qu'en quatrième position (derrière Elizabeth Warren), ce qui fut un véritable camouflet pour celui que les premiers sondages avaient annoncé comme le grand favori. Convenons qu'à ce stade de la course à l'investiture, son équipe de campagne n'était pas très étoffée, et qu'elle ne levait que très peu de fonds si l'on compare à celle de Bernie Sanders ou Pete Buttigieg. Qui plus est, la position centriste de Biden n'enthousiasma guère puisque d'autres candidats, positionnés de la même manière que lui sur l'échiquier politique, eurent l'avantage d'être relativement nouveaux (Buttigieg) ou d'être ancrés dans le Midwest (Klobuchar). Le message de Biden (stabilité, expérience, retour à une ère pré-Trump), qui aurait plus tard un écho favorable, ne fut pas — à ce stade — un argument convaincant.

Conclusion

63 L'année 1968, turbulente, engendra une réorganisation dans la manière dont le Parti démocrate allait choisir ses candidats à l'élection présidentielle. Lors du cycle électoral suivant, ceci fit que l'Iowa hérita de la primeur lors de la course à l'investiture. Depuis, celle-ci est jalousée par les autres États et régulièrement contestée.

Pour mettre fin à ce « privilège », d'aucuns mettent en avant des arguments ayant trait à la démographie de l'État, peu représentative de l'Amérique dans son ensemble. D'autres dénoncent le fonctionnement des caucus, qu'ils qualifient de non représentatifs. Pour eux, le mode organisationnel des caucus de l'Iowa rend compte des voix des militants les plus motivés mais leurs idiosyncrasies excluent de fait un nombre important d'électeurs démocrates en puissance. Les détracteurs demandent à ce que l'Iowa ne soit plus situé en amont de la course à l'investiture, car ils estiment que cette position permettrait à ce seul État de décider du sort des candidats à l'élection présidentielle. L'ensemble de ces critiques peut être ramené à l'interrogation suivante : en quoi les candidats du Parti démocrate devraient-ils se plier à un processus de pré-sélection régi par un modèle local de démocratie, alors que l'enjeu est national ?

64 Mais dans la pratique, la distinction local / national n'est pas aussi claire. Lorsqu'on étudie les stratégies de communication des candidats représentant les différentes sensibilités du Parti démocrate, force est de constater qu'aucun ne mène une campagne qui serait propre à l'Iowa, et une autre dans les États qui suivent. Leur parcours, l'ampleur de leur réputation, leur passé politique, leur rapport au *Midwest* et leur positionnement au sein de leur propre camp politique sont également autant d'éléments à prendre en compte. Dès lors, les caucus de l'Iowa ne sont pas simplement une épreuve locale située en amont d'une course nationale : de multiples va-et-vient entre des deux éléments sont possibles, et chaque candidat opte pour la combinaison qui sied le mieux à son propre profil, et travaille à en trouver le bon dosage.

65 De plus, malgré la réputation qu'on veut bien lui faire, l'Iowa n'est que rarement « faiseur de roi ». Jimmy Carter (en 1976) puis Barack Obama (en 2008) démontrèrent qu'il était possible de se servir de l'Iowa comme révélateur puis de profiter de cette exposition médiatique accrue pour remporter les primaires, la convention nationale et enfin l'élection présidentielle elle-même. Pete Buttigieg tenta de rééditer l'exploit en 2020, sans toutefois rencontrer le même succès. Joe Biden, à l'inverse, ne brilla pas dans l'Iowa puisqu'il n'arriva qu'en quatrième position lors de ce premier caucus, (tout comme Bill Clinton en 1992), ce qui ne l'empêcha pas de briguer la nomination de

son parti par la suite, puis de remporter la course à la Maison-Blanche (le parallèle avec Clinton demeure).

66 Statistiquement, l'Iowa n'aura donc pleinement joué son rôle d'éclaireur qu'à deux reprises lors des 13 dernières élections (c'est-à-dire 15 % du temps depuis la réforme de 1972). Pour un candidat sans envergure nationale et sans financement conséquent, louper le coche lors de cette étape signifie que le reste de la course est fortement compromis. Mais l'Iowa n'est pas nécessairement un couperet pour un candidat à la carrière politique déjà solidement ancrée, jouissant par ailleurs d'une exposition médiatique signifiante, comme l'a démontré Biden en 2020. S'il ne brilla ni dans l'Iowa (premiers caucus), ni dans le New Hampshire (première primaire), il fit le nécessaire pour redresser la barre lors du reste de la course (victoires en Caroline du sud puis dans d'autres États lors de *Super Tuesday*).

67 En 2020, l'Iowa connut donc plusieurs faux départs. L'application censée divulguer le soir même les vainqueurs des caucus du Parti démocrate fut défaillante, au point où il fallut attendre un mois avant d'obtenir avec certitude les résultats officiels, privant ainsi le candidat Buttigieg de l'élan dont il aurait pu bénéficier dans les États suivants. Ce fut également un faux départ pour Joe Biden. L'annonce de sa candidature, relayée par les médias bien en amont des caucus, ainsi que sa place dans les sondages donnaient l'impression qu'il était déjà solidement en piste. Ses piteux résultats dans l'Iowa indiquèrent tout le contraire. Enfin, les caucus de l'Iowa constituent un faux départ dans le sens où ni l'épreuve, ni l'État ne ressemblent au reste des primaires. Dès lors, de nombreux détracteurs appellent à mettre un terme à cette relative exception que sont les caucus, et au privilège accordé à l'Iowa. Ces demandes, bien que régulièrement médiatisées, restent pour l'instant lettre morte.

BIBLIOGRAPHY

Médias régionaux

Akin, Katie et Pfannensteil, Brianne. « Iowa Poll: 'Medicare for All', Green New Deal, Free Tuition Attract Likely Caucusgoers' Support, but also Concerns ». *The*

Des Moines Register, 23 septembre 2019.

Barrow, Bill. « Rep. Abby Finkenauer Endorses Joe Biden's Presidential Bid ». *The Des Moines Register*, 2 janvier 2020.

Blasko, Erin. « Navy Reserve to Deploy Buttigieg to Afghanistan ». *South Bend Tribune*, 13 septembre 2013.

Burns, Douglas. « Burns Buttigieg Interview ». *The Carroll Times Herald*, 26 novembre 2019.

« Caucuses Iowa, Journey to the Presidency ». *Iowa PBS*, 4 janvier 2016.

Funt, Peter. « I'm Sorry Joe Biden Sends So Many Emails ». *Bainbridge Island Review*, 27 juin 2019.

Halle, Ben. « What I Learned about Local Newspapers Working for Pete Buttigieg in Iowa ». *The Carroll Times Herald*, 7 mai 2020.

Pfannenstiel, Brianne. « Iowa Poll: Joe Biden Leads, Followed by Bernie Sanders, Elizabeth Warren and Pete Buttigieg ». *The Des Moines Register*, 9 juin 2019.

Pfannenstiel, Brianne. « Iowa Poll: Pete Buttigieg Rockets to the Top of the 2020 Field as a Clear Front-Runner ». *The Des Moines Register*, 17 novembre 2019.

Rodriguez, Barbara. « As Iowa Caucuses Near, Pete Buttigieg Packs His Campaign Schedule in the State ». *The Des Moines Register*, 17 janvier 2020.

Rodriguez, Barbara. « Pete Buttigieg Announces 4 Staff Hires in Iowa as Part of New State Operations ». *The Des Moines Register*, 6 mai 2019.

Rodriguez, Barbara. « Pete Buttigieg Flexes Campaign Muscle in Iowa, Plans to Open 20 Offices in 20 Days, Have Nearly 100 Iowa Staff ». *The Des Moines Register*, 2 septembre 2019.

Seagrave, Richard C. « From a Radical Experiment to a Sacred Political Birthright ». *The Des Moines Register*, décembre 1995.

Wildstein, David. « Biden's Ties to New Jersey Go Back to His First Local Campaign in 1970 ». *New Jersey Globe*, 8 novembre 2020.

Médias nationaux

Editorial Board. « Why the Iowa Caucuses Are Unfair and Undemocratic ». *The Washington Post*, 1er février 2020.

Ember, Sydney et Epstein, Reid J. « Why Almost Nobody Will Defend the Iowa Caucuses ». *The New York Times*, 3 février 2020.

Ember, Sydney. « O.K., Mayor: Why 37-Year-Old Pete Buttigieg Is Attracting Boomers ». *The New York Times*, 28 novembre 2019.

Epstein, Reid J. « Pete Buttigieg: The Former Mayor Wants to Usher in a New Era of American Politics ». *The New York Times*, 12 janvier 2020.

Epstein, Reid J. « How the People of Color Inside Buttigieg's Campaign Sought to Be Heard ». *The New York Times*, 28 janvier 2020.

Epstein, Reid J. et Gabriel, Trip. « How Pete Buttigieg Became the Surprise of The Iowa Caucuses ». *The New York Times*, 7 février 2020.

Epstein, Reid J., Ember, Sydney, Gabriel, Trip et Baker, Mike. « How the Iowa Caucuses Became an Epic Fiasco for Democrats ». *The New York Times*, 9 février 2020.

Freedlander, David. « 'I Want Him on Everything': Meet the Woman Behind the Buttigieg Media Frenzy ». *Politico*, 29 avril 2019.

Graham, Michael. « Joe Biden Goes Old School as The Establishment Candidate in 2020 Primary ». *Inside Sources*, 26 avril 2019.

« Iowa Caucus Results 2020 ». *The New York Times*, 4 février 2020.

Kinzel, Bob et Wertlieb, Mitch. « Ask Bob: Why 15% Is Key for Democratic Presidential Candidates Seeking Delegates ». *VPR News*, 4 novembre 2019.

Lerer, Lisa. « Amy Klobuchar: The Senator from Minnesota Wants to Lower Drug Prices and Bridge the Rural-Urban Divide ». *The New York Times*, 12 janvier 2020.

Lerer, Lisa. « New York Times Editorial Board Endorses Amy Klobuchar and Elizabeth Warren ». *The New York Times*, 19 janvier 2020.

Levenson, Michael. « How the Democrats' '15% rule' Could Reshape the Race on Super Tuesday ». *The New York Times*, 1er mars 2020.

Marshall, Abbey. « John Kerry Throws His Support Behind Biden ». *Politico*, 12 mai 2019.

Milligan, Susan et Cline, Seth. « The Battleground States: Iowa Caucuses ». *US News & World Report*, 27 janvier 2020.

Mislin, David. « Pete Buttigieg Is Reviving the Pragmatic, Progressive Ideals of the Social Gospel Movement ». *The National Interest*, 11 novembre 2019.

« Pete Buttigieg Surges in Latest CNN Poll ». *cbsnews.com*, 27 novembre 2019. <https://www.cbsnews.com/video/pete-buttigieg-surges-in-latest-cnn-poll/>.

« Policy 2020: Where Democrats Stand on Political Issues ». *The Washington Post*, 4 septembre 2019.

Reilly, Katie. « Firefighter Union Leader Responds after President Trump Lashes Out over Joe Biden Endorsement ». *Time*, 1er mai 2019.

Relman, Eliza et Hickey, Walt. « Here's How Americans Rank the 2020 Political Candidates on the Political Spectrum ». *Business Insider*, 19 mai 2019.

Reuning, Kevin. « Who Is the Most Progressive Democrat? ». *Data for Progress*, 11 juin 2019.

Roller, Emma. « You Didn't Win Iowa. Now What? ». *The New York Times*, 2 février 2016.

Rubin, Jennifer. « The Difference between Biden and Buttigieg ». *The Washington Post*, 6 décembre 2019.

Stelter, Brian. « The Power, and Limits, of Pete Buttigieg's 'Press Friendly-Strategy' ». CNN.*com*, 2 mars 2020. <https://edition.cnn.com/2020/03/02/media/pete-buttigieg-reliable-sources/index.html>.

Van Wagtendonk, Anya. « The Campaign Ad Dispute between Buttigieg and Biden, Briefly Explained ». *Vox*, 9 février 2020.

Monographies

Adams, Charles Francis. *The Works of John Adam*, vol. II. Boston : Little, Brown & Co, 1850.

Butterfield, Lyman H. (éd.). *The Adams Papers, Diary and Autobiography of John Adams*, vol. 1 : 1755–1770. Cambridge, MA : Harvard University Press, 1961.

Gordon, William. *The History of the Rise, Progress, and Establishment, of the Independence of the United States of America*, vol. I. Londres : imprimé à compte d'auteur, 1788.

Kamarck, Elaine. *Primary Politics: Everything You Need about How America Nominates Its Presidential Candidates*. Washington DC : The Brookings Institution, 2019.

Obama, Barack. *A Promised Land*. New York : Crown, 2020.

Redlawsk, David, Tolbert, Caroline J. et Donovan, Todd. *Why Iowa? How Caucuses and Sequential Elections Improve the Presidential Nominating Process*. Chicago : University of Chicago Press, 2011.

Safire, William. *Safire's Political Dictionary*. Oxford : Oxford University Press, 2008.

Shmueli, Galit, Bruce, Peter C., Gedeck, Peter et Patel, Nitin R. *Data Mining for Business Analytics: Concepts, Techniques and Applications in Python*. Hoboken, NJ : Wiley, 2020.

Sismondo, Christine. *America Walks into a Bar: A Spirited History of Taverns and Saloons, Speakeasies and Grog Shops*. Oxford : Oxford University Press, 2011.

Trumbull, James Hammond. « Words Derived from Indian Languages of North America », dans *Transactions of the American Philological Association (1869–1896)*, Hartford, CT : Case, Lockwood & Brainard, 1872, vol. 3, 1873.

Winebrenner, Hugh et Goldford, Denis J. *The Iowa Precinct Caucuses: The Making of a Media Event*. Iowa City : University of Iowa Press, 2010.

Sitographie (tous les sites suivants étaient encore accessibles à la date du 5 novembre 2021)

CBS News : <https://www.cbsnews.com/>.

CNN : <https://edition.cnn.com/>.

Data For Progress : <https://www.dataforprogress.org>.

Pew Research Center : <https://www.pewresearch.org/>.

United States Census Bureau, Californie : <https://www.census.gov/quickfacts/CA>.

United States Census Bureau, Floride : <https://www.census.gov/quickfacts/FL>.

United States Census Bureau, Iowa : <https://www.census.gov/quickfacts/fact/table/IA,US/PST045219>.

United States Census Bureau, New York : <https://www.census.gov/quickfacts/NY>.

United States Census Bureau, Texas : <https://www.census.gov/quickfacts/TX>.

Site des ambassades et consulats des États-Unis : <https://www.usembassy.gov/>.

Ouvrages de référence

The American Heritage Dictionary of the English Language. Boston : Houghton Mifflin Harcourt, 2015.

Guralnik, David B. (éd.). *Webster's New World Dictionary*. New York : Simon & Schuster, 1984.

Simpson, John A. et Weiner, Edmond S. C. (éds). *Oxford English Dictionary*. New York : Oxford University Press, 1989.

ABSTRACTS

Français

Cet article s'intéresse aux caucus démocrates de l'Iowa (hiver 2019-2020). Ancrée dans le terroir et dans le temps long, la période précédant les caucus est censée donner davantage de latitude aux électeurs et aux candidats que les autres phases de la campagne présidentielle. En avant-première de la course à l'investiture, les caucus de l'Iowa sont néanmoins fortement contraints par des attentes nationales.
Afin d'explorer cette tension entre les forces locales et nationales à l'œuvre dans l'organisation des caucus, nous procédons à une mise en contexte de leur fonctionnement et à leur système de scrutin complexe. Nous mentionnons notamment la spécificité géographique et démographique de l'Iowa. Dans un deuxième temps, nous observons les techniques de communication des différents candidats. Force est de constater qu'en lieu et place d'un véritable discours politique, les candidats optent majoritairement pour un spectacle aux contraintes normatives fortes. Enfin, nous nous intéressons aux stratégies divergentes de deux candidats centristes en 2019-2020 : Pete Buttigieg et Joe Biden. L'un fit le choix de l'ancrage local et du temps long tandis que l'autre considéra l'Iowa comme une étape parmi tant d'autres. Pour conclure, nous constatons que la spécificité de l'Iowa n'entrave en rien la réussite d'un candidat qui n'aurait su briller dans cet

État, à condition que celui-ci jouisse déjà d'une renommée nationale et d'une longue expérience politique.

English
This article focuses on the Iowa caucuses of the Democratic Party (Winter 2019–2020). Months before the caucuses, presidential candidates crisscrossed this Midwestern state, in the hope of more freely reaching out to the people there. At the same time, national expectations strongly constrained them. In order to explore this local / national duality, we first take stock of how caucuses work and what their complex voting system entails. We also highlight the geographic and demographic specificities of the Hawkeye state. Secondly, we look into the communication techniques of different candidates, whose skillfully crafted shows matter as much as—if not more than—the political content of their speeches. Finally, we analyze the divergent strategies of two center-left candidates (Pete Buttigieg and Joe Biden). The former chose to run a local campaign, hoping to carry momentum to New Hampshire and the next states, whereas the latter had a national race in mind, treating Iowa as just another state. We conclude that the uniqueness of the Iowa caucuses does not in any way hinder the candidates' success, provided they already have political experience and enjoy name recognition on the national stage.

INDEX

Mots-clés
Iowa, caucus, primaires, élections présidentielles, politique, États-Unis, 2020

Keywords
Iowa, caucus, primaries, presidential elections, politics, United States, 2020

AUTHOR

Raphael Ricaud
Raphaël Ricaud est maître de conférences à l'université Paul-Valéry – Montpellier 3, où il enseigne l'histoire et la civilisation des États-Unis. Il est membre du groupe de recherche EMMA (Études montpelliéraines du monde anglophone). De janvier à mai 2020, il fut invité à l'université d'Iowa (the University of Iowa, Iowa City, États-Unis), d'où il put observer de près le fonctionnement *grassroots* du système électoral lors de la course à la présidence américaine.
IDREF : https://www.idref.fr/172790387

De la contestation par primaire au sein du Parti démocrate : la gauche états-unienne face au défi du bipartisme

Confronting Bipartisanship: A Socialist Perspective in the Democratic Party

Thomas Jeangirard

DOI : 10.35562/rma.688

Copyright
CC BY-SA 4.0

OUTLINE

Introduction
Le contexte institutionnel
Le défi des primaires
Confrontation ou coalition ?
Conclusion

TEXT

Introduction

1 À la suite des élections présidentielles de 2016, les États-Unis ont été témoins du retour sur la scène politique d'un spectre aperçu seulement de façon marginale depuis la fin des années 1960 : celui du socialisme. Le succès de la campagne aux primaires démocrates de Bernie Sanders, la croissance de l'organisation des *Democratic Socialists of America* (DSA) et les élections de figures devenues médiatiques telles que Alexandria Ocasio-Cortez ou Ilhan Omar au Congrès ont confirmé ce retour inattendu, porté par une nouvelle génération d'électeur·rice·s. Il est généralement admis que ces jeunes militant·e·s, qui considèrent faire partie d'une réelle « gauche socialiste » dans le pays (McGreal, Kluever) se sont pour la plupart développé·e·s politiquement à travers des mouvements comme *Occupy Wall Street*, *the DREAMers* ou *Black Lives Matter* et ont donc longtemps vécu en marge du Parti démocrate. C'est bien la campagne

de Sanders en 2016 qui les amena à la politique électorale pour la première fois (Stewart). Depuis s'est développée une véritable stratégie de candidatures dissidentes à l'intérieur du parti (les « *insurgent candidacies* »), portée dans tout le pays par des groupes comme DSA ou *Justice Democrats*, un comité d'action politique ayant notamment formé Alexandria Ocasio-Cortez. Alors que les grands mouvements socialistes états-uniens ont cultivé tout au long du XX^e^ siècle un électoralisme indépendant, ces nouveaux militant·e·s cherchent désormais à défier l'*establishment* démocrate sur son propre terrain : celui des primaires ouvertes.

2 Ces tentatives, parfois couronnées de succès [1], posent un certain nombre de questions vis-à-vis d'un mouvement ouvertement anticapitaliste, considérant notamment les démocrates comme structurellement opposés à l'émancipation de la majorité (DSA National Electoral Committee). Loin de constituer une stratégie désormais convenue « d'entrisme » de la gauche radicale vers un parti de centre-gauche, ces essais socialistes chez les démocrates constituent une réelle tentative de « capture » directe du parti, dont la dernière campagne de Sanders a été le moment fort. Dès lors, on peut se demander pourquoi ces groupes, qui se sont d'abord définis et constitués en dehors du Parti démocrate, ont fait le choix de cette stratégie, et comment elle s'organise. En vue de répondre à ces questions, cet article examinera d'abord le contexte institutionnel auquel se sont historiquement heurtés les socialistes états-uniens et traitera des défis aux primaires démocrates comme réponse à ce dernier. Dans un second temps, il détaillera les principales orientations de cette gauche socialiste [2] vis-à-vis de cette stratégie, dans leurs différences d'interprétations et de pratiques.

Le contexte institutionnel

3 « There are three big things standing in our way to winning a majoritarian government », explique Dustin Guastella, jeune syndicaliste et militant socialiste, lors d'une rencontre de la branche DSA de Philadelphie en février 2020: « the political system itself […] the Democratic Party […] and finally, money » (Philly DSA). Deux mois plus tard, dans un article du *Jacobin* [3], c'est à travers la question des règles électorales qu'il explique l'origine du bipartisme :

> The 1842 Apportionment Act essentially abolished at-large elections for Congress, replaced with the "single-member-district" system we know today. These first-past-the-post rules ensured that only outright winners of district elections were awarded seats. Theoretically, a party could win 49 percent of the vote in 100 percent of a state's districts, and it would be awarded 0 percent of the seats. This incentivized party consolidation in an attempt to win outright majorities.

Ainsi, pour ces militant·e·s, ce sont bien les institutions politiques, notamment à travers les règles du scrutin uninominal majoritaire à un tour, qui sont en partie responsables de l'échec historique du mouvement socialiste aux États-Unis.

4 Bien conscients de ces barrières, les militant·e·s états-unien·ne·s ont élaboré un long travail d'adaptation tout au long du XX^e^ siècle, quand ils n'abandonnaient pas tout simplement le champ électoral. Michael Harrington, fondateur du *Democratic Socialist Organizing Committee* en 1973 [4], avait fait de cette adaptation l'objectif initial de l'organisation. Prenant acte des échecs successifs du *Socialist Party* historique ainsi que des fortes contraintes pesant sur tout parti minoritaire, il fonda avec d'autres figures de la gauche comme Deborah Meier ou Irving Howe une organisation non électorale, qui militait alors à l'intérieur du Parti démocrate. Cherchant à incarner « la gauche du possible », Harrington avait déclaré sans ambiguïté « we must go where the people are, which is the liberal wing of the Democratic Party » (Ross 545). L'organisation travailla de près avec l'Internationale Socialiste de Willy Brandt et François Mitterand, et connut un pic de son influence lors de la campagne de primaires présidentielles du parti en 1980, en soutien au sénateur progressiste Ted Kennedy (Ross 550). Après la mort de Harrington en 1989, le groupe renommé DSA tomba progressivement dans l'oubli et renaîtra sous une nouvelle forme au milieu des années 2010. Symbolique de l'échec historique des socialistes à constituer une force politique crédible aux États-Unis, l'organisation de Michael Harrington l'est aussi pour avoir imaginé une tentative de réponse aux fameuses barrières institutionnelles empêchant l'établissement d'un « *third party* » dans le pays.

5 Celles-ci sont bien connues de la science politique états-unienne : pour de nombreux chercheurs, un faisceau de facteurs influe fortement sur la représentation des groupes idéologiques minoritaires. Il est important de noter que ces facteurs ne sont pas individuellement responsables des échecs historiques des nombreux partis mineurs dans le pays. Comme le rappellent Lipset et Marks (2000), c'est bien leur conjonction, dans un contexte culturel et historique particulier, qui a provoqué tout au long de l'histoire états-unienne cette situation de duopole partisan. Le premier de ces facteurs est évidemment représenté par les règles électorales, organisées autour du scrutin uninominal majoritaire à un tour, qui favorisent de fait une situation où les coalitions factionnelles ne peuvent qu'exister sur un mode *intra*, et non pas *inter*-partis comme on peut l'observer par exemple dans la plupart des pays d'Europe continentale. Ces règles sont défavorables aux groupes minoritaires en premier lieu car leurs électeurs sont par définition dispersés dans le pays. À l'inverse d'un mode de représentation proportionnelle, ce système tend à bloquer toute tentative de *third party* qui ne bénéficierait pas d'une implantation massive dans une circonscription donnée. Ici, le problème est circulaire : ne pouvant s'assurer de représentation même sur le plan local, le groupe minoritaire ne peut appliquer son programme et se condamne à rester inconnu du plus grand nombre. Également, l'absence de second tour aux scrutins bloque toute possibilité d'influence ou même d'alliance avec l'un des partis majoritaires, l'absence de score du petit parti au premier tour ne pouvant lui assurer un levier minimum. Le mode de scrutin tend donc à produire un biais systématique en défaveur des partis mineurs. Pour une même proportion de voix et au niveau national, les partis majoritaires gagnent un plus grand nombre de sièges et inversement. Cet effet, classiquement décrit comme « mécanique » produirait à son tour un effet « psychologique » (Shugart et Taagepera 116), au double niveau des élites politiques et des citoyen·ne·s. Par anticipation de ce biais, les unes ne se risqueraient pas à former de nouveaux partis et les autres à voter pour elles, de peur de « gâcher » leurs votes inutilement (Blais et Carty 80). Ces votes « stratégiques » correspondent à ce que les militant·e·s socialistes nomment l'effet de *spoiler* (Guastella) : les citoyen·ne·s, en votant pour le « moins pire » des deux grands partis, ne soutiendraient pas les projets électoraux progressistes, et ce malgré

leurs éventuels penchants personnels. Cette tension entre principe politique et pragmatisme électoral, accentuée aux États-Unis par le scrutin à un tour et dans le cas des présidentielles par le système du collège électoral, est vécue par certains groupes socialistes qui reconnaissent un danger dans la « mainmise » républicaine des institutions locales et nationales (DSA National Electoral Committee).

6 De façon plus directe, l'accès au scrutin en lui-même a souvent été vu comme l'une des barrières les plus importantes à l'établissement de partis mineurs durables aux États-Unis (Rosenstone *et al.* ; Lipset et Marks). Bien que débattu (voir par exemple Tamas et Hindman), cet argument avance que les deux grands partis, historiquement bénéficiaires d'une mainmise complète sur les appareils des États, ont volontairement mis en place des règles extrêmement contraignantes pour tout parti minoritaire souhaitant être présent sur les bulletins de vote de chaque État individuel. Ces règles incluent notamment des exigences quantitatives parfois difficiles (un nombre minimum de signatures de citoyens à récolter, un pourcentage de vote aux élections précédentes…) et des procédures administratives très lourdes, différentes pour chaque État, rendant presque impossible pour un petit parti, qui ne dispose que de peu de militant·e·s « à temps plein », de présenter son ou sa candidate sur les scrutins des 50 États.

7 Les institutions politiques états-uniennes peuvent donc être vues comme une barrière majeure au développement de groupes idéologiques minoritaires dans le pays. Également noté par ces militant·e·s (Guastella, Prakash et Girgenti 93), un autre aspect, propre à la nature particulière des grands partis états-uniens, vient s'ajouter à ces difficultés : leur exceptionnelle décentralisation organisationnelle et la flexibilité idéologique qui en découle.

8 Autant attribuée au système électoral qu'à la séparation des pouvoirs propre au pays et à sa grande diversité ethnique, sociale et géographique, cette décentralisation a été étudiée par certains politologues, l'associant alors au caractère idéologiquement « poreux » et flexible des partis (Lipset et Marks 65), voire même à leur absence de cohérence interne d'un point de vue programmatique (Epstein 263). Ces caractéristiques provoquent une situation où les liens idéologiques et programmatiques de deux membres du même

parti peuvent être extrêmement ténus, voire inexistants. Ces partis sont en fait essentiellement opportunistes d'un point de vue électoral : non pas idéologiquement centrés, mais exceptionnellement stables, durables et aptes à gagner des élections (Epstein 264). Cela est facilité par une structure organisationnelle très faible, bien peu contraignante pour candidat·e·s et élu·e·s, qui tiennent bien plus à satisfaire leur propre base électorale et leurs soutiens financiers que l'appareil de parti (Epstein 264). V. O. Key, cité par Epstein (206), le souligne :

> Often Party is in a sense a fiction. No finger can be put on any group or clique that has both the power and the inclination to exercise leadership in party affairs or to speak authoritatively for it in any ways.

9 Cette décentralisation implique alors une « ligne » partisane essentiellement dirigée par divers groupes d'intérêts, qui soutiennent financièrement les membres élu·e·s (Epstein 206). De ce point de vue, on pourrait considérer le développement au niveau national des comités d'action politique (les « PACs » et « super PACs ») comme le meilleur moyen de développer une réelle ligne partisane dans ces grands partis. Cela peut s'illustrer par les rares structures pouvant être considérées comme faisant autorité en leur sein : les *Democratic National Committee* (DNC), *Democratic Congressional Campaign Committee* (DCCC) et *Democratic Senatorial Campaign Committee* (DSCC) restent essentiellement des comités internes de financement de campagnes (Powell et Grimmer).

10 Cette souplesse idéologique, facilitée par l'absence de centralisation partisane, représente un risque, souvent évoqué par la gauche radicale, de « cooptation » ou de « récupération » de sa vitalité militante en faveur du *statu quo*. Certains exemples historiques pourraient tendre à confirmer cette accusation : l'évolution des positions politiques de l'*American Federation of Labor* au début du XX^{e} siècle ou l'attitude de la ligne de Roosevelt vis-à-vis des mouvements sociaux des années 1930 restent des exemples cités par certain·e·s militant·e·s, mais également par des historien·ne·s (Lipset et Marks 71). La décentralisation des grands partis peut donc bloquer l'avancée de groupes idéologiques minoritaires. C'est pourtant précisément cette force adaptative, unique aux deux grands partis

états-uniens, qui pourrait représenter leur principale faiblesse. En s'articulant essentiellement aux élections de primaires à différents niveaux de gouvernement, cette dernière donne tout son sens à la stratégie socialiste contemporaine.

Le défi des primaires

11 Le mécanisme de nomination par primaires directes, introduit aux États-Unis au début du XX^e^ siècle a souvent été décrit comme affaiblissant de façon importante le contrôle des appareils de parti sur leurs propres organisations. Favorisant une « personnalisation » des campagnes locales ou nationales et permettant un contrôle direct des représenté·e·s sur le processus de nomination, ces primaires contournent et finalement sapent l'autorité des appareils de parti à tous les niveaux de gouvernement. Si le rôle traditionnel d'un parti est de « guider » l'électeur ou l'électrice vis-à-vis d'un choix politique donné, la primaire directe permet au contraire à un groupe suffisamment organisé de saisir sa base organisationnelle afin d'atteindre ses objectifs. Rackaway et Rice le rappellent notamment :

> Primary elections represent a persistent threat to the ability of party organizations to coordinate and strategically plan their campaign messages. […] Party organizations struggle in primary elections, because the very concept is antithetical to what parties do […] No matter the intentions of the party organization, a well-motivated and mobilized electorate can overcome them. (5)

12 Les élections de primaires, traditionnellement analysées comme l'institutionnalisation d'une défiance vis-à-vis des organisations politiques (Epstein 210), fragilisent donc les appareils de partis qui « tiennent » essentiellement à travers une base électorale et des soutiens financiers communs. Pourtant, ces deux facteurs ne peuvent maintenir à eux seuls l'unité qu'une forte ligne idéologique et programmatique pourrait de fait assurer. La campagne de primaires présidentielles de l'année 2016 a été sur ce point paradigmatique : les deux grands partis ont été surpris par des *insurgent candidates* qui, sur de nombreux points, n'avaient que très peu de rapports avec leur ligne « traditionnelle ». Alors que du côté démocrate, un socialiste avoué a réussi à contester jusqu'à un certain point la nomination de la

grande favorite de l'*establishment* libéral, du côté républicain une ancienne célébrité de télé-réalité aux positions politiques relativement floues a réussi à gagner la nomination du GOP, et finalement la présidence des États-Unis [5]. Il est important de noter qu'aucun de ces candidats n'avait, avant cette campagne, de réelle relation avec leurs partis respectifs, et que tous deux ont par la suite cultivé des relations d'antagonisme avec les *national committees* de chacune de ces organisations (Burns et Haberman ; Shear et Rosenberg). Les révélations concernant le biais du DNC en défaveur de Sanders en 2016 expriment d'ailleurs, par la faiblesse de ses conséquences réelles, du peu de contrôle que l'organisation nationale exerce finalement sur le processus de nomination [6].

13 Ainsi, les socialistes états-unien·ne·s favorisent depuis quelques années une stratégie électorale axée autour des primaires démocrates. À travers une attitude de « *hostile takeover* » (Rackaway et Rice 6) vis-à-vis de la nomination, ils peuvent espérer capter la force organisationnelle du parti pour leur propre bénéfice. Cette stratégie est d'autant plus profitable qu'elle pourrait bénéficier d'un autre aspect unique au système du pays, à savoir la nature particulière des attachements partisans. On connaît depuis le fameux *American Voter* de Campbell *et al.* (1960) la relation d'identité forte qui s'observe entre chaque citoyen·ne et son parti de préférence, et ce de façon remarquablement stable dans le temps (Lewis-Beck *et al.* 138). Cette relation, apparemment forgée dès l'enfance et la préadolescence, prédéterminerait dans une forte mesure les comportements aux urnes des citoyen·ne·s se déclarant d'un parti ou de l'autre. Par la force de médiation que le parti exerce sur les choix politiques de ses sympathisant·e·s, la nomination effective d'un·e candidat·e par un parti affecterait par la positive leurs opinions de cette personne (Lewis-Beck *et al.* 116). Ainsi, l'« intrus » socialiste ayant remporté une primaire majeure pourrait associer sa propre base électorale (les électeurs « radicaux » ou « désaffectés ») à celle du parti, multipliant ses chances aux élections en elles-mêmes. L'apport de cette double représentation est, selon nous, une des raisons pour lesquelles les questions concernant « l'élégibilité » de Sanders lors de la primaire 2020 sont peu pertinentes vis-à-vis du contexte contemporain. Si la base traditionnelle d'un parti y est de fait fortement attaché, c'est au contraire une partie de l'électorat de

« l'outsider » qui, ne partageant pas d'identifications aussi fortes, risque de s'abstenir lorsqu'un candidat plus modéré remporte la nomination (sur ce sujet, voir également Utych).

14 Ces primaires permettent donc à des groupes minoritaires de « capturer » et de partiellement redéfinir un des grands partis. Alors que cela est vrai pour tous les types d'élections, les présidentielles permettraient un effet d'autant plus prononcé que leur audience est grande. Comme l'expliquent Brewer et Stonecash, ces élections constituent le moment de visibilité le plus intense pour le parti, « l'expression la plus visible [de ses] préoccupations » (7). Par son importance et sa médiatisation, ce moment électoral privilégié permettrait effectivement au candidat (nominé donc par primaire, et non par l'appareil du parti) d'associer dans l'esprit de la majorité des citoyen·ne·s son propre discours à celui du parti. De même, pour Bobbi Gentry, le candidat présidentiel peut parfois représenter plus que son parti, et mobiliser une plus grande part de la population que les partisan·e·s « classiques ». Citant l'exemple de la croissance du Parti républicain en 1984 sous l'impulsion de R. Reagan, elle montre comment, par un charisme ou une personnalité hors norme, un leader « inspirant » peut profondément modifier un parti en amenant de nouveaux·elles électeur·rice·s, et particulièrement chez les jeunes (Gentry 61). Ici, le parallèle est flagrant avec les campagnes de Bernie Sanders en 2016 et de 2020 : en cherchant notamment à axer sa stratégie autour des jeunes et des abstentionnistes, l'objectif de sa campagne était bien de « redéfinir » partiellement le Parti démocrate afin de composer une nouvelle coalition, plus à même de soutenir son projet politique. Bien qu'ayant échoué à ramener dans son sillage les fameux *disaffected voters*, sa stratégie vis-à-vis de l'électorat de moins de 30 ans semble avoir bien fonctionné. Dans un Parti démocrate qui possède une base électorale de plus en plus jeune (Pew b), ce segment démographique a largement favorisé Sanders dans la campagne des primaires de 2020 (Pew a).

15 On peut donc considérer que la gauche états-unienne a réalisé un véritable travail d'adaptation lors de cette dernière décennie et a abandonné, en tout cas dans sa forme première, l'idée d'un grand parti indépendant qui, depuis Eugene Debs, l'avait animée tout au long du XX^{e} siècle (Ross). Bien que la situation soit loin de ressembler à celle décrite par l'ex-président Trump, où la « gauche radicale »

contrôlerait entièrement le Parti démocrate, cette dernière a rencontré toutefois quelques succès électoraux et bénéficie d'une influence qu'elle n'a peut-être jamais connue au sein du parti [7]. Le contexte institutionnel états-unien, qui a historiquement fait barrière au projet socialiste, peut donc être vu comme un des facteurs qui paradoxalement contribue à mettre au jour ce nouveau projet politique. À ce stade, la possibilité d'un affaiblissement de la radicalité initiale du projet peut se poser. Cette question est cependant liée à l'interprétation que les militant·e·s se font de cette stratégie et de son avenir. Loin d'être unifiées, plusieurs tendances cherchent en effet à mettre en avant leur vision du futur pour le mouvement sur le long terme. Ces dissensions, qui portent principalement sur la nature du Parti démocrate, peuvent être attribuées dès l'origine à différentes conceptions du socialisme en lui-même.

Confrontation ou coalition ?

16 La question s'est cristallisée ces dernières années autours de deux « options » majeures (Abbott). La première est celle du « réalignement », représentée par des groupes comme *Justice Democrats*, *Our Revolution*, le *Working Families Party*, mais également des magazines comme *Dissent*. Elle vise à travailler à l'intérieur du Parti démocrate, formant des alliances avec ses élu·e·s les plus progressistes tout en combattant par primaires les démocrates les plus conservateurs. Les partisan·e·s de cette approche prônent une stratégie de coalition, dans une démarche qui se veut coopérative. S'inspirant des grands réalignements politiques ayant pu se produire au cours de l'histoire états-unienne, c'est bien ici le temps long qui est privilégié, et un désir de donner un nouveau souffle à un parti toujours tiraillé entre ses factions progressistes et conservatrices (Leifer). À l'inverse, certains socialistes, proches de DSA (et particulièrement de son *Bread & Roses Caucus*) ou du magazine *The Jacobin*, mettent en avant l'option de ce qui a été appelé le « *dirty break* [8] », c'est-à-dire une rupture progressive du mouvement avec le Parti démocrate. Cette approche vise au court terme à utiliser les scrutins démocrates dans une diversité de circonscriptions afin de se constituer une base électorale propre et de pouvoir, à moyen terme, quitter le parti pour fonder un nouveau « bloc » socialiste qui pourrait représenter une réelle force législative.

Elle se situe donc dans une démarche de confrontation, n'hésitant pas à chercher une lutte parfois ouverte avec les membres du parti. Historiquement, elle s'inspire entre autres des succès de la *NonPartisan League* (Abbott), organisation socialiste qui réussit dans les années 1920 à capturer l'appareil du Parti républicain dans certains États du Midwest et finalement certains postes clefs de la législature, notamment du Minnesota.

17 Deux options, qui se définissent par leur relation avec le Parti démocrate, s'opposent donc par rapport à cette question. Alors que l'une cherche à recomposer le parti, à le pousser sur sa gauche pour progressivement arriver à un réalignement politique, l'autre cherche à utiliser et à contourner le contexte institutionnel états-unien pour former un nouveau bloc socialiste indépendant. Il est important ici de comprendre que ces débats, bien que profonds, n'impliquent en aucun cas une séparation complète du point de vue de la pratique. Au contraire, ces groupes travaillent ensemble sur les différentes campagnes de primaires et tiennent des rôles complémentaires sur le terrain. Les différences sont pourtant bien présentes, et reposent d'abord sur deux conceptions divergentes du projet socialiste. Alors que la ligne confrontationnelle maintient une analyse apparentée au marxisme, celle qui prône une stratégie de coalition porte un projet finalement plus proche de l'esprit démocrate de l'époque du second *New Deal* et de la *Great Society*.

18 La vision de certains groupes au sein de DSA tend en effet à interpréter le rôle des démocrates comme celui d'un parti résolument opposé au projet socialiste, de par sa nature même au sein de la superstructure capitaliste. Bien qu'actualisée dans son vocabulaire, c'est toujours à travers une analyse de classe de la démocratie « bourgeoise » que ces socialistes perçoivent les grands partis comme des instruments privilégiés par lesquels la classe dominante exerce son pouvoir politique de manière unilatérale (Schwartz et Schulman ; DSA National Electoral Committee ; Lucas et Gong). Nous retrouvons ici le Marx de *L'idéologie allemande* (44-45) : c'est en tant qu'émanation des intérêts fondamentaux de cette classe dominante que le parti politique prend tout son sens, et toute la profondeur de son rôle social et historique. De ce fait, la stratégie socialiste ne peut s'appuyer sur un tel parti qu'en tant que *moyen*, et non pas en

tant que *fin*, dans un projet où l'électoralisme ne peut être qu'une partie de la lutte :

> We know that winning elections in a capitalist society is not the same as taking power. Without an organized working class [...] socialist electoral victories will mean little. The essential task of the democratic road to socialism is rebuilding the organized power of the working class. (Bread & Roses DSA)

19 C'est bien l'idée d'une complémentarité entre politique électorale et mouvements sociaux qui est à retenir ici. Les campagnes aux primaires démocrates permettent de promouvoir le point de vue socialiste dans le discours public et de mobiliser un nombre toujours plus important de nouvelles personnes. Par là, elles contribuent à construire le mouvement en tant que tel qui permet, par la *praxis* [9], de développer à son tour une conscience de classe chez les citoyen·ne·s et de consolider les victoires électorales. Il s'agit ici d'une sorte de cercle vertueux, permettant à la fois la conquête progressive de l'appareil d'état et l'émancipation de la classe ouvrière par elle-même [10]. De là, le Parti démocrate semble bien loin, et il n'est en effet qu'un des moyens par lesquels ces socialistes cherchent à s'émanciper des barrières institutionnelles déjà mentionnées. Un extrait de résolution de la convention nationale de DSA en 2019 résume parfaitement cette stratégie :

> DSA recognizes that the Democratic and Republican parties are organs of and represent the interests of the capitalist ruling class. However, we will work with and relate to the most progressive forces within the Democratic Party while we develop strategic work to build independent socialist political power and organization as a long-term goal. (DSA National Electoral Committee)

Il serait bien sûr simpliste d'assimiler en bloc ce point de vue au marxisme canonique des premières internationales ouvrières. Le « socialisme démocratique » états-unien a subi de profondes transformations depuis ses débuts, autant sur la forme que le fond de son discours. Cependant, il ne cache pas ses filiations intellectuelles et maintient, en premier lieu, la centralité du concept de classe dans son cadre analytique (Schwartz et Schulman). De là découlent les

développements cités plus haut, informant une certaine vision de la lutte politique et de ses acteurs institutionnels.

20 De l'autre côté du mouvement, la vision portée par les *Justice Democrats* nous apparaît comme un socialisme modéré, assez éloigné de l'analyse marxiste de certain·e·s membres de DSA. L'approche générale, comparable en ce sens à celle de Sanders, semble se situer autour d'un modèle social-démocrate ambitieux. Le but n'est pas ici d'utiliser mais de transformer le parti afin de parvenir à plus de justice sociale, et ce à travers un parlementarisme assumé. Suivant un topos classique de la social-démocratie (Jackson 426), les luttes politiques les plus « terre à terre » sont reliées à un ensemble d'idéaux et à une vision plus large : ainsi, celle d'une démocratisation politique et économique s'articulant à des demandes aussi diverses en apparence que l'augmentation du salaire minimum ou la mise en place de plafonds sur les financements électoraux (Leifer). De plus, par sa proximité avec la pensée de certaines économistes liées à la « *modern monetary theory* [11] », le projet économique de ces militant·e·s serait plus assimilable à un progressisme post-keynésien qu'à un anticapitalisme radical. De ces points témoigne l'initiative du *Green New Deal*, qui se fonde en premier lieu sur l'affirmation d'un devoir du gouvernement fédéral à garantir certains droits considérés comme fondamentaux, et ce à travers un engagement notable du gouvernement dans l'économie (Prakash et Girgenti 7) [12].

21 Dans son discours, cette approche s'articule autour de l'idée d'un retour aux promesses démocrates du second *New Deal* et de la *Great Society*. De ce point de vue (plus proche du *On Socialism* de J. S. Mill ou du « *modern liberalism* [13] » de John Dewey que du Marx des *Manuscrits de 1844*), le Parti démocrate ne serait plus la représentation d'un ennemi à abattre mais celle d'un projet à retrouver : une social-démocratie bienveillante, qui par des politiques redistributives réaliserait un idéal démocratique et de justice sociale écorné par des décennies d'hégémonie néolibérale. On peut voir dans une vidéo de campagne des primaires de Sanders en 2020 la députée Ocasio-Cortez tenir un discours reflétant cette idée :

> People accuse us of going too far left, we are not pushing the party left. We are bringing the party home [...] It's time that we become the party of FDR again. It's time for us to become the party of the Civil

> Rights Act again. It's time for us to become the party that fights for queer liberation again. An anti-war party, a party that establishes peace and prosperity. That's the party I wanna be again and I wanna go back home. (California for Bernie Sanders)

De façon plus concise, Waleed Shahid, porte-parole des *Justice Democrats*, résume cette idée de la façon suivante :

> If we could bring the coalition that Sanders helped ignite in 2016 into Democratic primaries in down-ballot races and expand it, we could create a Democratic Party that reflected its voters, not big corporate donors. […] While the Tea Party had brought out the worst aspects of the Republican Party's racism and corporate greed, the Sanders campaign was attempting to restore the Democratic Party to some of its redistributive roots in the New Deal and the Great Society. (Prakash et Girgenti 92)

22 Plusieurs points sont à souligner dans cette dernière citation : alors que Shahid sous-entend un lien entre les aspirations socialistes contemporaines et les « racines » idéologiques du Parti démocrate, il met également en lumière une rupture existante entre la ligne de ce dernier et sa base électorale. C'est en déplorant l'impact des soutiens financiers sur la direction du parti comme plus important que celui des électeur·rice·s que *Justice Democrats* justifie son désir de réalignement sur ce qui est considéré comme les réelles attentes des sympathisant·e·s. Épaulé sur ce point par le *think tank* et sondeur progressiste *Data for Progress*, le groupe montre que les propositions dites socialistes sont assez populaires pour une majorité d'États-unien·ne·s, et particulièrement dans certains groupes démographiques : jeunes, urbain·e·s, diplômé·e·s, et racisé·e·s (Data for Progress).

23 Cela nous amène à une des différences pratiques les plus importantes des deux approches socialistes, découlant directement des points développés plus haut, c'est-à-dire la base électorale sur laquelle axer sa stratégie. Le groupe « coalitionniste » cherche à réaligner le parti, c'est donc logiquement à travers ce qu'il considère comme son électorat le plus « progressiste » qu'il souhaite articuler sa stratégie. En s'appuyant sur l'idée que ses propositions disposent d'un bien plus fort soutien dans les groupes démographiques cités plus haut,

Justice Democrats cherche à concentrer sa stratégie de primaires dans les circonscriptions composées en grande partie de ces jeunes urbain·e·s diplômé·e·s. Alors que les politologues parlent de « polarisation asymétrique » (Rackaway et Rice 9) pour décrire un Parti républicain qui se radicalise et un Parti démocrate qui reste au centre, progressistes et socialistes cherchent dans un sens à « symétriser » cette polarisation et à retrouver un réel rapport de force dans la relation entre partis (Shahid dans Prakash et Girgenti 93). C'est donc en se concentrant sur une base électorale ciblée, ayant des demandes spécifiques et une sensibilité politique commune que le Parti démocrate pourra retrouver une homogénéité idéologique perdue. Cette coalition existe déjà : c'est celle des jeunes, des urbain·e·s et diplômé·e·s donc, mais également des Noir·e·s et Latinx dans les centres urbains, le problème étant pour ces catégories de réduire le taux d'abstention (McElwee). Dans cette perspective, les *blue collar workers* ou même les résident·e·s de zones rurales, perdu·e·s au parti depuis quelques décennies, ne seraient plus une priorité de la gauche. Dans un article nommé à point « Forget Trump Voters, the Democrats Need Young People of Color to Win », Sean McElwee, le fondateur de Data for Progress, résume en quelque sorte cette approche : « it's much easier to persuade someone who agrees with you to vote than to convince someone who disagrees with your policies to switch sides. »

24 La nouveauté ici, pour un mouvement de gauche, est donc d'abandonner une partie de la classe ouvrière et particulièrement le groupe souvent considéré comme formant partiellement l'électorat républicain : les hommes blancs non diplômés du supérieur (Gallup Inc). Cette idée fait toute la différence avec la position des confrontationnistes. Parce que ces dernier·e·s ne considèrent pas le Parti démocrate en lui-même comme potentiellement libérateur, l'idée n'est pas de le remodeler mais bien de le dépasser en créant un mouvement de classe populaire le plus large possible. Cette stratégie, informée par l'analyse marxiste mentionnée plus haut et par une certaine compréhension de récents mouvements populistes (Abbott), implique le développement d'une nouvelle conscience de classe via une grande coalition de « non-affilié·e·s ». Elle se doit donc de viser plus loin que les partisan·e·s démocrates déjà mentionné·e·s en se concentrant sur les « déçu·e·s » de la politique électorale

traditionnelle : abstentionnistes, indépendant·e·s et partisan·e·s peu attaché·e·s à leur partis (Abbott). Cette démarche, qui se veut populiste et vise à dépasser les traditionnelles déterminations électorales, cherche à retrouver le sujet premier de la lutte socialiste : la reconstitution d'une *working-class* depuis longtemps divisée aux États-Unis, via un message de redistribution sociale et de confrontation des élites (Abbott).

25 On peut considérer que les campagnes de Sanders aux primaires démocrates de 2016 et 2020 illustrent chacune, à leur manière, une de ces deux stratégies. Alors qu'en 2016 sa force électorale se composait en partie de ces électeurs blancs non diplômés du supérieur, mais surtout d'indépendant·e·s et de citoyen·ne·s généralement hostiles aux élites politiques (Dyck *et al.*), l'attrait de Sanders a pu faire écho à la stratégie populiste du « dirty break ». À l'inverse, sa campagne de 2020, qui refléterait davantage la seconde approche, a révélé une coalition diverse, composée particulièrement de personnes se qualifiant de « libérales » (une caractéristique habituellement associée à de forts identifiants démocrates, dans les couches urbaines et diplômées) (Pew a). De façon plus générale, les deux campagnes ont démontré un avantage certain de Sanders chez les jeunes, de tous niveaux d'études et de revenus (Dyck *et al.*). Cela aurait tendance à indiquer que l'approche coalitionniste serait peut-être plus pertinente pour le futur du mouvement. Alors que la base du Parti démocrate se transforme en devenant de plus en plus jeune et urbaine (Pew b), c'est précisément ces catégories que Sanders, et en dernière analyse le *democratic socialism* états-unien dans son ensemble, attirent en premier lieu (Pew a).

Conclusion

26 Le mouvement socialiste contemporain aux États-Unis se trouve aujourd'hui à un carrefour stratégique concernant la suite de son existence. Ayant évolué dans un contexte institutionnel hostile, il a réussi ces dernières années à le contourner ou plutôt à en tirer avantage pour mettre en avant ses idées auprès du plus grand nombre. En témoigne la popularité croissante de propositions telles que *Medicare for All* ou le *Green New Deal*, il semblerait que le « S *word* » ait perdu son statut de tabou politique dans le pays.

27 Il va sans dire que cette stratégie de contestation par primaires n'est pas le seul moyen d'action à la disposition de cette gauche. La réaction de groupes tels que *Roots Action*, *Code Pink* ou *Progressive Democrats of America* à certains choix de nomination du président Biden en est un exemple. À travers certaines menaces d'actions citoyennes massives mais non électorales (RootsAction), ces derniers démontrent que la gauche états-unienne n'a pas que le temps des élections pour chercher à influer sur le parti. On peut également noter que les contestations par primaires n'ont pas toujours besoin de victoires éclatantes pour initier des changements : l'influence récente de Sanders à la Maison-Blanche (Semler) ou la mise en place de changements institutionnels au sein du *Congressional Progressive Caucus* (Grim), en sont autant de preuves. Si la mesure de leur influence réelle sur la politique du gouvernement Biden reste difficile à évaluer, on peut tout de même leur attribuer, en partie, certaines dispositions « plus à gauche » récemment prises en politique intérieure [14].

28 On a pu voir, bien que schématiquement, les différences d'interprétations et de pratiques qui existent vis-à-vis de la stratégie de contestation par primaires. Toutefois, ce serait une erreur de résumer la situation par un simple socialisme libéral pour les un·e·s et un marxisme intransigeant pour les autres. Bien que les divergences soient nombreuses, il existe des points essentiels où ces lignes fuyantes se rejoignent. Parce que le concept de socialisme, particulièrement lorsqu'il est « démocratique », est suffisamment large pour contenir une multiplicité de points de vue, le mouvement conserve une certaine cohérence interne qui lui permet de mener à bien ses actions. C'est surtout une évolution du concept dans sa multiplicité même, s'éloignant de l'orthodoxie marxiste mais visant toujours l'émancipation du plus grand nombre, qui permet au mouvement contemporain de s'accommoder du *two-party system* à son avantage et, jusqu'à un certain point, de construire un projet commun.

29 Le futur du socialisme états-unien reste encore à écrire. « Lancé » réellement par Sanders et sa campagne de 2016, une certaine boucle semble se fermer après une nouvelle défaite 4 ans plus tard. De par son âge, on peut estimer que Sanders a réalisé sa dernière

campagne ; cependant, le mouvement qu'il représente est encore très jeune, et son avenir reste ouvert.

BIBLIOGRAPHY

Abbott, Jared. « The Two Paths of Democratic Socialism: Coalition and Confrontation ». *Jacobin Magazine*, 11 août 2020. <https://jacobinmag.com/2020/08/the-two-paths-of-democratic-socialism-coalition-and-confrontation> (consulté le 12 octobre 2020).

Blais, Andre et Carty, R. Kenneth. « The Psychological Impact of Electoral Laws: Measuring Duverger's Elusive Factor ». *British Journal of Political Science*, vol. 21, n° 1, 1991, p. 79-93.

Bread & Roses DSA. « Where We Stand ». *breadandrosesdsa.org*, <https://breadandrosesdsa.org/where-we-stand/> (consulté le 12 octobre 2020).

Brewer, Mark D. et Stonecash, Jeffrey M. *Dynamics of American Political Parties*. Cambridge : Cambridge University Press, 2009.

Burns, Alexander et Haberman, Maggie. « Tensions Deepen between Donald Trump and R.N.C. ». *The New York Times*, 2 septembre 2016. <www.nytimes.com/2016/09/03/us/politics/donald-trump-rnc-reince-priebus.html> (consulté le 12 octobre 2020).

California for Bernie Sanders 2020 [@CA4Sanders2016]. « When People Try to Accuse Us of Going Too Far Left, We're Not Pushing the Party Left ». *Facebook*, <www.facebook.com/CA4Sanders2016/posts/when-people-try-to-accuse-us-of-going-too-far-left-were-not-pushing-the-party-le/1303533926495601/> (consulté le 12 octobre 2020).

CodePink *et al.* « Statement Opposing Michele Flournoy as Defense Secretary ». *Roots Action*, <www.rootsaction.org/statement-opposing-michele-flournoy-as-defense-secretary> (consulté le 12 octobre 2020).

Data for Progress. « The New Progressive Agenda Project ». *dataforprogress.org*, <www.dataforprogress.org/the-new-progressive-agenda> (consulté le 12 octobre 2020).

DSA National Electoral Committee. « Our Electoral Strategy ». *dsausa.org*, <https://electoral.dsausa.org/national-electoral-strategy/> (consulté le 12 octobre 2020).

Dyck, Joshua J., Pearson-Merkowitz, Shanna et Coates, Michael. « Primary Distrust: Political Distrust and Support for the Insurgent Candidacies of Donald Trump and Bernie Sanders in the 2016 Primary ». *PS: Political Science & Politics*, vol. 51, n° 2, 2018, p. 351-357.

Epstein, Leon. *Political Parties in Western Democracies*. Piscataway : Transaction Publishers, 1980.

Gallup Inc. « Non-College Whites Had Affinity for GOP Before Trump ». *gallup.com*, <https://news.gallup.com/poll/248525/non-college-whites-affinity-gop-trump.aspx> (consulté le 12 octobre 2020).

Gentry, Bobbi. *Why Youth Vote: Identity, Inspirational Leaders and Independence*. New York : Springer International Publishing, 2018.

Guastella, Dustin. « Like It or Not, If We Run Third Party, We Will Lose ». *Jacobin Magazine*, 17 avril 2020. <https://jacobinmag.com/2020/04/third-party-bernie-sanders-democratic-socialism-elections> (consulté le 12 octobre 2020).

Grim, Ryan. « Congressional Progressives Are Revamping Their Caucus with an Eye toward 2021 ». *The Intercept*, 26 octobre 2020, <https://theintercept.com/2020/10/26/congressional-progressives-are-revamping-their-caucus-with-an-eye-toward-2021/> (consulté le 2 janvier 2021).

Hasan, Mehdi. « How to Save the US Economy, with Alexandria Ocasio-Cortez and Stephanie Kelton ». *The Intercept*, 20 mars 2020, <https://theintercept.com/2020/03/20/deconstructed-podcast-alexandria-ocasio-cortez-coronavirus-economy/> (consulté le 2 janvier 2021).

Jackson, Ben. « Social Democracy » dans Michael Freeden (éd.), *The Oxford Handbook of Political Ideologies*. Oxford : Oxford University Press, 2013, p. 410-429.

Kluever, Joshua. « How “Socialism” Stopped Being a Dirty Word for Some Voters — and Started Winning Elections across America ». *The Conversation*, 5 mai 2021, <http://theconversation.com/how-socialism-stopped-being-a-dirty-word-for-some-voters-and-started-winning-elections-across-america-156572> (consulté le 12 octobre 2020).

Leifer, Joshua. « The Realigners: An Interview with Waleed Shahid of Justice Democrats ». *Dissent Magazine*, hiver 2020. <www.dissentmagazine.org/article/the-realigners-an-interview-with-waleed-shahid-of-justice-democrats> (consulté le 12 octobre 2020).

Lewis-Beck, Michael S., Norpoth, Helmut, Jacoby, William G. et Weisberg, Herbert F. *The American Voter Revisited*. Ann Harbor : University of Michigan Press, 2008.

Lipset, Seymour et Marks, Gary. *It Didn’t Happen Here: Why Socialism Failed in the United States*. New York : W. W. Norton & Company, 2000.

Löwy, Michael. « La théorie marxiste du parti ». *Actuel Marx*, vol. 46, nº 2, 2009, p. 27-51.

Lucas, Peter et Gong, Jeremy. « Socialists Should Fight the Corporate Democratic Party, Not Manage It ». *The Call*, 24 avril 2021. <https://socialistcall.com/2021/04/24/dsa-democratic-party-nevada-takeover/> (consulté le 30 mai 2021).

Marx, Karl et Engels, Friedrich. *L’idéologie allemande*. Paris : Les Éditions sociales, 2012.

McElwee, Sean. « All about That Base — Forget Trump Voters, the Democrats Need Young People of Color to Win ». *The Outline*, <https://theoutline.com/post/3431/forget-trump-voters-democrats-need-young-people-of-color-non-voters> (consulté le 12 octobre 2020).

McGreal, Chris. « 'The S-Word': How Young Americans Fell in Love with Socialism ». *The Guardian*, 2 septembre 2017. <www.theguardian.com/us-news/2017/sep/02/socialism-young-americans-bernie-sanders> (consulté le 12 octobre 2020).

Meyer, Neal. « What Is Democratic Socialism? » *The Call*, 26 septembre 2018. <https://socialistcall.com/2018/09/26/what-is-democratic-socialism/> (consulté le 12 octobre 2020).

Nersisyan, Yeva et Wray, Larry Randall. « How to Pay for the Green New Deal ». Document de travail nº 931, Levy Economics Institute, 2019.

Ocasio-Cortez, Alexandria [@OcasioCortez]. « LIVE Town Hall: Student Loan Cancellation w/ Stephanie Kelton ». *Facebook*, <www.facebook.com/events/561865677530133/> (consulté le 30 mai 2021).

Pew Research Center. a. « A Snapshot of the Top 2020 Democratic Presidential Candidates' Supporters ». *pewresearch.com*, <www.pewresearch.org/fact-tank/2020/02/10/a-snapshot-of-the-top-2020-democratic-presidential-candidates-supporters/> (consulté le 12 octobre 2020).

Pew Research Center. b. « In Changing U.S. Electorate, Race and Education Remain Stark Dividing Lines ». *pewresearch.com*, <www.pewresearch.org/politics/2020/06/02/in-changing-u-s-electorate-race-and-education-remain-stark-dividing-lines/> (consulté le 12 octobre 2020).

Philly DSA. « Dustin Guastella + Jared Abbott — A Party of Our Own ». *Youtube*, <www.youtube.com/watch?v=A17zoVbMUXs&t=2333s> (consulté le 12 octobre 2020).

Powell, Eleanor Neff et Grimmer, Justin. « Money in Exile: Campaign Contributions and Committee Access ». *The Journal of Politics*, vol. 78, nº 4, 2016, p. 974-988.

Prakash, Varshini et Girgenti, Guido. *Winning the Green New Deal: Why We Must, How We Can*. New York : Simon and Schuster, 2020.

Rackaway, Chapman et Rice, Laurie L. (éds). *American Political Parties under Pressure: Strategic Adaptations for a Changing Electorate*. Londres : Palgrave Macmillan, 2018.

Rosenstone, Steven, Behr, Roy et Lazarus, Edward. *Third Parties in America: Citizen Response to Major Party Failure*. Princeton : Princeton University Press, 1984.

Ross, Jack. *The Socialist Party of America*. Lincoln : University of Nebraska Press, 2015.

Schwartz, Joseph et Schulman, Jason. « Towards Freedom: Democratic Socialist Theory and Practice ». *Democratic Socialists of America*, 21 décembre 2012, <www.dsausa.org/strategy/toward_freedom/>.

Semler, Ashley. « “Bernie Sanders Has Real Influence”: Vermont’s Longtime Outsider Has Become a Trusted Voice in the Biden White House ». *CNN*, 9 juin 2021, <www.cnn.com/2021/06/08/politics/bernie-sanders-gloria-borger-interview-cnntv/index.html> (consulté le 15 juin 2021).

Shear, Michael D. et Rosenberg, Matthew. « Released Emails Suggest the D.N.C. Derided the Sanders Campaign ». *The New York Times*, 22 juillet 2016. <www.nytimes.com/2016/07/23/us/politics/dnc-emails-sanders-clinton.html> (consulté le 12 octobre 2020).

Shugart, Matthew et Taagepera, Rein. *Votes from Seats: Logical Models of Electoral Systems*. Cambridge : Cambridge University Press, 2017.

Stewart, Emily. « We Are (Still) the 99 Percent ». *Vox*, 23 avril 2019, <www.vox.com/the-highlight/2019/4/23/18284303/occupy-wall-street-bernie-sanders-dsa-socialism> (consulté le 12 octobre 2020).

Strauss, Daniel. « Biden Bids to Placate the Left as He Builds Centrist Transition Team ». *The Guardian*, 29 novembre 2020. <www.theguardian.com/us-news/2020/nov/29/joe-biden-transition-left-centrists-democrats> (consulté le 2 janvier 2021).

Tamas, Bernard et Hindman, Matthew Dean. « Ballot Access Laws and the Decline of American Third-Parties ». *Election Law Journal: Rules, Politics, and Policy*, vol. 13, nº 2, 2014, p. 260-276.

Utych, Stephen M. « Man Bites Blue Dog: Are Moderates Really More Electable than Ideologues? » *The Journal of Politics*, vol. 82, nº 1, 2019, p. 392-396.

NOTES

1 Mais malgré tout à relativiser : avec moins de 10 élu·e·s seulement au niveau fédéral, nous sommes encore loin de l’écrasant succès du Tea Party aux *midterms* de 2010, à qui l’on a souvent comparé ce mouvement (Golshan et Nilsen).

2 Il va sans dire que le terme de « socialisme » ne peut se réduire à une définition fixe et rigide, et représente plutôt un ensemble de tendances parfois opposées. Ici, le terme est employé dans son sens élargi et dans la mesure de son utilisation par les acteurs eux-mêmes. Dans l’intérêt de notre démonstration, mais sans toutefois chercher à être exhaustifs, nous chercherons à délimiter dans cette partie les principales approches existant au sein du mouvement.

3 *The Jacobin* est un journal se revendiquant explicitement du socialisme et très proche d’organisations comme DSA.

4 L'organisation fut fondée à la suite du *Socialist Party* et se renommera *Democratic Socialists of America* en 1982.

5 Les raisons de l'échec de l'un et du triomphe de l'autre dépassant le cadre de cet article, nous ne pourrons les traiter ici. Le point sur lequel nous souhaitons avant tout insister est bien le risque que représentent ces candidatures pour les appareils de parti, au-delà des éventuelles contingences pesant sur leurs succès.

6 On peut toutefois relativiser cet aspect en prenant en compte le rôle des « super délégués » dans le processus de nomination. Cependant, et comme a pu le montrer Ryan (2011), ces élites prennent bien en compte, dans une certaine mesure, les inclinaisons de leurs bases. De plus, des réformes récentes ont drastiquement réduit leur indépendance vis-à-vis du vote populaire.

7 Sur la santé par exemple : alors que l'establishment démocrate s'est longtemps opposé à toute forme de développement du *Obamacare*, la pression socialiste pour le *Medicare for All* a poussé la campagne de 2020 de Biden à proposer, au côté des assurances privées, une « option publique ». Sur le climat, la campagne du *Green New Deal* a redonné une légitimité certaine à cette question et a poussé la campagne de Biden vers un projet moins ambitieux, mais qui reste tout de même substantiel.

8 À l'inverse du « *clean break* », qui ne pourra être traité dans cet article. Ce dernier vise à rompre directement avec les démocrates et à se présenter via des partis mineurs. On peut mentionner ici les partisans des *Greens* ou du projet d'un *New People's Party*, regroupant certains radicaux et déçus de la campagne de Sanders.

9 Que l'on peut définir en des termes marxistes comme « le mouvement 'pratique' » par lequel le « changement 'massif' » des hommes ne peut que s'opérer ; « l'unité dialectique de l'objectif et du subjectif, la *médiation* par laquelle la classe *en soi* devient *pour soi* » (Löwy).

10 On peut retrouver ce type d'analyses entre autres dans les textes publiés directement par le Bread & Roses Caucus (Bread & Roses DSA), mais également dans son journal *The Socialist Call* (voir par exemple Meyer).

11 Souvent abrégée en « MMT », c'est une théorie économique hétérodoxe proche du post-keynésianisme. De ces économistes, on peut notamment citer Stéphanie Kelton, associée à plusieurs reprises à *Justice Democrats* ou Alexandria Ocasio-Cortez (Ocasio-Cortez, Hasan) et qui a pu jouer un rôle de conseillère de premier plan dans la campagne de Sanders en 2016.

12 De ces droits une « garantie fédérale au travail », qui s'inspire directement d'écrits d'économistes de la MMT, est particulièrement mise en avant (Nersisyan et Wray).

13 Théorisé notamment dans son *Liberalism and Social Action* (1935), où Dewey préconise une refonte du libéralisme « classique » et laissez-fairiste en défendant entre autres le rôle du gouvernement dans la réduction des inégalités.

14 On pourrait citer par exemple certains décrets présidentiels concernant la question climatique, ou celle du non-renouvellement de contrats de prisons fédérales privées.

ABSTRACTS

Français
Les États-Unis connaissent depuis quelques années un renouveau socialiste, qui s'est manifesté par les succès de diverses organisations, de journaux mais aussi d'hommes et de femmes politiques désormais médiatiques. Grâce à un succès dans ses actions militantes mais aussi dans les urnes, ce mouvement a modifié dans une certaine mesure la composition de l'échiquier politique états-unien, et, à travers le mécanisme des primaires ouvertes, celle du Parti démocrate en elle-même. Cet article revient sur cette stratégie socialiste de contestation par primaire en l'analysant comme réponse au contexte institutionnel particulier du pays. Il examine dans un second temps les différentes approches au sein du mouvement qui, loin d'être unifiées dans leur attitude vis-à-vis du Parti démocrate, parviennent toutefois à proposer un projet politique commun.

English
In recent years, the United States has been experiencing a socialist revival, which has manifested itself through the successes of various organizations, publications but also now media-savvy politicians. Thanks to measured successes in militant actions and in the ballot boxes, this movement has modified to some extent the composition of the American political scene, and through the mechanism of open primaries, that of the Democratic Party. This article revisits this socialist strategy of primary challenges, seeing it as a response to the country's particular institutional context. It then examines the different approaches within the movement which, far from being unified in their attitude towards the Democratic Party, nevertheless manage to propose a common political project

INDEX

Mots-clés
socialisme, progressisme, DSA, Sanders (Bernie), AOC, Parti démocrate

Keywords
socialism, progressivism, DSA, Sanders (Bernie), AOC, Democratic Party

AUTHOR

Thomas Jeangirard
Thomas Jeangirard est doctorant en civilisation américaine au sein du laboratoire REMELICE (EA 4709) de l'université d'Orléans. Son projet de recherche, constitué sous la codirection des Professeures Karin Fischer (Université d'Orléans) et Lori Maguire (Université de Reims), a pour objet les nouvelles formes de la gauche dite radicale aux États-Unis, à travers l'étude des *Democratic Socialists of America*, une organisation socialiste contemporaine. Ses axes de recherche incluent l'histoire de la gauche et des mouvements sociaux aux États-Unis ainsi que ses expressions politiques contemporaines.
IDREF : https://www.idref.fr/284298328

III. L’élection présidentielle à l’échelle locale : zoom sur certains États-clés

Le Minnesota et la présidentielle de 2020 : une victoire en trompe-l'œil pour les démocrates

The 2020 Presidential Election in Minnesota: A trompe-l'oeil *Victory for Democrats*

Martine Azuelos and Cynthia Ghorra-Gobin

DOI : 10.35562/rma.705

Copyright
CC BY-SA 4.0

OUTLINE

Introduction
I. Le Minnesota dans la campagne de 2020 : retour sur les enjeux politiques d'une campagne incertaine jusqu'au bout
1. Donald Trump et le Minnesota : un « amour » contrarié
2. Le Minnesota dans le Midwest : une victoire relative au sein du Blue Wall
3. La progression des républicains sur la carte est révélatrice des difficultés du Democratic Farmer Labor Party (DFL)
II. La reconfiguration des territoires par l'économie de la connaissance et la mondialisation, grille de lecture des évolutions politiques de l'État
1. Structures économiques et dynamiques des territoires au Minnesota
2. « It's the Economy, Stupid! » : le rôle du contexte économique dans la campagne de 2020
Les difficultés persistantes de l'*Iron Range*
L'insertion du Minnesota dans l'économie internationale
Les effets de la pandémie de coronavirus sur l'activité et l'emploi
Conclusion

TEXT

Introduction

1 On n'a sans doute jamais autant parlé du Minnesota que depuis le 25 mai 2020, date du décès de George Floyd suite à son arrestation

par des policiers blancs dans le quartier sud de Minneapolis [1]. Les émeutes qui ont suivi et le puissant mouvement de colère à l'égard du racisme structurel qui s'est rapidement propagé dans les grandes villes américaines, puis à l'échelle planétaire, ont focalisé l'attention des médias du monde sur une ville et un État dont ils font généralement peu de cas. En 2020, le mouvement de révolte initié à Minneapolis a aussi eu un impact durable sur le déroulement de la campagne et sur les résultats des différents scrutins du 3 novembre.

2 Dans ce contexte, l'objectif de cet article est de contribuer à une meilleure connaissance de cet État en montrant d'abord (I) combien le Minnesota est, en dépit de spécificités propres, un bon miroir d'enjeux qui se sont posés au plan national et dans le Midwest pendant la campagne de 2020. Puis d'étudier (II) la façon dont les évolutions économiques et sociales propres à l'État peuvent aider à comprendre le vote de ses électeurs le 3 novembre 2020. Sans ignorer le rôle de facteurs socio-démographiques tels que l'affiliation ethno-raciale, l'âge, le genre ou le niveau de religiosité sur le comportement électoral (facteurs qui ont été abondamment étudiés), l'article fait le choix de braquer le projecteur sur la reconfiguration des territoires du Minnesota par l'économie de la connaissance et la mondialisation au cours des trente dernières années et sur les forces polarisantes que celle-ci a générées. Il donne ainsi à lire la progression du vote républicain dans le *Greater Minnesota* comme le reflet de ces forces qui ne semblent pas prêtes de s'estomper. Aussi la victoire de Joe Biden au Minnesota peut-elle apparaître comme une victoire en trompe-l'œil pour les démocrates.

I. Le Minnesota dans la campagne de 2020 : retour sur les enjeux politiques d'une campagne incertaine jusqu'au bout

1. Donald Trump et le Minnesota : un « amour [2] » contrarié

3 Le 30 septembre 2020, le lendemain de son premier débat télévisé avec Joe Biden, Donald Trump s'envolait pour le Minnesota. Il y ferait 3 étapes en moins de 24 heures, dont une à l'aéroport international de Duluth [3]. Le président sortant n'avait pas attendu l'événement tragique du 25 mai 2020 pour s'intéresser à ce « petit » État du Midwest, qui ne compte que 5,6 millions d'habitants. Cet intérêt attire l'attention, alors que Joe Biden, qui avait choisi de privilégier la communication électronique pendant la plus grande partie de sa campagne du fait de la propagation de l'épidémie de coronavirus, n'effectuera qu'une seule visite au Minnesota, le 18 septembre 2020. Pour comprendre cette différence d'approche entre les deux candidats, une étude réalisée un an avant l'échéance du 3 novembre 2020 révélait deux éléments très intéressants : d'une part, une grande partie de l'électorat du Minnesota n'était pas encore sûre ou très sûre de son choix pour 2020 ; d'autre part la personnalité de Trump et les politiques mises en œuvre pendant son mandat constitueraient, selon les dires des électeurs sondés, les facteurs les plus déterminants de leur vote (Kayser Foundation).

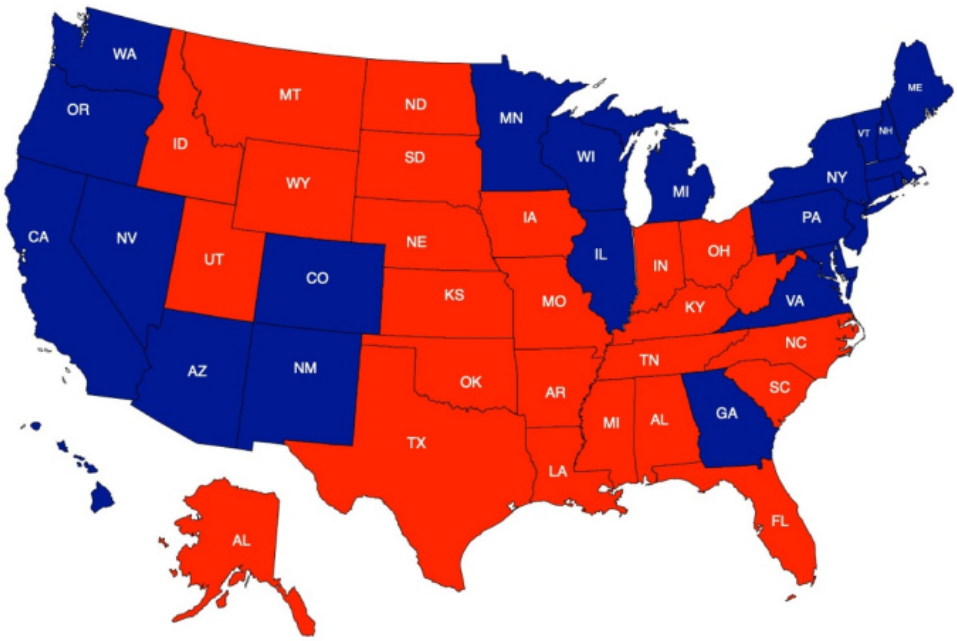
4 À ces éléments s'ajoutait le fait que lors de la présidentielle de 2016, alors que Trump l'avait emporté dans 10 des 12 États du Midwest, le Minnesota avait résisté, avec l'Illinois, à la lame de fond républicaine. Le score y avait toutefois été particulièrement serré, Hillary Clinton n'ayant devancé son rival que de 1,5 % des voix (44 765 voix sur plus de 2,7 millions).

5 Depuis lors, Trump était resté persuadé que s'il n'avait pas sous-estimé ses chances dans le Minnesota en 2016 et avait été suffisamment présent sur le terrain, il l'aurait emporté [4]. Ce qui explique que son équipe de campagne ait commencé, dès l'été 2018, à mobiliser les soutiens locaux du président et à investir des sommes colossales pour inverser son revers de 2016. Et que Donald Trump y ait été aussi beaucoup plus présent qu'en 2016 [5]. Si le scrutin du 3 novembre 2020 s'avérait serré, les 10 grands électeurs du Minnesota pourraient en effet peser lourd dans le résultat final [6]. Et,

de fait, cet État a été présenté comme un *swing state* pendant la plus grande partie de la campagne présidentielle de 2020 [7].

6 Ces efforts de l'équipe de campagne de Trump ont apparemment été vains : si, le 3 novembre 2020, celui-ci a perdu l'élection présidentielle au plan national, il a aussi perdu son pari de faire basculer le Minnesota dans le camp républicain. L'avance de Biden y est encore plus marquée qu'au plan national [8]. Qui plus est, le *Blue Wall* a été partiellement reconstitué dans le Midwest, le Wisconsin et le Michigan ayant rebasculé de justesse dans le camp démocrate (voir carte 1).

Carte 1. – Résultat national de l'élection présidentielle de 2020.



Source : carte réalisée par Martine Azuelos et Cynthia Ghorra-Gobin à partir des résultats du vote du collège électoral.

7 Le résultat des élections peut ainsi se lire comme un échec de Trump et du Parti républicain, tant au Minnesota qu'au niveau national. Mais, au regard des enjeux de la campagne qui s'est déroulée au Minnesota, il peut aussi se lire comme une victoire en trompe-l'œil pour les démocrates.

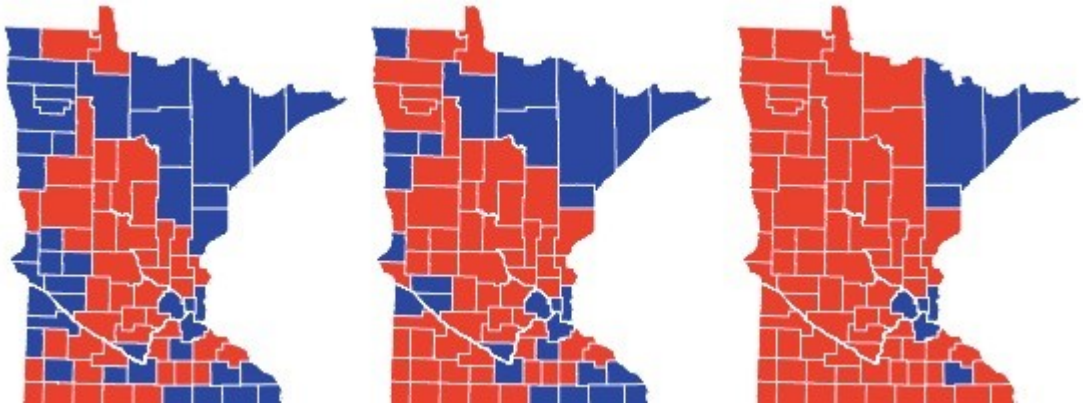
2. Le Minnesota dans le Midwest : une victoire relative au sein du Blue Wall

8 Le Minnesota est l'État situé le plus au nord des États-Unis (en dehors de l'Alaska) au niveau de la frontière avec le Canada. D'une superficie de 228 365 km² (un peu moins de la moitié de celle de la France), il ne comptait en 2018 que 5 629 416 habitants, dont 55 % résidaient dans l'aire métropolitaine de Minneapolis-Saint Paul-Bloomington [9] qui, avec ses 3,5 millions d'habitants, est la troisième du Midwest après Chicago (9,5 millions d'habitants) et Detroit (4,5 millions d'habitants). Le Minnesota s'inscrit ainsi dans le Midwest qui est l'une des quatre régions du pays telles que délimitées par le *Bureau of the Census* (*Census regions*). Les trois autres sont : l'Ouest, le Nord-Est et le Sud. Le Midwest, dont la population atteint 68,5 millions d'habitants en 2018, a pendant longtemps été qualifié de *breadbasket* des États-Unis : il a été associé à la *Corn Belt* et à la *Wheat Belt* en raison de la richesse de son agriculture (blé et maïs principalement, et élevage). Et lors des élections présidentielles de 2016, il a été présenté comme le territoire ayant permis la victoire de Trump.

9 Le Midwest inclut cinq États de la catégorie « Rust Belt states » : le Michigan, le Wisconsin, l'Indiana, l'Illinois, l'Ohio. La Pennsylvanie, localisée dans la région Nord-Est, appartient également à cette catégorie. L'expression de « ceinture de la rouille » fut employée à partir des années 1980 pour les désigner parce qu'ils avaient constitué le cœur industriel du pays et qu'ils étaient désormais frappés par la désindustrialisation. Elle ne reflète aujourd'hui qu'imparfaitement un paysage assez contrasté où des territoires encore en déclin côtoient des espaces en renaissance économique [10]. Mais, comme l'indique la carte 1, suite au résultat des élections présidentielles du 3 novembre 2020, le Minnesota et l'Illinois ont été rejoints par le Michigan, le Wisconsin et la Pennsylvanie alors que l'Ohio et l'Indiana ont voté pour le Parti républicain. En 2020, le Midwest, contrairement à 2016, a contribué à la victoire du Parti démocrate et de son candidat Joe Biden, à l'image du Minnesota et de l'Illinois.

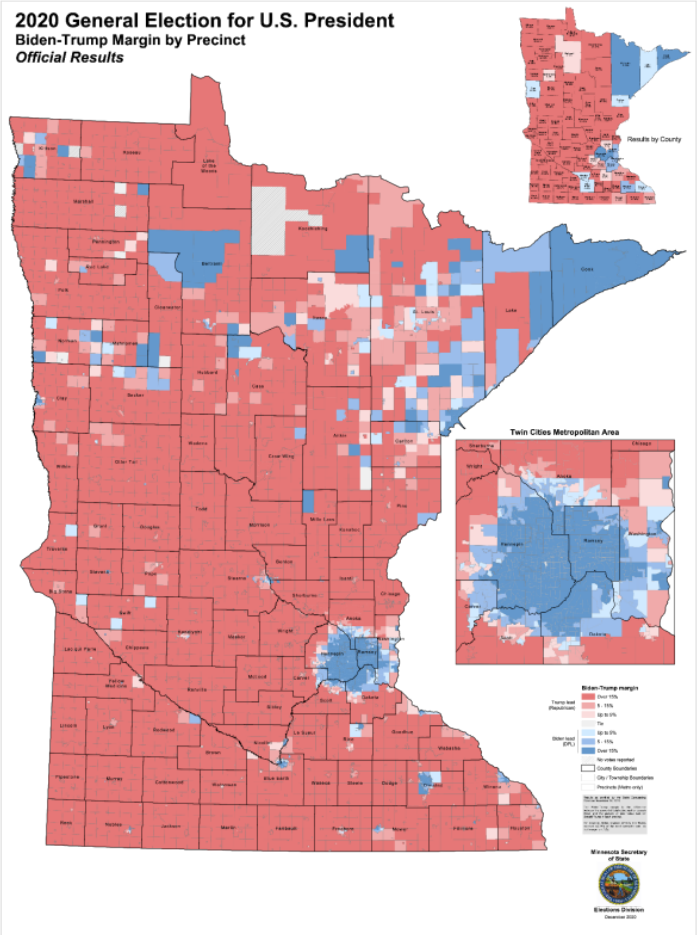
10 La victoire démocrate à la présidentielle doit toutefois être relativisée, au Minnesota comme ailleurs, si l'on prend en compte non seulement les espoirs qu'avaient fait naître les sondages d'opinion, mais aussi les résultats à l'échelle locale. Une autre réalité que celle que pourrait suggérer la couleur uniformément bleue de l'État figurant dans les cartes nationales (voir carte 1) apparaît en effet si l'on scrute les résultats de la présidentielle à l'échelle des comtés et des *precincts* [11]. Elle apparaît également si l'on s'intéresse aux résultats d'autres scrutins organisés le 3 novembre : un siège de sénateur au Sénat des États-Unis et huit sièges au Congrès des États-Unis étaient notamment en jeu, tout comme l'intégralité des postes de sénateurs et de représentants à la législature de l'État.

Carte 2. – Résultats de l'élection présidentielle au Minnesota par comté en 2008, 2012, 2016.



Source : Minnesota Secretary of State.

Carte 3. – Résultats de l'élection présidentielle de 2020 au Minnesota, par comté et par *precinct*.



Source : Minnesota Secretary of State.

11 Les cartes 2 et 3 font apparaître que si la progression du vote républicain au scrutin présidentiel, en marche depuis 2008, a quelque peu reflué en pourcentage des voix en 2020, l'opposition a continué de se creuser entre territoires ruraux et urbains, et notamment entre la métropole de Minneapolis-Saint Paul, capitale économique et politique de l'État (les *Twin Cities*), et la plus grande partie du reste du territoire, le *Greater Minnesota*. Sur les 87 comtés que compte l'État, seuls les neuf comtés les plus peuplés avaient placé Clinton en tête en 2016. Leur nombre est passé à 13 en 2020, mais il s'agit soit des comtés les plus peuplés, comme en 2016 [12], soit des comtés traditionnellement démocrates du nord-est de l'État — qui ont pourtant reconduit le républicain Pete Stauber comme représentant du 8e district au Congrès des États-Unis [13].

12 Une analyse plus fine de la réalité du vote au sein des comtés nous conduit à nuancer l'affirmation selon laquelle les couleurs bleu et rouge de la carte du résultat des élections présidentielles indiquent une opposition entre les villes et le *Greater Minnesota*. À l'échelle nationale, la carte du résultat des élections présidentielles de couleurs bleu et rouge est en effet souvent interprétée par les journalistes comme une opposition frontale entre les villes, banlieues et territoires ruraux : les villes votent pour le candidat démocrate, les territoires ruraux pour le candidat républicain et les banlieues sont divisées entre les deux partis. Ce point de vue fut dominant tout au long du XX^{e} siècle. Au début du siècle, c'est-à-dire quand les États-Unis devinrent une nation urbaine, on opposait communément les villes qui concentraient l'essentiel des emplois industriels et tertiaires et qui, à partir du *New Deal*, commencèrent à voter majoritairement pour le Parti démocrate, aux banlieues principalement blanches et résidentielles qui votaient pour le Parti républicain. Mais à la suite du recensement de 1990 qui indiqua que la société américaine était désormais suburbaine parce que le poids démographique des *suburbs* était supérieur à celui des villes et des territoires ruraux, le Parti démocrate a commencé à s'intéresser aux banlieues (Ghorra-Gobin). Le président-candidat Bill Clinton avait même choisi de s'adresser directement aux femmes des banlieues en les appelant *soccer moms* parce qu'il leur revenait d'assumer la charge de l'ensemble des activités extra-scolaires des enfants et de leur servir de chauffeur. En 2020, le président-candidat Trump s'est également adressé aux femmes des banlieues en leur disant que Biden avait l'intention d'« abolir les banlieues et de détruire le rêve américain » (*abolish the suburbs and destroy suburban lifestyles dream*). En visant ainsi les femmes blanches, il s'est trompé de cible parce que les banlieues ne sont plus principalement blanches depuis qu'elles attirent les minorités ethniques. À la suite de la géographe Wei Li, il est en effet devenu courant de parler d'« *ethnoburb* » pour évoquer l'avènement de banlieues multi-ethniques. Et en 2020 c'est le vote des *suburbs* qui a permis au Parti démocrate de gagner le Minnesota (Florida, Patino et Dottle). Un scénario identique s'est produit dans les États *battleground* du Midwest que le Parti démocrate avait perdus en 2016.

13 Si, d'un point de vue théorique, il est aisé de définir comtés urbains, suburbains et ruraux, il est plus difficile de les identifier sur le terrain. En effet, un comté peut contenir une diversité de territoires (urbains, suburbains, ruraux et périurbains) et la notion de *suburbs* est loin de revêtir une définition précise, comme l'indiquent Richard Florida et son équipe (Florida, Patino et Dottle). Un territoire métropolitain s'étend sur plusieurs comtés et tous les comtés ne votent pas pour le Parti démocrate, à l'instar du comté central. En prenant l'exemple du territoire du Conseil métropolitain de Minneapolis-Saint Paul qui couvre sept comtés, on relève que trois comtés (Scott, Anoka et Carver) ont voté pour le président Trump en 2020, comme les territoires ruraux du *Greater Minnesota*, alors qu'ils juxtaposent territoires urbains, suburbains et ruraux. Les quatre autres comtés (Hennepin, Ramsey, Dakota et Washington) ont voté pour Biden mais seuls les deux premiers peuvent être qualifiés d'urbains. Précisons également que les sept comtés sont façonnés par un paysage de maisons individuelles entourées d'un jardin, y compris dans les villes centres (hors *downtown*) que sont Minneapolis et Saint Paul (Ghorra-Gobin et Azuelos). Comme on le sait, peu de villes américaines offrent la densité urbaine de Manhattan ou Boston. Et le paysage métropolitain est très différent de celui qui peut être observé en France et en Europe, il s'étend horizontalement au-delà du *downtown*.

14 Aussi, comme le soulignent Florida, Patino et Dottle en citant le politiste du MIT Charles Stewart, la comparaison entre le vote démocrate et le vote républicain ne s'explique pas, comme le prétendent certains, par des qualités intrinsèques à l'écosystème urbain, suburbain ou rural, mais par le niveau d'éducation des électeurs. Si la carte 3, présentant le résultat des élections, indique que les comtés urbains et suburbains ont majoritairement voté pour le candidat démocrate alors que les comtés ruraux ont voté pour le candidat républicain, il ne faut pas oublier que les comtés ruraux correspondent aux territoires habités majoritairement par des personnes non diplômées de l'université ou des grandes écoles. Stewart évoque à ce propos l'*Educational Gap*. En d'autres termes le clivage se situe au niveau du diplôme et des qualifications des classes créatives, c'est-à-dire les individus insérés dans la mondialisation et dans l'économie de la connaissance. Ce point de vue est nuancé par

quelques observateurs qui déclarent que le facteur diplôme a été exacerbé par la personnalité de Donald Trump et serait peut-être moins pertinent pour comprendre le vote républicain lors d'autres élections présidentielles.

15 L'analyse du résultat des élections du 3 novembre 2020 au Minnesota confirme par ailleurs le diagnostic posé par Jonathan A. Rodden lorsqu'il souligne que le jeu des institutions, combiné aux évolutions économiques qui accentuent la polarisation entre les espaces urbains et les espaces ruraux aux États-Unis (voir ci-dessous, II^{e} partie), placent le Parti démocrate dans une situation difficile.

3. La progression des républicains sur la carte est révélatrice des difficultés du Democratic Farmer Labor Party (DFL)

16 Pour analyser la géographie électorale de l'État, certains auteurs parlent d'un « tissus à pois[14] », d'autres de « deux Minnesota » (Siders), d'autres allant jusqu'à évoquer l'existence de cinq « états dans l'État » (Weigel). Quoi qu'il en soit, il est clair que les évolutions de l'électorat au cours des deux dernières décennies ont érodé les bases du soutien d'une grande partie du monde rural et des cols bleus au DFL. Allié au Parti démocrate à l'échelle nationale, c'est pourtant ce DFL qui a fait du Minnesota un bastion démocrate dont furent originaires deux vice-présidents dans les années 1960 et 1970, Hubert Humphrey et Walter Mondale. Ce parti avait été créé en 1944 par fusion du Parti démocrate du Minnesota et du *Farmer Labor Party*, lui-même fondé au début des années 1920 sur la base d'un programme très progressiste apte à séduire un électorat populaire principalement composé de paysans et d'ouvriers[15]. Ses succès électoraux poussèrent le Parti démocrate à s'en rapprocher, lui qui n'avait pas eu d'élu au poste de sénateur de l'État depuis la guerre de Sécession, ni de gouverneur depuis 1915. Le rapprochement porta ses fruits à partir des années 1960, au point qu'aucun candidat républicain à l'élection présidentielle n'est arrivé en tête au Minnesota depuis 1972.

17 Mais les affrontements furent souvent vifs entre l'aile gauche du DFL et son aile modérée et ils le restent aujourd'hui, même si la sociologie de l'électorat du DFL, très éloignée de celle des origines, a évolué au fil des mutations qu'a connues l'État sur les plans économique et démographique (voir ci-dessous, II^{e} partie). L'opposition entre les différents courants idéologiques qui animent le Parti démocrate à l'échelle nationale était également bien illustrée en 2020, localement, par les personnalités de la sénatrice Amy Klobuchar ou du gouverneur Tim Walz, d'une part, et des représentants au Congrès des États-Unis Ilhan Omar, Angie Craig et Collin Peterson de l'autre. Klobuchar et Walz sont des centristes qui militent pour des positions capables d'« unifier » le Minnesota autour de politiques susceptibles de défendre les intérêts de l'ensemble de ses habitants. Angie Craig rejoint leur positionnement modéré en défendant l'accès aux soins de santé et à l'éducation pour les plus démunis, tout comme le soutien aux territoires ruraux, mais elle s'est aussi fait connaître en militant pour les droits des homosexuels. Ilhan Omar, qui avait soutenu Bernie Sanders pendant les primaires, s'est fortement investie dans le mouvement *Black Lives Matter* après le décès de George Floyd et campe fermement à l'extrême gauche du Parti démocrate. À la Chambre des représentants des États-Unis, elle était membre de la « Squad », ces quatre démocrates élues aux *midterms* de 2018 contre lesquelles Donald Trump s'est particulièrement déchaîné pendant sa présidence. Collin Peterson, enfin, était l'un des deux représentants démocrates à avoir voté contre l'*impeachment* de Donald Trump en janvier 2020. Élu d'une circonscription rurale (la septième) depuis 1991, il présidait la Commission pour l'Agriculture de la Chambre en 2019-2020 et s'était illustré en défendant avec fermeté les intérêts des agriculteurs au cours de la renégociation de l'ALENA. Connu pour ses positions très conservatrices sur le plan sociétal, il avait voté contre l'Obamacare en 2010. Son cuisant échec face à la candidate républicaine Michelle Fischbach le 3 novembre 2020 semble toutefois mettre en évidence l'impasse à laquelle conduit ce type de positionnement pour un candidat démocrate dans le contexte politique local actuel.

18 Le rapport de forces entre l'aile gauche du DFL et son courant centriste se lit dans les pourcentages obtenus par les différents candidats à la primaire du 3 mars 2020 (*Super Tuesday*) au

Minnesota : 53,5 % des votants ont exprimé un choix en faveur des candidats centristes [16], contre 45,5 % pour ceux représentant l'aile gauche du parti [17]. Si la campagne présidentielle a permis au DFL d'afficher un front commun contre Donald Trump, son affaiblissement relatif vis-à-vis des républicains est apparu dans les résultats des élections au Congrès des États-Unis alors que ses dissensions internes se sont affichées à l'occasion de la campagne pour le renouvellement des membres de la législature de l'État, et notamment au Sénat dont la reconquête était affichée comme l'objectif à atteindre en 2020.

19 Les résultats des élections au Congrès des États-Unis révèlent en effet un affaiblissement relatif du DFL vis-à-vis du Parti républicain. L'objectif, pour le DFL, était de conforter la victoire du candidat démocrate à la présidentielle tout en conservant ses deux élues au Sénat et en augmentant le nombre de ses quatre représentants à la Chambre. Cet objectif n'a été que partiellement atteint : certes la sénatrice Tina Smith a été réélue, mais l'échec de Collin Peterson réduit à trois le nombre des représentants démocrates de l'État à Washington.

20 La même tendance est observable dans le résultat des élections à la législature de l'État dont l'enjeu était, pour les démocrates, de mettre fin à la cohabitation à laquelle ils étaient tenus depuis 2015 en confortant leur majorité à la Chambre et en reconquérant le Sénat. La reconquête du Sénat apparaissait comme importante, à court comme à moyen terme : à court terme, elle devait permettre de mettre fin à la situation de blocage institutionnel (*gridlock*) qui empêchait le DFL de faire voter certaines mesures sur lesquelles aucun compromis n'était possible avec les républicains ; à moyen terme, elle devait lui assurer de garder la main sur les opérations de redécoupage électoral (*redistricting*) qui devraient avoir lieu en 2021, une fois communiqués les résultats du recensement de 2020. Ces opérations engageraient l'avenir pour la décennie suivante, la modification de la carte électorale pouvant avantager l'un ou l'autre parti [18]. Or, à l'issue des élections du 3 novembre 2020, la majorité du DFL fut amputée de 5 sièges à la Chambre (pour passer à 70 D / 64 R) alors que le Sénat conservait une majorité républicaine, celle-ci étant même confortée par la défection de deux sénateurs DFL fraîchement réélus qui

annoncèrent le 18 novembre 2020 qu'ils allaient constituer un groupe indépendant [19].

21 Ce dernier développement mérite qu'on s'y arrête car il permet de comprendre certaines des dynamiques internes au DFL en 2020. Les deux sénateurs « renégats » — Tom Bakk et David Tomassoni — sont des figures historiques du parti et représentent des districts où l'audience du DFL est en net recul face à la popularité grandissante des thématiques mises en avant par le Parti républicain [20]. Tous deux sont nés au Minnesota, dans les circonscriptions (*districts*) qu'ils représentent au sein de l'*Iron Range*, et ont, derrière eux, une carrière de près de trente années au sein du DFL [21]. Les raisons invoquées par Tom Bakk lors de l'annonce de leur défection mettent en avant le climat conflictuel — la « polarisation » — qui a envahi la vie politique au Minnesota comme au plan national, mais aussi la volonté de défendre les intérêts des électeurs de la région qu'ils représentent et le secteur des ressources naturelles qui y constitue le vivier traditionnel de l'emploi :

> We have always represented our districts as bipartisan and moderate members of the Legislature. Forming this new caucus is just a natural progression of aligning more with moderate than the far right or left […]. Additionally, we will not stray from the values of Northern Minnesota and what our people are most passionate about—our economy and jobs that support our families and our economic lifeline of mining and wood products. Our natural resource-based economy is critical to our region of the state. (Cité dans Ferguson et Lovrien)

22 Certes, Bakk et Tomassoni ont aussi obtenu, grâce à cette défection, des récompenses personnelles, sous la forme de deux présidences de commissions sénatoriales accordées par la majorité républicaine. Mais, plus fondamentalement sans doute, cet épisode éclaire aussi le choix stratégique opéré par le groupe DFL au Sénat du Minnesota en janvier 2020 en élisant Susan Kent à sa tête, évinçant par là même le « vétéran » Tom Bakk. Entrée en politique en 2016, cette élue du 53^{e} district incarnait la réorientation du DFL pour capter l'électorat des territoires remodelés par l'avènement de l'économie de la connaissance et devenus les pôles de croissance démographique et économique de l'État (y compris les banlieues aisées) : c'est à cet

objectif que répond le choix de candidats plus jeunes et qui, comme Susan Kent, sont souvent venus d'ailleurs, incarnent la diversité et s'engagent non plus seulement pour la justice sociale mais pour des causes sociétales [22] ou la défense de l'environnement.

23 Le fossé qui se creuse entre ces nouveaux élus et les élus incarnant la ligne traditionnelle du DFL dans l'État rend tout aussi difficile la recherche de consensus que la polarisation DFL-GOP qui a été exacerbée par la personnalité de Trump, la violence de ses propos et les flambées de violence urbaine qui ont marqué la campagne de 2020. Ces conflits augurent mal de la capacité des élus du Minnesota à privilégier le consensus et à parvenir à des solutions de compromis, comme ce fut si souvent le cas dans l'histoire récente de l'État (Orfield). Le cas du Minnesota fait ainsi écho à des questions auxquelles Joe Biden et les démocrates du Congrès des États-Unis se sont trouvés confrontés dès janvier 2021. Ses évolutions politiques reflètent par ailleurs la reconfiguration de ses territoires par l'économie de la connaissance et la mondialisation, tendances de long terme qui ne semblent pas prêtes de s'estomper.

II. La reconfiguration des territoires par l'économie de la connaissance et la mondialisation, grille de lecture des évolutions politiques de l'État

1. Structures économiques et dynamiques des territoires au Minnesota

24 Le terme d'« économie de la connaissance » désigne une réalité empirique, à savoir l'ensemble des secteurs d'activité « intensifs en connaissance » (*knowledge industries*), qu'il s'agisse de la production des connaissances, de leur diffusion, mais aussi des secteurs dans lesquels l'innovation scientifique et technologique constitue une source importante de la création de valeur. Le terme désigne aussi une forme particulière et historique de structuration des activités

économiques (*knowledge economy*) dans laquelle la production et la diffusion des connaissances scientifiques et techniques sont identifiées comme le moteur de la croissance (Azuelos, 2016b).

25 L'avènement de l'économie de la connaissance, qui s'est fortement accéléré depuis les années 1990, a complètement transformé l'économie du Minnesota. Si celle-ci est encore parfois associée à ses piliers traditionnels — l'agriculture, les mines et l'industrie manufacturière —, cette représentation est aujourd'hui largement obsolète. Sa structure est très diversifiée et reflète assez largement celle des États-Unis dans leur ensemble (Ghorra-Gobin et Azuelos) : les services représentent aujourd'hui 88 % du PIB et 84 % de l'emploi de l'État [23]. La part de l'agriculture (2 % du PIB), du secteur minier et de l'industrie manufacturière (15 %) dépasse légèrement celle qu'elles occupent dans l'économie nationale, mais parmi les principaux secteurs d'activité représentés au Minnesota on compte la finance, l'assurance, les services professionnels, scientifiques et techniques, les services d'enseignement et de santé — secteurs appartenant à l'économie de la connaissance. Il est significatif, à cet égard, que la population soit particulièrement bien formée : le Minnesota bénéficie d'un excellent système d'enseignement public, c'est l'État qui a le plus grand pourcentage d'adultes titulaires du diplôme de fin d'études secondaires (93 %), se classant en neuvième place au plan national pour le pourcentage de titulaires d'un diplôme d'études supérieures.

26 La diversité de la structure économique du Minnesota apparaît aussi très nettement lorsque l'on quitte l'échelle de l'État pour se focaliser sur l'échelle des régions qui le composent, et des comtés. Les activités de services dominent partout, notamment les activités liées au tourisme, que « l'État aux dix mille lacs » s'est attaché à développer. L'agriculture et l'agro-alimentaire restent très implantés dans le sud, l'ouest et le nord-ouest, alors que l'exploitation du bois et du minerai de fer continuent à dominer l'activité du nord-est (*Iron Range* [24]). L'industrie manufacturière est très présente dans le centre et le sud, ainsi que dans la métropole, dont le dynamisme doit beaucoup à la présence en son sein d'une série de clusters très innovants dans l'industrie ou les services et caractérisés par un fort niveau d'investissements en R&D : technologies de la santé, finance et assurance, technologies de l'information, agroalimentaire, services

avancés aux entreprises. Le cluster des technologies médicales est en particulier classé au second rang au plan national.

27 Aucune autre métropole de 3,6 millions d'habitants aux États-Unis ne concentre autant de sièges sociaux de grandes entreprises (Shaver) : on y dénombre 5 sociétés du classement *Fortune Global* 500, 19 sociétés du *Fortune* 500, quelques sièges états-uniens de sociétés multinationales, et Cargill, qui était encore en 2019 la plus grosse entreprise non cotée en bourse des États-Unis. La présence des sièges de ces puissantes entreprises a facilité le développement du capital risque et d'un processus d'essaimage qui a alimenté la création de nombreuses startups, donnant ainsi naissance à un écosystème local d'innovation dont le développement a largement bénéficié de la qualité du système éducatif de l'État et de la présence d'universités de recherche locales : les *Twin Cities* concentrent ainsi 80 % des emplois d'informaticiens, de mathématiciens, de juristes et de spécialistes du management et de la finance de tout le Minnesota ; 7,2 % des emplois y relèvent des domaines de la science, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM). Ceci explique à la fois que le revenu médian par ménage y soit plus élevé que dans le reste de l'État, mais aussi que les inégalités de revenus y soient plus marquées. L'écart se creuse, en effet, entre les titulaires de ces emplois qualifiés, qui participent pleinement au développement de l'économie de la connaissance, et les autres salariés, notamment ceux qui travaillent dans des services comme le commerce de détail, la restauration et l'hôtellerie, ou encore les services à la personne — emplois traditionnellement mal rémunérés. Ces inégalités de revenus se sont accrues depuis les années 1980, et même si le phénomène a été moins prononcé que dans des métropoles plus importantes aux États-Unis, il n'en reflète pas moins une tendance observable à l'échelle nationale (Abel et Deitz ; Legg et Nguyen ; Center for Rural Policy and Development). Les inégalités augmentent avec la taille de la métropole et sont largement fonction de l'augmentation de la demande de travail qualifié en leur sein (Muro et Maxim). Elles se doublent de phénomènes de ségrégation territoriale à l'échelle de la métropole (Berkes et Gaetani) et de fortes disparités, à l'échelle de l'État, entre celle-ci et le *Greater Minnesota*.

2. « It's the Economy, Stupid! » : le rôle du contexte économique dans la campagne de 2020

Les difficultés persistantes de l'*Iron Range*

28 Chez les *blue collars* de l'*Iron Range* qui subissent une baisse continue de leurs revenus réels depuis les années 1990 et voient le chômage progresser dans le secteur minier, le sentiment s'est répandu que la croissance de la métropole les laisse de côté, en même temps que le mode de vie et les évolutions sociétales de la population métropolitaine sont aux antipodes de leur propre mode de vie, auquel ils restent farouchement attachés. La protection de l'environnement et la défense des droits des Amérindiens constituent une autre ligne de fracture entre une grande partie de la population des territoires ruraux et celle de la métropole, comme l'a bien illustré, tout au long de la campagne, le débat sur le remplacement de la *Line* 3, cet oléoduc traversant le nord-est de l'État pour relier l'Alberta au terminal de Superior (Wisconsin)[25]. Tout ceci explique le soutien déclaré de six maires démocrates de l'*Iron Range* à Donald Trump : « Like many in our region, we have voted for Democrats over many decades. […] We didn't choose to leave the Democratic Party, the party left us. » (Trump Campaign)

29 Le score réalisé par Trump dans la région, et notamment dans le comté de Koochiching (60 %) le 3 novembre 2020 permet de mesurer que le sentiment d'avoir été « abandonnés par le Parti démocrate » y est très majoritaire et s'enracine largement, sinon exclusivement, dans le déclin économique et la montée du chômage dans ce territoire[26]. À cet égard, l'*Iron Range* peut apparaître comme un microcosme de l'Amérique « rurale » (Beaumont ; Rodden), mais aussi du réalignement électoral des ouvriers blancs qui a bénéficié au Parti républicain et qu'éclairent Herbert P. Kitschelt et Philipp Rehm. L'analyse de David Autor, David Dorn, Gordon Hanson et Kaveh Majlesi, qui se focalise sur l'effet de la concurrence des importations chinoises sur l'accentuation de la polarisation politique à l'échelle des bassins d'emplois au cours des deux dernières décennies, aide aussi à comprendre l'évolution de cet électorat. Les enjeux liés à l'insertion

du Minnesota dans l'économie internationale semblent en tout cas avoir pesé sur le scrutin présidentiel en 2020.

L'insertion du Minnesota dans l'économie internationale

30 Comme Autor *et al.*, Jensen, Quinn et Weymouth rappellent que si la mondialisation fait des gagnants et des perdants, il faut se situer à l'échelle locale pour saisir quels en sont les effets sur le vote de ceux qu'elle affecte. En effet, se situer à l'échelle nationale, ou même à celle des États fédérés, empêche de percevoir les effets de répartition qu'elle induit sur les secteurs et les territoires. La structure économique des comtés et l'importance relative en leur sein de secteurs bien armés pour faire face à la concurrence internationale sont déterminantes pour expliquer si les électeurs vont voter pour le candidat sortant ou son parti (Jensen, Quinn et Weymouth 4).

31 Les deux signes les plus visibles de l'insertion du Minnesota dans la mondialisation sont peut-être l'aéroport international de Minneapolis-Saint Paul et le *Mall of America*, tous deux situés dans le comté de Hennepin qui a voté à 70,45 % pour Joe Biden en 2020. L'aéroport, qui est situé à une quinzaine de kilomètres du centre de la capitale, est le plus important de la région Upper Midwest et le troisième *hub* (plaque tournante) de la compagnie Delta Airlines. À quelques minutes de l'aéroport, sur la commune de Bloomington, le *Mall of America* est le centre commercial le plus visité des États-Unis, doublé du plus grand parc d'attractions couvert du pays.

32 Pour emblématiques que soient l'aéroport et le *mall* du développement d'activités comme le transport aérien et le tourisme au Minnesota, la dimension internationale de ces activités doit être relativisée : les 7,5 % d'étrangers empruntant l'aéroport ou visitant le *mall* soulignent la vocation principalement domestique de ces deux lieux. De même, les exportations de biens et de services ne représentaient elles que 6,5 % du PIB du Minnesota en 2018. Il faut toutefois se garder d'en conclure que les modalités de l'insertion de l'État dans l'économie internationale sont sans grande importance sur les choix de ses électeurs. Bien au contraire. Mais leur importance varie en fonction des territoires où vivent ces électeurs et des

secteurs d'activité dans lesquels eux-mêmes ou leurs proches sont (ou ont été) employés.

33 Ainsi, le Minnesota exporte le tiers de sa production agricole, ce qui le place au cinquième rang national, et même en seconde place pour les exportations de porc et en troisième pour les exportations de soja (Office of the United States Trade Representative). En dehors des denrées agricoles, les principales catégories de produits manufacturés exportés sont les instruments et appareils médicaux, les produits électroniques et électriques, l'équipement de transport et les produits chimiques et pharmaceutiques. La métropole MSP se taille la part du lion dans l'activité exportatrice : 84 % des exportations de biens en sont originaires, les aires métropolitaines de Duluth, Rochester, St. Cloud et Mankato se situant loin derrière. Ces exportations sont génératrices de 118 000 emplois qui sont généralement rémunérés au-dessus de la moyenne nationale, contribuant ainsi à la bonne performance du Minnesota en termes de niveau de vie. Les principaux pays destinataires sont le Canada, le Mexique et la Chine, suivis d'assez loin par le Japon et l'Allemagne. On conçoit, dans ce contexte, l'enjeu qu'ont constitué au Minnesota, pendant le mandat de Donald Trump, l'abandon du projet d'accord de partenariat transpacifique (TPP), la renégociation de l'ALENA et la guerre commerciale avec la Chine.

34 Le projet de TPP avait été négocié par l'administration Obama avec 11 autres nations de la région Asie-Pacifique dans le cadre de son « pivot vers l'Asie » et dans le but d'endiguer la progression de l'influence chinoise dans la région [27]. Signé en février 2016, l'accord n'avait pas pu être soumis à la ratification du Congrès dans le contexte d'une campagne où il faisait très largement débat. Au Minnesota, l'opinion était partagée à son sujet. Il inquiétait les entreprises minières et sidérurgiques, et leurs salariés, qui estimaient qu'il exacerberait la concurrence étrangère dans des secteurs souffrant déjà du *dumping* des exportateurs japonais et chinois [28]. La plupart des agriculteurs soulignaient au contraire les bénéfices qu'ils pourraient tirer de l'accord, près de la moitié de leurs exportations étant destinées aux pays concernés par le TPP. La décision de désengager les États-Unis de l'accord, annoncée par Donald Trump une semaine après son entrée en fonction, ne fit donc pas l'unanimité dans l'État.

35 La renégociation de l'ALENA, qui était une promesse phare de la campagne de Donald Trump et dont les pourparlers furent lancés dès août 2017, fut, elle aussi, suivie de très près par les acteurs économiques et politiques locaux. L'accord conclu sous le nom de United States Mexico Canada Agreement (USMCA) va clairement dans le sens des intérêts des agriculteurs du Minnesota, les amendements négociés par la majorité démocrate à la Chambre présentant aussi un certain nombre de garanties pour les secteurs industriels et les travailleurs. Son adoption par le Congrès en décembre 2019, avec le soutien du Parti démocrate [29], n'est sans doute pas étranger à la progression de la popularité de Donald Trump dans l'État début 2020.

36 La guerre commerciale avec la Chine a également suscité beaucoup d'inquiétudes au Minnesota. La volonté de lutter contre les pratiques déloyales de Pékin — autre promesse phare du candidat Trump — n'y suscitait guère d'opposition. Mais les effets négatifs de la mise en place des sanctions américaines et les mesures de rétorsion chinoises n'ont pas tardé à alarmer. D'abord les agriculteurs, victimes de l'augmentation des droits de douane chinois sur leurs exportations. Mais aussi les représentants de l'industrie et leurs salariés (Medical Alley Association). Si l'accord conclu en janvier 2020 a permis d'apaiser temporairement les tensions commerciales entre les deux pays, il a mis en évidence, au Minnesota comme ailleurs, les risques créés par une insertion accélérée dans une économie mondialisée.

37 Ainsi, comme le relèvent Parrilla et Bouchet, les territoires dont l'économie repose largement sur l'agriculture ou la sidérurgie ont été particulièrement affectés par les mesures adoptées entre 2017 et 2020. Dans l'*Iron Range* les tarifs sur l'acier importé ont été d'autant mieux accueillis que l'administration Trump avait aussi donné un coup de pouce à l'exploitation des mines de fer locales, et ces mesures ont joué en faveur du Parti républicain dans la région. Dans le sud, l'ouest et le nord-ouest de l'État, qui restent très dépendants de l'agriculture et de l'agroalimentaire et exportent 30 % de leur production, l'inquiétude et le mécontentement ont d'abord prévalu, ce qui peut en partie expliquer que la progression du vote républicain y ait été contenue aux *midterms* de 2018. Mais les subventions massives accordées aux agriculteurs de 2018 à 2020, puis les excellentes récoltes de 2020, ont conforté le vote républicain en novembre 2020.

Les effets de la pandémie de coronavirus sur l'activité et l'emploi

38 Si la pandémie a, au Minnesota comme partout, entraîné une contraction de l'activité et une progression du chômage, la récession y a été relativement moins sévère en 2020 que dans d'autres États, comme ce fut d'ailleurs aussi le cas pendant la Grande Récession de 2008-2009 (Thiede et Monnat). L'activité s'est certes contractée de 31,3 % au deuxième trimestre 2020 et le chômage y a fortement progressé, en particulier dans la métropole [30]. Mais le plan de soutien à l'activité adopté par la législature du Minnesota et celui introduit, à l'échelle fédérale, par le *CARES Act* fin mars 2020 [31], ont permis un retournement rapide de la conjoncture. Couplées au déconfinement progressif mis en œuvre dans l'État à partir de la mi-mai et au reflux de l'épidémie au cours de l'été, ces mesures expliquent qu'au moment de la tenue des élections de novembre le chômage ait fortement reflué. Mais à 4,2 % dans la métropole il dépassait toujours les 3,9 % enregistrés dans l'État — dont la situation semblait néanmoins enviable, le taux national atteignant alors 6,9 %.

39 Ces évolutions conjoncturelles sont à mettre en relation avec une série de facteurs, qui tiennent tant à la structure de l'activité au sein de chaque État qu'à sa démographie et à ses institutions propres (Azuelos, 2016a ; Thiede et Monnat). Les secteurs les plus affectés en 2020 ayant été le secteur minier, les industries gazière et pétrolière, l'enseignement, la culture, l'hôtellerie, la restauration, les territoires les plus intensifs en ces activités ont le plus souffert, et les *Twin Cities* se sont trouvées en première ligne. Les minorités ethniques, traditionnellement surreprésentées dans les emplois de services requérant peu de qualifications (hôtellerie-restauration notamment) y ont été particulièrement touchées, leur concentration sur ce territoire y constituant une réalité propre à un État dont la population reste encore à 80 % blanche même si sa composition ethnique s'est considérable diversifiée dans la période récente, et singulièrement depuis 2010 [32]. Ces catégories, déjà davantage frappées par la pauvreté [33], ont plus souffert du chômage que d'autres [34]. Selon quelques études préliminaires publiées immédiatement après les élections de 2020, les inégalités se sont aussi creusées et la communauté noire en a été particulièrement

affectée, ce qui explique en partie l'ampleur de sa réaction au décès de George Floyd (Ingraham) tout comme sa forte mobilisation en faveur de Biden [35].

40 Face à l'incapacité de l'administration Trump de parvenir à un accord avec le Congrès pour prolonger le plan de relance introduit par le *CARES Act*, dont les dispositions ne couvraient que l'année 2020, la législature du Minnesota a adopté, le 16 octobre 2020, un plan historique d'investissement dans des grands travaux d'infrastructure. Ce plan sera financé par un emprunt d'1,9 milliards de dollars, somme la plus importante jamais empruntée par l'État, l'une des finalités étant de créer des emplois dans des secteurs d'activité employant notamment des cols bleus, dont les revenus se sont fortement dégradés depuis la fin des années 1990.

Conclusion

41 L'analyse des enjeux de la présidentielle de 2020 dans le Minnesota fait donc apparaître que la victoire de Joe Biden y est, à bien des égards, une victoire en trompe-l'œil pour les démocrates. Certes, la progression de son score par rapport à celui réalisé par Hillary Clinton en 2016 a été nette dans les territoires déjà acquis aux démocrates, en particulier dans les centres urbains et notamment dans ceux de la métropole où le poids du vote noir a joué. Et s'il a progressé dans d'autres, notamment dans les banlieues des *Twin Cities*, on peut faire l'hypothèse que c'est pour des raisons ayant plus à voir avec le niveau d'éducation des électeurs, la personnalité des deux candidats et leur positionnement sur un éventail très diversifié de sujets, notamment sociétaux, qu'avec la capacité du Parti démocrate à rassembler une large coalition autour d'un projet unificateur. La forte récession enregistrée au deuxième trimestre 2020 du fait de la pandémie n'aura, semble-t-il, eu que des effets marginaux sur le comportement des électeurs — d'autant que la reprise amorcée au cours de l'été pouvait laisser espérer, le 3 novembre, une sortie du tunnel.

42 Plus fondamentalement, cependant, la reconfiguration des territoires du Minnesota par l'économie de la connaissance (exigeant des personnes hautement qualifiées) ainsi que les enjeux de leur insertion dans la mondialisation ont pesé sur le résultat de la présidentielle,

mais aussi sur ceux des élections au Congrès des États-Unis et à la législature de l'État du Minnesota. Elles constituent des grilles de lecture qui permettent de voir dans la progression du vote républicain dans le *Greater Minnesota*, processus de long terme enclenché dès le début des années 2000, le reflet de forces très polarisantes. Or ces forces ne semblent pas prêtes de s'estomper, du moins tant que le DFL — tout comme le Parti démocrate à l'échelle nationale — n'aura pas mis en œuvre de stratégie permettant d'en contrer les effets socio-économiques.

43 Le récit de l'élection présidentielle à partir d'un ancrage dans le Minnesota met ainsi en lumière les contrastes entre, d'une part, les électeurs disposant d'un niveau d'éducation élevé et insérés dans la mondialisation et, d'autre part, les électeurs victimes de la désindustrialisation et ne bénéficiant pas des avantages de l'économie de la connaissance en raison de leurs qualifications limitées. Il offre une visibilité forte à toutes les tensions qui traversent la société américaine au-delà de la simple opposition entre États bleus et États rouges et entre territoires urbains et territoires ruraux. Il laisse aussi présager que la présidence de Joe Biden, en dépit de la majorité qu'il a obtenue dans les deux chambres du Congrès, serait loin d'être aisée. En d'autres termes la victoire du Parti démocrate ne serait qu'une victoire en trompe-l'œil.

BIBLIOGRAPHY

Abel, Jaison R. et Deitz, Richard. « Why Are Some Places So Much More Unequal than Others? ». *Federal Reserve Bank of New York Economic Policy Review*, vol. 25, n° 1, 2019, p. 58-75.

Autor, David, Dorn, David, Hanson, Gordon et Majlesi, Kaveh. « Importing Political Polarization? The Electoral Consequences of Rising Trade Exposure ». *American Economic Review*, vol. 110, n° 10, 2020, p. 3139-3183.

Azuelos, Martine. « A U.S. National Model of Capitalism? Lessons from the Great Recession » dans Laurence Cossu-Beaumont, Jacques-Henri Coste et Jean-Baptiste Velut (éds), *The Crisis and Renewal of American Capitalism: A Civilizational-Economic Approach*. Londres / New York : Routledge, 2016a, p. 119-145.

Azuelos, Martine. « L'économie de la connaissance aux États-Unis : concepts, institutions, territoires ». *Revue électronique LISA, LISA e-Journal*, vol. XIV, n° 1,

2016b. <https://doi.org/10.4000/lisa.8838>.

Beaumont, Thomas. « Biden's Win Hides a Dire Warning for Democrats in Rural U.S. ». *Associated Press*, 27 novembre 2020, <https://apnews.com/article/election-2020-donald-trump-tom-bakk-iowa-minnesota-01881b095d7a8b0d7b61923c4a93627d> (consulté le 8 novembre 2021).

Berkes, Enrico et Gaetani, Ruben. *Income Segregation and Rise of the Knowledge Economy*. University of Toronto Rotman School of Management, Working Paper nº 3423136, 2019.

Center for Rural Policy and Development. *The Rural Atlas*. <https://center-for-rural-policy.shinyapps.io/Atlas_2021/> (consulté le 8 novembre 2021).

Clayton, Chris. « The Polka-Dot State ». *Mlps St Paul Magazine*, 20 décembre 2016. <https://mspmag.com/arts-and-culture/the-polka-dot-state/> (consulté le 8 novembre 2021).

Democratic Party Platform, 2020. <https://democrats.org/where-we-stand/party-platform/> (consulté le 8 novembre 2021).

Economist (*The*). « Swing States: Minnesota. A Polka-Dot Place. A Formerly Reliable Democratic State Is Now Much Less So ». *The Economist*, 4 septembre 2008. <www.economist.com/united-states/2008/09/04/a-polka-dot-place> (consulté le 8 novembre 2021).

Ferguson, Dana et Lovrien, Jimmy. « Iron Range Senators Bakk, Tomassoni Break with DFL to Form Independent Caucus ». *Twincities.com*, 18 novembre 2020, <www.twincities.com/2020/11/18/bakk-tomassoni-break-with-democrats-to-form-senate-independent-caucus/> (consulté le 8 novembre 2021).

Florida, Richard, Patino, Marie et Dottle, Rachael. « How Suburbs Swung the 2020 Election ». *Bloomberg.com*, 17 novembre 2020, <www.bloomberg.com/graphics/2020-suburban-density-election/> (consulté le 8 novembre 2021).

Ghorra-Gobin, Cynthia. « Election présidentielle : Bill Clinton et la société suburbaine ». *Le Monde*, 30 octobre 1996, p. 16.

Ghorra-Gobin, Cynthia et Azuelos, Martine. « Le Minnesota : comprendre les enjeux nationaux au prisme des territoires ». *Potomac Papers*, nº 39, septembre 2020. <www.ifri.org/fr/publications/notes-de-lifri/potomac-papers/minnesota-comprendre-enjeux-nationaux-prisme-territoires> (consulté le 8 novembre 2021).

Henneton, Lauric. « Rust Never Sleeps : la double résurrection de la Rust Belt ». *Politique américaine*, nº 1, 2020, p. 11-35.

Ingraham, Christopher. « Racial Inequality in Minneapolis Is among the Worst in the Nation ». *Washington Post*, 30 mai 2020. <www.washingtonpost.com/business/2020/05/30/minneapolis-racial-inequality/> (consulté le 8 novembre 2021).

Jensen, J. Bradford, Quinn, Dennis P. et Weymouth, Stephen. *Winners and Losers in International Trade: The Effects on US Presidential Voting*. National Bureau of

Economic Research, Working Paper nº 21899, 2016.

Kayser Foundation. *A Year from 2020 Election, Polling in Four Former "Blue Wall" States—Michigan, Minnesota, Pennsylvania, and Wisconsin—Finds President Trump Is Voter's Biggest Motivator*. Communiqué de presse, 7 novembre 2019. <https://www.kff.org/other/press-release/a-year-from-2020-election-polling-in-four-former-blue-wall-states-michigan-minnesota-pennsylvania-and-wisconsin-finds-president-trump-is-voters-biggest-motivator/> (consulté le 8 novembre 2021).

Kitschelt, Herbert P. et Rehm, Philipp. « Secular Partisan Realignment in the United States: The Socioeconomic Reconfiguration of White Partisan Support since the New Deal Era ». *Politics & Society*, vol. 47, nº 3, 2019, p. 425-479.

Legg, Tom et Nguyen, Ngoc (Jenny). *Widening Inequality in Minnesota: A County-by-County Analysis*. Growth and Justice, mai 2015. <https://growthandjustice.org/publication/WideningInequalityMN.pdf> (consulté le 8 novembre 2021).

Li, Wei. *Ethnoburb: The New Ethnic Community in Urban America*. Hawai : University of Hawai Press, 2012.

Medical Alley Association. *Letter to the Honorable Robert Lighthizer, United States Trade Representative*. 7 mai 2018. <https://medicalalley.org/wp-content/uploads/2018/05/Medical_Alley_Association_Section_301_Public_Comments.pdf> (consulté le 8 novembre 2021).

Minnesota Department of Health. *People in Poverty in Minnesota*. <https://data.web.health.state.mn.us/poverty_basic> (consulté le 8 novembre 2021).

Minnesota State Demographic Center. *Age, Race, and Ethnicity*. <https://mn.gov/admin/demography/data-by-topic/age-race-ethnicity> (consulté le 8 novembre 2021).

Montgomery, David. « Biden Won Big in Minnesota. Why Didn't Legislative Democrats? » *MPR News*, 5 novembre 2020, <www.mprnews.org/story/2020/11/05/2020-demonstrates-power-limits-of-dfl-urban-dominance> (consulté le 8 novembre 2021).

Muro, Mark et Maxim, Robert. « Big Tech's Role in Regional Inequality ». *Brookings*, 9 octobre 2018, <www.brookings.edu/blog/the-avenue/2018/10/09/big-techs-role-in-regional-inequality/> (consulté le 8 novembre 2021).

Office of the United States Trade Representative. *Minnesota Trade Facts*. <https://ustr.gov/map/state-benefits/mn> (consulté le 8 novembre 2021).

Orfield, Myron. « Conflict or Consensus? Forty Years of Minnesota Metropolitan Politics ». *Brookings Review*, vol. 16, nº 4, automne 1998, p. 31-34.

Parilla, Joseph et Bouchet, Max. « Which US Communities Are Most Affected by Chinese, EU, and NAFTA Retaliatory Tariffs? » *Brookings*, octobre 2018, <www.brookings.edu/research/which-us-communities-are-most-affected-by-chinese-eu-and-nafta-retaliatory-tariffs/> (consulté le 8 novembre 2021).

Rodden, Jonathan A. *Why Cities Lose. The Deep Roots of the Urban-Rural Political Divide*. New York : Basic Books, 2019.

Shaver, J. Myles. *Headquarters Economy: Managers, Mobility, and Migration*. Oxford : Oxford University Press, 2018.

Siders, David. « A Tale of Two Minnesotas ». *Politico*, 8 septembre 2020, <www.politico.com/news/2020/09/08/swing-states-minnesota-409124> (consulté le 8 novembre 2021).

Stewart III, Charles (with Wendy J. Schiller). *The Measure of American Elections*. Princeton : Princeton University Press, 2014.

Thiede, Brian C. et Monnat, Shannon M. « The Great Recession and America's Geography of Unemployment ». *Demographic Research*, vol. 35, 2016, p. 891-928.

Trump Campaign. *Iron Range Mayors' Letter of Endorsement of Trump*, 28 août 2020. <https://cdn.donaldjtrump.com/public-files/press_assets/trump-endorsement-letter.iron-range-mayors.pdf> (consulté le 8 novembre 2021).

Wahl-Jorgensen, Karin. *Emotions, Media and Politics*. Oxford : Polity Press, 2019.

Washington Post (*The*). « Exit Poll Results and Analysis from Minnesota », 4 novembre 2020.

Weigel, David. « The Five Political States of Minnesota ». *Washington Post*, 23 septembre 2020. <www.washingtonpost.com/graphics/2020/politics/minnesota-political-geography/> (consulté le 8 novembre 2021).

NOTES

1 Cet article repose sur la consultation de médias dont le *Star Tribune*, de travaux scientifiques et d'entretiens menés en distanciel avec des collègues habitant Minneapolis.

2 Le terme est emprunté à la rhétorique de Trump : « Love you, Love you! », déclare-t-il invariablement à ses supporters à chacun de ses meetings. Sur cette « affectivisation » de la relation à l'électorat et le jeu sur ses émotions, voir notamment Wahl-Jorgensen.

3 La vidéo de ce meeting de Duluth est accessible sur le site : <www.c-span.org/video/?476320-1/president-trump-campaign-rally-duluth-minnesota#> (consulté le 8 novembre 2021).

4 « We came this close to winning the state of Minnesota […] it's been many, many decades since a Republican did that. I thought I was going to do it. I needed one more visit, one more speech. » (Donald J. Trump, discours au meeting de Duluth, 20 juin 2018)

5 Donald Trump a tenu six meetings au Minnesota entre fin juin 2018 et fin septembre 2020.

6 « We're going to win this state. We're going to take back the White House » (Donald J. Trump, discours au meeting de Mankato, 17 août 2020).

7 Ce n'est qu'à partir de début octobre 2020 que la plupart des instituts de sondage ont cessé de considérer le Minnesota comme un *swing state*, l'avance du candidat démocrate Joe Biden étant alors donnée à plus de 10 %.

8 Au plan national Biden a remporté 51,4 % des suffrages, contre 46,9 % pour Trump, soit un écart de 4,5 % (plus de sept millions de voix). Au Minnesota son score s'établit à 52,4 % contre 45,3 %, soit un écart de 7,1 points — et 5,6 points de plus qu'Hillary Clinton en 2016. Joe Biden a en effet beaucoup mieux réussi au Minnesota qu'Hillary Clinton. En suffrages exprimés, l'écart Clinton-Trump n'était que de 44 765 voix en 2016 : 1 367 716 voix (46,44 %) pour Clinton et 1 322 951 (44,92 %) pour Trump. En 2020, l'écart s'élève à 233 012 voix : Biden a recueilli 1 717 077 voix et Trump 1 484 065. Le taux de participation ayant été encore supérieur à ce qu'il avait été en 2016 (80 % contre 74,7 %) — dans les deux cas le taux le plus élevé des États-Unis) — le nombre d'électeurs ayant voté pour Trump a toutefois dépassé de 161 114 celui de 2016. La source pour l'ensemble des résultats électoraux dont il est fait état dans cet article est le *Minnesota Secretary of State*.

9 Par « aire métropolitaine » nous faisons référence à la *Metropolitan Statistical Area* (MSA) que le Bureau of Census définit comme une région urbaine incluant la ville centre, ses banlieues et ses territoires adjacents caractérisés par l'importance des déplacements domicile-travail. La MSA de Minneapolis-Saint Paul-Bloomington inclut 14 comtés localisés dans l'État du Minnesota et deux comtés de l'État voisin du Wisconsin. Le périmètre de la MSA se différencie de celui du territoire administré par le Conseil de la Métropole (Metropolitan Council) qui ne comprend que sept comtés.

10 Sur cette évolution économique de la *Rust Belt* et les enjeux politiques associés, voir Henneton.

11 Le Minnesota est divisé en 87 comtés dont les limites apparaissent dans les cartes 2 et 3 ci-dessous. Ces comtés sont eux-mêmes divisés en *precincts* que l'Office of the Secretary of State définit comme « the basic geographical areas for organizing and administering elections. They are established by the governing body of each city or town, or by the county board in unorganized territories ».

12 Ces comtés sont d'une part quatre comtés de la métropole (Hennepin, Ramsey, Dakota, Washington) et d'autre part ceux dans lesquels sont situées les villes de Duluth, Rochester, Mankato et Moorhead (ville de 38 000 habitants mais jumelle de Fargo, ville la plus peuplée du Dakota du Nord).

13 Pete Stauber avait été élu pour la première fois aux *midterms* de 2018 dans cette circonscription détenue par le *Democratic Farmer Labor Party* (DFL) sans interruption de 1947 à 2011, puis à nouveau de 2013 à 2019 (la section 3 de cette première partie, ci-dessous, revient sur les spécificités et l'histoire du DFL). Ce catholique d'ascendance allemande est une ancienne star de hockey sur glace, sport éminemment populaire au Minnesota. Lieutenant de police à la retraite, marié à une militaire qui a servi en Iraq, père de quatre enfants, Stauber est aussi un businessman puisqu'il a créé, avec ses cinq frères, la *Duluth Hockey Company* qui commercialise des articles de sport. Fortement soutenu par Trump, il s'est montré l'un de ses soutiens inconditionnels même si son positionnement idéologique le place plutôt parmi les centristes au sein du Parti républicain (voir <www.govtrack.us/congress/members/pete_stauber/412792>, page consultée le 8 novembre 2021). À la Chambre des représentants des États-Unis, il siège dans les commissions de la petite entreprise, des transports et des infrastructures et des ressources naturelles. Localement, il affiche son soutien aux secteurs traditionnels de sa circonscription (mines, industrie manufacturière).

14 Larry Jacobs est à l'origine de la métaphore du « polka-dot place » (*The Economist* 2008). Dans une interview donnée au lendemain de la victoire de Trump en 2016, le politologue ajoutait : « The Twin Cities vote as blue as liberal California while some rural districts vote as red as parts of Alabama » (cité par Clayton).

15 Figuraient dans ce programme ambitieux une réforme agraire, la défense des droits des agriculteurs, la nationalisation des chemins de fer, des services publics et des ressources naturelles, et la mise en place d'un système de retraites et de protection sociale (Ghorra-Gobin et Azuelos 12).

16 Joe Biden recueillit 38,6 % des voix, Amy Klobuchar et Pete Buttigieg (qui s'était retirés quelques jours avant le scrutin, mais sur lesquels s'étaient néanmoins portées les voix d'électeurs ayant eu recours au vote anticipé) 5,6 % et 1 % respectivement, et Michael Bloomberg 8,3 %.

17 Bernie Sanders (29,9 %) et Elizabeth Warren (15,4 %).

18 En 2020, compte tenu des évolutions démographiques intervenues depuis le recensement de 2010, certains territoires du *Greater Minnesota* qui ont largement basculé dans le camp républicain (voir cartes 2 et 3) apparaissaient avantagés (surreprésentés) par rapport aux territoires urbains. Ainsi, pour ce qui est des élections au Sénat de l'État, si la population de chacun des 67 districts devrait être d'environ 79 000 habitants, on constatait des écarts importants d'un district à l'autre, comme entre le 9e, situé au centre de l'État (77 826 habitants selon les estimations retenues sur les statistiques figurant sur le site du Sénat du Minnesota consulté le 26 novembre 2020) et le 34e, situé dans le comté de Hennepin, c'est-à-dire dans la métropole de Minneapolis-Saint Paul (88 844 habitants selon la même source). Sur cet avantage des circonscriptions du *Greater Minnesota*, voir notamment Montgomery. Plus largement, Rodden insiste sur les avantages structurels que le jeu des institutions, tant au niveau fédéral qu'à celui des États, confère aux territoires ruraux.

19 Le nouveau rapport de forces au Sénat s'établit donc comme suit : 34 R – 31 DFL – 2 Indépendants.

20 Donald Trump l'a emporté en 2016 et en 2020 sur une grande partie du territoire couvert par ces districts. Pete Stauber, le candidat républicain au siège de représentant du 8e district du Minnesota à la Chambre des représentants des États-Unis l'a aussi emporté en 2018 et en 2020, son avance s'établissant à 19,2 points en 2020.

21 Tom Bakk, charpentier de formation, a d'abord été représentant, puis permanent syndical avant de se lancer dans la politique. Élu à la Chambre des représentants de l'État de 1995 à 2003, puis au Sénat (3e district) de 2004 à ce jour, il a assumé la fonction de chef du groupe DFL (*Majority* ou *Minority Leader*) de 2012 à janvier 2020. Mais son score est tombé de 72,3 % en 2002 à 55,2 % en 2020 — soit un recul de 17,1 points. David Tomassoni est lui aussi originaire du Minnesota. Après des études scientifiques à l'Université de Denver, puis une carrière de joueur de hockey professionnel, il a été élu à la Chambre des représentants de l'État de 1993 à 2001, puis au Sénat (6e district) de 2002 à ce jour. Son score est tombé de 77 % en 2002 à 57 % en 2020 — soit un recul de 20 points.

22 Voir la section « Healing the Soul of America » du programme du Parti démocrate pour l'élection présidentielle (*Democratic Party Platform*).

23 Contre, respectivement, 82 % et 80 % aux États-Unis. Chiffres de 2018.

24 De l'*Iron Range* sont extraits 80 % du minerai de fer produit aux États-Unis.

25 Voir notamment les sites Minnesotans for Line 3 et Stop Line 3. Dans son discours de Duluth (30 septembre 2020), Donald Trump s'était très clairement prononcé en faveur de la construction du nouvel oléoduc.

26 Ce sentiment fait écho à celui éprouvé par nombre d'habitants de la *Rust Belt* « laissés pour compte par un Parti démocrate de plus en plus côtier et favorable aux minorités, à la "classe créative" (R. Florida) et aux causes progressistes sur le plan sociétal », comme le souligne Lauric Henneton (17) qui analyse bien, par ailleurs, le débat entre politologues sur les racines de ces évolutions.

27 Les pays concernés par le TPP étaient l'Australie, Brunei, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam.

28 L'augmentation des droits de douane sur l'acier importé par l'administration Obama, puis par l'administration Trump (mars 2018) étaient des mesures de rétorsion face à ce *dumping*.

29 L'accord a été approuvé par une large majorité bipartisane (385/41 à la Chambre et 89/10 au Sénat). Tous les élus du Minnesota ont voté en sa faveur, à l'exception d'Ilhan Omar.

30 En mai le taux de chômage s'établissait à 10,4 % dans la métropole, soit 0,5 points de plus que dans l'ensemble de l'État de (9,9 %). La métropole concentrant 60 % de la population active de l'État, le chômage ne touchait alors que 9,1 % des travailleurs du *Greater Minnesota*.

31 Le *Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security Act* est un plan de soutien sans précédent aux entreprises, aux ménages, aux États et aux collectivités locales. Au total, 2 300 milliards de dollars, soit 11 % du PIB, ont été mobilisés par l'État fédéral.

32 « Between 2010 and 2018, the fastest growing racial group in Minnesota was the Black or African American population, which grew by 36%, adding more than 96,500 people. Second fastest was the Asian population, which grew by 32%, adding 69,800 people, followed by the Hispanic or Latin(x) population, which grew by 24%, adding 59,000 people. » (Minnesota State Demographic Center). La diversité ethnique est par ailleurs beaucoup plus forte dans la métropole que dans le reste du territoire.

33 En 2017 le taux de pauvreté atteignait 28,6 % chez les Amérindiens, 28,2 % chez les Noirs, 19 % chez les Hispaniques, 11,9 % chez les Asiatiques et 7,2 % chez les Blancs (Minnesota Department of Health).

34 En octobre 2020 le chômage frappait 9,6 % des Hispaniques et 15,4 % des Noirs, contre 6,3 % des Blancs.

35 Selon des sondages conduits à la sortie des urnes, les Noirs ont voté à 77 % en faveur de Biden au Minnesota, contre 75 % nationalement (*Washington Post*).

ABSTRACTS

Français
On parlait peu du Minnesota avant le décès de George Floyd à Minneapolis en mai 2020. Le vaste mouvement de révolte qui s'est ensuivi a eu des effets durables sur le déroulement de la campagne de 2020 et sur le résultat des différents scrutins. Dans ce contexte, ce « petit » État est intéressant à plus d'un titre. D'abord, en dépit de spécificités propres, il est le miroir d'enjeux qui se sont posés au plan national et dans le Midwest pendant la campagne. Étudier les évolutions économiques et sociales qui l'ont marqué au cours des trois dernières décennies aide par ailleurs à comprendre le vote de ses électeurs, tant à la présidentielle qu'aux élections aux Congrès des États-Unis et à la législature de l'État. La reconfiguration de ses territoires par l'économie de la connaissance et la mondialisation donne notamment à lire la progression du vote républicain dans le *Greater Minnesota* comme le reflet de forces polarisantes qui ne sont pas prêtes de s'estomper. Ainsi la victoire de Joe Biden au Minnesota peut-elle apparaître comme une victoire en trompe-l'œil pour les démocrates.

English
George Floyd's death at the hands of white policemen in South Minneapolis in May 2020 drew unprecedented attention to Minnesota, sparking a national protest movement which impacted campaigning durably in the run-up to the 3 November elections—and results. Focusing on the 2020 presidential election in Minnesota, but also on the other elections held at state level on the same day this paper argues that this "small" state deserves interest because it mirrors issues which loomed large in the 2020 campaign, both in the Midwest and nationally. It also shows that voters' choices can be largely explained by economic and social developments which have transformed Minnesota in the past three decades. Indeed, with the advent of the knowledge economy and accelerating globalization, territories have been reconfigured and spatial polarization has widened. This is a key to understanding Republicans' gains in Greater Minnesota and why Joe Biden's win in the State may appear as a *trompe-l'œil* victory.

INDEX

Mots-clés
Minnesota, élection présidentielle de 2020, Trump (Donald), Biden (Joe), Floyd (George), Midwest, État-pivot, Blue Wall, démocrates, Democratic Farmer Labor Party, républicains, économie de la connaissance, mondialisation

Keywords
Minnesota, 2020 presidential election, Trump (Donald), Biden (Joe), Floyd (George), Midwest, swing state, Blue Wall, Democrats, Democratic Farmer Labor Party, Republicans, knowledge economy, globalization

AUTHORS

Martine Azuelos
Martine Azuelos est professeur émérite à l'Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3. Ses recherches portent notamment sur les évolutions de l'économie américaine dans le contexte de la mondialisation contemporaine et sur les dynamiques territoriales dont elles s'accompagnent. Elle a, en particulier, dirigé la publication de *Pax Americana : de l'hégémonie au leadership économique* (Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 1999) ; et co-dirigé celle de *Intégration dans les Amériques : dix ans d'ALENA* (Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2004). Elle a également publié « L'économie de la connaissance aux États-Unis : concepts, institutions, territoires » (*Revue électronique LISA*, vol. XIV, nº 1, 2016) ; et, en collaboration avec Cynthia Ghorra-Gobin, « Le Minnesota : comprendre les enjeux nationaux au prisme des territoires » (IFRI, *Potomac Papers*, nº 39, septembre 2020).
IDREF : https://www.idref.fr/028302222
ISNI : http://www.isni.org/0000000109035953
BNF : https://data.bnf.fr/fr/12016574

Cynthia Ghorra-Gobin
Cynthia Ghorra-Gobin, géographe, est directrice de recherche émérite CNRS à l'Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3. Ses recherches ont pour objet la ville et son évolution en lien avec le politique, l'économique, le social et le culturel et privilégient les États-Unis comme terrain d'investigation. Elle a notamment publié *Los Angeles, le mythe américain inachevé* (Paris, CNRS Édition, 1997) ; *Villes et société urbaine aux États-Unis* (Paris, Armand Colin, 2003). Elle a dirigé les deux éditions du *Dictionnaire critique de la mondialisation* (Armand Colin, 2006 et 2012) et a publié, en collaboration avec Martine Azuelos, « Le Minnesota : comprendre les enjeux nationaux au prisme des territoires » (IFRI, *Potomac Papers*, nº 39, septembre 2020).

IDREF : https://www.idref.fr/028877845
ORCID : http://orcid.org/0000-0002-8988-1937
HAL : https://cv.archives-ouvertes.fr/cynthia-ghorra-gobin
ISNI : http://www.isni.org/0000000115600664
BNF : https://data.bnf.fr/fr/12062218

L'Arizona ou les raisons du tournant d'un bastion traditionnellement républicain devenu « violet »

Arizona or Why a Traditionally Republican Stronghold Turned Purple

Cléa Fortuné

DOI : 10.35562/rma.730

Copyright
CC BY-SA 4.0

OUTLINE

Les raisons du tournant d'un État rouge à violet
De Donald Trump à Joseph Biden : une rupture au sujet de la sécurité frontalière et des politiques migratoires en Arizona ?
Conclusion

TEXT

1 À chaque élection présidentielle aux États-Unis, les regards se tournent vers les *swing states*, ou *battleground states*, à savoir des États clés « très convoités par les prétendants à la Maison-Blanche, car une victoire dans ces États décide, de manière quasi inéluctable, de l'issue du scrutin » (Robert). Selon les politistes Stacey Hunter Hecht et David Schultz, la configuration actuelle de ce système d'État pivot est en place depuis 1988. Ils en dénombrent une dizaine (le Colorado, la Floride, l'Iowa, le New Hampshire, le Nouveau-Mexique, la Caroline du Nord, le Nevada, l'Ohio, la Virginie et le Wisconsin) et précisent que le vote de seulement 10 % des électeurs dans ces États clés détermine qui sera le prochain président (Schultz et Hecht). Cela s'explique par le système électoral états-unien, un scrutin indirect où les citoyens désignent 270 grands électeurs qui s'engagent à élire un candidat. Ce système du « *winner takes all* » reflète « la volonté institutionnelle [...] de rendre les États bien plus stratégiques que le vote populaire » (Robert).

2 La particularité des élections de 2020 est que de nouveaux États ont été considérés comme des « *swing states* », passant d'un vote traditionnellement républicain à démocrate. C'est le cas de l'Arizona dont on entend généralement peu parler puisqu'il s'agit d'un État considéré comme acquis par les républicains depuis des décennies. Quand il fait les gros titres, c'est surtout au sujet de la sécurité frontalière et des mesures anti-migratoires qui y sont mises en place. Toutefois, lors des élections présidentielles de novembre 2020, l'Arizona est apparu comme étant un « *swing state* », où les résidents pouvaient aussi bien voter pour le candidat républicain que pour le candidat démocrate. Les deux candidats à la présidentielle, le démocrate Joseph Biden et le républicain Donald Trump, ont compris l'importance que représentait cet État pour gagner les élections, et s'y sont déplacés à de nombreuses reprises. Pour la première fois depuis 1996 (lorsque le démocrate Bill Clinton a été élu président), c'est le démocrate Joseph Biden qui a remporté les voix de 49,36 % des résidents et donc le vote des onze grands électeurs de l'État, contre 49,06 % pour Donald Trump (Arizona Statewide Results). L'écart est certes faible mais suffisant pour confirmer le tournant d'un État traditionnellement rouge à violet. Ce changement avait été annoncé dès les années 2010 par les chercheurs Hart et Hedeberg :

> The demographics are undeniable: unless there is an unforeseeable sea change in Latino voting patterns, Arizona is destined to become a much less Republican-dominated state, perhaps even changing from red to blue in the coming decades. The change will be slow. Its effects, while increasingly noticeable in as soon as the mid-2020s, will take decades to fully play out. But it's clear that Arizona politics will be deeply affected by Arizona's emerging Latino vote. (Hart et Hedberg 2)

3 En 2020, les Latinos étaient pour la première fois la plus grande minorité ethnique lors d'une élection présidentielle puisqu'ils représentaient 13,3 % des électeurs contre seulement 7,4 % en 2000, 10,7 % en 2012 et 11,9 % en 2016 (Noe-Bustamante *et al.*). Selon un sondage du *Pew Research Center*, deux-tiers des Latinos (68 %) étaient en désaccord avec les actions de Donald Trump (Krogstad *et al.*). Leur vote allait dont être déterminant lors

des élections de 2020, notamment en Arizona, où ils représentaient 24 % des électeurs pour cette élection (Noe-Bustamante *et al.*).

4 Ainsi, ces changements démographiques, tout comme la mobilisation des minorités ethniques, amorcés il y a des années peuvent expliquer le passage du vote républicain à démocrate. Les effets des mesures du gouvernement Trump sur les résidents d'Arizona sont également à prendre en compte. Alors que Donald Trump promettait de poursuivre une politique anti-migratoire et de sécurité frontalière s'il était réélu président, Joseph Biden a quant à lui promis de défaire les mesures de Donald Trump. Nous reviendrons donc sur certaines de ces mesures, et les raisons qui ont mené les électeurs à voter pour le candidat démocrate, un vote atypique dans cet État. La faible marge gagnée par les démocrates est-elle annonciatrice d'un tournant de l'Arizona d'un État rouge à violet sur le long terme, voir bleu ? Nous reviendrons sur les facteurs qui ont poussé les électeurs à entamer ce tournant de l'Arizona, avant d'analyser la transition entre les deux présidences en termes de sécurité frontalière et d'immigration, dans un État qui est décrit comme le laboratoire expérimental de lois anti-migratoires et sécuritaires (Cohen 2013, 53).

Les raisons du tournant d'un État rouge à violet

5 Une des premières raisons de ce tournant est le changement démographique entamé dans les années 2000. L'Arizona fait partie des États qui ont connu l'une des croissances les plus rapides du pays, avec 250 000 personnes qui se sont installées dans l'État par an entre 2012 et 2018 (Dougherty). L'Arizona agit comme un aimant pour les États-uniens, qui viennent pour 25 % d'entre eux de Californie, où la vie est plus couteuse et les loyers plus élevés (Dougherty). L'économie de l'Arizona s'étant diversifiée, l'État attire ainsi les jeunes générations. En effet, il accueille des entreprises qui se développent en offrant des emplois dans la finance comme American Express et J. P. Morgan, mais aussi des entreprises de haute technologie comme WebPT, une société qui fournit des dossiers médicaux électroniques pour les physiothérapeutes. Les nouveaux résidents s'installent principalement dans la banlieue de Phoenix (la capitale de l'État), dans le comté de Maricopa. Ce comté est le plus peuplé d'Arizona et

est en croissance constante depuis vingt ans. Sa population est passée de 4,7 millions d'habitants dans les années 2000 — avec une majorité de retraités qui venaient s'y installer et sur qui les républicains comptaient pour obtenir des votes (Russonello) — à plus de 7,2 millions en 2020 (US Census Bureau). Les nouveaux arrivants qui s'installent dans la banlieue de Phoenix sont plus jeunes, majoritairement blancs, éduqués, et ils représentent le « *suburban vote* » qui a tendance à préférer de plus en plus les candidats démocrates lors des élections (Dougherty). Ces nouveaux résidents participent ainsi à changer l'identité politique de l'Arizona, un État autrefois conservateur mais qui devient de plus en plus libéral, si bien qu'il constitue dorénavant un État « violet » (*purple state*), à savoir un État où le soutien populaire pour le Parti républicain et le Parti démocrate est à peu près égal (Dougherty).

6 La transition de l'Arizona vers un État « violet » s'explique également par la mobilisation de minorités ethniques. Le vote des Amérindiens — qui représentent 6 % de la population en Arizona (Smith) — a été décisif en 2020. Leur taux de participation a augmenté entre 2016 et 2020, comme parmi les Tohono O'odham qui ont voté à 98 % pour le candidat démocrate (Smith), permettant à Joe Biden de remporter cette faible marge qui lui a fait gagner les voix des onze grands électeurs en Arizona (Fonseca et Kastanis). D'autres groupes se sont mobilisés, comme les Latinos, et ce depuis 2010. Selon des études du *Pew Research Center*, pour la première fois en 2020, les électeurs hispaniques ont représenté la plus grande minorité ethnique des électeurs états-uniens, surpassant de peu les électeurs africains-américains (Russonello). Selon le politiste Damien Simonneau, la population dite « latino » est plutôt jeune : « 26 ans en moyenne contre 43 pour les non Hispaniques. Elle représente désormais un tiers de la population de l'Arizona, et un quart de l'électorat, contribuant à faire évoluer l'Arizona vers un État de "majorité des minorités" à l'horizon 2030. » S'il n'existe pas un seul vote latino, les recherches montrent toutefois que les Latinos votent majoritairement démocrate. Ils sont de plus en plus nombreux et ils sont jeunes : plus de la moitié des électeurs latinos en 2020 n'étaient pas encore en âge de voter en 2008 (Taladrid). Parmi ceux de moins de 30 ans, environ 69 % ont en effet voté pour Joe Biden (Acevedo).

Ainsi, plus ils sont nombreux à voter, et plus l'Arizona est destiné à devenir un État beaucoup moins dominé par les républicains (Hart et Hedberg 2). Déjà lors des élections de mi-mandat en 2018, les Latinos s'étaient mobilisés puisqu'ils représentaient un électeur sur cinq. C'est en partie grâce à leur vote que la démocrate Kyrsten Sinema a gagné la course au Sénat contre la républicaine Martha McSally, rassemblant 70 % du vote latino (Barrón-López)[1].

7 Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette mobilisation des électeurs latinos dont le « vote a été déterminant » (Simonneau). Premièrement, la possibilité de voter par voie postale a permis d'augmenter le nombre de votants. Selon Hart et Hedberg, « la réticence ou l'incapacité des Latinos (et d'autres) à voter un jour ouvrable pourrait diminuer à mesure que davantage d'entre eux s'inscrivent pour voter par correspondance — un objectif majeur de l'inscription électorale actuelle qui conduit à une plus forte participation des Latinos » (3). Deuxièmement, Damien Simonneau souligne que « cette mobilisation des Hispaniques en faveur des démocrates a une longue histoire. Elle s'est forgée contre les lois migratoires restrictives adoptées par des institutions contrôlées par les républicains depuis les années 2000 ». Parmi ces mesures restrictives nous pouvons citer la loi SB 1070 (*Support Our Law Enforcement and Safe Neighborhood*)[2], qui a particulièrement affecté les habitants d'Arizona d'origine latino (Brown et Lopez). Cette loi anti-migratoire, l'une des plus controversées des États-Unis, a fait de l'Arizona un épicentre et un laboratoire expérimental de lois anti-migratoires (Cohen 2013, 53), où les agents d'application de la loi ont pratiqué une forme de profilage racial (Cohen 2012, 169). Après avoir été approuvée à la Chambre des représentants d'Arizona (35-21) et au Sénat (17-11), cette loi a été signée par la gouverneure de l'époque, Jan Brewer, en 2010 (Duara). Elle prévoyait des mesures strictes envers les immigrés sans-papiers, ainsi qu'envers les personnes soupçonnées d'être dans ce cas[3]. Ne pas avoir ses papiers sur soi était considéré comme un délit. Tout individu pouvait se faire arrêter par la police sur la base de « soupçon raisonnable » (*reasonable suspicion*) (Arizona State Legislature). Cette clause ouvrait la voie au profilage racial puisque « les indices retenus pour définir "le soupçon raisonnable" inclu[ai]ent nécessairement des indices phénotypiques ou d'origine », ce qui rendait impossible de garantir l'égale protection des droits

(Cohen 2013, 54). Si en 2011 cinq autres États (Alabama, Caroline du Sud, Géorgie, Indiana et Utah) ont adopté des lois similaires, la loi a néanmoins été controversée aux niveaux international et national par le gouvernement Obama. Ce dernier a saisi la justice en juillet 2010 contre la législation de l'Arizona (*United States of America v. Arizona*) en mettant en avant le fait qu'elle interférait avec « les intérêts vitaux de politique étrangère et de sécurité´nationale en perturbant les relations des États-Unis avec le Mexique et d'autres pays » (Reuters)[4]. En effet, les visiteurs mexicains représentent une source de revenu importante pour l'Arizona. Une étude de 2008 menée par la *University of Arizona*'s *Eller College of Management* montre que les visiteurs mexicains dépensent plus de 7,3 millions de dollars par jour dans les magasins, restaurants, hôtels et autres commerces d'Arizona. À ce chiffre s'ajoutent les visiteurs journaliers qui viennent faire leurs courses dans l'État (Valdez). Les opposants à cette loi ont organisé un boycott de l'Arizona qui a duré 16 mois, entre 2010 et 2011, coûtant à l'Arizona des dizaines de millions de dollars de pertes dans le secteur du tourisme et des pertes d'emplois dans des milliers de commerces. L'Arizona a perdu 2 % de son PIB pendant cette période de boycott (Murguía). Ce n'est qu'en 2012 que la Cour suprême des États-Unis a décidé dans un vote de 5 contre 3 de bloquer trois clauses imposant des contraintes fortes aux immigrés en situation irrégulière, car l'État fédéral revendiquait son autorité´exclusive dans ce domaine (Cohen 2013, 55). En ce qui concerne la clause de soupçon raisonnable, ce n'est qu'en 2016 que la justice a décidé, face à la pression des groupes de défense des droits civiques, de la modifier : il n'est plus exigé des policiers qu'ils demandent et vérifient le statut migratoire des individus qu'ils arrêtent. Cela est désormais laissé à leur discrétion.

8 Suite à SB 1070, plus de 250 000 Latinos se sont inscrits sur les registres électoraux les années suivantes (Murguía). Ce profilage racial, tout comme les politiques anti-migratoires qui ont suivi et les propos anti-immigrés de Donald Trump qui décrivait les Mexicains comme des criminels et des violeurs (Mark), ont été des éléments déterminants dans la mobilisation des Latinos. Des groupes latinos comme Mi AZ — qui regroupe six organisations nationales et locales — ont participé à inscrire plus d'un demi-million d'électeurs sur les registres électoraux en 2020 (Náñez) avec le slogan « *We're ready to beat Trump* ». De plus, une des organisations locales,

Mi Familia Vota, estime que 103 000 Latinos en Arizona ont atteint l'âge de voter entre 2018 et 2020 (Gonzalez), incluant ceux qui étaient enfants lors du passage de SB 1070, qui ont grandi avec et qui ont voulu voter contre ces mesures migratoires restrictives (Zhou).

9 Conscients du nombre croissant d'électeurs latinos en Arizona (Pew Research Center), les candidats à la présidentielle ont investi des moyens financiers pour cibler cet électorat — bien que tard dans la campagne — notamment en consacrant un budget à des publicités en espagnol. Donald Trump a investi 4,9 millions de dollars (plus que lors de sa campagne de 2016) pour s'assurer le soutien de Latinos en diffusant des publicités en espagnol et en anglais en ligne et à la radio (Gomez *et al.*), en faisant figurer des Latinos qui le soutiennent, ou encore en allant à un rassemblement à Yuma où le directeur du syndicat de la patrouille frontalière (*Border Patrol*), un Latino, a fait son éloge (Gonzalez). Quant à Joseph Biden, il a également diffusé des publicités à la télévision, à la radio et sur les réseaux sociaux, dépensant 6,7 millions de dollars (Gomez *et al.*). Il comptait sur les près de 70 % de Latinos qui avaient voté pour la démocrate Kyrsten Sinema aux élections de mi-mandat en 2018 (Barrón-López), la première démocrate à gagner un siège au Sénat en trois décennies (Robert).

10 En plus du changement démographique et de la mobilisation des Latinos, un troisième facteur est à prendre en compte. Il s'agit du facteur Trump. Sa rhétorique anti-migrants, sa politique de tolérance zéro, de séparation des familles, les Protocoles de protection de migration et autres mesures migratoires restrictives, ont accentué le tournant de l'État vers un « *purple state* » (Godfrey). Un sondage de *Somos Unidos* mené auprès de 1 900 électeurs latinos a conclu que trois quarts des Latinos accusaient Trump pour sa gestion de la crise sanitaire, qui a mené à des conséquences disproportionnées sur la santé et l'emploi (Unidos US). La pandémie de la Covid-19 a rendu les choses encore plus difficiles pour Donald Trump et le Parti républicain. En juin 2020, l'Arizona avait le taux d'infection le plus élevé du pays, et les résidents exprimaient leur mécontentement quant à la façon dont Donald Trump et le gouverneur républicain d'Arizona Doug Ducey géraient la crise sanitaire (Godfrey). De plus, Donald Trump était associé à un autre acteur central dans « la dynamique racialisante vis-à-vis des immigrés et des Latinos »,

à savoir le shérif Joseph Arpaio (Cohen 2013, 57). Shérif de 1992 à 2017 dans le comté de Maricopa, Joseph Arpaio se définit comme « le shérif le plus dur d'Amérique » à cause de son acharnement à poursuivre les immigrés en situation irrégulière et revendique une posture offensive sur l'immigration (Tervé). Il a ainsi « détourné les policiers locaux d'autres missions plus urgentes (crimes violents, notamment sexuels), qui [étaient] gravement négligées depuis que ce shérif a[vait] décidé de faire la chasse aux Mexicains sans-papiers sa priorité » (Cohen 2012, 167). Joseph Arpaio n'avait toutefois pas attendu SB 1070 pour agir à sa guise, employant même des pratiques extralégales. Lorsqu'en 2007, sous le gouvernement de George W. Bush, ICE (*Immigration and Customs Enforcement*) a accordé le droit aux autorités locales d'expulser les immigrés en situation irrégulière, Joseph Arpaio s'est saisi de cette opportunité, là où « 50 % des migrants qui arrivent sur le territoire [états-unien] transitent par l'Arizona » (Rivieccio). Toutefois, en 2009, le *Department of Justice* (le département de la Justice des États-Unis) a ouvert une enquête sur les pratiques de profilage racial du shérif. Ce dernier encourageait ses services à arrêter tous ceux soupçonnés d'être en situation irrégulière et les enfermait préventivement, sans preuve qu'ils avaient enfreint une loi, des pratiques dénoncées par l'ACLU (*American Civil Liberties Union*) (Wang). Dans son rapport final, le *Department of Justice* souligne que là où le shérif avait autorité, les conducteurs latinos étaient neuf fois plus susceptibles d'être arrêtés par la police (Rivieccio). En 2017, Joseph Arpaio a été accusé d'avoir mis en place des patrouilles racistes et d'avoir enfreint les droits constitutionnels de centaines de milliers de Latinos. Il a été condamné à six mois de prison. Devenu le symbole de politiques d'immigration qui divisent le pays, et décrit par un journaliste comme « le sosie stylistique » (*stylistic doppelgänger*) de Donald Trump (Stephenson) en raison de leur vision restrictive de l'immigration, le président Trump l'a gracié en juillet 2017, le remerciant dans un Tweet (Hirschfeld Davis et Haberman). Alors qu'il a perdu les élections en 2016 pour briguer un septième mandat en tant que shérif, il s'est présenté de nouveau aux élections de novembre 2020, sans succès. La défaite du shérif Arpaio est un signe non seulement de la fin de son règne dans le comté de Maricopa, mais aussi d'un attrait moins fort pour les politiques d'immigration intransigeantes et d'un attrait moindre pour Donald Trump (Joffe-Block et Greene Sterling), dont

les mesures sécuritaires et anti-migratoires ont fortement marqué l'État.

11 Alors que Donald Trump promettait de poursuivre ces politiques anti-migratoires et de sécurité frontalière s'il était réélu président, Joseph Biden a quant à lui promis de défaire les mesures de Donald Trump.

De Donald Trump à Joseph Biden : une rupture au sujet de la sécurité frontalière et des politiques migratoires en Arizona ?

12 La sécurité frontalière et l'immigration ont été les grands thèmes absents lors de la campagne de 2020. Suite à la pandémie mondiale de la Covid-19, les sondages ont montré que cette crise préoccupait plus les électeurs au niveau national que l'immigration et la sécurité (Muzaffar et Bolter). En effet, les thèmes principaux qui ont mobilisé les électeurs lors des élections ont été l'économie (79 %), le système de santé (68 %), et la crise de la Covid-19 (62 %) (Doherty *et al.*). Pourtant, tout en déclarant l'urgence nationale de santé publique face à la Covid-19, le gouvernement Trump a accéléré la construction des 800 kilomètres de barrières promises lors de la campagne de 2016. Avec le slogan « *Build the Wall* » en 2016 et « *Build the Wall and Crime Will Fall* » en 2020, Donald Trump a fait de la sécurité à la frontière son thème de prédilection. Dès janvier 2017, l'un des premiers décrets présidentiels qu'il a signés promettait la construction d'un mur physique le long de la frontière États-Unis/Mexique, en utilisant les matériaux et la technologie appropriés pour contrôler la frontière sud (Trump). Si les barrières sécuritaires qui séparent le Mexique des États-Unis existent depuis les années 1990, c'est dans l'État frontalier d'Arizona — dont les terres appartiennent principalement à l'État fédéral — que le plus grand nombre de kilomètres de barrières ont été mis en place sous le gouvernement Trump. En tout, 727 kilomètres de nouvelles barrières hautes de neuf mètres ont remplacé des barrières déjà existantes (comme des garde-corps ou des barrières contre les véhicules) et 75 kilomètres de barrières

supplémentaires ont été installées, principalement entre Douglas et Lukeville (Aguilera) [5]. Afin de mettre en place la nouvelle barrière, le *Department of Homeland Security* a profité d'une loi de 2005, le *Real ID Act*, pour renoncer à des exigences fédérales concernant l'environnement, qui auraient pu ralentir ou stopper la construction de la barrière (Eilperin et Miroff). Le *Real ID Act* a été signé sous le gouvernement Bush suite aux attentats du 11 septembre 2001, en plein milieu de la guerre contre la terreur. La loi a reçu un soutien bipartisan, dont celui de Joseph Biden (alors sénateur), d'Hillary Clinton (sénatrice à l'époque, et candidate démocrate aux élections présidentielles de novembre 2016), de Nancy Pelosi (démocrate et présidente de la Chambre des représentants des États-Unis depuis 2019), et de Barack Obama (sénateur à l'époque) (Tobias). Cette loi accorde des pouvoirs arbitraires au *Department of Homeland Security* qui a la possibilité de contourner des lois états-uniennes qui feraient obstacle à la construction d'une barrière le long de la frontière États-Unis/Mexique. Si elles ont été contournées avec parcimonie sous les gouvernements Bush et Obama, une cinquantaine de lois environnementales ont été écartées sous le gouvernement Trump au nom de la sécurité nationale (White House) [6]. En 2019, il a commencé le remplacement des barrières de véhicules le long de la frontière mexicaine à l'est (dans le *San Bernardino National Wildlife Refuge*) et à l'ouest (dans *Organ Pipe Cactus National Monument*) de l'État d'Arizona, afin d'y installer des barrières faites de panneaux d'acier, hautes de neuf mètres [7].

13 Qu'en est-il de Joseph Biden et de la sécurité frontalière ? Quelques heures après son investiture, Joseph Biden a tenu sa promesse de mettre fin à la déclaration d'urgence nationale décrétée par Donald Trump (Koshanski), qui avait permis de détourner des milliards de dollars d'autres programmes fédéraux pour construire la barrière frontalière (Aguilera). Joseph Biden a également promis de ne construire aucun autre kilomètre supplémentaire sous son gouvernement, ce qui serait une première depuis la présidence de Bill Clinton dans les années 1990. Il a toutefois affirmé qu'il ne supprimerait pas les barrières, symboles du gouvernement Trump, car cela risquerait de provoquer « une tempête politique » (Aguilera).

14 Toutefois, ne pas accorder de budget pour la construction de la barrière ne signifie pas ne plus s'intéresser à la sécurité frontalière.

D'ailleurs, Joseph Biden souhaite investir dans plus de technologie à la frontière (comme dans des détecteurs de mouvements, des tours fixes intégrées, des machines à rayons X) pour contrer les passages irréguliers (Biden). Il affirmait lors de sa campagne :

> A wall is not a serious deterrent for sophisticated criminal organizations that employ border tunnels, semi-submersible vessels, and aerial technology to overcome physical barriers at the border—or even for individuals with a reciprocating saw […]. The border between the Mexico and the U.S. shouldn't be treated like a war zone; it should be a place where effective governance and cooperation between our two counties helps our communities thrive and grow together—facilitating commerce and connection, and fueling the exchange of cultures and ideas.

15 L'idée de faciliter les échanges culturels, économiques et commerciaux entre les deux pays et notamment entre les villes frontalières fait plus écho aux besoins exprimés par des résidents frontaliers d'Arizona que l'idée de construire un mur (Fortuné). Comme évoqué plus haut, des milliers de Mexicains traversent la frontière vers les États-Unis tous les jours pour aller faire leurs courses. Douglas, ville frontalière états-unienne de 15 000 habitants, tire la majorité de ses revenus de sa ville sœur mexicaine Agua Prieta. Les résidents d'Agua Prieta qui ont les documents nécessaires pour aller aux États-Unis contribuent en effet à hauteur de 80 % de l'économie de Douglas, soit deux fois le budget annuel de la ville (City of Douglas). Ils se rendent notamment dans la zone commerciale en face de la frontière pour faire leurs courses à Walmart ou JC Penney, se rendent dans les *fast foods*, et dépensent en moyenne 196 dollars par personne et par séjour, ce qui représente un impact économique estimé à 740 millions de dollars chaque année sur la ville de Douglas et à l'échelle du comté de Cochise (City of Douglas). La barrière en elle-même n'empêche pas les résidents mexicains qui ont les visas nécessaires de traverser vers les États-Unis, mais ces consommateurs ne se sentent pas les bienvenus aux États-Unis. Lorsque Donald Trump a été élu président, les résidents ont d'ailleurs moins traversé vers Douglas (Fortuné).

16 En ce qui concerne l'immigration irrégulière, un thème politique qui divise l'opinion publique aux États-Unis, Donald Trump a mis en place

plus de 400 décrets présidentiels pour rendre le système migratoire états-unien plus restrictif. Il a annoncé vouloir bloquer l'accès aux aides publiques pour les migrants en situation irrégulière et régulière, ou encore sévir contre les villes sanctuaires (Muzaffar et Bolter). Il a également supprimé la possibilité de demander l'asile à la frontière États-Unis/Mexique (Muzaffar et Bolter). En effet, en novembre 2018, alors qu'une « caravane » de migrants [8] se déplaçait d'Amérique centrale vers la frontière nord du Mexique en vue de demander l'asile aux États-Unis, Donald Trump — en campagne pour les élections de mi-mandat où il risquait de perdre la majorité dans une des chambres du Congrès — a déclaré une crise à la frontière et a envoyé 5 000 militaires (Hutkins Seda) à la frontière pour installer des fils barbelés le long de la barrière dans le cadre de l'opération *Faithful Patriot*, ainsi que 2 000 membres de la Garde nationale (Department of Homeland Security 2018). Pour aller plus loin dans le renforcement sécuritaire, Donald Trump a signé les Protocoles de protection de migration aussi connu sous le nom de *Remain in Mexico* (« Reste au Mexique ») en janvier 2019. Affirmant que seulement 2 % des demandeurs d'asile se présentaient à leur audience (le *Department of Justice* indique qu'ils sont en fait 89 % à s'y présenter), Donald Trump a souhaité que les demandeurs d'asile soient reconduits au Mexique plutôt que d'être relâchés aux États-Unis en attendant leur audience (Kizuka). Selon le *Department of Homeland Security*, le but était de réduire le nombre de migrants en situation irrégulière qui « exploitent la loi états-unienne et de décourager les fausses déclarations de demandes d'asile » (Department of Homeland Security). Des milliers de migrants se sont ainsi retrouvés bloqués du côté mexicain, en proie aux organisations criminelles transnationales. De plus, le nombre de traitement de demandes d'asile ayant été réduit, des milliers de migrants se sont retrouvés sur liste d'attente (Mark). À cela s'est ajoutée la crise sanitaire de 2020 qui a mené à la fermeture de la frontière pour stopper la propagation du virus. Toutes les demandes d'asile ont alors été annulées et repoussées (Homeland Security). Ce protocole allant à l'encontre de la loi internationale (Liptak et Kanno-Youngs), Joseph Biden a signé un décret présidentiel quelques heures après son investiture pour y mettre fin. Si des lignes directrices claires n'ont pas encore été annoncées, le *Department of Homeland Security* a néanmoins d'ores et déjà annoncé qu'il autoriserait les demandeurs d'asile qui attendent au Mexique à

rentrer aux États-Unis après avoir été testés négatifs à la Covid-19. Ils seraient toutefois placés sous l'autorité de ICE (*Immigration and Customs Enforcement*) et devraient porter des bracelets électroniques (Beitsch).

17 Allant plus loin dans les politiques migratoires et totalement à l'encontre de celles de Donald Trump, Joseph Biden a également promis de régulariser la situation de millions de migrants, notamment celle des *Dreamers*, à savoir les jeunes arrivés en situation irrégulière aux États-Unis. Les *Dreamers* font partie du programme DACA (*Deferred Action for Chidhood Arrivals*), mis en place sous le gouvernement Obama en 2012, qui permet à ces jeunes d'étudier et de travailler légalement aux États-Unis pendant une période de deux ans, renouvelable. Donald Trump a menacé de révoquer ce programme en 2017. Suite à la polémique que cela a provoquée, la Cour suprême a finalement donné tort à Donald Trump en juin 2020. Malgré cette décision, l'agence fédérale U.S. CIS (*United States Citizenship and Immigration Services*) en charge des demandes DACA n'avait pas recommencé à les recevoir. En juillet 2020, le *Department of Homeland Security* faisait même état dans un mémorandum de rejet de nouvelles demandes, et ce malgré la décision de la Cour suprême (Informed Immigrant). Le gouvernement Biden permettrait donc à ces jeunes d'obtenir la citoyenneté états-unienne. Pour souligner l'importance de cette mesure, il a nommé Alejandro Mayorkas comme Secrétaire à la sécurité intérieure (*Secretary of the U.S. Department of Homeland Security*), un immigré arrivé enfant aux États-Unis et le premier Hispanique à occuper ce poste. La proposition de Joseph Biden, qu'il a envoyé au Congrès en mars 2020, de légaliser des millions d'immigrants serait la proposition la plus radicale et la plus globale depuis Ronald Reagan et son *Immigration Reform and Control Act* de 1986, un programme de régularisation qui a donné la citoyenneté états-unienne à trois millions d'immigrants irréguliers arrivés aux États-Unis avant le 1er janvier 1982 (Carmaco *et al.*).

Conclusion

18 Les élections présidentielles de 2020 ont révélé que les changements démographiques et la mobilisation de minorités ethniques changent

le paysage politique des États-Unis. Cela a été le cas en Arizona, tout comme dans d'autres « *swing states* » tels que la Géorgie, dont l'urbanisation croissante et la mobilisation des Africains-Américains lors des élections ont assuré à Joe Biden une victoire sans précédent (Raulin). Le facteur Trump est également à prendre en compte pour expliquer le fait que les résidents se sont tournés vers le candidat démocrate. Ce dernier facteur nous amène cependant à nous poser la question : si les électeurs en Arizona ont voté démocrate en raison de leur mécontentement vis-à-vis à Donald Trump, est-ce que l'État continuera d'être un « *purple state* » lors des prochaines élections ? Est-ce qu'il ne redeviendrait pas rouge si un candidat républicain plus modéré faisait campagne en 2024 ? Malgré une faible marge remportée par Joseph Biden, les changements démographiques et la mobilisation de minorités ethniques pourraient néanmoins, à terme, bouleverser le paysage politique en Arizona (Hart et Hedberg 2). L'État de Barry Goldwater [9] pourrait basculer d'un État rouge à bleu, avec un écart grandissant lors de prochaines élections.

19 De plus, si la sécurité frontalière et les politiques migratoires ont été des grands thèmes absents lors de la campagne, éclipsés par la crise sanitaire mondiale, ils ont toutefois fait l'objet d'une attention particulière dès les 100 premiers jours du gouvernement Biden, soulignant un revirement par rapport à son prédécesseur. Le fait que Joseph Biden fasse des sujets de la sécurité frontalière et des politiques migratoires une priorité est un signal fort, à l'image du tournant de l'Arizona. Il reste à savoir si sa réforme de l'immigration passera au Congrès. Si la Chambre des représentants — à majorité démocrate — a passé des projets de lois migratoires en mars 2020 [10], les membres du Congrès restent néanmoins très divisés sur la question (Hansen et Gonzalez).

BIBLIOGRAPHY

Acevedo, Nicole. « Young Latinos Mobilized, Voted and Were Pivotal in 2020. Organizers Want to Keep It Going ». *NBC News*, 27 novembre 2020, <www.nbcnews.com/news/latino/young-latinos-mobilized-voted-were-pivotal-2020-organizers-want-keep-n1246853> (consulté le 11 novembre 2021).

Aguilera, Jasmine. « What to Know about the Legacy of Trump's Border Wall ». *Time*, 12 janvier 2021. <https://time.com/5928808/trump-border-wall-what-to-know/> (consulté le 11 novembre 2021).

Arizona State Legislature. « Senate Bill 1070 ». *Arizona Population Estimates*, 2010, <www.census.gov/search-results.html> (consulté le 11 novembre 2021).

Arizona Statewide Results. « Arizona Presidential Election Results ». *The New York Times*, 3 novembre 2020. <www.nytimes.com/interactive/2020/11/03/us/elections/results-arizona-president.html> (consulté le 11 novembre 2021).

Barrón-López, Laura. « Trump Accelerates Arizona's Swing State Evolution ». *POLITICO*, 9 août 2020, <www.politico.com/news/2020/09/08/swing-states-arizona-409046> (consulté le 11 novembre 2021).

Beitsch, Rebecca. « Biden Eyes Plan to Replace Trump's "Remain in Mexico" Policy ». *TheHill*, 11 février 2021, <https://thehill.com/policy/national-security/538522-biden-eyes-plan-to-replace-trump-remain-in-mexico-policy-report> (consulté le 11 novembre 2021).

Biden, Joseph. « The Biden Plan for Securing Our Values as a Nation of Immigrants ». *Joe Biden for President: Official Campaign Website*, 2020, <https://joebiden.com/immigration/> (consulté le 11 novembre 2021).

Brown, Anna et Lopez, Mark Hugo. « Mapping the Latino Population, by State, County and City ». *Pew Research Center's Hispanic Trends Project*, 29 août 2013, <www.pewresearch.org/hispanic/2013/08/29/mapping-the-latino-population-by-state-county-and-city/> (consulté le 11 novembre 2021).

Carmaco, Cindy, Castillo, Andrea et O'Toole, Molly. « Biden Plans Early Legislation to Offer Legal Status to 11 Million Immigrants without It ». *Los Angeles Times*, 16 janvier 2021. <www.latimes.com/california/story/2021-01-15/biden-to-send-congress-bill-to-legalize-11-million-immigrants-who-lack-documentation> (consulté le 11 novembre 2021).

City of Douglas. *Douglas Arizona 2017 State of the City*. 2017.

Cohen, James. *À la poursuite des illégaux : politiques et mouvements anti-immigrés aux États-Unis*. Vulaines-sur-Seine : Éditions du Croquant, 2012.

Cohen, James. « L'Arizona, épicentre et laboratoire de la stigmatisation des Latinos ». *Politique americaine*, vol. 21, nº 1, juin 2013, p. 53-69.

Hirschfeld Davis, Julie et Haberman, Maggie. « Trump Pardons Joe Arpaio, Who Became Face of Crackdown on Illegal Immigration ». *The New York Times*, 25 août 2017. <www.nytimes.com/2017/08/25/us/politics/joe-arpaio-trump-pardon-sheriff-arizona.html> (consulté le 11 novembre 2021).

Department of Homeland Security. « Migrant Protection Protocols ». *Department of Homeland Security*, 24 janvier 2019, <www.dhs.gov/news/2019/01/24/migrant-protection-protocols> (consulté le 11 novembre 2021).

Department of Homeland Security. « Myth vs. Fact: Caravan ». *Department of Homeland Security*, 1er novembre 2018, <www.dhs.gov/news/2018/11/01/myth-vs-fact-caravan> (consulté le 11 novembre 2021).

Doherty, Caroll, Kiley, Jocelyn, Asheer, Nida et Jordan, Calvin. « Important Issues in the 2020 Election ». *Pew Research Center – U.S. Politics & Policy*, 13 août 2020, <www.pewresearch.org/politics/2020/08/13/important-issues-in-the-2020-election/> (consulté le 11 novembre 2021).

Duara, Nigel. « Arizona's Once-Feared Immigration Law, SB 1070, Loses Most of Its Power in Settlement ». *Los Angeles Times*, 15 septembre 2016. <www.latimes.com/nation/la-na-arizona-law-20160915-snap-story.html> (consulté le 11 novembre 2021).

Eilperin, Juliet et Miroff, Nick. « Border Fence Construction Could Destroy Archaeological Sites, National Park Service Finds ». *Washington Post*, 17 septembre 2019. <www.washingtonpost.com/immigration/border-fence-construction-could-destroy-archaeological-sites-national-park-service-finds/2019/09/17/35338b18-d64b-11e9-9343-40db57cf6abd_story.html> (consulté le 11 novembre 2021).

Fonseca, Felicia et Kastanis, Angeliki. « Native American Votes Helped Secure Biden's Win in Arizona ». AP NEWS, 19 novembre 2020, <https://apnews.com/article/election-2020-joe-biden-flagstaff-arizona-voting-rights-fa452fbd546fa00535679d78ac40b890> (consulté le 11 novembre 2021).

FortunE, Cléa. *Sécurité frontalière, insécurité locale dans les borderlands États-Unis/Mexique. Étude de Douglas (Arizona) et Agua Prieta (Sonora)*. Université Paris 3, Thèse de doctorat, 2020. <www.theses.fr/s172440>.

Galemore, Josh. « Border Wall Construction Expands, Despite Pandemic, Imperiling Jaguars and Other Animals ». *Arizona Daily Star*, 30 mars 2020. <www.nationalgeographic.com/animals/2020/03/new-border-wall-us-mexico-imperil-jaguars-other-animals/> (consulté le 11 novembre 2021).

Gomez, Melissa, Martínez, Vanessa et Mukherjee, Rahul. « Here's How Trump and Biden's Spanish Ads Target Latino Voters ». *Los Angeles Times*, 29 septembre 2020. <www.latimes.com/projects/election-2020-trump-biden-ads-latino-voters/> (consulté le 11 novembre 2021).

Gonzalez, Daniel. « Is the Biden Campaign Doing Enough to Reach out to Latino Voters? » *Arizona Republic*, 1er septembre 2020. <www.azcentral.com/story/news/politics/immigration/2020/09/01/biden-campaign-doing-enough-reach-out-latino-voters/5610868002/> (consulté le 11 novembre 2021).

Hansen, Ronald J. et Gonzalez, Daniel. « In Speech of Big Plans, Biden Open to Smaller Gains on Immigration ». *Arizona Republic*, 29 avril 2021. <www.azcentral.com/story/news/politics/immigration/2021/04/29/president-joe-biden-sets-modest-immigration-goals-in-speech-to-congress/4884335001/> (consulté le 11 novembre 2021).

Hart, Bill et Hedberg, Eric. « Arizona's Emerging Latino Vote ». *Arizona State University*, 2012, p. 14.

Homeland Security. « Joint Statement on MPP Rescheduling ». *Department of Homeland Security*, 23 mars 2020, <www.dhs.gov/news/2020/03/23/joint-statement-mpp-rescheduling> (consulté le 11 novembre 2021).

Hutkins Seda, Claire. « Militarization on the Border: Professor Timothy Dunn on the History and Implications for Health ». *Migrant Clinicians Network*, 4 décembre 2018, <www.migrantclinician.org/blog/2018/dec/militarization-border-professor-timothy-dunn-history-and-implications-health.html> (consulté le 11 novembre 2021).

Informed Immigrant. « DACA Decision at the Supreme Court 2020 ». *Informed Immigrant*, 2020, <www.informedimmigrant.com/guides/daca-decision-2020/> (consulté le 11 novembre 2021).

Joffe-Block, Jude et Greene Sterling, Terry. « Trump and Arpaio: The Bromance that Led to the Presidency and a Pardon ». *The Guardian*, 27 août 2017. <www.theguardian.com/us-news/2017/aug/26/trump-arpaio-bromance-presidential-pardon> (consulté le 11 novembre 2021).

Kizuka, Kennji. « FACT CHECK: Asylum Seekers Regularly Attend Immigration Court Hearings ». *Human Rights First*, 25 janvier 2019, <www.humanrightsfirst.org/resource/fact-check-asylum-seekers-regularly-attend-immigration-court-hearings> (consulté le 11 novembre 2021).

Koshanski, Haleigh. « Border Wall Foes Hail Order Halting Project, but Say It's Only First Step ». *AZ Big Media*, 25 janvier 2021, <https://azbigmedia.com/business/border-wall-foes-hail-order-halting-project-but-say-its-only-first-step/> (consulté le 11 novembre 2021).

Krogstad, Jens Manuel, Gonzalez-Barrera, Ana et Tamir, Christine. « Latino Democratic Voters Place High Importance on 2020 Presidential Election ». *Pew Research Center*, 17 janvier 2020, <www.pewresearch.org/fact-tank/2020/01/17/latino-democratic-voters-place-high-importance-on-2020-presidential-election/> (consulté le 11 novembre 2021).

Liptak, Adam et Kanno-Youngs, Zolan. « Supreme Court Revives 'Remain in Mexico' Policy for Asylum Seekers ». *The New York Times*, 11 mars 2020. <www.nytimes.com/2020/03/11/us/supreme-court-mexico-asylum-seekers.html> (consulté le 11 novembre 2021).

Mark, Michelle. « Trump Just Referred to One of His Most Infamous Campaign Comments: Calling Mexicans "Rapists" ». *Business Insider France*, 5 avril 2018, <www.businessinsider.fr/us/trump-mexicans-rapists-remark-reference-2018-4> (consulté le 11 novembre 2021).

Mark, Michelle. « Trump's Tough Border Policies Are Actually Helping the Human Smuggling Business, Experts Say ». *Business Insider*, 30 mai 2019, <www.businessinsider.com/smuggling-networks-thriving-under-trump-border-policies-experts-say-2019-5> (consulté le 11 novembre 2021).

Murguía, Janet. « Viewpoints: Arizona Learned from Its SB 1070 Mistake. Will the Nation? » *Azcentral*, 16 décembre 2019, <www.azcentral.com/story/opinion/op-ed/2017/06/04/arizona-sb-1070-la-raza/357184001/> (consulté le 11 novembre 2021).

Muzaffar, Chishti et Bolter, Jessica. « The U.S. Presidential Campaign Cements Political Parties' Deepening Schism on Immigration ». *Migrationpolicy.org*, 30 septembre 2020, <www.migrationpolicy.org/article/us-presidential-campaign-cements-political-parties-deepening-schism-immigration> (consulté le 11 novembre 2021).

Noe-Bustamante, Luis, Budiman, Abby et Lopez, Mark Hugo. « Where Latinos Have the Most Eligible Voters in the 2020 Election ». *Pew Research Center*, 31 janvier 2020, <www.pewresearch.org/fact-tank/2020/01/31/where-latinos-have-the-most-eligible-voters-in-the-2020-election/> (consulté le 11 novembre 2021).

Pew Research Center. « Mapping the 2020 Latino electorate ». *Pew Research Center's Hispanic Trends Project*, 31 janvier 2020, <www.pewresearch.org/hispanic/interactives/mapping-the-latino-electorate/> (consulté le 11 novembre 2021).

Raulin, Nicolas. « Joe Biden vainqueur en Géorgie ? La fin du règne républicain ». *Libération*, 16 novembre 2020. <www.liberation.fr/debats/2020/11/16/joe-biden-vainqueur-en-georgie-la-fin-du-regne-republicain_1805759/> (consulté le 11 novembre 2021).

Reuters. « La loi anti-immigration contrecarrée en Arizona ». *L'Express*, 29 juillet 2010. <www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique-nord/la-loi-anti-immigration-contrecarree-en-arizona_909356.html> (consulté le 11 novembre 2021).

Rivieccio, Camille. « Qui est Joe Arpaio, le shérif anti-immigrés soutenu par Donald Trump ? » *Le Monde*, 22 août 2017. <www.lemonde.fr/international/article/2017/08/22/qui-est-joe-arpaio-le-sherif-anti-immigres-soutenu-par-donald-trump_5175251_3210.html> (consulté le 11 novembre 2021).

Robert, Frédéric. « Bastions, swing states, blue wall states: éléments pour comprendre l'élection présidentielle de 2016 ». *Revue de recherche en civilisation américaine*, nº 7, décembre 2017. <http://journals.openedition.org/rrca/817>.

Robert, Robb. « Sens. Kyrsten Sinema and Mark Kelly Say They're Bipartisan. How Long Will that Last? » *Arizona Republic*, 17 janvier 2021. <www.azcentral.com/story/opinion/op-ed/robertrobb/2021/01/17/mark-kelly-kyrsten-sinema-say-bipartisan-senate-majority-will-test/4166342001/> (consulté le 11 novembre 2021).

Schultz, David et Hunter Hecht, Stacey. *Presidential Swing States: Why Only Ten Matter*. Lanham : Lexington Books, 2017.

Simonneau, Damien. « L'Arizona, laboratoire et antidote du trumpisme ». *The Conversation*, 11 novembre 2020, <http://theconversation.com/larizona-laboratoire-et-antidote-du-trumpisme-149782> (consulté le 11 novembre 2021).

Smith, Anna V. « How Indigenous Voters Swung the 2020 Election ». *High Country News*, 6 novembre 2020. <www.hcn.org/articles/indigenous-affairs-how-indigeno

s-voters-swung-the-2020-election> (consulté le 11 novembre 2021).

Stephenson, Hank. « How Joe Arpaio's Fate in Arizona Could Be a Window into Trump's ». *The New York Times*, 2 août 2020. <www.nytimes.com/2020/08/02/us/politics/arizona-election-joe-arpaio.html> (consulté le 11 novembre 2021).

Taladrid, Stephania. « Deconstructing the 2020 Latino Vote ». *The New Yorker*, 31 décembre 2020. <www.newyorker.com/news/news-desk/deconstructing-the-2020-latino-vote> (consulté le 11 novembre 2021).

Tervé, Claire. « Qui est Joe Arpaio, ce shérif si sulfureux que même Trump ne peut pas gracier ». *Le HuffPost*, 23 août 2017, <www.huffingtonpost.fr/2017/08/23/qui-est-joe-arpaio-ce-sherif-si-sulfureux-que-meme-trump-ne-peut-pas-gracier_a_23158182/> (consulté le 11 novembre 2021).

Tobias, Jimmy. « The Little-Known Law that the Trump Administration Is Using to Build a Border Wall ». *Pacific Standard*, 21 janvier 2019. <https://psmag.com/environment/the-little-known-law-that-the-trump-administration-is-using-to-build-a-border-wall> (consulté le 11 novembre 2021).

Trump, Donald. « Executive Order: Border Security and Immigration Enforcement Improvements ». *whitehouse.gov*, 25 janvier 2017, <https://trumpwhitehouse.archives.gov/presidential-actions/executive-order-border-security-immigration-enforcement-improvements/> (consulté le 11 novembre 2021).

Unidos US. « UnidosUS, SOMOS US, and Latino Decisions Release New National Poll of Latinos ». *Template-C-Article-One-Column-No-Top-Image* , 2020, <www.unidosus.org/about-us/media/press/releases/UnidosUS-Press-Release-National-Poll-of-Latinos> (consulté le 11 novembre 2021).

Valdez, Linda. « Does Mexico Still Spend Millions Each Day in Arizona? We'll Find Out ». *Azcentral*, 14 décembre 2019, <www.azcentral.com/story/opinion/op-ed/lindavaldez/2018/07/26/mexico-border-arizona-tourist-spending-study-boosts-economy/838583002/> (consulté le 11 novembre 2021).

Wang, Cecillia. « All Eyes on Arpaio ». *American Civil Liberties Union*, 4 octobre 2013, <www.aclu.org/blog/immigrants-rights/ice-and-border-patrol-abuses/all-eyes-arpaio> (consulté le 11 novembre 2021).

White House. *The National Environmental Policy Act of 1969, as Amended*. 1969. <www.energy.gov/sites/default/files/nepapub/nepa_documents/RedDont/Req-NEPA.pdf> (consulté le 11 novembre 2021).

NOTES

1 Suite au départ du sénateur Jon Kyl, le gouverneur d'Arizona Doug Ducey a nommé Martha McSally sénatrice en décembre 2018.

2 Loi sur le renforcement de l'application de nos lois et de la sécurité de nos quartiers.

3 Les agents d'application de la loi étaient tenus de demander le statut migratoire des individus qu'ils arrêtaient afin d'identifier, de poursuivre en justice et d'expulser les immigrés en situation irrégulière. De plus, les étrangers de 14 ans ou plus qui résidaient au-delà de 30 jours aux États-Unis devaient se signaler auprès du gouvernement états-unien, et devaient constamment se munir de leurs papiers pour circuler sur le territoire.

4 SB 1070 avait été dénoncée par le président mexicain de l'époque, Felipe Calderón. Il avait exprimé son mécontentement lors d'une visite officielle à la Maison-Blanche sur cette loi qui affectait les relations bilatérales en imposant aux policiers de vérifier les conditions de séjour de tous les individus qu'ils soupçonnaient d'être en situation irrégulière (Reuters).

5 L'une des raisons — autre que celles de lutter contre les passages irréguliers — pour lesquelles des barrières garde-corps et contre les véhicules avaient été installées plutôt que des barrières de neuf mètres de haut, étaient qu'elles permettaient à la faune sauvage de migrer, notamment dans les zones désertiques et montagneuses qui sont des corridors migratoires d'animaux en voie de disparition.

6 C'est le cas du *Endangered Species Act* (ESA) de 1973 — créé pour protéger les animaux en voie de disparition et les écosystèmes dans lesquels ils vivent —, le *National Environmental Policy Act* (NEPA) de 1970 — qui encourage l'harmonie entre l'homme et son environnement, fait la promotion des efforts qui limitent et éliminent les dégâts environnementaux, et qui fait la promotion de la connaissance des systèmes écologiques et des ressources naturelles importantes pour les États-Unis — ou encore le *Clean Air Act* (CAA) de 1970 — qui prévoit la diminution de la pollution de l'air — pour ne citer que quelques exemples (White House).

7 Or, ces deux sites sont pour l'un un refuge pour la vie sauvage, voué à protéger les habitats naturels de la faune et de la flore locale, et pour l'autre une réserve de biosphère protégée, à savoir un site reconnu par l'UNESCO. L'entreprise en charge de la mise en place de la barrière dans ce désert, *Southwest Valley Constructors*, utilise des machines bruyantes qui perturbent les habitats et les modes de vie des animaux sauvages, pompe l'eau des nappes phréatiques pour la mélanger au ciment qui sert de fondation à la barrière et qui sert à tasser la poussière qui pourrait gêner la construction (Galemore), et dynamite des collines de saguaros (des cactus

protégés) dont certaines sont sacrées pour les Amérindiens, comme les Tohono O'odham qui y ont leur cimetière (Eilperin et Miroff).

8 Une caravane est un déplacement de migrants qui se regroupent plutôt que de migrer seuls et qui entreprennent une longue marche pour fuir la violence et la pauvreté dans leurs pays d'origine.

9 Barry Goldwater était un sénateur conservateur, républicain, originaire d'Arizona. Il a perdu l'élection présidentielle de 1964 face à Lyndon B. Johnson, en remportant le vote de six États seulement, dont l'Arizona.

10 Le premier projet de loi a pour but d'accorder la citoyenneté états-unienne aux *Dreamers* et aux immigrés qui ont vécu aux États-Unis avec un statut de protection temporaire ; le deuxième accorderait la citoyenneté états-unienne à environ un million de travailleurs agricoles.

ABSTRACTS

Français
Cet article se propose d'aborder les élections présidentielles de 2020 sous l'angle des changements qui ont eu lieu ces dernières décennies en Arizona. Alors qu'il s'agit d'un État traditionnellement républicain, ses résidents ont voté démocrate pour la première fois depuis 1996. Nous nous interrogerons sur les raisons du passage d'un État rouge à violet, notamment à travers le changement démographique amorcé dans les années 2000, les mesures anti-migratoires comme SB 1070 en 2010, ainsi que la sécurité frontalière. Si le républicain Donald Trump avait promis de continuer une politique anti-migratoire stricte et de renforcer la sécurité à la frontière, Joseph Biden a quant à lui décidé d'annuler des décrets présidentiels de son prédécesseur, annonçant un revirement important pour l'État.

English
This article focuses on the 2020 presidential elections and on the changes that occurred in Arizona in the past decades. Usually considered as a Republican State, the majority of Arizonans chose the Democratic candidate in November 2020 for the first time since 1996. We will analyze the reasons of the transition from a red to a purple state, through the aspects of the demographic changes that started in the 2000s, the anti-migration policies such as SB 1070 in 2010 and border security measures. If Donald Trump had promised to continue his strict anti-migration policies and to reinforce border security, Joseph Biden decided in his first days in office to undo a series of executive orders signed by his predecessor, thus marking a shift for the state and its inhabitants.

INDEX

Mots-clés
Arizona, État violet, Trump (Donald), Biden (Joe), sécurité frontalière, migration

Keywords
Arizona, purple state, Trump (Donald), Biden (Joe), border security, migration

AUTHOR

Cléa Fortuné
Cléa Fortuné est ATER à l'Université Grenoble Alpes, et rattachée au laboratoire CREW (*Center for Research on the English-Speaking World*) de la Sorbonne Nouvelle. Elle étudie la sécurité à la frontière entre les États-Unis et le Mexique, ses impacts sur les résidents frontaliers et sur les migrants. Elle fait partie du comité de rédaction de la revue *RITA* (*Revue interdisciplinaire de travaux sur les Amériques*).
IDREF : https://www.idref.fr/258647248

Conclusion

Joe Biden et le 117e Congrès : le pari réformateur

Joe Biden and the 117th Congress: Bidding for Reform?

François Vergnolle de Chantal

DOI : 10.35562/rma.740

Copyright
CC BY-SA 4.0

OUTLINE

Une « révolution Biden » ?
Un *bipartisanship* en trompe-l'œil ?
Comment maîtriser le Sénat ?
Conclusion

TEXT

1 Joe Biden est entré en fonction dans un contexte sans précédents, qui va de la crise sanitaire à la prise d'assaut du Capitole à quelques jours de la cérémonie d'investiture, sans oublier une seconde tentative de destitution contre le président sortant, Donald Trump. Aucun président avant lui ne s'est trouvé dans une situation similaire, qui bouleverse tous les schémas d'analyse traditionnels. Avant la prise d'assaut du 6 janvier 2021, une date qui, sans nul doute, « restera marquée par l'infamie », comme le déclarait Franklin Roosevelt dans un contexte bien différent, les pronostics quant aux futures relations entre l'administration Biden et le 117e Congrès étaient pessimistes. Le nouveau président, un modéré historique resté dans l'ombre d'Obama pendant ses deux mandats, allait lui aussi se heurter à une opposition républicaine implacable, à l'image de celle qu'Obama avait connue, surtout à partir de 2010, et échouer dans une politique de la main tendue perdue d'avance. Mais le chaos de la transition présidentielle en 2020-2021 semble avoir créé une dynamique fort différente, confirmant à nouveau à quel point une crise est aussi une opportunité à saisir.

2 Les cent premiers jours de l'administration Biden ont en effet été caractérisés par une série de propositions qui ont frappé non seulement par leur ampleur mais par leur progressisme : des dépenses publiques qui se chiffrent en milliards de dollars, un projet de loi protégeant l'exercice du droit de vote, un autre pour l'égalité salariale entre les hommes et les femmes, un autre encore encadrant les forces de police, un renforcement du contrôle de la vente des armes à feu, une nouvelle version du *Dream Act* en matière d'immigration, etc. Si l'ensemble de cet arsenal législatif était adopté, il aurait le potentiel, à lui seul, de remodeler la société américaine. Les commentateurs ne s'y sont pas trompés qui évoquent un nouveau « New Deal » mené tambour battant par une équipe qui semble avoir tiré les leçons de la présidence Obama et des limites de sa recherche du consensus. Est-ce à dire que la promesse progressiste tant espérée à gauche depuis Obama serait sur le point de se réaliser ? Profitant d'un Parti républicain en pleine crise d'introspection post-Trump, l'administration Biden peut-elle espérer imposer les éléments-clés d'un programme démocrate aussi ambitieux ?

3 Dans le cadre de la séparation constitutionnelle des pouvoirs, où l'exécutif et le législatif sont maintenus face-à-face, dans un affrontement permanent que l'un des tous premiers observateurs français de la vie politique américaine, l'Abbé Siéyès, qualifiait « d'absurde combat de gladiateurs [1] », il y a un gigantesque fossé entre succès électoral et gouvernement, bien plus vaste que dans un régime parlementaire. Cette difficulté consubstantielle à la vie politique américaine se double ici d'un équilibre partisan bien fragile pour les démocrates. Certes le 117e Congrès leur est favorable. Ils y détiennent une majorité de 219 élus (contre 211 républicains) à la chambre basse [2] ; au Sénat, les démocrates détiennent 50 sièges (en incluant deux indépendants, Bernie Sanders, Vermont, et Angus King, Maine), de sorte qu'ils contrôlent la chambre haute grâce au vote de la vice-présidente, Kamala Harris, selon la règle instituée par la constitution. Mais la majorité politique du Sénat n'est pas sa simple majorité numérique. Non seulement une majorité extraordinaire de soixante voix est nécessaire pour mettre un terme aux obstructions procédurales et adopter une législation, mais la moindre vacance au Sénat peut bouleverser la configuration actuelle en instituant un « Congrès divisé » (*divided Congress*) qui serait dès lors paralysé.

4 C'est à partir de ces éléments que cet article s'interrogera sur la capacité d'action de la présidence Biden au 117e Congrès. Avec la montée de la polarisation partisane, le modèle classique du présidentialisme progressiste tel qu'un John M. Blum le présentait dans un court ouvrage de référence en 1980, *The Progressive Presidents*, est considérablement affaibli [3]. La présidence Obama a montré que l'on peut être élu brillamment et sous les meilleurs auspices, tout en échouant à faire bouger les lignes de fracture partisane au Congrès. Les travaux de science politique, par exemple ceux de George C. Edwards, ont souligné que l'influence présidentielle au Capitole était extrêmement limitée dans un contexte polarisé et qu'il était inutile, notamment pour un président démocrate, de tenter de convaincre des républicains opposés à toute réforme. Il est au contraire préférable de mobiliser ses soutiens tout en conservant leur unité, et utiliser les quelques opportunités existantes sans chercher à en créer de nouvelles. Dans le cas présent, les républicains n'ont aucune raison de permettre aux démocrates de remporter une quelconque victoire législative en s'alliant avec eux. La quasi-parité des deux groupes au Sénat, ainsi que la crainte d'être contestés par la base trumpiste lors des primaires de 2022 les en dissuadent. Et Mitch McConnell, le *Minority Leader* au Sénat, a bien compris depuis les années Obama que l'obstruction est une stratégie payante qui finit par se retourner contre le président en place. C'est dans ce repli des républicains sur eux-mêmes, qui s'ajoute à l'échec de l'ouverture sous Obama, que réside la principale opportunité stratégique de Biden. En d'autres termes, le président a tout intérêt à inscrire son action dans une pure et simple logique majoritaire qui fonctionne pour l'instant à son avantage. Il prend ce faisant le contrepied de Barack Obama lors de son premier Congrès, le 111e. Massivement dominé par les démocrates, ce Congrès avait été marqué par des tentatives répétées d'ouverture aux républicains, en vain. Néanmoins, l'enjeu global, pour Biden comme pour son prédécesseur démocrate, est identique et il n'est pas mince : tenter une gouvernance qui soit une réinvention du présidentialisme progressiste face à la dérive droitière des républicains au Congrès. Son slogan de campagne — *Build Back Better* — prend là tout son sens.

Une « révolution Biden » ?

5 Les trois premiers mois de l'administration — les fameux « cent jours » qui remontent au premier *New Deal* de Franklin Roosevelt entre mars et juin 1933 — ont été marqués par une intense activité gouvernementale. En quelques semaines, l'équipe présidentielle s'est lancée dans une campagne d'ampleur qui suit pour l'essentiel un mémo que le nouveau secrétaire général (*Chief of Staff*) de la Maison-Blanche, Ron Klain, faisait circuler en amont de l'entrée en fonction de Biden et qui mettait en avant quatre priorités : le Covid-19, la crise économique et sociale qui en résulte, le changement climatique et l'égalité raciale [4]. Ceci s'apparente à un programme qui peut aussi se comprendre comme la gestion des urgences, l'effacement de l'héritage Trump et le renforcement de celui d'Obama.

6 Le covid fut naturellement le centre des préoccupations de la nouvelle administration et affiché comme tel dès la période de transition, offrant ainsi un contraste clair avec l'administration sortante. La crise sanitaire fut donc un équivalent fonctionnel de la crise économique des années 1930, car la priorité accordée à la vaccination a été, comme la lutte contre le chômage de masse par FDR, un puissant facteur dans la légitimation de la nouvelle administration à un moment des plus propices. L'enjeu des cent jours est en effet de fixer le ton de la nouvelle administration en remportant au moins un succès visible afin de créer une impulsion positive. Et c'est précisément ce que la campagne de vaccination a enclenché. Au moment de l'entrée en fonction de la nouvelle administration, plus de 24 millions d'Américains avaient été contaminés et plus de 400 000 étaient décédés ; seuls 4 % des Américains avaient été vaccinés et l'administration Trump envisageait simplement de laisser les États gérer la distribution. L'administration Biden, elle, a pris les choses en main et a considérablement accéléré le rythme des vaccinations. Au printemps 2021, 150 millions de doses ont été distribuées et 55 % des plus de 65 ans ont bénéficié des deux doses nécessaires (contre 8 % le jour de l'entrée en fonction) ; tous les Américains étaient éligibles pour bénéficier du vaccin avec quinze jours d'avance sur le calendrier initialement prévu [5].

7 Juste après l'urgence sanitaire, celle des conséquences économiques et sociales de la crise était une priorité. Le PNB s'était contracté de 3,5 % en 2020 et dix millions de personnes étaient sans emploi en 2021, soit 6,3 % de la population active (le taux se situait à 3,5 % un an plus tôt). Biden héritait aussi d'un niveau d'endettement sans équivalents depuis la Seconde guerre mondiale à 21 600 milliards ; quant au déficit budgétaire créé à la fois par les baisses d'impôts fédéraux de 2017 et la crise économique, il atteignait 3 100 milliards de dollars en 2020. Le gigantesque plan de relance contre le covid, le *American Rescue Plan* d'un montant de 1 900 milliards de dollars constitue le principal succès de la nouvelle administration [6]. Ce plan de financement, en dépit de ses manques (les démocrates progressistes n'ont pas réussi à faire adopter au Sénat une augmentation nationale du salaire minimum à 15 $ de l'heure et la plus grande partie de ses dispositions sont temporaires) est un soutien massif aux classes moyennes et populaires qui vont bénéficier d'un chèque (1 400 dollars par personne), de crédits d'impôts pour les plus faibles revenus, d'aides familiales, d'un meilleur accès à l'assurance-maladie, d'un prolongement de l'assurance-chômage, etc. Sans surprise, ce plan a été adopté à la chambre basse par un vote de 219-212 (deux démocrates ont rejoint l'ensemble des républicains pour voter contre). Pour anticiper les manœuvres dilatoires au Sénat, les démocrates ont utilisé la conciliation budgétaire (*reconciliation*), qui permet de légiférer sur les impôts, les dépenses et le niveau de la dette avec une majorité simple [7]. Une fois validée, cette procédure a permis une adoption 50-49 sans l'augmentation du salaire minimum, de sorte qu'un nouveau vote à la Chambre des représentants fut nécessaire avec 220-211 (un seul démocrate était encore dans l'opposition, Jared Golden, Maine). La loi fut promulguée dans la foulée, le 11 mars.

8 Dans le même temps, Biden a signé un grand nombre de décrets (*executive orders*) et a utilisé toute la panoplie d'instruments administratifs à sa disposition pour opérer un virage à 180 degrés par rapport à son prédécesseur immédiat, dont le bilan se ramenait justement à un grand nombre d'actions administratives [8]. Un décompte mené par CNN indiquait qu'au 15 avril 2021, Biden avait signé plus de décrets et de mémorandums (49) que ses trois prédécesseurs (36 pour Trump, 34 pour Obama et 12 pour Bush). La

plupart d'entre eux avaient trait à la crise du covid (par exemple pour imposer le port du masque dans les bâtiments fédéraux ou pour l'obligation de fournir un test négatif au covid à l'arrivée aux États-Unis), mais d'autres annulaient purement et simplement les décisions de Trump : fin de la construction du mur à la frontière mexicaine, fin de l'interdiction faite aux ressortissants de certains pays musulmans d'entrer aux États-Unis, fin de la séparation des familles à la frontière, fin de l'interdiction aux transgenres d'intégrer l'armée, réintégration des Accords de Paris sur le climat, etc. [9]. Bien loin du tapage médiatique et des mises en scène de la précédente administration, cette réorientation complète s'est faite avec une grande économie de communication [10], ce qui est là aussi une autre manière de rompre avec un Trump omniprésent et dégainant constamment des messages sur Twitter.

9 Enfin, l'administration s'est engagée dans une vaste tentative de réforme tous azimuts qui justifie à elle seule les parallèles prévisibles avec Franklin Roosevelt (sur les questions économiques) ou même Lyndon Johnson (sur les questions sociales) et qui éloigne d'autant le danger que Biden ne fasse qu'un troisième mandat d'Obama, pétri de modération et aux réalisations fragiles. Même si le nombre de lois adoptées pendant les trois premiers mois d'une nouvelle administration est en régulière baisse depuis Franklin Roosevelt [11] et si l'administration Biden ne déroge pas à la règle, son bilan législatif a le potentiel pour faire évoluer en profondeur la société américaine : nombreux sont en effet les commentateurs à y voir une restauration de la légitimité de l'action publique — notamment fédérale — qui s'inscrit en rupture complète avec les perceptions dominantes, conservatrices, héritées de Reagan, pour qui le gouvernement n'était pas la solution aux problèmes, mais était lui-même le problème. L'administration a en effet envoyé au Congrès un autre plan de relance, le *American Jobs Plan*, d'un montant de 2 300 milliards de dollars, qui vise à rebâtir les infrastructures de l'économie américaine — routes et ponts, transports urbains, Internet, eau potable, réseau électrique, transport de marchandises, école publique, logements — tout en prenant à bras le corps le changement climatique ainsi que la prise en charge des personnes âgées et des handicapés. Financé par une augmentation de l'impôt sur les entreprises, qui passerait de 21 à 28 % et de la *global minimum tax* (un impôt créé en 2017 qui vise à

décourager les délocalisations), qui passerait de 13 % à 21 %[12], le plan revient sur les baisses d'impôts de Trump en 2017 ; le texte comporte également un volet important (580 milliards) consacré à la recherche et développement ainsi qu'à la formation professionnelle. La loi appelle aussi au passage d'un autre texte, destiné à faciliter le droit des employés à se syndicaliser, le *Protecting the Right to Organize Act*, qui a été déjà adopté par la chambre basse, mais dont les chances de survie au Sénat sont quasi inexistantes en l'état actuel. Le *American Jobs Plan* est en revanche en meilleure posture car son adoption à la Chambre des représentants ne fait guère de doute et, au Sénat, la *Parliamentarian* chargée d'interpréter les règles de la chambre haute, a accepté que la conciliation budgétaire soit invoquée une seconde fois en 2021, permettant ainsi un simple vote majoritaire. Enfin, Biden a présenté, lors de son premier discours au Congrès, un troisième plan de relance, le *American Families Plan*, dont l'objectif est de rattraper le retard des États-Unis en matière de santé et d'éducation. Le montant est là aussi astronomique — à 1 800 milliards de dollars (1 000 de dépenses et 800 de crédits d'impôts) — et d'une ampleur révolutionnaire. Non seulement il pérennise de nombreuses mesures du *American Rescue Plan*, mais il comprend aussi la généralisation des écoles maternelles — un confort jusqu'à présent limité aux ménages favorisés —, la création d'un programme fédéral de douze semaines de congés maladie, la gratuité des deux années passées dans les *Community Colleges* (un équivalent des IUT en France), sans condition de ressources, ainsi que des aides pour les étudiants des universités noires historiques. Ces propositions comprennent également de nouvelles dépenses fédérales pour lutter contre la pauvreté. Tout ceci serait financé par une augmentation des impôts des 1 % les plus riches : la tranche la plus élevée de leurs revenus serait imposée à 39,6 % (contre 37 % actuellement) et l'impôt sur les revenus du capital pour ceux qui gagnent plus d'un million par an serait augmenté.

10 Biden n'hésite pas plus pour utiliser les moyens administratifs, législatifs ou politiques à sa disposition pour faire avancer des propositions démocrates traditionnelles. L'administration a ainsi relancé la réglementation sur les armes à feu à l'occasion de récentes tragédies en appelant le Congrès à agir, notamment en instituant des contrôles des antécédents (*background checks*) plus stricts que ceux

qui existent pour tout nouvel acheteur d'armes à feu. Sur les questions raciales, Biden a évoqué à de nombreuses reprises la lutte contre un « racisme systémique » au sein de la société américaine, reprenant de ce fait une thématique chère à la gauche [13]. Il a d'ores et déjà mis en place un cabinet qui comprend plus de femmes et de minorités que n'importe quel président auparavant, et 58 % des 1 500 hauts fonctionnaires qu'il a nommés sont des femmes, tandis que la moitié s'identifient comme « non-Blancs [14] ». Sa campagne avait aussi un plan très complet liant équité économique et raciale et, dès son discours d'entrée en fonction, Biden a fustigé le « suprématisme blanc [15] » tout en mettant en avant des mesures destinées à rompre avec la division raciale sur laquelle Trump a prospéré. Ainsi, les dispositions du plan de relance covid et le *American Families Plan* incluent des financements qui sont dans les faits spécifiquement ciblées sur les minorités (indemnités chômage ou généralisation des maternelles par exemple). La restauration du *Patient and Affordable Care Act* (*Obamacare*) va dans le même sens. Sur ce plan, Biden a déclaré vouloir rétablir le « mandat individuel » supprimé par Trump en 2017, tout en créant une « option publique », soit un programme gouvernemental d'assurance-maladie qui serait disponible sur les marchés fédérés créés par Obama par sa loi de 2010 [16]. L'administration soutient par ailleurs le *George Floyd Justice in Policing Act* visant à encadrer les pratiques policières pour éviter le profilage ethnique et limiter les « bavures » des forces de l'ordre. Catherine E. Lhanon, présidente de la Commission sur les droits civiques et chargée des questions de justice et d'équité raciale au sein de l'administration annonce par ailleurs des mesures en termes de logement et d'éducation, dont l'impact attendu concernera là aussi en priorité les populations minoritaires. Biden a aussi signé un décret dans les premières heures de sa présidence afin de lutter contre les discriminations sexuelles ou de genre faites à la communauté LGBT, suivant en cela une décision de la Cour suprême de juin 2020, *Bostock v. Clayton*. Dans la même perspective, l'égalité salariale entre hommes et femmes était l'objectif du *Paycheck Fairness Act*, un projet régulièrement introduit, puis rejeté, depuis les années 1990 ; il a été adopté par la Chambre des représentants (217-210) mais rejeté au Sénat. Enfin, l'administration a lancé au Congrès une vaste réforme de l'immigration, le *Citizenship Act*, qui ambitionnait de légaliser les quelques douze millions d'immigrants

sans-papiers ; mais la chambre basse a adopté à la place deux lois plus mineures : le *American Dream and Promise* Act, qui vise à protéger les « Dreamers », ces enfants emmenés par leurs parents, immigrés illégaux, et éduqués aux États-Unis, et le *Farm Workforce Modernization Act* qui vise à donner un statut légal aux nombreux clandestins qui constituent la main-d'œuvre agricole saisonnière. Le premier texte a été adopté par une majorité de 228-197 (9 républicains ont soutenu les démocrates) et le second par une majorité plus large encore, 247-174 (30 républicains ont rejoint les démocrates qui n'ont eu qu'une seule défection). Reste pour finir le sujet du changement climatique : Biden a réintégré les Accords de Paris tout en annonçant quelques semaines plus tard que les États-Unis s'engageaient à doubler leur effort en réduisant les niveaux d'émission de carbone à 50 % de ce qu'ils étaient en 2005. La transition énergétique est d'ailleurs une autre priorité des plans de relance car la compétition avec la Chine sur ce plan est un des enjeux majeurs des prochaines années. Ce manteau d'arlequin de mesures, projets, déclarations a pourtant une cohérence : il s'agit de renforcer ce qui reste de l'héritage Obama après quatre années de présidence Trump, et d'amplifier certaines de ses orientations. Au total, il semble s'agir de restaurer l'esprit inclusif et tolérant qui présidait aux campagnes de Barack Obama en 2008 et en 2012.

Un *bipartisanship* en trompe-l'œil ?

11 Il est certes trop tôt pour faire des projections sur le reste du mandat à partir de cette effervescence. Certains présidents démocrates, comme Jimmy Carter, ont enregistré de nombreux succès pendant leurs cent premiers jours, sans réussir à transformer l'essai par la suite. Mais il est d'ores et déjà certain que Biden a partiellement réussi à satisfaire la base du Parti démocrate, dont le glissement à gauche, déjà clair sous Obama, n'a fait que s'accélérer sous Trump [17]. C'est là aussi un tour de force qui n'avait rien d'évident. Lors de la campagne 2020, Biden n'a commencé à dominer le champ des primaires démocrates qu'après une série d'échecs cuisants [18]. Choix « par défaut », « peu enthousiasmant », « trop vieux », Biden incarne en effet un type de démocrate qui semble en porte-à-faux avec la

nouvelle génération d'électeurs du parti. Élu en 1972 à la chambre haute, il incarne cette ligne modérée que Bill Clinton a portée au pouvoir dans les années 1990 et qu'Obama a poursuivie pendant huit ans, notamment en choisissant Biden comme vice-président. Joe Biden a par ailleurs mené toute sa campagne en expliquant la nécessité de réunir le pays, de rassembler les électeurs des deux partis, et de mettre un terme aux divisions que Trump n'avait pas hésité à aggraver pour son propre bénéfice politique. Sa volonté affichée de reconstruire les normes de la démocratie américaine après les outrances trumpistes va exactement dans le même sens. Ainsi est-il délibérément resté à l'écart de la seconde procédure de destitution contre Trump. On est donc dans une configuration qui n'est pas sans rappeler la démarche post-partisane d'Obama, ce qui explique que Biden a d'abord été perçu comme son héritier.

12 D'autant que l'entourage de Biden apporte une confirmation supplémentaire de son centrisme pragmatique. Aucun des ténors de gauche ne fait partie de la nouvelle équipe. En revanche, nombreux sont ceux passés par l'administration Obama ou avec qui Biden a déjà une longue relation de travail. Il a ainsi désigné Susan Rice, ancienne *National Security Adviser* d'Obama comme présidente d'un conseil de politique intérieure, chargée de superviser une grande partie du programme politique du 46^{e} président. Merrick Garland, désigné par Obama pour remplacer Antonin Scalia à la Cour suprême mais humilié par Mitch McConnell, qui refusa de considérer sa candidature au Sénat, est devenu secrétaire à la Justice. Denis McDonough, secrétaire général (*Chief of Staff*) d'Obama pendant son second mandat, est secrétaire aux Vétérans. Jake Sullivan, déjà conseiller de Biden lorsqu'il était vice-président, est devenu *National Security Adviser*. Gina McCarthy, qui a dirigé l'*Environmental Protection Agency* entre 2012 et 2016, est devenue la conseillère présidentielle sur les questions climatiques. Il a aussi nommé Tom Vilsack comme secrétaire à l'Agriculture, un rôle que cet ancien gouverneur de l'Iowa avait tenu pendant les huit ans de présidence Obama. Alejandro Mayorkas, un avocat d'origine cubaine, a été choisi à la Sécurité intérieure et Avril Haines comme directrice de la CIA. Comme secrétaire d'État, Biden a désigné Antony Blinken, un professionnel reconnu, et Janet Yellen, directrice de la Fed de 2014 à 2018, comme secrétaire au Trésor. Le nouveau président puise ainsi

largement dans les anciens responsables de l'administration Obama. Antony Blinken, Alejandro Mayorkas et Avril Haines ont chacun été le numéro deux des départements ou de l'agence qu'ils dirigent respectivement désormais. Le secrétaire général de Joe Biden, Ron Klain, a pour sa part coordonné la réponse de la Maison-Blanche à la crise Ebola en 2014, et John Kerry, nommé émissaire spécial du président sur le climat, a servi comme secrétaire d'État. Enfin, Jen Psaki, qui est la porte-parole de la Maison-Blanche a, de son côté, joué plusieurs rôles dans l'administration Obama, dont celui de directrice des communications. Ces nominations ont été confirmées par le Sénat, ce qui s'explique essentiellement par la simplification des procédures décidée en 2013 [19].

13 Cette administration « centriste » a multiplié les déclarations d'ouverture vis-à-vis des républicains. Mais les accomplissements des cent jours montrent à nouveau à quel point les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent. Biden et ses alliés au Congrès ont manœuvré sans essayer d'intégrer les républicains, malgré des rencontres avec certains. Autrement dit, nulle trace de démarche « post-partisane » jusqu'à présent [20]. Par exemple, le *American Jobs Plan*, à l'inverse du plan de relance d'Obama en 2009, ne comporte aucune baisse d'impôts et, bien au contraire, accroît la ponction fiscale sur les entreprises. Si les cent jours sont une fenêtre sur les modalités de gouvernement d'une nouvelle administration, la conclusion est ici sans appel : la présidence Biden a adopté une pure et simple logique majoritaire.

14 Le fait est que l'état du Parti républicain au Congrès n'incite pas à la collaboration « bipartisane ». Sa « trumpisation » semble se poursuivre. Ainsi, à titre d'exemple, les appels se sont multipliés pour mettre en place une commission d'enquête au Congrès à propos de l'invasion du Capitole du 6 janvier 2021. Mais le *House Minority Leader*, Kevin McCarthy (Californie), insiste pour que la commission couvre la violence politique en général, pour inclure les manifestations de *Black Lives Matter* et des mouvements d'extrême gauche dits « antifa [21] ». Cet épisode est la toute dernière illustration du combat qui se joue actuellement à propos de l'avenir du Parti républicain. Les résultats électoraux ont été les pires possibles pour le *Leadership* du GOP, car Trump a reçu le plus grand nombre de voix de n'importe quel candidat — républicain ou démocrate — à

74,2 millions (46,8 %) à l'exception de Joe Biden bien sûr (81,2 millions soit 51,3 % des voix) avec un taux de participation exceptionnel à 66,7 % (le plus haut depuis 1900 à 73,7 %)[22]. La possibilité d'une nouvelle candidature Trump en 2024 — à 78 ans, il aurait l'âge de Biden en 2020 — complique encore un peu l'équation, de sorte qu'une véritable guerre civile se déroule au sein du Parti républicain. Elle a commencé dès le lendemain des émeutes, le 7 janvier, lorsque le *Republican National Committee* (RNC) a réélu sa présidente, Ronna McDaniel, une fervente trumpiste, alors que dans le même temps, la plupart des responsables républicains au Congrès prenaient leurs distances vis-à-vis de l'administration. Certes, Trump a quitté la présidence avec un taux d'approbation désastreux — de l'ordre de 35 % —, mais les sondages indiquent également que plus de 70 % des électeurs républicains continuent d'approuver son action, tandis qu'un niveau équivalent (6 électeurs républicains sur 10) considère que l'élection de 2020 a été une fraude massive[23]. Dans ces conditions, le parti oscille entre les tenants d'une ligne trumpiste — tels Marjorie Greene (Géorgie), Matt Gaetz (Floride), Paul Gozar (Arizona), qui ont essayé de monter un *America First Caucus* pour donner une base aux loyalistes de l'ancien président — et les opposants, comme Liz Cheney (Wyoming), Mitt Romney (Utah) ou Ben Sasse (Nebraska). S'il est impossible d'anticiper à moyen terme l'avenir du parti, il est indéniable qu'à court terme il ne peut constituer un partenaire fiable pour l'administration. Aucun républicain, quel que soit son positionnement vis-à-vis de Trump, ne prendra le risque de collaborer avec une administration démocrate dont la légitimité même est mise en cause par une majorité d'électeurs républicains. La crainte d'être contesté lors des primaires, qui deviendra de plus en plus vive au fur et à mesure que se rapprochent les *midterms* de 2022, et d'être stigmatisé comme un « RINO » (*Republican in Name Only*) sont suffisants pour garantir que la survie électorale la plus élémentaire maintienne les républicains unis contre un bouc-émissaire idéal, une administration démocrate perçue comme illégitime par une majorité de leurs électeurs et qui, par ailleurs, lance toute une série d'initiatives qui l'identifient nettement à la gauche, à ces « tax-and-spend Democrats » vilipendés depuis Reagan.

15 C'est bien l'évidence de la rupture entre républicains et démocrates qui a été la caractéristique principale des cent premiers jours de l'administration Biden. Celui-ci est le premier président démocrate depuis la montée de la polarisation au milieu des années 1990, qui fasse adopter son programme sans tenir compte des désidératas du parti minoritaire. L'évolution est d'autant plus marquée que la polarisation est fondamentalement « asymétrique », c'est-à-dire que les démocrates sont moins unis autour d'une idéologie commune que leurs collègues républicains [24]. Par ailleurs, la capacité d'influence de Biden sur les élus démocrates au Congrès est relativement faible, à tout le moins si l'on s'en tient à la mesure traditionnelle des « coattails » — littéralement, pour les québécois, les « queues-de-pie », c'est-à-dire l'effet d'entraînement de la présidentielle sur les élections locales et au Congrès. Or la campagne de Biden a eu un effet fort limité sur celles des autres démocrates, notamment à la Chambre des représentants où les démocrates ont reculé. La plupart ont été élus avec des scores plus élevés que Biden dans leurs circonscriptions et il faut remonter à 1960 pour avoir un résultat encore plus faible pour un nouveau président. On peut certes y voir d'abord un résultat du *gerrymandering* républicain depuis le recensement de 2010 ; mais il n'en demeure pas moins que Biden l'a emporté tout en étant incapable de créer un élan en faveur des démocrates pour tous les autres scrutins et pas seulement à la chambre basse. Il est dès lors difficile d'identifier un mandat puissant en faveur de Biden et des démocrates [25]. Nombreux sont les observateurs à avoir ainsi souligné que les électeurs qui ont voté Biden ont d'abord et avant tout rejeté Trump, sans pour autant adhérer aux options programmatiques du Parti démocrate.

16 Et pourtant, le ralliement des démocrates aux initiatives progressistes de l'administration Biden est frappant [26]. Pourquoi ? Deux raisons électorales viennent à l'esprit. D'abord, un phénomène similaire à celui aperçu chez les républicains est clairement à l'œuvre, c'est-à-dire une pression de la base qui pousse les élus à anticiper une contestation à gauche lors des primaires. Il y a également une forme de reconnaissance envers celui qui a réussi à battre Trump et à redonner le pouvoir aux démocrates. Mais un troisième facteur est sans doute le plus important : l'identité politique, voire symbolique, de Biden. Son positionnement a puissamment contribué à ce

ralliement, confirmant à nouveau ce vieil adage de la vie politique américaine : « Only Nixon could go to China. » Figure emblématique de l'Establishment modéré, seul Biden a paradoxalement la légitimité nécessaire pour présider à une politique progressiste qui puisse unir les différentes factions du parti, car personne ne peut mettre en cause ses instincts profondément centristes. Ainsi, son identité politique rassure les plus modérés de sa coalition. En revanche, son mode de gouvernement, lui, rassure les progressistes qui y voient enfin une présidence qui ne recule pas [27]. Les démocrates ont aussi très certainement intégré que les résultats de la présidentielle de 2020 — que ce soit en nombre de voix ou au Collège électoral — illustrent un profond mouvement d'opinion. Les sondages à propos de l'administration et de ses initiatives sont d'ailleurs bons. Ceux de Gallup se maintiennent à 57 % pour Biden ; ils dépassent même les 95 % pour les seuls démocrates, mais restent faibles chez les républicains (à 11 %) et entre 50-55 % chez les indépendants [28]. Au niveau de ses initiatives, les chiffres sont là aussi positifs. Ainsi, le plan de relance covid est approuvé à hauteur de 70 % (94 % pour les démocrates et 60 % pour les républicains) [29]. Bien loin du projet « post-partisan » d'Obama, la présidence Biden repose donc sur le rassemblement des seuls démocrates. Ce faisant, elle a intégré la nouvelle donne polarisée qui caractérise la vie politique nationale depuis plus de vingt ans et démontre que la clé du succès, dans ce contexte, est bien la mobilisation de ses alliés et de ses soutiens sans tenter d'ouverture vers le camp d'en face.

Comment maîtriser le Sénat ?

17 Cette logique majoritaire résultant de la polarisation est une première chez les démocrates (au contraire des républicains dont le *Caucus* est plus uni). Mais elle pointe vers une difficulté à venir pour l'agenda de l'administration : l'obstacle sénatorial. En effet, dans le contexte partisan actuel à la chambre haute, toute entreprise législative est en danger. Et l'ampleur des ambitions de l'administration Biden augmente d'autant les difficultés en polarisant les enjeux. Cet obstacle sénatorial ne se résume pas aux seuls équilibres partisans. Le Sénat est aussi le lieu d'une pratique procédurale des plus controversées, la « flibuste » (*filibuster*), qui peut mettre en danger l'agenda législatif des démocrates [30]. Les

règlements du Sénat rendent extrêmement difficile d'interrompre un sénateur s'exprimant en séance plénière car une majorité de soixante voix est nécessaire pour invoquer la « clôture » des débats et passer ainsi au vote. La majorité politique du Sénat est donc bien plus élevée que la majorité simple, mathématique, de cinquante et une voix ; elle est par ailleurs quasi impossible à atteindre dans le contexte actuel [31].

18 Plusieurs options sont d'ailleurs actuellement sur la table afin de réduire l'obstacle du *filibuster*. La première a un long pedigree : il s'agit d'utiliser la procédure de conciliation budgétaire (*reconciliation*) du BICRA (*Budget and Impoundment Control Act*) de 1974, qui est un moyen de permettre au Congrès de légiférer sur les questions fiscales en immunisant les votes sur ces questions contre tout *filibuster*. Le BICRA dispose qu'il ne peut y avoir qu'une conciliation budgétaire par an, mais la décision de la *Parliamentarian*, Elizabeth MacDonough, d'autoriser un second vote au titre de 2021 par le biais d'une section obscure du BICRA — la 304 — permet d'envisager plus sereinement un vote à la chambre haute du *American Jobs Act*. Elle permet aussi de repousser des changements plus difficiles. Comme ajouter des sujets sur lesquels le *filibuster* ne peut être utilisé. C'est déjà le cas de nombre d'entre eux, en plus des questions budgétaires, et, dans le contexte actuel, nombreux sont les élus de gauche à évoquer le droit de vote et son exercice. La Chambre des représentants du 117e Congrès a en effet déjà adopté le *For the People Act* (220-210), mais ce projet de loi sera très certainement victime d'un *filibuster* par les républicains du Sénat [32]. Une autre possibilité serait un changement du règlement sénatorial qui réduirait l'usage du *filibuster* sans l'éliminer, à l'image de ce qui avait été envisagé dès les années 1990. Les sénateurs pourraient ainsi décider de supprimer la possibilité de déclencher une flibuste contre un certain type de motion, par exemple celle qui ouvre le débat (*motion to proceed*), obligatoire avant de considérer un texte et qui offre donc une seconde possibilité de bloquer un texte, en amont du débat général. Mais en l'absence de la majorité extraordinaire de 67 sénateurs nécessaire, il est quasi impossible d'envisager son adoption. Dernière option, restaurer le *filibuster* dans sa version traditionnelle où le sénateur concerné devrait être physiquement présent pour faire son discours, ce qui revient à mettre un terme à la pratique actuelle selon laquelle la simple menace d'un *filibuster*

(qualifiée de « hold ») suffit à arrêter le débat ; le changement serait d'autant plus aisé techniquement qu'à l'inverse du *filibuster*, la *hold* n'a aucune base réglementaire. Toutes ces évolutions sont évoquées, certaines sont débattues entre sénateurs, mais les chances d'une quelconque adoption sont minces au vu des équilibres partisans. Sur les 50 membres du *Caucus* démocrate de la chambre haute, au moins deux d'entre eux, Joe Manchin (Virginie-Occidentale) et Kyrsten Sinema (Arizona), se sont publiquement opposés à toute réforme qui mettrait un terme à la flibuste en y voyant le cœur de l'identité sénatoriale [33], une identité qui a donné lieu à une véritable mythologie dont Frank Capra s'est emparé dans son film de 1939 *Mr. Smith Goes to Washington* pour célébrer, grâce à l'intensité dramatique de James Stewart, ce pouvoir propre à un seul sénateur de s'exprimer : ainsi, la voix de la minorité ne saurait jamais être étouffée dans « la plus grande assemblée délibérative au monde ». Sachant que les républicains, minoritaires, sont vent debout contre toute réforme du *filibuster*, les chances d'une évolution notable sous le 117e Congrès sont minces. D'autant que Joe Biden lui-même ne semble pas convaincu de la nécessité qu'il y aurait à dépenser du capital politique sur une question procédurale qui reste peu connue du grand public. Et après avoir passé trente ans comme sénateur, Biden est certainement attaché aux traditions de cette chambre et se montre peu favorable à la suppression du *filibuster*. Mais une réforme n'est pas pour autant complètement hors d'atteinte. Même si les spectaculaires événements du Capitole en janvier 2021 ont été le fait d'une foule chauffée à blanc, ils ont bien illustré la perception détestable que l'opinion a du Congrès : sclérosé, paralysé par les divisions partisanes, emberlificoté dans des procédures complexes et incompréhensibles, pris en main par les lobbies, le Congrès a un taux d'approbation détestable (il oscille entre 10 et 15 % depuis 2010 [34]), ce qui traduit une profonde délégitimation des élites politiques. Les élus du Congrès, pourtant réélus dans leur écrasante majorité avec des résultats stratosphériques, incarnent la « classe politique » qui, dans son inefficacité et son caractère litigieux, semble distante, autocentrée et souvent corrompue. S'il est difficile d'envisager une évolution profonde de l'institution, la proposition de loi visant à accorder le statut d'État au District de Columbia, réintroduite en janvier 2021, est un pas dans cette direction. Le *DC Admission Act* résoudrait le problème de représentation des quelque 700 000

habitants de la capitale fédérale en leur octroyant une représentation à l'image des autres États au Congrès.

19 Plus précisément à propos du Sénat, une restauration des droits de la majorité aurait comme conséquence de pallier le déséquilibre actuel qui est à la limite d'une crise de légitimité. Plus de la moitié de la population américaine vit dans 9 États, représentés par 18 sénateurs ; moins de la moitié de la population contrôle 82 % du Sénat. Actuellement, les 50 élus du *Caucus* démocrate au Sénat représentent 42 millions personnes de plus que les 50 élus républicains. Et ces derniers n'ont 50 sièges que parce qu'ils bénéficient surtout des votes de petits États à faible population (par ailleurs essentiellement blanche). Il est donc parfaitement envisageable qu'une majorité de sénateurs républicains ne représentent qu'une minorité de la population, ce qui était le cas lors du 116e Congrès. La configuration, déjà problématique en soi, l'est d'autant plus lorsque l'on prend en compte ses conséquences sur la composition des cours fédérales. Les trois nominations de Trump (qui lui-même avait perdu le vote populaire en 2016) à la Cour suprême ont été assurées par une majorité de 54 sénateurs républicains qui représentaient 20 millions de personnes de moins que les 46 démocrates.

20 Ces questions institutionnelles et procédurales sont certes bien éloignées des préoccupations quotidiennes des Américains et d'une présidence dont la communication repose sur l'empathie de l'exécutif et sa proximité avec les plus modestes. Mais elles constituent pourtant un aboutissement cohérent pour les mesures actuelles. Celles-ci participent d'une logique qui n'est pas sans évoquer le précédent cycle progressiste qui va de Franklin Roosevelt à Lyndon Johnson et où la gestion des crises n'est qu'une première étape avant de s'attaquer aux problèmes structurels (infrastructure, fiscalité, racisme, discrimination), puis aux questions de procédure démocratique. Biden viendrait ainsi s'inscrire dans la lignée des grands présidents réformateurs qui ont construit l'État social et refondé les institutions démocratiques.

Conclusion

21 Les premiers mois de l'administration Biden resteront comme un véritable paradoxe : un président âgé, incarnant l'Establishment

démocrate des trente dernières années et dont le centrisme a été illustré à maintes reprises, qui tente de mener sans coup férir une véritable révolution sociale. Les plans de relance successifs ont mis en place une social-démocratie de l'urgence, tout en renforçant considérablement l'État-providence existant. Voilà donc une présidence qui accélère son mouvement vers la gauche en quelques mois et confirme l'adage, appliqué à un contexte bien différent, « Only Nixon could go to China » : dans le cas présent, seul un président aussi modéré que Biden pouvait aller aussi loin en quelques mois sur les plans sociaux et raciaux.

22 Reste à voir ce qu'il adviendra de cette effervescence. Si la logique majoritaire de l'administration Biden lui permet de remporter des victoires législatives au Congrès, les républicains, unis dans leur opposition, comptent déjà sur les prochains *midterms* en novembre 2022. Non seulement la « loi d'airain » de la vie politique américaine veut que les premiers *midterms* d'une nouvelle administration soient un échec, mais par ailleurs, les résultats du recensement de 2020 vont entraîner un redécoupage électoral qui sera favorable au GOP [35]. Du fait d'une croissance plus faible de leurs populations respectives, trois bastions démocrates, l'État de New York, l'Illinois et la Californie, vont ainsi perdre des sièges à la Chambre des représentants au profit du Texas, de la Floride et de la Caroline du Nord, où le redécoupage relève du monopole du *Grand Old Party*. Ce dernier pourrait ainsi gagner mécaniquement jusqu'à cinq sièges, alors que l'avance des démocrates à la Chambre n'est pour l'instant que de huit voix.

BIBLIOGRAPHY

Azari, Julia. « A President's First 100 Days Really Do Matter ». *FiveThirtyEight*, 17 janvier 2017, <https://fivethirtyeight.com/features/a-presidents-first-100-days-really-do-matter/>.

Blum, John M. *The Progressive Presidents: Theodore Roosevelt, Woodrow Wilson, Franklin D. Roosevelt, Lyndon B. Johnson*. New York : W. W. Norton, 1982 (2e éd.).

Edwards, George C. *On Deaf Ears: The Limits of the Bully Pulpit*. New Haven : Yale University Press, 2003.

Edwards, George C. *The Strategic President: Persuasion and Opportunity in Presidential Leadership*. Princeton : Princeton University Press, 2012.

Edwards, George C. *Overreach: Leadership in the Obama Presidency*. Princeton : Princeton University Press, 2015.

Edwards, George C. *Predicting the Presidency: The Potential of Persuasive Leadership*. Princeton : Princeton University Press, 2016.

Grossback, Lawrence J., Peterson, David A. M. et Stimson, James A. *Mandate Politics*. New York : Cambridge University Press, 2012 (2e éd.).

Grossman, Matt et Hopkins, David A. *Asymmetric Politics. Ideological Republicans and Group Interest Democrats*. Oxford : Oxford University Press, 2018.

Hopkins, David et Sides, Jon (éds). *Political Polarization in America*. Londres : Bloomsbury, 2015.

Kamarck, Elaine. « The First 100 days: When Did We Start Caring about Them and Why Do They Matter? » *Brookings*, 16 avril 2021, <www.brookings.edu/blog/fixgov/2021/04/16/the-first-100-days-when-did-we-start-caring-about-them-and-why-do-they-matter/>.

Lowi, Theodore J. *The Personal President. Power Invested. Promise Unfulfilled*. Ithaca : Cornell University Press, 1985.

Meyer, Alix. *Les républicains au Congrès. La résistible ascension des conservateurs américains*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2015.

Michelot, Vincent (éd.). « Trump, la gouvernance du chaos ». *Politique américaine*, no 31, 2018.

Neustadt, Richard E. *Presidential Power and the Modern Presidents: The Politics of Leadership from Roosevelt to Reagan*. New York : The Free Press, 1991 (2e éd.).

Parker, Ashley. « Facing GOP Opposition, Biden Seeks to Redefine Bipartisanship ». *Washington Post*, 12 avril 2021. <www.washingtonpost.com/politics/biden bipartisan/2021/04/11/65b29ad8-96f0-11eb-b28d-bfa7bb5cb2a5_story.html#click =https://t.co/rNsV3pUIOO>.

Perry, Bacon. « The Pandemic Has Pushed Biden to the Left. How Far Will He Go? » *FiveThirtyEight*, 21 mai 2020, <https://fivethirtyeight.com/features/the-pandemic-has-pushed-biden-to-the-left-how-far-will-he-go/>.

Rudalevige, Andrew. *The New Imperial Presidency: Renewing Presidential Power after Watergate*. Ann Arbor : University of Michigan Press, 2006.

Rudalevige, Andrew. *Executive Policymaking: The Role of the OMB in the Presidency*. Washington, D.C. : Brookings Institution Press, 2020.

Schlesinger, Arthur M. Jr. *The Imperial Presidency*. Boston / New York : Mariner Books, 2004 (2e éd.).

Skelley, Geoffrey. « Is the Presidential Honeymoon Over? » *FiveThirtyEight*, 26 janvier 2021, <https://fivethirtyeight.com/features/what-should-we-expect-of-bidens-approval-rating-in-the-first-few-months/>.

Skowronek, Stephen. *The Politics Presidents Make: Leadership from John Adams to Bill Clinton*. Cambridge, MA : Harvard University Press, 1997 (2e éd.).

Skowronek, Stephen. *Presidential Leadership in Political Time: Reprise and Reappraisal*. Lawrence : Kansas University Press, 2010.

Vergniolle de Chantal, François. *L'impossible présidence impériale. Le contrôle législatif aux États-Unis*. Paris : Éditions du CNRS, 2016.

Vergniolle de Chantal, François et Vinel, Jean-Christian. « Obama and the Exhaustion of Progressive Presidentialism », dans François Vergniolle de Chantal (éd.), *Obama's Fractured Legacy. The Politics and Policies of an Embattled Presidency*. Édimbourg : Edinburgh University Press, 2020, p. 1-28.

NOTES

1 Siéyès, *Qu'est-ce que le Tiers-État*, Paris : Flammarion, 1988 (éd. orig. 1789), p. 16-116, note 1.

2 En mai 2021, cinq sièges à la Chambre des représentants étaient vacants (3 démocrates et 2 républicains).

3 Sur ce point, on lira Stephen Skowronek, « Twentieth-Century Remedy », *Boston Law Review*, vol. 94, 2014, p. 796-805.

4 Le mémo est disponible ici : <https://bluevirginia.us/2021/01/memo-from-incoming-white-house-chief-of-staff-ron-klain-on-the-first-ten-days-of-the-administration>.

5 Au printemps 2021, 575 000 personnes sont mortes de l'épidémie et 32,3 millions de personnes ont été infectées. CNN a une page dédiée au suivi de la crise sanitaire : <https://edition.cnn.com/interactive/2020/health/coronavirus-us-maps-and-cases/>.

6 Un an auparavant, au début de la crise, le 116e Congrès avait adopté le CARES Act d'un montant de 2 200 milliards de dollars. À titre de comparaison, le plan de relance d'Obama en février 2009 se chiffrait à 787 milliards de dollars, ce qui était plus important que l'ensemble des dépenses publiques engagées par le premier *New Deal*.

7 La conciliation budgétaire fait partie du *Budget and Impoundment Control Act* (BICRA) de 1974, mais ne fut employée pour la première fois

qu'en 1980. Elle a servi à faire adopter un grand nombre de lois majeures, comme la réforme de l'assurance-maladie sous Obama en 2010, mais aussi les baisses d'impôts décidées par Trump en 2017.

8 La revue *Politique américaine* a consacré un numéro à *Trump, la gouvernance du chaos*, n° 31, 2018.

9 Le décompte est disponible ici : <https://edition.cnn.com/interactive/2021/politics/biden-executive-orders/>.

10 La première conférence de presse officielle de Biden s'est déroulée 65 jours après son entrée en fonction, soit bien plus tard que ses prédécesseurs. Il s'adresse au Congrès à la fin du mois d'avril à l'occasion de ses cent jours.

11 Sur le nombre de lois adoptées (11 en mai 2021), on lira l'article de *FiveThirtyEight*, « What Have We Learned From Biden's First 100 Days? » : <https://fivethirtyeight.com/features/what-have-we-learned-from-bidens-first-100-days/>. Lors du premier Congrès de FDR, le 73e, 76 lois furent adoptées, mais 7 seulement sous George W. Bush, 14 sous Obama et 28 sous Trump. Cette mesure quantitative ne doit pas effacer l'aspect qualitatif des lois. La *National Public Radio* (NPR) a consacré un article à la comparaison entre Biden, FDR et LBJ : Ron Elving, « Can Biden Join FDR and LBJ in the Democratic Party's Pantheon » (17 avril 2021) : <www.npr.org/2021/04/17/985980593/can-biden-join-fdr-and-lbj-in-the-democratic-partys-pantheon>.

12 Chiffres tirés du « The Made in America Plan » (avril 2021, US Department of the Treasury) : <https://home.treasury.gov/system/files/136/MadeInAmericaTaxPlan_Report.pdf>.

13 En termes plus prosaïques, sa campagne des primaires de 2020 n'est repartie qu'à cause de la mobilisation de l'électorat afro-américain en Caroline du Sud.

14 15 % sont les premiers dans leur famille à avoir fait des études supérieures et 32 % sont naturalisés ou des Américains « de première génération ». On lira sur ce point : <https://thehill.com/homenews/administration/550894-biden-white-house-touts-diversity-of-appointees-after-100-days>.

15 Voir le site de campagne de Joe Biden : <https://joebiden.com/racial-economic-equity/>. Pour complément, on lira l'article de Jim Tankersley et Michael D. Shear, « Biden Seeks to Define His Presidency by an Early

Emphasis on Equity », *New York Times*, 23 janvier 2021 : <www.nytimes.com/2021/01/23/business/biden-equity-racial-gender.html>.

16 Obama soutenait une option publique, mais elle fut abandonnée par le Sénat démocrate du 111e Congrès. Le coût de ce plan est estimé à 750 milliards de dollars sur dix ans.

17 Voir Maddie Sach et Yutong Yua, « Why the Democrats Have Shifted Left over the Last 30 Years », *FiveThirtyEight*, 16 décembre 2019 : <https://fivethirtyeight.com/features/why-the-democrats-have-shifted-left-over-the-last-30-years/>.

18 Biden reçut moins de 21 % des voix démocrates lors du *Caucus* de l'Iowa et 8,4 % des voix lors des primaires du New Hampshire. Incarnant jusqu'à la caricature le stéréotype du modéré de l'Establishment, il n'a pas convaincu les électeurs les plus jeunes et les plus progressistes.

19 Le seul échec de l'administration fut la nomination de Neera Tanden, qui devait présider le puissant *Office of Management and Budget* (OMB). L'administration a retiré cette candidature devant l'opposition républicaine (d'anciens commentaires visant nommément des élus républicains ont refait surface) tandis que les progressistes proches de Bernie Sanders la trouvaient trop centriste. CNN tient un décompte : <https://edition.cnn.com/interactive/2021/politics/biden-cabinet-confirmations-tracker/>.

20 Voir Perry Bacon Jr, « Does Biden Really Think Republicans Will Work with Him? And Could He Be Right? », *FiveThirtyEight*, 19 janvier 2021 : <https://fivethirtyeight.com/features/does-biden-really-think-republicans-will-work-with-him-and-could-he-be-right/>.

21 Et ce en dépit d'un rapport établi en 2020 par une ONG (*Armed Conflict Location and Event Data Project* – ACLED) et Princeton qui indique que 93 % des manifestations liées à *Black Lives Matter* furent pacifiques. Plus d'informations sur ce rapport sont disponibles sur : <www.theguardian.com/world/2020/sep/05/nearly-all-black-lives-matter-protests-are-peaceful-despite-trump-narrative-report-finds>.

22 Les résultats de la présidentielle de 2020 sont disponibles sur quantité de sites. Voici la page mise à disposition par CNN : <https://edition.cnn.com/election/2020/results/president>.

23 Voir sur ce point ce sondage Reuters-Ipsos d'avril 2021 : <https://fingfx.thomsonreuters.com/gfx/mkt/oakvelbwlpr/Topline%20Reuters%20Ipsos%20Trump%20Coattails%20Poll%20-%20April%2005%202021.pdf>.
Par ailleurs, 147 membres du Congrès (8 sénateurs et 139 représentants) ont

voté pour contester au moins un des résultats au Collège électoral le 6 janvier 2021, jour de l'invasion du Capitole. Pour une liste : <https://www.nytimes.com/interactive/2021/01/07/us/elections/electoral-college-biden-objectors.html>. Rappelons que Trump et ses alliés ont perdu 63 actions en justice — la plupart étant abandonnées par manque de preuves — depuis le scrutin.

24 Matt Grossman et David A. Hopkins, *Asymmetric Politics. Ideological Republicans and Group Interest Democrats*, Oxford University Press, 2018.

25 Le « mandat » est bien entendu le résultat d'une interprétation par les responsables politiques qui commence le soir des élections. La seule indication claire d'un scrutin est qui a perdu et qui a gagné. Pour le reste, l'élection relève de l'oracle : les messages sont confus et se prêtent à toutes les analyses. On lira sur ce point Lawrence J. Grossback, David A. M. Peterson et James A. Stimson, *Mandate Politics*, New York : Cambridge University Press, 2012 (2e éd.).

26 Il n'existe pas encore de chiffre indiquant le degré d'unité des *Caucus* au Congrès (*party unity scores*) pour le 117e Congrès. En mai 2021, GovTrack indique 11 lois adoptées par le 117e Congrès avec des votes caractérisés par un haut degré d'unité des *Caucus* : les votes sont disponibles en ligne pour chacun de ces textes. Voir aussi Lisa Lerer et Giovanni Russonello, « Democrats Were Lukewarm on Campaign Biden. They Love President Biden », *New York Times*, 15 avril 2021 : <www.nytimes.com/2021/04/14/us/politics/biden-polls-approval-rating.html>.

27 Même s'il semble avoir écarté une réforme de la Cour suprême qui élargirait le nombre de ses membres ou encore l'annulation pure et simple des 1 000 milliards de dollars que représente la dette étudiante.

28 Les sondages Gallup sont disponibles ici : <https://news.gallup.com/poll/329384/presidential-approval-ratings-joe-biden.aspx>. Le site *FiveThirtyEight* pour compléments : <https://projects.fivethirtyeight.com/biden-approval-rating/>.

29 Les sondages sont tirés de cet article : <https://news.yahoo.com/no-drama-biden-quietly-triumphs-013556361.html?>.

30 Le *filibuster* a été réformé en 2013 et 2017 d'abord par les démocrates puis par les républicains, afin de permettre que les nominations présidentielles soient confirmées à la majorité simple par le Sénat. À l'heure actuelle, la flibuste n'est donc possible que pour les débats législatifs.

31 Le dernier exemple récent d'une majorité de soixante voix fut au bénéfice des démocrates lors du 111e Congrès (2009-2011) jusqu'à ce qu'une élection locale au Massachusetts en janvier 2010 fasse passer le *Caucus* démocrate à cinquante-neuf.

32 Par prudence, les démocrates n'ont pas encore présenté une loi similaire, le *John Lewis Voting Rights Advancement Act*, qui viserait à revenir sur la décision Shelby de la Cour suprême en 2013 qui affaiblissait la portée du *Voting Rights Act*.

33 Joe Manchin est néanmoins prêt à envisager une réforme du *filibuster* qui restaurerait son caractère exceptionnel. Ainsi, il soutiendrait une réforme qui viserait à rendre nécessaire de rassembler 41 sénateurs votant pour un *filibuster*, au lieu de trouver une majorité extraordinaire de 60 pour y mettre un terme. Cette idée est explorée par Norman Ornstein, « The Smart Way to Fix the Filibuster », *The Atlantic*, 4 septembre 2020 : <https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2020/09/fix-filibuster/615961/>. Joe Manchin soutient les réformes proposées par son *Caucus* sur l'exercice du droit de vote, mais insiste pour l'inclusion de quelques républicains (son État, la Virginie-Occidentale, est un haut lieu du trumpisme).

34 Le site de Gallup est à consulter sur ce point : <https://news.gallup.com/poll/1597/confidence-institutions.aspx>.

35 Voir sur ce point, « How the 2020 Census May Help Republicans Regain Power in Washington », *The Economist*, 13 mai 2021 : <www.economist.com/united-states/2021/03/13/how-the-2020-census-may-help-republicans-regain-power-in-washington>.

ABSTRACTS

Français
Cet article tente un premier bilan de l'administration Biden au moment des cent jours. Tout en présentant les mesures réformatrices de la nouvelle équipe présidentielle, il s'interroge sur la marge de manœuvre dont bénéficie le 46e président face à un 117e Congrès dont l'équilibre partisan est fragile. Si la réforme est particulièrement contrainte dans un contexte polarisé, l'article montre que Biden semble avoir tiré les leçons des tentatives d'ouverture d'Obama et joue pleinement la carte majoritaire et partisane, en dépit de sa rhétorique modérée.

English
This article discusses the governing tactics of the Biden administration in light of its record three months after Biden's inauguration. Considering the extent of polarization in the 117th Congress, the 46th President has a limited leeway. The Obama "post-partisan" precedent illustrated the limits of reaching across the aisle. Despite their centrist rhetoric, Biden and his team seem to have drawn the conclusion that the only way to move things forward is to stick to a majoritarian and partisan political momentum.

INDEX

Mots-clés
congrès, Biden (Joe), Parti démocrate, Parti républicain, élections, contre-pouvoirs

Keywords
Congress, Biden (Joe), Democratic Party, Republican Party, elections, checks and balances

AUTHOR

François Vergnolle de Chantal
François Vergniolle de Chantal est professeur de civilisation américaine à l'Université de Paris. Il a publié en 2016 *L'impossible Présidence impériale* (Éditions du CNRS) et a dirigé le collectif *Obama's Fractured Legacy. The Politics and Policies of an Embattled Presidency* (Edinburgh UP, 2020). Il a co-dirigé la revue *Politique américaine* de 2012 à 2019.
IDREF : https://www.idref.fr/07737245X
ORCID : http://orcid.org/0009-0007-5317-9293
ISNI : http://www.isni.org/000000011591847X
BNF : https://data.bnf.fr/fr/15033878